

DES INFRACTIONS

aux Arrêtés d'Expulsion

et d'Interdiction de Séjour

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 Mars 1936, à 13 heures 30

PAR

Xavier BARTHÉLEMY

JURY { *Président* : M. HUGUENEY, *professeur*.
 { *Suffragants* { MM. DONNEDIEU DE VABRES } *professeurs*.
 ESMEIN

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

1936

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES INFRACTIONS aux Arrêtés d'Expulsion et d'Interdiction de Séjour

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 Mars 1936, à 13 heures 30

PAR

Xavier BARTHÉLEMY

JURY { *Président : M. HUGUENEY, professeur.*
Suffragants { MM. DONNEDIEU DE VABRES } *professeurs.*
ESMEIN }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

1936

DES INTERACTIONS

des Artères d'Expulsion

et d'Interruption de Séjour



Principales Abréviations

Cass. Civ. ; Cass. Crim. = Chambre Civile, Chambre Criminelle : arrêt de cassation.

Cass. part. Crim. ; Cass. *parte in qua* = Chambre Criminelle : arrêt de cassation partielle.

C. E. = Conseil d'Etat.

Cl. = Clunet, Journal de droit international privé.

D. ou D. P. = Dalloz, recueil périodique de jurisprudence.

D. H. = Dalloz, Recueil hebdomadaire de jurisprudence.

Non-recev. Crim. = Chambre Criminelle : arrêt de non-recevabilité.

Non-lieu Crim. = Chambre Criminelle : arrêt de non-lieu à statuer.

P. = Journal du Palais.

P. Chr. = Collection chronologique du journal du Palais.

R. D. I. P. = Revue de droit international public.

R. d. i. p. = Revue de droit international privé.

Rej. Crim. = Chambre Criminelle, arrêt de rejet.

Req. = Arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation.

S. = Recueil Sirey.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550414_0055

INTRODUCTION

L'heure n'est pas encore venue où l'on pourrait saluer l'aube d'une civilisation reconstruite sur des bases nouvelles, où l'on pourrait suivre pas à pas la marche d'un progrès moral suivant une courbe ascendante. Mais où aller chercher cette bienfaisante renaissance qui baignerait le monde d'une vertu régénératrice ? Malgré les efforts incessants, malgré les institutions charitables laissées à l'initiative privée ou subventionnées par l'Etat, la criminalité augmente, et avec elle, les poursuites et les condamnations. Lentement mais sûrement, les statistiques voient leurs chiffres grossir et révèlent que, pour une bonne part, les étrangers en sont responsables. Aussi conçoit-on que leur présence sur le sol français soulève des problèmes inquiétants qu'arrive difficilement à atténuer l'expulsion.

A l'opposé, on comprend que le fait d'exercer une surveillance sur des individus qui ont purgé leur peine de prison, comme le fait de leur interdire de paraître dans certains lieux où leur présence serait un danger, puisse constituer des mesures qui semblent pouvoir porter leurs fruits. Voilà donc, parmi le réseau qui est tendu aux délinquants, deux mailles qui ne devraient pas se desserrer. Une arme contre les étrangers jugés indésirables : l'expulsion. Une autre arme contre les nationaux et les étrangers condamnés : l'interdiction de séjour.

C'est, certes, une mesure utile de protection sociale que celle qui consiste à restreindre la liberté des individus établis dans tel pays, dans telle localité, et à obliger ceux-ci

à résider dans certains lieux. De tous temps, on a retiré d'une telle manière de faire un avantage financier. En effet, en restreignant la liberté d'aller et de venir, par l'expulsion de lieux déterminés ou par l'obligation d'une résidence forcée dans une région fixée, on évite une détention coûteuse à la charge de l'Etat, sans négliger le caractère à la fois préventif et répressif sérieux de l'interdiction. Le raisonnement est identique, eu égard à l'expulsion des étrangers indésirables.

D'une part, c'est à titre de *peine proprement dite* que certains condamnés sont privés d'un bien auquel ils attachent de l'importance. D'autre part, c'est à titre de *mesure de sûreté* qu'il peut être nécessaire d'organiser le *domicile obligatoire*, l'*interdiction de séjour* ou l'*expulsion* sur des bases telles que lorsque les actes du délinquant révèlent ses instincts pervers et montrent qu'il doit être considéré comme dangereux pour l'ordre social, il soit possible de le mettre dans l'impossibilité de troubler la tranquillité publique.

Mais il ne suffit pas de prendre des mesures, de signer des arrêtés, il faut que ceux-ci soient strictement observés. Malheureusement, aujourd'hui il n'en est pas ainsi : un individu est-il expulsé par le Gouvernement d'un pays ? S'il a franchi la frontière, il n'aura de cesse avant de retourner dans ce pays où il a des attaches familiales et peut-être un travail assuré. Le plus souvent, il n'obéira pas à l'arrêté pris à son encontre, et ne sortira même pas du territoire dont pourtant il a été expulsé. Dans l'un ou l'autre de ces cas, l'individu est en état d'infraction à un arrêté d'expulsion.

Une semblable désobéissance se révèle eu égard aux dispositions prises par le Législateur, en 1885, quand il eut

décidé d'interdire certains séjours aux libérés pour préserver la Société. Celui-ci s'aperçut très vite que ses efforts ne seraient pas couronnés d'un succès définitif. Bien souvent, en effet, au seuil de la prison, le libéré ne résiste pas aux sollicitations de ses anciens compagnons, de ses complices, qui ne manquent pas de l'inviter à fêter la liberté recouvrée. Dépaysé dans un lieu qu'il ne connaît pas, attiré et fasciné par les agglomérations et les grandes villes où l'on peut plus facilement trouver du travail, voire même des distractions de tous ordres et où l'on peut se cacher plus facilement après un mauvais coup, il n'hésitera guère à transgresser l'interdiction qui lui a été faite et il commettra une infraction à l'arrêté d'interdiction dont il a été l'objet.

On aurait pu se borner à ne considérer que l'un ou l'autre de ces aspects, et à n'étudier que l'infraction à l'arrêté d'expulsion ou celle commise à l'interdiction de séjour, mais il semble plus intéressant de les confronter, d'autant plus qu'on peut les relier historiquement à l'ancien crime de rupture de ban ; l'infraction prévue par la loi du 27 mai 1885 dans son article 19 est l'héritière en ligne directe de la rupture de ban, et l'infraction punie par l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849 y puise son origine. En effet, la rupture de ban étant l'infraction commise à l'interdiction qui frappe certains condamnés de paraître dans certains lieux déterminés ou au contraire de s'en éloigner est, d'une part, la source directe de l'infraction à l'interdiction de séjour et a, d'autre part, un lien certain avec l'infraction commise par les étrangers à l'arrêté d'expulsion pris à leur rencontre.

On va donc essayer de placer sous le même « chapeau » de la rupture de ban, les origines historiques des

infractions commises à l'expulsion et à l'interdiction de séjour. Ensuite, il sera utile de mettre en relief l'importance considérable que celles-ci ont prises dans le droit actuel, surtout depuis la guerre de 1914 eu égard au problème que pose l'accroissement des étrangers en France et au problème que soulève l'existence des apatrides et des réfugiés ; à ce sujet, quelques éléments de statistiques nous fournissent d'intéressantes précisions. Enfin, on verra comment il importe, pour bien dégager les règles qui régissent les infractions aux arrêtés d'interdiction de séjour et d'expulsion, de les confronter et de les combiner de telle sorte qu'apparaisse le lien qui existe entre elles.

CHAPITRE PREMIER

Les deux infractions se relient historiquement à la rupture de ban

1. Origine du mot

Le ban, étymologiquement tiré du latin barbare « bannus », « cry public » ou du tudesque « bann » (1), étendard, est d'abord la proclamation officielle d'un fait public, tel qu'un édit — l'étendard déployé — puis la portée du mot s'élargit et s'étendit, non plus au fait de la proclamation, mais à la chose proclamée et à la peine encourue pour contravention aux prescriptions publiées avec l'apparat utilisé en telle occurrence (2).

Dans l'ancienne constitution germanique, une ville, un prince étaient mis au « ban de l'Empire », c'est-à-dire qu'ils étaient déchus de leurs privilèges (3).

(1) D'autres le font dériver de l'allemand (Ferrière, Dict. pratique). L'origine du mot est incertaine.

(2) Ducange. Glossaire.

Guyot : *Traité des fiefs*, t. I, p. 346.

Ainsi le « ban du Roi » énonçait autrefois les édits ou ordonnances de la couronne aussi bien que les amendes des vassaux ne remplissant pas leurs engagements vis-à-vis du fief. (Montesquieu : *Esprit des Loïs*, L. 30, Ch. XVII *in fine*).

(3) Le mot est aussi appliqué à la peine pécuniaire prononcée contre celui dont les bestiaux avaient causé un dommage à autrui, peine qui n'avait lieu généralement qu'après que des proclamations eussent déclaré les domaines « défensables ».

(Dunod : *Observation sur la coutume du Comté de Bourgogne*, Ch. III, n. 8).

Cette même étymologie avait conduit à employer ce mot pour désigner la peine infligée à un coupable condamné à sortir du royaume et cela parce que l'on conduisait le banni à son de trompe hors des limites du territoire qu'il devait abandonner. C'est aujourd'hui le bannissement, et c'est, appliqué à un étranger, l'expulsion.

D'autres acceptions du mot deviennent possibles : le *ban-arban* (1) — le ban qui consiste en permissions publiques données par quelques Seigneurs aux habitants de leur territoire de faucher, moissonner et vendanger à l'époque convenable pour l'enlèvement des récoltes (2), — le ban qui détermine le finage ou territoire de la ville, c'est-à-dire la banlieue où les officiers municipaux avaient le droit de faire des proclamations en vertu de leur juridiction (3), —

(1) Le *ban-arban* consistait en corvées d'hommes et de bêtes et était ainsi appelé dans la coutume de la Marche par suite de la proclamation faite par les Seigneurs à qui ces corvées étaient dues. (Béquet : *Répert. de droit administratif*, V^o Ban).

(2) Ce droit de police enlevé aux seigneurs depuis l'abolition des droits féodaux est aujourd'hui réservé à la police municipale et générale.

3) Ordonnances du Duché de Bouillon et coutume de Sedan. V. aussi la coutume de Péronne définissant la banlieue du Moulin banal qu'elle appelle *ban de Moulin*.

Dans plusieurs coutumes le mot « ban » est employé pour marquer un droit de banalité : four à ban ou four banal, pressoir à ban ou pressoir banal... Dans le ressort du Parlement de Flandre on appelait *bans de Mars* les proclamations adressées chaque année, au retour du printemps aux habitants des villages pour les avertir des travaux à faire aux chemins (Sebire et Carteret : *Encycl. du droit*, V^o Bans de Mars).

Dans la coutume de Metz on appelait *ban du tréfonds* un décret par lequel le créancier d'une rente se faisait adjuger après trois publications et l'accomplissement de certaines formalités, l'héritage assuré et non relevé pour en jouir comme d'un bien lui appartenant. (Ordon. Metz 1564, tit. II).

le ban ou appel fait par le seigneur à ses vassaux pour les convoquer sous son étendard (1).

On est arrivé à concevoir ainsi le ban de surveillance comme une sorte de bannissement prononcé contre certains condamnés placés sous la surveillance de la haute police et consistant dans la prohibition de certains lieux ou dans l'obligation de ne pas changer de résidence sans avertir l'Administration.

A côté de cette conception, le bannissement s'affirme comme une peine en vertu de laquelle le condamné est transporté hors du territoire de son pays. Son appellation vient de *ban*, toujours pour cette raison qu'anciennement on accompagnait à son de trompe celui qui était expulsé, afin que la peine et l'exécution fussent notoires.

C'est ainsi que la rupture de ban est liée d'un côté à l'organisation du régime de la surveillance auquel sont soumis certains condamnés, à l'expiration de leur peine, et de l'autre côté à cette condamnation qui, sous le nom d'*ostracisme* à Athènes et de *pétalisme* à Syracuse (2), est devenue ensuite le véritable bannissement, idée qui enfante l'expulsion moderne.

(1) Et comme la noblesse seule assurait le service militaire, l'appel des vassaux immédiats étant le ban, le seigneur pouvait aussi convoquer l'arrière-ban, c'est-à-dire ses vavassaux. De cette acception sont dérivés les mots bannière et seigneurs bannerets. (Boutaric : *Traité des droits seigneuriaux*, p. 441).

Aujourd'hui on parle encore de bans de vendange, de bans de moissons. On a aussi conservé l'expression bans pour désigner les annonces qui se font à l'église avant le mariage.

(2) Cette mesure portait le nom d'« *ostracisme* » à Athènes parce chaque votant inscrivait son suffrage sur une coquille; elle s'appelait « *pétalisme* » à Syracuse parce que les votes étaient inscrits sur des feuilles d'olivier.

2. A Athènes et à Rome

La sanction du bannissement figurait dans la législation pénale athénienne : si Alcibiade ou Xénophon, Thucydide ou Démosthène avaient commis le crime de rupture de ban, ils auraient été punis de mort.

Dans les premiers temps de la république romaine, comme un citoyen ne pouvait perdre les droits de cité sans son consentement, la sanction du bannissement fut appliquée sous forme d'*interdictio aquae et ignis* ; le condamné qui s'expatriait, ne pouvait revenir, puisqu'on défendait à tous ses concitoyens de lui fournir les choses nécessaires à la vie : c'était un « blocus individuel » (1).

Avec l'époque impériale apparaît le véritable bannissement comportant la peine de la confiscation des biens et la perte des droits civils (*media capitis deminutio*).

On sait, par ailleurs, que dans la notion romaine qui est celle de toute l'Antiquité, la personnalité n'appartient, en principe, qu'au citoyen. L'étranger en séjour permanent ou temporaire à Rome n'y a pas de protection légale et il se met sous l'autorité d'un citoyen afin de jouir de sa protection pratique. Il faut en excepter les Latins et les *peregrini*. C'est à peu près la notion du « *βάρβαρος* », transposée de la Grèce.

3. Ancien Droit

Dans l'ancien droit, ce n'est plus aux criminels que s'applique l'interdiction de paraître dans certains lieux, mais aux vagabonds. Les ordonnances royales de Saint-

(1) Cicéron : *Orat pro domo*, N. 29 et 30.

Louis (1) punissaient des peines du hart, du fouet et de la prison, les individus sans aucun moyen d'existence défini qui revenaient dans les villes d'où les Magistrats les avaient chassés.

Quant aux individus bannis, l'infraction qu'ils commettaient en rompant leur ban était punie aux termes d'une déclaration du 21 mai 1682, de la peine des galères à temps ou à perpétuité pour les hommes et, pour les femmes et filles, d'une détention à temps ou à perpétuité dans les hôpitaux généraux les plus prochains. D'après un arrêt de règlement du 12 mars 1685, cette déclaration devait être lue aux condamnés par tout juge qui prononçait le bannissement en premier ressort.

Lorsque les galériens étaient libérés, une surveillance s'exerçait sur eux, en même temps qu'il leur était interdit de résider dans certains lieux, et, une Ordonnance de Louis XIV de 1704 (2) édictait « que lesdits libérés contrevenant à ces défenses fussent, sur la seule preuve de leur identité et sans autre forme de procès, renvoyés aux galères ».

Une seconde déclaration du 8 janvier 1719 permit aux juges d'ordonner que ceux qui ne garderaient pas leur ban fussent transportés dans les colonies, mais ce texte a été abrogé par une autre déclaration du 5 juillet 1722.

4. *Le droit révolutionnaire*

Le bannissement fut aboli par le Code du 25 septembre 1791 (3).

(1) Ordonnances de Novembre 1354, de Mars 1498, du 7 Mai 1526 et du 18 Avril 1558 (*Etablissements de Saint-Louis*, Chap. XXIV).

(2) Isambert : *Recueil Général des anciennes lois françaises*, t. 20.

(3) Dans notre ancien droit, le bannissement était temporaire ou perpétuel. Le bannissement hors du royaume ne devait être prononcé

Bien que cette peine concerne les nationaux, c'est le principe même de l'expulsion qui est mis en jeu. Puisqu'il est possible d'expulser ses ressortissants, *a fortiori*, il sera loisible, en s'appuyant sur des motifs très élastiques d'ordre public, de renvoyer les étrangers jugés indésirables et de leur interdire le retour, à l'aide de sanctions rigoureuses.

Par contre, les codes de 1791 et du 3 Brumaire an IV laissèrent en vigueur le régime appliqué aux galériens libérés, tout de même qu'apparaissait la sanction contre les étrangers expulsés pour avoir omis de faire leur déclaration de résidence exigée par le décret des 21-23 mars 1793 : la prescription contenue dans ce décret qui les obligeait à sortir de la commune dans les vingt-quatre heures, et de France dans les huit jours, était sanctionnée par dix jours de fer.

La révolution française, pourtant si favorable aux étrangers, prit encore une autre mesure de police administrative sans qu'il soit nécessaire qu'un délit la précédât ; mais la loi du 28 Vendémiaire an VI qui édictait dans son art. 7 (1) des mesures de surveillance spéciale à l'égard des étrangers contenait une grave lacune : elle ne prononçait pas de sanction, et le Gouvernement était ainsi réduit à

qu'à perpétuité : il entraînait la mort civile et la confiscation des biens. Le bannissement à temps ne s'ordonnait jamais que pour avoir lieu hors de la juridiction du juge qui prononçait la condamnation.

L'Assemblée Constituante allégua qu'il aboutissait à un échange de malfaiteurs entre les Etats.

(1) Art. 7 : « Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la République ou y résidant, sans y avoir une mission des puissances neutres ou amies reconnues par le gouvernement français, ou sans y avoir acquis le titre de citoyen, sont mis sous la surveillance spéciale du pouvoir exécutif, qui pourra leur retirer leurs passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français, s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publique ».

expulser de nouveau les étrangers qui rentraient en France, malgré un arrêté d'expulsion pris contre eux.

5. *Le Code Pénal. L'art. 45 et l'art. 272*

Avant 1810, aucune sanction n'existait donc pour réprimer les infractions aux arrêtés d'expulsion. Mais, à l'égard des condamnés, le principe de la surveillance — introduit par l'art. 131 du *Senatus Consulte* du 28 Floréal an XII, atténué par le décret du 19 Ventose an XIII et aggravé par le décret du 17 juillet 1806 (1) — donnait de mauvais résultats et ne répondait pas au but que se proposait le législateur. Aussi le Code de 1810 prévoyant la surveillance dans un certain nombre de cas (2), réprima la rupture de ban dans son article 45 : c'est ce qui permettra d'observer l'extension que va prendre ce délit jusqu'à la loi du 27 mai 1885. Il ne s'applique pas à la répression du bannissement rétabli en 1810 : la rupture de ban ne rappellera que par la similitude de ses termes l'infraction de ban commise par

(1) Ce régime a d'abord placé sous la surveillance de l'Etat, les accusés absous par la Haute Cour, puis il a obligé les forçats libérés à déclarer dans quelle commune ils veulent fixer leur résidence sous la surveillance de l'autorité locale ; enfin, en 1806 le Ministre de la Police a eu le droit d'assigner à ces derniers une résidence qu'ils ne pouvaient plus quitter sans autorisation : la capitale, les résidences impériales, les places de guerre et les villes frontières leur sont interdites.

(2) La surveillance s'exerçait de plein droit à titre de peine accessoire, pendant toute leur vie, sur les condamnés aux travaux forcés à temps ou à la réclusion (art. 47) et sur les condamnés au bannissement, pendant un temps égal à la durée de la peine subie. Elle représentait la seule peine édictée contre certaines catégories de coupables. (Code Pénal art. 100, 108, 138, 144, 271) ; facultative dans certains cas prévus par les articles 67, 100, 221, 246, elle était obligatoire par application des art. 58, 271, 282 du Code Pénal.

ceux qui sont bannis du territoire malgré leur qualité de nationaux.

Au contraire, l'article 45 du Code Pénal va réprimer la rupture de ban commise par les vagabonds étrangers expulsés. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, ces notions vont s'interpénétrer : la sanction de la surveillance de haute police qui comporte originairement assignation de résidence par l'autorité avec défense pour le libéré d'en changer sans autorisation, concerne aussi le vagabondage des étrangers, comme elle concernera plus tard l'Interdiction de séjour prohibant l'accès de certains lieux. Ce ne sera qu'en 1849 que les deux domaines de l'expulsion et de la surveillance seront délimités et posséderont des sanctions propres, mais l'évolution se sera faite simultanément, englobant les deux infractions sous le signe de la rupture de ban.

Le régime de surveillance qui prévalut dans le Code Pénal de 1810 (1) consistait à exiger du condamné, soumis à la surveillance, une caution de sa bonne conduite (2) jusqu'à concurrence d'une somme dont le chiffre était fixé à l'avance par la décision judiciaire ; la sanction en était inscrite dans l'art. 45 du Code Pénal. « En cas de désobéis-

(1) Art. 44 du Code Pénal abrogé : « L'effet du renvoi sous la surveillance de Haute Police de l'Etat sera de donner au Gouvernement ainsi qu'à la partie intéressée, le droit d'exiger, soit de l'individu placé dans cet état, après qu'il aura subi sa peine, soit de ses père et mère, tuteur ou curateur, s'il est en âge de minorité, une caution solvable de bonne conduite, jusqu'à la somme qui sera fixée par l'arrêt et le jugement : toute personne pourra être admise à fournir cette caution. Faute de fournir ce cautionnement, le condamné demeure à la disposition du Gouvernement qui a le droit d'ordonner soit l'éloignement de l'individu d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans un lieu déterminé de l'un des départements de l'Empire ».

(2) Le libéré pouvait s'affranchir à tout moment de la surveillance en donnant « caution solvable de bonne conduite ».

sance à cet ordre (qui assignait un domicile forcé) le Gouvernement avait le droit de faire arrêter et détenir le condamné durant un intervalle de temps qui pouvait s'étendre jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de surveillance spéciale ». Le surveillé pouvait être ainsi détenu sans jugement ; l'Administration n'était même pas astreinte à lui faire connaître les motifs de sa décision et l'agent qui avait pris l'initiative d'une pareille mesure ne pouvait jamais être recherché pour séquestration arbitraire (1). La rupture de ban était sanctionnée par la détention administrative qui pouvait être perpétuelle, si la surveillance était à vie. Mais cette sanction était aux mains de l'Administration une arme terrible et arbitraire. D'autre part, malgré cette menace, le condamné dans l'impossibilité presque absolue de trouver du travail et de gagner honnêtement sa vie « se jetait dans la récidive plutôt par désespoir que par perversité ». Bref, la sanction, qui par ailleurs, présentait des avantages, par sa rigueur même et son manque de bon sens, s'avérait inopérante (2).

L'article 45 du Code Pénal trouva encore un autre champ d'application, restreint d'ailleurs, dans l'infraction aux mesures prévues par l'art. 272 du Code Pénal.

Les peines de l'emprisonnement et de la mise en surveillance prononcées par l'art. 271 du Code Pénal à l'égard des vagabonds et gens sans aveu ne sont pas remplacées pour les étrangers coupables de vagabondage par une simple expulsion de la France : ceux-ci sont soumis comme les

(1) H. Wachet : *L'Interdiction de séjour*, p. 25.

(2) Un avis du Conseil d'Etat du 4 août 1812 décida par interprétation, que le cautionnement ne devait être fixé que sur la demande du ministère public ; il pouvait même, étant offert, être refusé par l'Administration.

nationaux aux lois de police et de sûreté de l'Etat, et sont aussi comme eux, lorsqu'ils sont convaincus de vagabondage, passibles de l'emprisonnement et de la surveillance ; et puis, par suite de leur extranéité ils peuvent être conduits hors du territoire français. L'art. 272 (1) complète l'art. 271 (2), et encore la loi de vendémiaire an VI, en ajoutant une peine complémentaire envers une certaine catégorie d'étrangers, alors que les dispositions de l'an VI concernent tous les étrangers indistinctement.

Mais cet article n'apporte aucune sanction spéciale à l'infraction commise à l'expulsion (3). Deux hypothèses se présentent en cas de rentrée en France : si l'étranger condamné revient sur le territoire dont il a été expulsé, sans autorisation, avant que la peine de la surveillance soit expirée, il se trouve en état de rupture de ban et tombe sous l'application de l'art. 45 du Code Pénal. Mais si, le temps de l'interdiction étant expiré, il avait cessé d'être soumis à cette peine, son retour n'était passible d'aucune condamnation et ne pouvait plus être considéré comme une infraction au mode d'exécution d'une peine qui ne le régissait plus. Il pouvait seulement être reconduit à la frontière, sauf

(1) Art. 272 : « Les individus déclarés vagabonds par jugement, pourront, s'ils sont étrangers, être conduits par les ordres du Gouvernement hors du territoire de l'Empire ».

(2) Art. 271 ancien : « Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels, seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement, et demeureront, après avoir subi leur peine, à la disposition du Gouvernement, pendant le temps qu'il déterminera, eu égard à leur conduite.

(3) Le droit d'expulsion est exercé par le Gouvernement et non par les Tribunaux (Cass. Crim. 9 Sept. 1826 B. n° 178 et Cass. Crim. 6 décembre 1832 B. n° 477) mais l'autorité administrative ne peut pas reconnaître elle-même le fait de vagabondage.

à lui de la franchir à nouveau ; en effet, le Gouvernement pourra encore user des pouvoirs qui lui sont conférés par l'art. 272 : la qualité d'étranger déclaré vagabond par jugement est une qualité indélébile qui survit à l'exécution de la peine.

6. *Monarchie de juillet. Lois de 1832 et de 1834*

Il y avait là une lacune envers les étrangers expulsés puisque la loi n'assortissait d'aucune sanction leurs délits. Cependant, dans une hypothèse, la sanction de la rupture de ban s'appliquait et ouvrait la voie à la repression dans l'autre hypothèse. L'évolution ne se fit pas directement. La législation sur ce point, complétée par les lois des 21 avril 1832 et 1^{er} mai 1834 restreignait la punition de l'infraction à l'expulsion, à la seule catégorie des réfugiés politiques. Encore faut-il noter que la première de ces lois ne frappait le réfugié d'aucune peine, lorsque celui-ci rentrait en France, une fois expulsé. Il fallait procéder à une seconde expulsion sans pouvoir encore sévir contre lui. Par contre, l'article 2 de la loi de 1834 réparait l'omission commise en 1832 en punissant d'un emprisonnement de un à six mois tout réfugié étranger qui n'aurait pas obéi à l'injonction de sortir immédiatement de France, ou qui, après avoir été expulsé, reviendrait sur notre territoire, sans y être autorisé. Dans le premier cas, la peine était appliquée par le tribunal de Police Correctionnelle, dans le second, par celui du lieu où le réfugié avait été arrêté.

A la même époque, le législateur essaya d'améliorer la loi sur la surveillance et modifia les bases mêmes de l'ins-

titution : le pouvoir attribué jusque-là à l'Administration sur les surveillés qui rompaient leur ban était transféré aux tribunaux correctionnels par la loi du 28 avril 1832 (1) et ce délit n'était plus passible que d'un emprisonnement d'une durée inférieure à cinq ans. La conséquence de cet adoucissement fut d'amener les condamnés dans les grands centres, et de donner naissance à une nouvelle classe de vagabonds qui trouvaient leurs moyens d'existence dans les secours de route qui leur étaient alloués à chaque étape de leur itinéraire. La loi de 1832 n'avait fait qu'organiser le vagabondage *légal et subventionné* et avait facilité et multiplié les condamnations pour rupture de ban, prononcées à la suite d'un séjour dans les localités interdites, ou à la suite de départ sans préavis de la résidence, ou encore à la suite de l'inobservation de l'itinéraire imposé.

On était tombé dans l'écueil opposé: avant 1832 les condamnés « frappés d'une sorte de réprobation universelle et dans l'impossibilité d'amender leur conduite » rompaient leur ban parce que leur seule ressource était de rentrer en prison, en tentant auparavant les chances d'un vol ou d'une escroquerie. Avec la loi de 1832, la surveillance était devenue inefficace et les condamnations pour rupture de ban devenaient encore plus nombreuses à l'égard de ces noma-

(1) La loi supprima, en outre, l'obligation pour le condamné de fournir une caution de bonne conduite. Au surveillé furent reconnus et le droit de choisir sa résidence pourvu qu'il la fit connaître à l'Administration et le droit d'en changer pourvu qu'il prévint le maire trois jours à l'avance. Le Gouvernement ne conserva que le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il pourrait lui être interdit de paraître. La circulaire du 18 juillet 1833 rendit encore plus élastique cette surveillance.

des pour qui le vagabondage devenait une forme de vie et un moyen d'existence (1).

Mais avant que l'influence des idées ne fût réaliser en 1851 une modification du système, les événements de 1848 allaient démontrer l'utilité de généraliser en ce qui concerne les étrangers, les mesures prises par la loi du 1^{er} mai 1834 à l'égard des seuls étrangers réfugiés, et celles qui, vis-à-vis des étrangers en état de rupture de ban, étaient sanctionnées par l'art. 45 du Code Pénal (2). Aussi lorsque l'Assemblée législative fut constituée, un de ses premiers soins fut de fixer les conditions de l'admission et du séjour des étrangers en France. MM. de Vatimesnil et Lefèvre-Duruflé déposèrent sur cette question une proposition de loi (3). Elle devint la loi du 3 décembre 1849 (4) sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France.

(1) Dès 1844, les chambres étaient saisies d'une proposition ayant pour but de modifier le régime de la surveillance en substituant le régime du domicile forcé à celui de la surveillance et, en n'admettant comme exception que l'engagement moral d'un patron se chargeant du surveillé. Cette proposition, déclenchée à la suite d'un questionnaire posé aux Conseils Généraux n'aboutit pas.

(2) L'absence des sanctions dans les autres cas, avait conduit à un jugement de relaxe prononcé par le Trib. de la Seine le 26 fév. 1836 (Le Droit : 27 février 1836).

(3) Proposition de MM. Vatimesnil et Lefèvre-Duruflé, rapport par M. Lacaze le 1^{er} août (Mon. du 5) sur la prise en considération ; discussion et adoption le 4 octobre (Mon. du 5) ; rapport par M. de Montigny le 8 novembre (Mon. du 15) ; première lecture le 13 (Mon. du 14) ; deuxième lecture le 20 (Mon. du 21), le 21 (Mon. du 22), troisième lecture le 28 (Mon. du 29), le 30 (Mon. du 1^{er} décembre) ; le 3 décembre (Mon. du 4) et adoption à la majorité de 415 voix contre 194.

(4) Loi du 3 décembre 1849 X, Bull. CCXVIII n. 1814 et D. P. 49-4-171.

7. *La loi du 3 décembre 1849*

Les trois derniers articles de la loi, seuls, s'occupent du séjour des étrangers. Le rapporteur, M. de Montigny, indiqua nettement l'esprit dans lequel la loi devait être votée en vue d'armer le Gouvernement du droit d'expulsion (1) et justifia les sanctions portées dans l'art. 8 qu'il est bon de rappeler ici : « Tout étranger qui se serait sous-
« trait à l'exécution des mesures énoncées dans l'article
« précédent ou dans l'article 272 du Code Pénal, ou qui,
« après être sorti de France par suite de ces mesures, y
« serait rentré sans la permission du Gouvernement, sera
« traduit devant les Tribunaux et condamné à un emprisonnement d'un à six mois. Après l'expiration de sa peine, il sera conduit à la frontière ».

La proposition de loi avait pour objet de perpétuer les dispositions pénales contenues dans la loi du 1^{er} mai 1834 et la commission a même été d'avis d'en étendre l'application aux circonstances prévues par l'article 272 du Code Pénal. « Ainsi, dans aucun cas, l'étranger qui aura été expulsé du territoire ou auquel il aura été enjoint d'en sortir ne pourra impunément braver l'autorité nationale ». Mais il a paru nécessaire de réduire la durée de la peine spécifiée dans la proposition, à raison de la faculté d'expulsion qui persiste indéfiniment contre l'é-

(1) « Les complots qui menacent non plus seulement l'ordre gouvernemental, mais l'ordre social tout entier sont ourdis par une vaste association d'agitateurs qui, ayant abdiqué l'idée de patrie, se transportent partout où se présente la possibilité d'un bouleversement et qui, aussitôt après la ruine de leurs criminelles entreprises, vont reformer leurs rangs sur le territoire de l'Etat le plus voisin. D'autre part, il est juste que le territoire de chaque pays soit réservé aux besoins des nationaux avant d'offrir un aliment aux migrations des étrangers ». (Rapport de M. de Montigny du 8 novembre 1849).

tranger, et aussi en vue des considérations d'humanité et des motifs d'excuse qu'il pourra quelquefois invoquer en sa faveur (1). Aussi la loi permet-elle aux Tribunaux l'application dans tous les cas de l'art. 463 du Code Pénal.

La peine mentionnée dans l'article 8 devait, en tout état de cause, être appliquée à l'étranger frappé d'expulsion qui enfreignait l'arrêté pris contre lui, et sanctionnait aussi l'infraction à l'art. 272 (2).

8. *Le Second Empire : le décret du 8-12 décembre 1851
et la loi du 9 juillet 1852*

Par conséquent, la route que suivait la rupture de ban s'est fractionnée en deux tronçons. Sur l'un d'eux la rentrée en France d'un étranger expulsé et condamné à la surveillance de la haute police ne peut plus constituer le délit de rupture de ban prévu et puni par l'article 45 du Code Pénal. Mais sur l'autre, et parallèlement à la réforme de 1849, l'évolution du régime de la surveillance se continue

(1) Rapport de M. de Montigny.

(2) *Rej. Crim.* 27 mars 1852 B. n° 112. Angélique Kuhn, étrangère avait été condamnée pour vagabondage à 3 mois d'emprisonnement et 5 ans de surveillance. Expulsée de France en vertu de l'art. 272, elle s'est empressée d'y rentrer et a été arrêtée à Thionville. Poursuivie à raison de ce fait, elle ne fut condamnée par la Cour de Metz qu'à 6 mois de prison, par application de l'art. 8 de la loi du 3 décembre 1849. Le Ministère public se pourvut contre cet arrêt et soutint que la femme Kuhn étant encore en surveillance lorsqu'elle rentrait en France, la peine encourue était celle de l'art. 45 du Code Pénal et non celle de la loi de 1849. Le pourvoi fut rejeté, motif pris de ce que la Cour de Metz avait fait une saine application de l'art. 8. V. *infra* p. 63.

par le décret du 8-12 décembre 1851 (1). Les tribunaux correctionnels possèdent en effet, seuls, la mission de constater la rupture de ban et de condamner à l'emprisonnement en application de l'art. 45 du Code Pénal ; mais en outre, tout individu qui rompt son ban de surveillance, peut être transporté sans jugement, si l'Administration le désire, par simple mesure de sûreté publique, dans une Colonie pénitentiaire à Cayenne ou en Algérie pour une durée de cinq à dix ans. Le gouvernement pouvait donc ou faire subir au libéré la peine d'emprisonnement à laquelle il avait été condamné, ou le faire transporter. Le fléau du vagabondage n'en subsista pas moins, constituant un danger pour la société. Les libérés retenus malgré eux dans certaines localités qui leur étaient imposées prétendirent qu'ils n'y trouvaient aucune ressource pour vivre et rompirent leur ban ; ainsi au lieu de surveillés en état de vagabondage légal, comme sous l'empire de la loi de 1832, on eut, avec le décret de 1851, des surveillés en rupture de ban. Par ailleurs la mesure de la transportation n'était qu'un pis-aller : par simple mesure administrative, un repris de justice dont la seule faute consistait à n'avoir pas suivi l'itinéraire qui lui avait été tracé à sa sortie de prison, ou à ne pas être resté dans une résidence assignée, dans laquelle les ressources du travail lui avaient été refusées, peut se voir confondu et expatrié avec des criminels qui ont mérité le bagne (2).

(1) Ce décret enleva au libéré le choix de sa résidence et réserva au gouvernement le soin de lui en assurer une, que le condamné ne pouvait quitter sans l'autorisation préalable de l'Administration.

Les prohibitions antérieures à la prohibition générale subsistaient intégralement.

(2) Aux termes d'un rapport du Gouverneur de la Guyane paru dans le Moniteur du 2 octobre 1856, ces repris de justice en rupture de

Le décret de 1851 fut complété par la loi du 9 juillet 1852 permettant d'interdire, par voie administrative, le séjour du département de la Seine et des communes de l'agglomération lyonnaise (1). La contravention à l'arrêté d'interdiction était punie d'un emprisonnement de huit jours à un mois et le tribunal avait la faculté supplémentaire de placer le condamné sous la surveillance de la haute police, pendant un an au moins et cinq ans au plus. En cas de récidive, la peine était de deux mois à deux ans d'emprisonnement, entraînant de plein droit la surveillance de la haute police, conséquence forcée de la seconde condamnation. L'art. 463 du Code Pénal n'était pas applicable et la peine ne pouvait donc être mitigée par l'admission des circonstances atténuantes (2).

Cet ensemble de mesures rigoureuses et arbitraires, malgré un projet de loi voté seulement par le Corps législatif, subsista jusqu'au décret du Gouvernement de la Défense Nationale (3) du 24 octobre 1870 qui abrogea le décret du 8 décembre 1851 (4).

ban étaient soumis pendant un temps illimité, comme les autres forçats, aux mêmes travaux forcés.

(1) L'interdiction prononcée par le Préfet de Police ou le Préfet du Rhône, en vertu d'un arrêté approuvé par le Ministre chargé de la police générale concernait, à charge de renouvellement tous les deux ans, en premier lieu les individus qui avaient subi, depuis moins de dix ans, une condamnation à l'emprisonnement pour rebellion, mendicité ou vagabondage, ou une condamnation à un mois de la même peine pour délit de coalition, et, en second lieu, ceux qui n'avaient pas dans le département de la Seine et dans l'agglomération lyonnaise de domicile ou de moyens d'existence.

(2) Cass. Crim. 2 janvier 1885 B. n° 3.

(3) Celui-ci avait déjà pris un arrêté en date du 16 septembre 1870 excluant tous les étrangers appartenant aux pays en guerre avec la France.

(4) On fut un certain temps dans le doute sur la question de savoir si la surveillance était maintenue ou provisoirement supprimée parce

9. *La loi du 23 janvier 1874 et la loi du 27 mai 1885*

Mais le dernier état de la législation sur la surveillance de la haute police avant la suppression de cette peine, par la loi du 27 mai 1885, fut constitué par la loi du 23 janvier 1874 (1). En obligeant le condamné à un séjour de six mois dans la même résidence avant d'en changer, on espérait faire cesser le vagabondage sans porter une atteinte assez grave à la liberté du libéré pour le pousser à la rupture de ban. Cependant, la faculté que laisse la loi de choisir le lieu de sa résidence est un avantage plus apparent que réel, car les individus soumis à la surveillance ne peuvent se renseigner à cet égard et choisissent au hasard une ville éloignée, afin d'avoir à courir les aventures le plus longtemps possible. Arrivés à leur destination, quand ils ne se détournent pas de leur itinéraire pendant le trajet, ils y rencontrent mille obstacles et les voilà réduits au vagabondage, à la rupture de ban, à la mendicité, au vol, voire même au crime !

que l'art. 2 du décret de 1870 déclarait que l'effet du renvoi sous la surveillance serait « ultérieurement réglé ». La jurisprudence applique la première solution qui faisait ainsi revivre la loi de 1832.

(1) Aux termes de cette loi, le condamné était, en principe, libre de choisir sa résidence et d'en changer ; mais il devait quinze jours avant sa libération, indiquer la localité où il voulait s'établir, et, de plus, il ne pouvait la quitter, à moins de motifs exceptionnels qu'après un séjour de six mois.

En outre, le gouvernement conservait le droit de déterminer certaines localités dans lesquelles il était interdit au condamné de paraître après avoir subi sa peine.

La surveillance cessa d'être perpétuelle et ne pouvait plus excéder vingt ans ; elle était temporaire, réductible, facultative et pouvait être remise par voie de grâce et suspendue par mesure administrative.

Le régime de surveillance fut complété par un décret du 30 août 1875 et une circulaire ministérielle du 5 novembre 1875.

Bref, la surveillance ainsi conçue n'est qu'une cause de rechute et de persistance dans le désordre : elle nuit au condamné parce qu'elle l'empêche de trouver du travail, de sorte que, pour vivre, l'individu commet de nouvelles infractions. On fut d'autant plus enclin à modifier cette institution qu'on introduisit dans la législation, la relégation : ainsi, toute une série de surveillés, de récidivistes en état perpétuel de rupture de ban allaient disparaître...

Après diverses modifications apportées au texte des nombreuses propositions et projets qui se sont succédé, la loi sur les récidivistes fut votée le 27 mai 1885 (1) : l'art. 19 de la loi créait l'Interdiction de séjour, en abrogeant la loi du 9 juillet 1852. Cet article qui se réfère à l'art. 45 du Code Pénal au point de vue de la sanction est ainsi conçu :

« Est abrogée la loi du 9 juillet 1852 concernant l'interdiction par voie administrative, du séjour du Département de la Seine et de communes formant l'aggloméra-

(1) XII Bull. CM XXXI n. 15.501.

Proposition de M. Jullien et autres le 1^{er} décembre 1881, contre les récidivistes.

Proposition de MM. Waldeck Rousseau et Martin Feuillé relative à la transportation des récidivistes le 16 février 1882.

Proposition de M. Thomson et autres ayant pour objet de frapper de peines spéciales les récidivistes appartenant aux populations indigènes de l'Algérie, etc..., le 16 février 1882. Projet présenté par MM. Fallières, Ministre de l'Intérieur, et Devès, Ministre de la Justice sur la relégation aux Colonies des récidivistes et malfaiteurs d'habitude, et sur l'interdiction de séjour dans le département de la Seine le 11 novembre 1882. Rapports de MM. Waldeck Rousseau et Gerville Réache. Délibération et adoption par la Chambre des Députés le 29 juin 1883.

Rapport de M. de Verninac au Sénat le 29 juillet 1884. Délibération et adoption avec modifications le 13 février 1885.

Retour du projet modifié à la Chambre des Députés. Rapport de M. Gerville Réache le 28 mars 1885. Adoption le 12 mai 1885.

« tion lyonnaise. La peine de la surveillance de la haute
« police est supprimée. Elle est remplacée par la défense
« faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'inter-
« diction lui sera signifiée par le gouvernement avant sa
« libération. Toutes les autres obligations et formalités im-
« posées par l'art. 44 du Code Pénal sont supprimées à par-
« tir de la promulgation de la présente loi, sans qu'il soit
« toutefois dérogé aux dispositions de l'art. 635 du Code
« d'Instruction Criminelle (1). Restent, en conséquence, ap-
« plicables pour cette interdiction, les dispositions antérieu-
« res qui réglaient l'application ou la durée, ainsi que la re-
« mise ou la suppression de la surveillance de haute police
« et les peines encourues par les contrevenants conformé-
« ment à l'art. 45 du Code Pénal. Dans les trois mois qui
« suivront la promulgation de la présente loi, le Gouverne-
« ment signifiera aux condamnés actuellement soumis à
« la surveillance de la haute police, les lieux dans lesquels
« il leur sera interdit de paraître pendant le temps qui res-
« tait à courir de cette peine » (2).

Reste donc en vigueur, sauf la substitution de l'inter-
diction de séjour à la surveillance légale, l'art. 45 qui visait

(1) Art. 635 du C. I. C. « Les peines portées par les arrêts ou juge-
ments rendus en matière criminelle se prescriront par vingt années
révolues à compter de la date des arrêts ou jugements.

Néanmoins, le condamné ne pourra résider dans le département où
demeureraient, soit celui sur lequel, ou contre la propriété duquel le
crime aurait été commis, soit ses héritiers directs.

Le Gouvernement pourra assigner au condamné le lieu de son
domicile.

(2) Au Sénat, M. Bérenger avait critiqué la suppression de la haute
police, mais le rapporteur s'est attaché, au contraire, à faire ressortir
tous les fâcheux résultats de ce régime, attestés d'ailleurs par tous les
directeurs des établissements pénitentiaires.

la rupture de ban et qui n'atteindra plus désormais que les individus qui auront contrevenu aux décisions portant interdiction de séjour (1). La rupture de ban nouvelle que l'art. 4 appelle « infraction à l'interdiction de résidence » ne peut donc résulter que du fait par le condamné de se rendre dans les lieux qui lui sont interdits et qui lui auront été dûment signifiés. Mais si la loi du 9 juillet 1852 est abrogée, la loi du 3 décembre 1849 concernant les étrangers reste en vigueur, et par conséquent sous l'empire de la loi nouvelle, l'infraction à l'arrêté d'expulsion peut encore être relevée.

D'un autre côté, des questions plus délicates se posaient au sujet du régime transitoire qu'il fallait appliquer, eu égard aux termes de l'article 21 de la loi, par lesquels celle-ci ne devenait exécutoire qu'à partir de la promulgation d'un règlement d'administration publique mentionné au dernier paragraphe de l'article 18. Les condamnés soumis à la surveillance antérieurement à la loi actuelle se sont ainsi trouvés du jour au lendemain dans un état de liberté absolue jusqu'au moment où ils ont reçu la signification prévue par le dernier paragraphe de l'article 19. A défaut de cette notification, il est clair que l'ancien surveillé peut se rendre où bon lui semble, sans tomber sous le coup d'une infraction de ban. La question était donc de savoir si la loi nouvelle avait abrogé *hic et nunc* la législation antérieure ou si l'abrogation était retardée jusqu'à la promulgation du règlement d'administration publique.

Les délits de rupture de ban de surveillance commis sous l'empire de la législation précédente ont échappé à

(1) Circulaire de l'Intérieur du 1^{er} juillet 1885.

toute répression (1). Peu importe que la promulgation du règlement d'administration publique n'ait eu lieu qu'après un arrêt portant condamnation pour le délit de rupture de ban, si cet arrêt avait été frappé d'un pourvoi en cassation qui n'était pas encore jugé. L'action publique est éteinte à partir de la promulgation de cette loi (2). Par conséquent, aucune poursuite n'a pu être exercée, pendant cette période, soit pour rupture de ban, soit pour infraction à l'interdiction de séjour, le délit de rupture de ban n'ayant pu survivre à l'abolition de la surveillance de la haute police et l'infraction à l'interdiction de séjour étant subordonnée à la notification des lieux où il serait interdit au condamné de paraître (3).

Mais à l'égard de ceux qui avaient été condamnés en vertu de décisions définitives antérieures à la loi de 1885, la peine de l'interdiction de séjour a été considérée comme plus douce que celle de la surveillance de la haute police qu'elle a remplacée ; aussi, faut-il appliquer ce principe que les lois pénales rétroagissent « *in mitius* » lorsqu'un pourvoi en cassation a été formé et que, postérieurement à ce pourvoi, mais antérieurement à la décision sur le pourvoi, la surveillance a été remplacée par l'interdiction de séjour ; il y a lieu en pareil cas, non pas d'annuler l'arrêt, mais bien de renvoyer l'affaire devant la juridiction qui a

(1) Cass. Crim. 3 arrêts du 2 juillet 1885 B. Cr. n° 193 (annulation des arrêts rendus les 4, 11 et 12 juin 1885 par la Cour de Rouen).

(2) Rej. Crim. 19 juin 1885 B. n° 177 et Non-lieu Crim. 2 juillet 1885. Quinquet B. n° 195.

(3) V. aussi Rennes 10 juin 1885. S. 1886-2-11. Nîmes 18 juin 1885. G. Pal. 1885-2-58. Limoges 26 juin 1885. Gaz. Pal. 1885-2-82. Circ. du Garde des Sceaux, 8 juin 1885.

déjà statué, afin qu'il soit fait application de la loi nouvelle (1) :

Une fois les notifications respectivement reçues, les anciens surveillés et les condamnés nouveaux à l'interdiction de résidence sont placés sur la même ligne ; les uns et les autres seront passibles des peines de l'article 45 comme rupteurs de ban (2).

Si les premiers nommés n'ont pas reçu la notification dans le délai légal de trois mois expirant le 28 août 1885, ils sont affranchis de l'interdiction de séjour.

En même temps que la notification individuelle, le Préfet avise les individus maintenant soumis à l'interdiction de résidence que, faute par eux de se conformer aux prescriptions édictées (3), ils s'exposeront à tomber sous le coup de l'article 45 du Code Pénal qui reste en vigueur sous l'empire de la nouvelle loi et permet de frapper les délinquants de cinq ans de prison.

En aucun cas donc, la peine de la rupture de ban n'a été supprimée, parce qu'elle ne pouvait disparaître par voie de conséquence implicite de suppression de la surveillance.

(1) Rej. Crim. 2 juillet 1885. Bany B. n° 194.

(2) Les Parquets reçoivent, par l'intermédiaire des Préfets les noms des individus auxquels les localités comprises dans l'arrondissement sont interdites. Les feuilles qui contiennent ces noms permettent de trouver facilement les indications nécessaires pour la poursuite des infractions à l'interdiction de résidence.

(3) Ces prescriptions défendent aux libérés condamnés à l'interdiction de paraître 1) dans les localités interdites à titre général ; 2) dans les localités interdites à titre spécial (ou qui leur étaient interdites sous l'empire de la loi de 1874) ; 3) dans la circonscription communale de toute maison centrale et de ses annexes où ils ont subi leur peine.

10. *Les décrets-lois du 30 octobre 1935*

Tout récemment, le Gouvernement avait décidé de déposer un projet de loi pour réformer l'Interdiction de séjour. Mais devant les inconvénients de plus en plus grands que présente l'application de cette peine, il a estimé qu'il y avait lieu de recourir à la procédure exceptionnelle des décrets-lois pour opérer d'urgence cette réforme. Ce fut l'objet du décret du 30 octobre 1935 (1).

Le nouveau régime envisagé laisse aux interdits de séjour sous la réserve d'un contrôle périodique des autorités de police, la faculté de choisir librement leur résidence, en dehors de quelques villes très peu nombreuses qui leur seront définitivement fermées. Les condamnés pourront donc s'employer soit à la campagne, soit à la ville : les obstacles à leur reclassement pourront peut-être ainsi disparaître.

En ce qui concerne la sanction de l'interdiction de séjour l'article 45 du Code Pénal reste en vigueur et les condamnations compteront pour la relégation dans les conditions prévues par l'article 4, 4° de la loi du 27 mai 1885.

De plus, l'article 45 s'appliquera lorsque l'intéressé aura enfreint les prescriptions de l'article 4 du décret. Cet article prévoit que tout individu frappé d'interdiction de séjour recevra avant sa libération, un carnet anthropométrique d'identité : ce carnet doit être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique et soumis par lui, aux fins de visa, au commissaire de police de toute commune où il établit sa résidence et, à défaut de

(1) J. O., 31 octobre 1935.

commissaire de police, au Commandant de la brigade de gendarmerie la plus proche. Le visa n'est valable que pour une durée de deux mois, à la suite de laquelle l'intéressé devra le faire renouveler (1).

Du côté de l'expulsion, il apparaît que la sanction instituée par la loi de 1849 était insuffisante, d'autant plus que la multiplication en France des étrangers, les circonstances économiques et politiques internationales, les facilités de circulation accrues, rendent plus difficile le contrôle administratif. En conséquence, un décret du 30 octobre 1935 (2) porte la durée de la peine d'emprisonnement de six mois à deux ans.

Les tribunaux, en outre, seront tenus d'ordonner expressément que le condamné sera, après expiration de sa peine conduit à la frontière.

Le troisième alinéa de l'article 3 de la loi du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, modifiée par la loi du 16 juillet 1912, édicte maintenant la nouvelle sanction de six mois à deux ans à l'égard des délinquants (3).

(1) Le régime général de l'interdiction de séjour est devenu le suivant : chaque condamné reçoit avant sa libération, notification des lieux qui lui seront spécialement interdits. La liste en sera établie, en considération des circonstances du crime ou du délit qui a entraîné l'interdiction de séjour, par le Ministre de l'Intérieur après avis du ministère public près la juridiction qui a prononcé la condamnation et sur la proposition d'une commission. Celle-ci donne son avis, lorsque l'interdiction de séjour sera suspendue par mesure administrative, sauf en cas d'urgence.

(2) J. Off. du 31 octobre 1935.

(3) Par ailleurs, pour empêcher toute falsification ou toute contrefaçon de la carte d'identité d'étranger et de son récépissé, le décret du 2 avril 1917, qui les institue, décide que les pénalités prévues par les art. 153 et 154 du Code Pénal s'appliqueront à toute imitation ou toute falsification de cette pièce.

Une instruction du Ministre de l'Intérieur déterminera les conditions dans lesquelles le décret du 30 octobre 1935 sera applicable aux apatrides visés par les décrets des 11 janvier 1930, 16 juillet 1934 et 27 août 1935.

On verra dans l'avenir si ces mesures permettent, tout en assurant le respect dû aux décisions de l'autorité administrative, d'éviter que des étrangers sans cesse plus nombreux, ne demeurent en France où ils tombent à la charge de la collectivité publique ou des institutions d'assistance et de chômage. On verra si le Gouvernement peut ainsi économiser les frais considérables afférents à la détention d'individus perpétuellement en état d'infraction à la réglementation sur le séjour des étrangers.

CHAPITRE II

Les deux infractions ont pris une importance considérable qu'accusent les statistiques

Dès 1849, la notion d'infraction à un arrêté d'expulsion s'était donc dissociée de la notion de rupture de ban, avec laquelle elle était primitivement enchevêtrée ; on avait bien longtemps hésité sur le mode de répression qu'il fallait adopter : répression administrative ou répression judiciaire. De 1849 au décret du 30 octobre 1935, l'uniformité de la législation permettra de souligner le nombre toujours croissant des délits commis au mépris d'un arrêté d'expulsion. On assistera, à partir de 1885, à la même évolution en ce qui concerne l'infraction à l'interdiction de séjour.

Bien qu'on puisse conserver le nom générique de rupture de ban pour désigner l'une ou l'autre des infractions aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour, il paraîtra plus commode de pouvoir les distinguer par leur terme propre. Pour le reste, elles touchent, toutes deux, à un territoire commun, sur lequel on peut les confronter.

Auparavant, il est nécessaire de brosser un tableau de l'importance qu'elles ont prises à l'époque actuelle ; on en cherchera ensuite les causes et les raisons.

SECTION I

*EXTENSION DES INFRACTIONS
PROUVÉE PAR LES STATISTIQUES*

Si l'on s'accorde pour légitimer le droit d'expulsion (1) en en proclamant la nécessité, il faut assurer l'efficacité des mesures gouvernementales, une fois qu'elles sont prises.

(1) Le principe du droit à l'expulsion, si l'exercice a prêté à des projets de réforme, n'a pas été discuté. L'Etat qui expulse n'est lié par aucun contrat préalable, il reste maître de ses actions. Il expulse ou non, sans violer un engagement international; il peut expulser à l'insu de la nation à laquelle appartient un étranger suspect, au besoin malgré elle. L'expulsion n'est pas comme on a osé le prétendre « une flagrante violation des droits imprescriptibles de l'homme » parce qu'on ne peut assimiler des étrangers à des nationaux; l'humanité ne forme pas et ne formera jamais une seule nation. Il serait extravagant de laisser entrer de parti-pris des émissaires qui viendraient surveiller les agissements du Gouvernement, des espions, des fauteurs de guerre civile et de ne pouvoir les expulser dans un but de sécurité générale au cas où ils seraient entrés sur le territoire.

Presque tous les pays étrangers admettent ce droit et il serait inadmissible qu'ils procédassent à l'expulsion de nos nationaux tandis que nous abdiquerions ce droit, et « c'est au Gouvernement qu'il appartiendra de discerner les agitateurs des vrais défenseurs de la liberté et de la nationalité des peuples, au milieu desquels ils se trouvent trop souvent confondus ». (Rapport de M. de Montigny, 8 nov. 1849).

Mais ce droit d'expulsion est-il illimité ? on admet que chaque Etat a le droit d'interdire l'entrée de son territoire à certains étrangers pour motifs politiques et judiciaires; on peut donc expulser sans débat un étranger qui, par ses menées secrètes, compromet la sûreté publique.

Le crime n'est pas commis et on ne veut pas, à juste titre, qu'il soit commis. De toutes façons, le Gouvernement n'est pas obligé de livrer le vrai motif de l'expulsion, si l'intérêt général le lui commande.

Par ailleurs, il est admis que l'expulsion ne devant jamais dégénérer en extradition, l'individu conduit en vertu d'un arrêté d'expulsion à la frontière du pays où il est inculpé d'une infraction pénale ne doit pas y être poursuivi en justice.

Or, les infractions sont depuis la guerre de plus en plus nombreuses. Pareillement, si la nature de l'Interdiction de séjour (1) en fait une peine dont les effets peuvent être utiles à la Société, il faut tenir la main à une exécution stricte de l'arrêté d'interdiction.

Or, peu de jours se passent, où le Parquet de la Cour de Cassation ne reçoive pas un pourvoi en cassation (2) formé, au greffe des diverses juridictions de France ou des colonies, contre des arrêts prononçant les peines qui sanctionnent l'inobservation des arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour. Aussi bien peut-être un de ces pourvois sur cent contient-il un moyen de cassation, mais les prévenus plus encore en cette matière que dans d'autres, ont tendance à considérer la Cour suprême comme un troisième degré de juridiction (3).

(1) De même qu'est réprimée l'évasion par bris de prison ou violences, de même qu'est puni par la détention le banni qui enfreint son ban, de même que le Code Pénal sanctionne la transportation, la relégation, la déportation, de même, des pénalités sont prononcées contre l'interdit de séjour qui est trouvé dans un lieu interdit, parce que la loi pour garantir l'exécution des sentences pénales, érige en délit l'acte du condamné qui se soustrait aux mesures dont il est l'objet.

L'interdiction de séjour n'est pas comme le bannissement une souffrance. Elle consiste à prévenir les causes de rechute, en se basant sur le penchant naturel qui entraîne les condamnés dans les milieux corrompus.

L'ancienne surveillance a été réduite et non supprimée : d'ailleurs elle tend à reparaitre dans le décret du 30 octobre 1935 réformant l'Interdiction de séjour.

(2) Cette abondance s'explique en partie par le désir qu'ont les condamnés de profiter le plus longtemps possible dans leur prison du régime préventif, plus doux que le régime définitif. Ils espèrent même souvent avoir purgé leur peine avant la décision de la Chambre criminelle.

(3) C'est ce que faisait observer M. l'Avocat Général Rateau dans son discours prononcé à l'occasion de la rentrée de la Cour de Cassation le 16 octobre 1935.

D'ailleurs, à tous les échelons de la hiérarchie des tribunaux s'observe la multiplicité de ces infractions ; quelques éléments de statistique vont nous aider à faire le point, en passant du particulier au général.

A. — *Unité-prévenu.*

Le cas d'un individu condamné fréquemment pour une infraction de ce genre est courant. Aussi, même en remontant d'un siècle en arrière, on peut citer au hasard, l'exemple d'un nommé Fournel qui, arrêté en état de vagabondage à l'âge de douze ans, en mai 1835, a été acquitté comme ayant agi sans discernement, mais conduit dans une maison de correction pour y être détenu jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Dès 1841, année de sa mise en liberté, on le vit condamné pour vagabondage. Depuis lors, jusqu'en janvier 1852, date au-delà de laquelle on a perdu sa trace, 18 nouvelles condamnations sont subies par lui, et toujours pour vagabondage ou rupture de ban.

De nos jours, on voit couramment dans des tribunaux sis dans des départements frontières où le nombre des indésirables est fort important, s'accumuler sur le même individu les condamnations pour la même qualification : Infraction à l'arrêté d'expulsion ou Infraction à l'interdiction de séjour.

Il n'est pas rare qu'un étranger soit titulaire de 10, 15, 20 condamnations, voire même davantage, pour infraction à l'arrêté d'expulsion. Il totalise ainsi, sur ce même chef, 3, 5, 7 années d'emprisonnement et souvent la condamnation ayant entraîné l'expulsion avait été prononcée pour une légère infraction, dans de nombreux cas, pour vagabondage.

Ainsi le Tribunal correctionnel de Marseille de mai 1930 à mai 1931 prononça 140 années de prison contre 720 étrangers inculpés d'infraction à l'arrêté d'expulsion. L'un de ceux-ci avait subi 29 condamnations pour ce délit et obtenu de ce chef près de 10 ans de prison. Or, il avait été expulsé à la suite d'une condamnation à 24 heures de prison pour outrage public à la pudeur (1).

Par contre, si l'on voit des étrangers titulaires d'une seule condamnation pour infraction à l'arrêté d'expulsion, cependant en examinant le bulletin n° 2, on s'aperçoit qu'abondent les autres condamnations sous les chefs les plus variés.

Cette catégorie d'étrangers n'est pas intéressante, elle mérite une répression rigoureuse.

B. — *Unité-Infraction.*

On peut aussi choisir un Tribunal ou une Cour et noter le nombre de condamnations prononcées contre des étrangers soit à une audience, soit dans un certain laps de temps.

A l'audience du 9 mai 1935, par exemple, la 10^e Chambre des Appels Correctionnels de la Cour de Paris a eu à connaître de quatre infractions à arrêtés d'expulsion (2).

En ce qui concerne l'Interdiction de séjour, un Tribunal de 3^e classe, comme celui de Dreux a prononcé pendant le 1^{er} trimestre de l'année 1935, une seule condamnation à l'Interdiction (3) mais n'en a prononcé aucune pour in-

(1) Mauco : *Les étrangers en France*.

(2) Elle a d'ailleurs confirmé les peines prononcées en 1^{re} instance qui étaient respectivement de 3, 4, 8 mois et 1 an, l'un des prévenus avait été, en outre, condamné à la relégation (Cour de Paris Alzerovitch, Knoepen, Del Moro et Daljenko, 9 mai 1935).

(3) Tribunal de Dreux, 19 février 1935, Allais.

fraction à l'Interdiction tandis qu'un Tribunal de 1^{re} classe, comme celui de Pontoise pendant le même temps, a prononcé cinq condamnations à l'Interdiction de Séjour et sept condamnations pour infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour (1). De ces douze jugements, cinq ont fait l'objet d'un appel (2).

Enfin, pendant le 4^e trimestre de l'année 1935, la Cour de Cassation a vu se former 61 pourvois en matière d'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour et 72 pourvois en matière d'infraction à l'arrêté d'expulsion.

Ce total se décompose de la façon suivante :

Mois d'Octobre	: Infractions à l'arrêté d'expulsion,	22
	Infractions à l'interdiction de séjour,	18
Mois de Novembre	: Infractions à l'arrêté d'expulsion,	27
	Infractions à l'interdiction de séjour,	23
Mois de Décembre	: Infractions à l'arrêté d'expulsion,	23
	Infractions à l'interdiction de séjour,	20

C. — *Vue d'ensemble.*

Quoi qu'il en soit, ces indications ne sont pas à même de donner une vue d'ensemble de ce problème : aussi faut-il consulter les statistiques générales. Des remarques préliminaires s'imposent :

La loi du 9 juillet 1852 sur l'interdiction de séjour de Paris et des agglomérations lyonnaises aux repris de justice

(1) Tribunal de Pontoise : 5, 11 et 25 janvier 1935 ; 1^{er}, 2, 8, 9, 15, 22 février 1935.

(2) Pour prendre un point de comparaison, le Tribunal correctionnel de Rouen a prononcé, en l'année 1859, 28 condamnations pour rupture de ban.

a fait poursuivre et réprimer de 1852 à 1860 près de 1500 délits, constitués par le mépris des prescriptions qu'elle édictait. D'autre part, si on compare deux périodes : celle de 1826 à 1830 et celle de 1876 à 1880, on trouve 4 fois plus de délits de vagabondage et de rupture de ban. Par contre, la loi du 27 mai 1885, ayant supprimé les obligations et formalités imposées par l'article 44 du Code Pénal et ayant substitué l'interdiction de résidence dans certaines localités à la peine de la surveillance de la haute police, presque aussitôt le nombre des prévenus de rupture de ban est tombé de 5.000 à 1.300. Mais cette diminution tient surtout au fait que la loi de 1885 a créé la relégation, ce qui a eu pour effet de débarrasser la métropole de beaucoup de ceux qui auraient pu encourir des condamnations pour rupture de ban.

En ce qui concerne les expulsions, et en considérant toujours une période donnée, on observe, aux termes d'un rapport du Garde des Sceaux sur l'administration de la Justice en 1881, que de 1876 à 1880, la moyenne des expulsions prononcées a été de 2.888. En 1885, il y en eut 4.275 (1). Plus de trente ans plus tard, en 1918 il y en eut 4.292, chiffre sensiblement identique (2).

Maintenant on peut, en deux tableaux distincts, faire état des renseignements que nous donnent les Comptes Généraux de l'administration de la Justice Criminelle, dont le dernier, paru en 1934, est relatif à l'année 1932, en notant que 1911 représente la période d'avant-guerre et que

(1) En Belgique, vers la même époque, du 1^{er} juillet 1884 au 6 février 1886, 404 arrêtés d'expulsion furent prononcés.

(2) 3.811 étrangers ont été expulsés par décision ministérielle, 481 par décision préfectorale. Dans ce nombre, 103 avaient été expulsés par application de l'article 272 du Code Pénal.

1920 est considéré comme première année normale d'après-guerre.

*Délit d'infraction commise à l'expulsion
jugé par les Tribunaux Correctionnels*

ANNÉES	NOMBRE		Résultats des poursuites Prévenus		Sursis à l'exécution de la peine (Loi du 26 Mars 1891)
	des affaires	des prévenus	condamnés	acquittés	
1850	23	27	25	2	
1860	167	170	165	5	
1870	209	210	208	2	
1880	812	817	803	14	
1890	1.396	1.413	1.404	9	
1900	1.566	1.573	1.552	21	1
1905	1.340	1.346	1.330	16	13
1910	1.801	1.820	1.788	32	0
1911	2.137	2.151	2.120	31	0
1912	2.392	2.410	2.378	32	11
1913	2.404	2.417	2.381	36	4
1914 à 1918 Publication des comptes généraux interrompue.					
1919	830	837	825	12	0
1920	1.543	1.552	1.523	29	9
1921	1.651	1.692	1.656	36	11
1922	1.741	1.746	1.725	21	1
1923	1.863	1.868	1.844	24	7
1924	1.859	1.901	1.875	26	7
1925	2.562	2.572	2.568	4	13
1926	2.806	2.893	2.842	51	93
1927	3.414	3.419	3.382	37	15
1928	4.066	4.073	4.005	68	38
1929	4.074	4.082	4.030	52	56
1930	4.088	4.091	4.022	69	32
1931	4.524	4.535	4.429	106	73
1932	5.181	5.210	5.098	112	28

*Infraction commise à l'interdiction de séjour
au regard des condamnations à l'interdiction de séjour*

ANNÉES	Nombre d'individus condamnés à l'interdiction de séjour par les						Infraction à l'interdiction de séjour				
	Cours d'Assises						Tribunaux correctionnels et les Cours d'Appel	Nombre		Résultats des pour- suites - Prévenus	
	Nombre de condamnés	Nombre de condamnés pour lesquels l'interdiction a été			Peines correctionnelles	Nombre global		des affaires	des prévenus	condamnés	acquittés
		réduite	remise	main- tenue							
1885	1.368	339	957	72	64	1.475	2.585	2.594	2.534	60	
						(et infraction au ban de surveillance)					
1890	1.334	320	932	74	82	695	903	909	907	2	
1895	1.057	212	768	73	80	926	955	956	951	5	
1900	975	278	650	46	113	844	841	849	844	5	
1905	984	278	642	63	80	1.232	1.051	1.063	1.050	13	
1910	761	234	468	58	74	1.270	1.231	1.236	1.219	17	
1911	730	257	433	39	89	1.539	1.259	1.265	1.254	11	
1912	901	302	544	49	76	2.036	1.451	1.460	1.447	13	
1913	747	227	474	45	98	1.841	1.473	1.475	1.452	23	
1914 à 1918, Publication des comptes généraux interrompue.											
1919	470	151	249	69	37	1.134	437	447	434	13	
1920	844	360	342	139	90	1.705	535	536	525	11	
1921	933	348	425	160	104	1.958	551	555	545	10	
1922	714	273	332	109	92	1.932	571	571	555	16	
1923	533	173	298	59	34	1.674	778	783	771	12	
1924						294	1.723	848	849	837	12
1925						343	2.146	1.031	1.035	1.004	31
1926						302	2.057	1.123	1.125	1.108	17
1927						332	2.349	1.249	1.255	1.246	9
1928						332	2.735	1.857	1.867	1.849	18
1929						327	2.905	1.889	1.911	1.885	26
1930						290	3.294	1.956	1.961	1.934	27
1931						267	2.736	1.985	1.989	1.959	30
1932						282	2.310	1.950	1.955	1.903	52

Il est intéressant de remarquer la progression constante des infractions à l'arrêté d'expulsion et des infractions à l'Interdiction de Séjour. La courbe est progressivement ascendante. Il ne faut pas tenir compte du « trou » creusé par la guerre de 1914, car l'abaissement numérique n'indique pas une décroissance de la délictuosité. Les chiffres

envisagés ensuite ne s'appliquent d'ailleurs qu'aux régions non envahies : il y a donc eu, au point de vue répressif, un rétrécissement du champ d'action territorial. En outre, d'autres phénomènes se sont produits : réduction du nombre des agents de surveillance, déplacements de la population civile, afflux des réfugiés et des travailleurs étrangers, extension de la compétence des conseils de guerre, soit que la mobilisation générale ait restreint le chiffre des justiciables de droit commun, soit que la législation sur l'état de siège ait dévolu à ces juridictions spéciales, la connaissance d'infractions pénales : tels sont les faits qui ont altéré le sens des statistiques en détruisant toute possibilité de comparaison avec le passé.

Il faut ajouter que l'évolution du vagabondage et de la mendicité n'a pas cessé, terrain propice à l'éclosion des infractions à l'arrêté d'expulsion et à l'interdiction de séjour. S'il y a, en 1932, un peu moins de vagabonds qu'en 1931, le nombre reste nettement supérieur à la moyenne des années 1925-1930, et le total des mendiants marque une très forte progression sur les 7 années précédentes. En 1932, 12.864 individus dont 1.619 mineurs de 18 ans ont comparu sous la prévention de l'article 271, 4.311 dont 91 mineurs sous celle des articles 274 et suivants.

Toujours en cette même année, 357 prévenus d'infraction à l'interdiction de séjour (1) dans 356 affaires ont été appelants ou intimés sur l'appel interjeté du jugement les concernant et 223 décisions ont été confirmées devant la Cour.

Cependant, 203 affaires d'infraction d'Interdiction de Séjour avaient été laissées sans poursuite par le Ministère

(1) Sur ces 357 prévenus, 103 étaient appelants, 12 intimés, 242 appelants et intimés tout à la fois.

Public, 81 parce que les faits ne constituaient pas de délit, 6 parce qu'ils étaient sans gravité et n'intéressaient pas essentiellement l'ordre public, 1 par suite de l'état mental de l'inculpé, 10, motif pris de ce que les charges relevées contre les inculpés étaient insuffisantes, 14 pour diverses autres causes.

En ce qui concerne l'état des affaires terminées par des ordonnances de non-lieu à suivre rendues par les juges d'instruction, 44 provoquèrent, en 1932, en matière d'infraction à Interdiction de résidence les motifs suivants d'ordonnances : faits ne constituant ni crime ni délit : 21 ; — charges insuffisantes contre les auteurs désignés : 20 ; — état mental des inculpés : 3. Il y eut aussi 47 inculpés déchargés de poursuites, dont 33 furent détenus jusqu'à l'ordonnance, et 14 ne furent pas arrêtés, ou bien mis en liberté provisoire.

D'ailleurs, en l'année 1932 et dans le seul Département de la Seine, 1823 arrestations furent opérées pour infraction à l'interdiction de résidence et 1363 pour infraction à l'arrêté d'expulsion, en ne tenant pas compte des individus en état d'infraction qui ne sont pas poursuivis, ou qui font l'objet d'un sursis à l'exécution de la mesure prise contre eux.

Il peut sembler intéressant enfin de classer les prévenus en récidive de l'année 1932 d'après leurs antécédents judiciaires, et suivant la nature et le résultat des dernières poursuites.

Voici le tableau qu'on obtient à cet effet :

1932	Prévenus en récidive classés d'après leurs antécédents judiciaires et suivant la nature et le résultat des dernières poursuites													
Nature des délits qui ont fait l'objet de nouvelles poursuites	Récidivistes qui avaient précédemment subi les travaux forcés, la réclusion ou un emprisonnement de plus d'un an						Récidivistes qui avaient précédemment subi un emprisonnement d'un an au moins						Récidivistes qui avaient été précédemment condamnés à l'amende seulement	
	Résultat des dernières poursuites						Résultat des dernières poursuites						Dernières poursuites	
	Nombre de prévenus en récidive qui, pendant l'année, ont été						Nombre de prévenus en récidive qui, pendant l'année, ont été						Nombre des prévenus en récidive qui, pendant l'année, ont été	
	Nombre de récidivistes	condamnés à l'amende	condamnés à l'emprisonnement			condamnés à la rélegation	Nombre de récidivistes	condamnés à l'amende	condamnés à l'emprisonnement			condamnés à la rélegation	Nombre de récidivistes	condamnés à l'amende
Infraction à arrêté d'expul- sion	63	2	61				514	22	492			37	9	28
Infraction à interdiction de séjour	690		681	5	4	19	827	2	823	2	11	8	3	5

Pour terminer l'étude de ces statistiques, il peut paraître utile de donner l'état par nature, des affaires jugées par les tribunaux correctionnels d'Algérie et de Tunisie, relativement aux infractions à l'arrêté d'expulsion et à l'Interdiction de Séjour.

En Algérie, il y eut, en 1932, 457 affaires concernant l'infraction à l'Interdiction de résidence ; 13 prévenus ont été acquittés, 450 condamnés à l'emprisonnement. En Tunisie, il n'y eut que 7 affaires ; un des prévenus fut condamné à une amende, 6 autres à l'emprisonnement.

Eu égard à l'infraction à l'arrêté d'expulsion, les tribunaux algériens jugèrent 276 affaires qui se sont terminées

par une condamnation à l'emprisonnement, sauf pour 5 prévenus.

Par contre, les tribunaux tunisiens n'eurent que 36 affaires d'infraction à l'arrêté d'expulsion qui aboutirent, sauf deux, à une condamnation à une peine de prison.

Si on considère le nombre des prévenus en état de récidive condamnés par les Tribunaux correctionnels d'Algérie et de Tunisie, on trouve 103 récidivistes du délit d'infraction à l'arrêté d'expulsion et 114 récidivistes du délit d'infraction à l'interdiction de résidence.

Concluons : S'il y a une diminution apparente de la criminalité d'habitude, ce fait est dû aux amnisties intervenues qui transforment juridiquement en condamnés primaires des récidivistes de fait.

Malheureusement, on est obligé de constater une recrudescence des délits d'infraction à l'expulsion et d'infraction à l'interdiction : c'est un phénomène auquel la crise économique n'est certainement pas étrangère.

Avec les nouvelles réformes inaugurées par les décrets-lois du 30 octobre 1935, on peut espérer une diminution de ces chiffres, pour le moins inquiétants. L'avenir dira la portée et l'efficacité des nouvelles mesures.

SECTION II

CAUSES DE L'EXTENSION

PRISE PAR LES DÉLITS D'INFRACTION

A L'ARRÊTÉ D'EXPULSION

ET D'INFRACTION A L'INTERDICTION DE SÉJOUR

Devant cette augmentation considérable d'infractions à l'expulsion et à l'interdiction de séjour, on peut se deman-

der à la suite de quelles circonstances ces infractions se revèlent si nombreuses. Les causes en sont multiples : afflux des étrangers en France, statut imprécis des apatrides, mesures prises contre les refoulés, augmentation de la criminalité, crise et chômage d'où résultent la multiplication du vagabondage et de la mendicité, liens d'affection ou de parenté qui retiennent les expulsés sur notre territoire, insuffisance des sanctions prévues par la loi. Parmi ces causes, les unes ne concernent que les infractions à l'expulsion, les autres concernent les infractions à l'Interdiction de séjour ; souvent même elles se confondent. Ces points doivent être précisés.

Une constatation, dès l'abord, frappe : Trois millions d'étrangers en France ! L'équivalent d'une nation plus importante numériquement que la Norvège, presque aussi importante que la Suisse ; la structure humaine de la France en est modifiée : 7 habitants sur 100 sont étrangers. Dans 1.700 communes de France, il y a presque autant d'étrangers que de Français. Près de 150 communes sont en majorité étrangères, les Français n'y représentant qu'une minorité : telle commune de la Moselle compte moins de 3.000 habitants de 14 nationalités différentes. Et si la crise économique n'avait ralenti le rythme des entrées et provoqué des départs, la France compterait aujourd'hui 4 millions d'étrangers.

Comment ces individus qui, pour un grand nombre sont rejetés de leur pays, n'ont plus de famille qu'en France, plus de liens qu'avec la France, n'enfreindraient-ils pas l'arrêté d'expulsion, lorsqu'une telle mesure a été prise contre eux ?

a) *La fuite devant les tâches difficiles,
cause de diminution de la main-d'œuvre*

Cela est d'autant plus vrai qu'ils savent que la France est le seul pays qui leur donnera l'hospitalité, le seul pays où ils pourront retrouver du travail et cela, hélas, parce que la procréation tend à devenir dans ce pays si riche, un instinct voué à l'oubli. En effet, le Français réduit sa progéniture pour s'élever socialement, de sorte qu'il fuit en même temps que les charges familiales, les occupations terriennes et manuelles qu'il juge inférieures ; la limitation des naissances étant une conséquence du développement de l'individu, il en résulte qu'à la diminution de la population correspond une nouvelle répartition professionnelle de celle-ci. Raréfaction et « aristocratisation » de la population vont donc de pair. Cette double évolution de la population vers la réduction en nombre et la montée sociale, explique la nécessité de l'*immigration*, et le désir ardent qu'ont les expulsés de rester ou de revenir en France, lorsque surtout ils sont ouvriers et susceptibles de remplir les tâches désertées par les Français. Elle peut expliquer aussi l'infraction commise par les interdits de séjour, pour retrouver un travail perdu, ou chercher à occuper des places laissées vacantes.

b) *La guerre*

Même la dernière guerre qui enleva à la France près de trois millions de travailleurs et laissa une œuvre considérable de reconstruction, accrut d'autant la pénurie de main-d'œuvre. Elle provoqua, par contre, en Europe un chômage sans précédent, alors que l'Amérique jadis « soupape démographique de l'Europe » fermait ses portes.

La France apparut à ce moment comme la terre promise vers laquelle convergeaient les travailleurs. On aurait beau expulser ces ouvriers : sachant qu'ailleurs la faim les tenaillerait, ils préféreraient risquer une faible peine d'emprisonnement plutôt que de quitter « le pays de Cocagne ». En l'occurrence, d'ailleurs, la France sollicitait et recrutait des ouvriers, cependant que les pays surpeuplés s'occupaient d'irriguer vers nous le flot de la main-d'œuvre.

Actuellement encore, malgré le chômage actuel, il nous faut faire venir 75.000 ouvriers étrangers chaque année (1). Les expulsés le savent bien, de même qu'ils savent que certaines tâches rebutent les ouvriers français, que, par exemple, de nombreuses fermes, surtout celles des régions dévastées par la guerre, sont abandonnées aux mains des étrangers, que les entrepreneurs en bâtiment emploient de préférence les étrangers, et enfin que, pour édifier nos fortifications de l'Est et du Nord-Est ce sont presque uniquement des étrangers encore qui y sont destinés ! (2)

c) Absence de contrôle

Il y a — toujours dans le domaine de l'immigration étrangère — une autre cause de l'accroissement des infractions à l'arrêté d'expulsion : c'est le *manque de contrôle* à l'entrée du territoire. Pratiquement, il n'y en a aucun sur les milliers de kilomètres de nos frontières : on peut toujours d'ailleurs entrer sous le couvert du *tourisme*. Sur 27.000 Grecs et Arméniens entrés de 1921 à 1925, seulement

(1) G. Mauco : *Le problème des étrangers en France* (Rev. de Paris, 15 septembre 1935).

(2) Depuis l'été 1935, le nombre d'étrangers a diminué, et c'est la troupe elle-même qui est utilisée pour l'achèvement des fortifications.

1.100 avaient été contrôlés. Par mesure d'économie on a supprimé les quelques bureaux frontaliers du Ministère du Travail. Celui-ci continue cependant, à l'intérieur du pays, à contrôler la délivrance des cartes de travail aux ouvriers étrangers. C'est sur son visa que la Police délivre les cartes et sur son refus qu'elle refoule, ou expulse ; théoriquement cependant, car les décisions sont rarement exécutées, faute de moyens pour conduire les intéressés à la frontière (1). L'infraction est née et subsistera indéfiniment à moins qu'un hasard, ou un autre délit ne livre l'individu à la police.

Et encore ce contrôle si limité ne porte que sur les salariés. Il ne s'appliquera pas à la foule des commerçants, artisans, représentants, camelots, banquiers, intellectuels et pseudo-intellectuels, réfugiés politiques. Si, dans cette catégorie il en existe quelques-uns qui ont déjà été expulsés, ils reviendront facilement en France, car il y a les entrées en fraude, le trafic non négligeable des agences clandestines, les émigrants en transit qui terminent ici leur voyage.

Toute cette multitude échappe pratiquement à un contrôle quelconque ; c'est seulement au moment où ils sont l'objet d'une poursuite pénale sous une autre prévention, que l'on s'aperçoit qu'ils ont aussi enfreint l'arrêté d'expulsion dont ils étaient l'objet.

Pour y remédier, les mesures individuelles de police sont toujours insuffisantes et injustes, car elles portent souvent sur un malheureux expulsé qui est revenu en France, en apprenant la mort d'un de ses parents ; mais elles ne portent pas sur certains éléments troubles qui savent, à l'aide de démarches ou d'interventions, y échapper ou les

(1) Mauco : *op. cit.*

retarder. Les services de l'Intérieur et du Travail sont harcelés d'interventions de personnalités, spécialement du monde politique, en faveur de certains immigrants qui sollicitent un sursis à la mesure d'expulsion prise contre eux.

d) *Les apatrides*

A l'inverse, il faut citer le cas des individus *apatrides* tels que les réfugiés russes (1), que l'on expulse, mais qui, étant repoussés par tous les pays et ne pouvant obtenir de passeport puisqu'ils sont dépourvus de nationalité, sont bien obligés de rester en France. On les emprisonne alors pour infraction à l'arrêté d'expulsion. A leur sortie de prison, nouvel arrêté d'expulsion, nouveau constat d'infraction et nouveau retour en prison et cela continue sans fin.

Ainsi, l'apatridie qui est une cause de refoulement, une cause d'expulsion, est par là même, la cause pour ainsi dire indirecte d'une infraction future presque inévitable. « C'est une monstruosité juridique dans un Etat moderne (2) ». Ils sont marqués d'un fer rouge, ceux qui, n'étant pas nés en

(1) Les réfugiés russes en France étaient considérés avant la reconnaissance des Soviets (28 octobre 1924) comme des *étrangers* de nationalité russe, dont le statut personnel demeurait régi par l'ancienne loi russe présoviétique; ils deviennent maintenant des *apatrides* dont le statut personnel est modifié. Il y a donc les citoyens de l'U. R. S. S. et les réfugiés russes, ceux-ci ont été définis par les Arrangements de Genève: ce sont tous ceux qui, d'origine russe, ne jouissent pas ou ne jouissent plus de la protection du Gouvernement de l'U. R. S. S. et qui n'ont pas acquis une autre nationalité.

Il en est de même pour les réfugiés arméniens auparavant sujets de l'Empire Ottoman vis-à-vis de la République Turque. (V. Scheftel, *Rev. crit. de jurispr.* 1934, p. 36).

(2) J. P. Niboyet: V. Examen doctrinal de la jurisprudence civile dans la *Revue Critique de jurisprudence* 1915-1924.

France, ont perdu leur nationalité sans en acquérir de nouvelle (1) et, souvent, c'est parce qu'on ne peut retrouver nulle trace de leur état civil dans le passé (2).

La sanction de l'infraction à l'arrêté d'expulsion qu'ils commettraient en revenant en France, sera peu de chose pour ces gens qui n'ont pas de port d'attache, et qui, pour la plupart, connaissent les geôles révolutionnaires des pays qui les ont expulsés, après un certain nombre de mois d'emprisonnement. Peut-être même qu'ayant purgé en France la peine sanctionnant l'infraction à l'expulsion, ils profiteront d'un hasard, d'un oubli et seront, pendant quelque temps, à l'abri de nouvelles poursuites sur la terre qui leur est hostile, mais qui est leur patrie d'adoption, chère à leurs cœurs d'exilés perpétuels et de « parias » du monde entier.

Mais si une catégorie d'apatrides est particulièrement intéressante, par contre, une autre, composée d'individus qui sont la lie de tous les peuples, est peu recommandable.

Et, précisément parce que nombre de refoulements restent inexécutés, il importe que ces tristes personnages soient repoussés hors des frontières, surtout à l'expiration de la peine prononcée contre eux pour infraction à l'arrêté d'expulsion. Cependant ces prescriptions n'étaient pas observées et la multitude des refoulés en état de vagabondage devenait considérable.

Pour les uns, déchets des nations, le refoulement, c'est la porte ouverte à tous les excès. Pour les autres, réfugiés

(1) Il semble inadmissible qu'un individu puisse rompre son allégeance en obtenant un congé de nationalité (*Entlassungsschein*) et se rendre ainsi apatride.

(2) La Cour de Cassation n'a pas décidé que l'apatridie était un non-sens. (Req. 15 mars 1922 S. 1922.1.195). La preuve appartient à l'intéressé et est difficile à rapporter (V. C. Paris 8 janvier 1920 S. 1922.2.73 note Rousseau).

sans patrie, c'est le dernier état avant d'être acculés au désespoir.

e) *Le vagabondage et la délinquance*

Il est évident que des individus sans domicile fixe seront exposés plus que d'autres à la tentation de violer un arrêté d'interdiction de séjour, surtout si ledit arrêté leur défend l'accès de Paris et des grandes villes. Il faut voir comment les interdits de séjour, d'une part, et les expulsés de l'autre, peuvent, sous l'influence du vagabondage ou à la faveur de certaines circonstances, enfreindre l'arrêté dont ils sont l'objet.

Le vagabondage qui est souvent la conséquence d'une infraction à l'arrêté d'expulsion, peut devenir la cause d'une infraction à l'Interdiction de Séjour. Il est d'abord le délit des enfants entraînés sur des pentes plus graves, par suite de l'oisiveté, des tentations de la rue, des déplorables fréquentations (1). Pour les majeurs vagabonds, c'est tout autre chose, c'est ne pas travailler pour gagner sa vie, c'est vivre de la charité publique, errer sur les routes : l'enfant à la charge de ses parents, au contraire, a obligatoirement un domicile et des moyens de subsistance.

Sans travail, sans but, les individus interdits de séjour seront attirés dans les lieux où ils ne doivent pas pénétrer, et seront appréhendés au moment où ils commettent un méfait ou simplement parce qu'ils sont en état de vagabondage ; c'est à ce moment que l'on observe dans les colonnes du bulletin de leur casier judiciaire, qu'ils ont déjà été con-

(1) La loi du 24 mars 1921 modifiant l'art. 271 du Code Pénal a pris des mesures à l'égard des mineurs de dix-huit ans, en état de vagabondage.

damnés plusieurs fois pour vagabondage ou mendicité. Ces individus qui ne sont pas obligés de faire connaître leur résidence à la police, vont où bon leur semble et pour que leur infraction soit constatée, il faut qu'ils commettent un nouveau délit ; c'est pourquoi le décret de 1935 réalise sur ce point une heureuse réforme. Le seul effet salulaire de l'Interdiction de séjour est d'inciter les délinquants qui y sont soumis, et qui se trouvent dans les localités prohibées, à beaucoup de prudence, puisque leur arrestation pour un motif quelconque ferait constater qu'ils sont tombés sous le coup de l'art. 45 du Code Pénal. Mais, quelle n'est pas, pour de tels individus, l'attraction des *grandes villes* qui, précisément, leur sont interdites ! On constate ici d'une façon générale, le phénomène de la capillarité sociale, de la montée vers les occupations jugées supérieures, et surtout l'afflux vers les centres urbains déjà congestionnés. Chez les interdits de séjour qui répugnent aux travaux agricoles ou même à d'autres travaux auxquels ils n'ont pas été initiés, ce phénomène s'observe, même en faisant abstraction de leur penchant naturel et humain à la paresse et au vagabondage. Aussi viennent-ils grossir le flot des chômeurs dans les professions et dans les centres urbains. Ce phénomène s'accroît en période de *crise*, car, lorsque le chômage atteint les campagnes et les usines de province, c'est encore vers la ville que se dirigent et les condamnés à l'interdiction de séjour et les expulsés, obéissant ainsi à la loi générale de l'attraction. Or, ce qui est vrai pour les premiers l'est aussi pour les autres et spécialement pour les individus en état d'infraction à l'expulsion.

Quand au contraire les condamnés tiennent compte de la prohibition, contenue dans l'arrêté d'Interdiction de Séjour, celle-ci a pour effet de les rejeter vers les campagnes

où leur présence n'est pas moins redoutable et de diminuer les chances qu'ils auraient de trouver du travail.

C'est à Paris surtout, qui enregistre l'afflux d'un demi-million d'étrangers, que se manifeste l'étendue du phénomène. Venant de la frontière qu'ils ont franchie comme touristes, voire même comme étudiants ou sous le couvert d'une agence de transit, les expulsés ou les réfugiés politiques et intellectuels de toutes nationalités s'engouffrent dans l'énorme fourmilière humaine de la région parisienne, espérant s'y cacher et ne pas y attirer l'attention. Les patrons étrangers emploient d'ailleurs volontiers leurs compatriotes, entrés sans contrôle, venus en fraude comme touristes ou artisans libres, et qui se trouvant dans une situation irrégulière, se contentent de salaires et de conditions de travail draconiens. Et c'est tout le problème de la main-d'œuvre au rabais qui se pose.

D'ailleurs, la police n'ira jamais chercher les expulsés en état d'infraction lorsqu'ils occupent les îlots étrangers constitués en pleine zone parisienne, ces îlots que sont les colonies de Marocains d'Argenteuil, d'Espagnols de la Plaine Saint-Denis, d'Arméniens d'Alfortville, à l'île Saint-Pierre, ou même les « villages » arabes de Gennevilliers et d'Asnières où croupit la misère de l'humanité dans d'effroyables taudis, repaires de toutes les maladies et de tous les vices.

Là, les expulsés sont assurés de l'impunité, et si la police française s'avise d'intervenir, elle se heurte à des témoins qui n'ont rien vu, dont il est difficile de connaître l'état civil et qui assurent qu'on les confond avec leur frère, leur cousin ou leur petit neveu et qu'on s'arrête à une fâcheuse confusion de nom. Ne sera-ce pas pour eux, un asile sûr, d'où ils pourront sortir pour commettre un délit,

et où ils viendront ensuite s'enfouir comme dans une tombe inviolable ?

Il est certain que la *criminalité* et la délinquance qui ne font que s'accroître sont pour une bonne part dans la fréquence des infractions à l'arrêté d'expulsion et d'Interdiction de Séjour.

Un délinquant endurci ne sera pas arrêté dans l'accomplissement d'un délit par la menace que constitue la sanction d'un arrêté lui interdisant l'accès de la ville où il veut commettre ce délit. De même un étranger plusieurs fois condamné pour crime n'hésitera guère à en commettre un nouveau dans le pays d'où il est expulsé, si c'est dans ce pays que son forfait doit lui assurer plus facilement un immoral bénéfice.

Car la tentation est vive, pour un individu qui se sait au ban de la Société de mépriser cette épée de Damoclès pendue au-dessus de sa tête !

f) *La hâte, pour certains, de retourner en prison*

Cela semblait d'autant plus vrai, avant les décrets de 1935, car les sanctions qu'offrent la loi de 1849 et celle de 1885 n'effraient que faiblement, et, souvent les vagabonds viennent solliciter eux-mêmes leur « réadmission » en prison : ils commettent de petits délits dans le but avoué d'y trouver un gîte qu'ils ne savent pas se procurer ailleurs par des voies honnêtes. La prison est devenue pour certains réfugiés apatrides le seul moyen d'échapper à la misère et le seul toit qui veuille bien les abriter et, pour d'autres — les enracinés dans la délictuosité et les récidivistes qui frisent la relégation — l'habitation à laquelle ils se résignent fort bien, parce qu'ils s'y créent des habitudes, s'y font des

liaisons. Aussi, quand après leur mise en liberté, ils ont dissipé en turpitudes le pécule amassé et qu'ils commencent à sentir les souffrances du dénuement et les angoisses de la faim, leurs regards se portent sur la maison qui les a si longtemps abrités, et ils se voient, sans chagrin souvent même avec une satisfaction qu'ils ne prennent pas la peine de dissimuler, renvoyés en captivité. Cette hâte de revenir en prison conjuguée avec la faiblesse des sanctions des lois de 1849 et de 1885 était ainsi un motif qui inclinait à violer un arrêté d'expulsion ou un arrêté d'Interdiction de Séjour.

g) *Les liens d'affection*

Il y a une certaine catégorie d'interdits de séjour ou d'expulsés qui enfreignent leur ban ou contreviennent à l'arrêté d'expulsion pour des motifs plus sérieux, encore qu'il ne faille pas accorder trop de crédit aux allégations mensongères et pieuses des délinquants : ceux-ci invoquent, en effet, le plus souvent des raisons de *famille* pour excuser leur délit, des liens illégaux d'attachement à la France, des maladies ou des décès de parents restés sur le territoire. Ces raisons qui se comprennent d'ailleurs fort bien pour un mineur expulsé dont la famille serait restée dans le pays, sont appréciées avec beaucoup d'aménité par les tribunaux.

On aura l'occasion d'en dire plus tard quelques mots. Mais les explications précédentes suffisent à démontrer les raisons de l'importance croissante qu'ont pu prendre les délits d'infraction à l'arrêté d'expulsion et d'infraction à l'Interdiction de Séjour.

CHAPITRE III

Confrontation des deux délits

Cependant avant de dégager les règles qui les régissent, il faut les confronter, pour voir, si, reliés historiquement au délit de rupture de ban, ils ont continué sur des voies indépendantes leur évolution, ou s'ils ont encore aujourd'hui des points communs.

C'est la seconde idée qui est vraie : en effet, il ne semble pas exister de difficultés pratiques pour l'application de la loi de 1849 aux étrangers qui ont rompu leur ban. Déjà en 1885, la Cour de Cassation avait déclaré qu'il n'existait aucune incompatibilité entre la peine de la surveillance et l'état de l'étranger expulsé de France (1), en cassant un arrêt de la Cour de Nancy qui s'était fondé pour refuser de prononcer la peine de la surveillance, non sur des circonstances atténuantes qu'il n'avait pas accordées au prévenu, mais sur l'incompatibilité susvisée. Aussi bien cette décision vaut pour l'infraction à l'interdiction de séjour qui est assimilée à la rupture de ban (2).

Un cas s'est présenté où se trouve réalisée la combinaison de l'infraction à l'expulsion et de l'infraction à l'interdiction de séjour : Un étranger est condamné pour délit de vagabondage à une peine principale et accessoirement à

(1) Cass. Crim. 8 janvier 1885, B. cr. n° 14.

(2) Rej. Crim. 15 avril 1886. B. cr. n° 150.

Rej. Crim. 10 juin 1886. B. cr. n° 209.

l'Interdiction de Séjour ; après l'expiration de la peine, il est conduit à la frontière, mais l'Administration omet de lui notifier un arrêté lui interdisant l'accès de telle ou telle localité. Quelque temps après, l'expulsé rentre en France sans autorisation : sous quel chef sera-t-il poursuivi ? Sous la prévention de rupture de ban qui peut donner lieu à l'application de cinq ans de prison aux termes de l'article 45 du Code Pénal ? Ou bien sous le chef d'infraction à l'arrêté d'expulsion qui était sanctionnée par un maximum de six mois d'emprisonnement ?

La Chancellerie avait pensé qu'il fallait requérir en pareil cas l'application de l'article 45 pour délit de rupture de ban.

Mais souvent les tribunaux, lorsque ces étrangers vagabonds étaient traduits devant eux, les condamnaient à l'emprisonnement aux termes de l'article 271, et, en appliquant l'article 463, ils ne prononçaient pas la peine accessoire de la surveillance, pour la raison que les condamnés de cette catégorie étaient d'ordinaire conduits hors du territoire français à l'expiration de leur peine d'emprisonnement et conformément à l'article 272 du Code Pénal. La Chancellerie a jugé cette omission regrettable car les individus expulsés rentraient trop souvent en France : aussi prescrivit-elle aux Substituts de requérir aussi bien contre les vagabonds étrangers que contre ceux qui sont nés en France la peine accessoire de la surveillance et d'interjeter appel contre les décisions judiciaires qui ne feraient pas droit à leurs réquisitions (1).

Cette façon de procéder permettait l'application de l'article 45 du Code Pénal le cas échéant.

(1) Circ. Min. de la Justice, 18 mai 1858 (Bulletin des circ. 1858).

La jurisprudence a été très vite en sens contraire : quand un étranger, placé sous la surveillance de la haute police, est expulsé sans qu'aucune résidence ne lui soit assignée, la rentrée en France de cet individu ne constitue pas le délit de rupture de ban puni par l'article 45, mais le délit puni par l'article 8 de la loi de 1849 (1). Si, en effet, antérieurement à la loi du 3 décembre 1849, il est établi par une jurisprudence constante que la sanction pénale de l'article 272 se trouve dans l'article 45 qui punit la désobéissance aux mesures que le Gouvernement est autorisé à prendre envers les individus placés sous la surveillance de la haute police, sans distinction entre les Français et les étrangers, il ne peut en être de même en présence de la loi de 1849 qui prononce une peine spéciale pour l'infraction à l'article 272 du Code Pénal. La même jurisprudence existe aujourd'hui après la substitution de l'Interdiction de séjour à la surveillance : cependant, si antérieurement aux faits qui ont déterminé la mesure d'expulsion l'étranger avait encouru une condamnation à l'Interdiction de séjour, en suite de laquelle notification lui eût été faite d'un arrêté lui interdisant de paraître dans telles ou telles localités, et si, d'autre part, il était rentré en France malgré l'arrêté d'expulsion et s'était présenté dans l'une des localités inter-

(1) Rej. Crim. 27 mars 1852 précité. S. 52-1-380. D. 52-1-128.

C. Douai 25 juillet 1853. D. 57.2.67.

C. Colmar 17 nov. 1860. S. 63.2.105. D. 64.5.280.

C. Douai 5 janv. 1863. S. 63.2.105. D. 64.5.280 :

12 janv. 1863 id.

13 janv. 1863 id.

C. Amiens 24 mars 1876. S. 76.2.152.

Tr. Hazebrouck 3 fév. 1859. D. 59.3.22.

Sic. Blanche t. 4 n° 314.

Contra : Dutruc Mém. du Min. public V° Surv. Haute Pol. n° 5.

dites au mépris de l'arrêté d'interdiction, il pourrait être condamné et poursuivi de ce double chef. Seulement, la peine la plus forte lui sera seule appliquée, aux termes de l'article 365 du Code d'Instruction Criminelle, donc celle portée par l'article 45 du Code Pénal.

Les deux délits peuvent ainsi se produire simultanément et l'existence d'un arrêté d'expulsion ne fait pas obstacle à ce que les Tribunaux prononcent la peine de l'Interdiction de séjour (1). Cela se comprend : l'expulsion du territoire français est une mesure administrative susceptible d'être rapportée.

De même, un individu qui, sous l'empire de la loi de 1889 était considéré comme étranger pendant sa minorité pouvait faire l'objet d'un arrêté d'expulsion, dont la violation eût entraîné contre lui une condamnation pénale ; en même temps il pouvait avoir contrevenu à un arrêté d'Interdiction de Séjour (2).

Récemment, la Chambre d'appel de Metz a condamné un individu à un an de prison pour infraction à l'Interdiction de Séjour et infraction à l'expulsion (3). Le prévenu avait été expulsé par un arrêté du Commissaire de la République de Strasbourg en 1924 et après diverses condamnations, il avait été finalement condamné à 5 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour en 1927 pour vol qualifié.

On peut encore réaliser une combinaison de l'Expulsion et de l'Interdiction de Séjour : un individu roumain avait été expulsé à raison de son attitude anti-française et des manifestations intolérables auxquelles il s'était livré

(1) *Rej. Crim.* 17 février 1893. B. n° 43.

(2) *Tr. corr. Marseille* 1^{er} décembre 1906. *Cl.* 1907, p. 750.

(3) *C. Colmar (Metz)* 2 octobre 1935. Kaczmariski.

avec plusieurs autres personnes, le 11 novembre 1918. Mais l'arrêté d'expulsion n'avait pu être exécuté « à raison de la nationalité de l'intéressé » ; aussi ce dernier fut-il dirigé sur un dépôt de triage, puis sur un camp de concentration. En cet état, une mesure de clémence fut prise à son égard et des instructions furent données pour qu'il soit autorisé à résider dans une localité de son choix, en dehors du Département de la Seine (1).

En résumé, on peut donc expulser même l'étranger condamné à l'Interdiction de séjour, puisque celle-ci est une peine dont l'exécution dépend du Gouvernement qui est libre d'expulser le condamné étranger ou de lui signifier les villes où il lui est interdit de paraître. Dans le cas où le Gouvernement a notifié à l'étranger expulsé les lieux qui lui seront interdits, le contrevenant est passible des deux peines sanctionnant les deux délits, sauf à appliquer l'article 365 du Code d'Instruction Criminelle.

Il n'y a par conséquent aucune incompatibilité entre l'expulsion et l'interdiction de séjour. Bien plus, malgré le silence de la loi, l'étranger pourrait, semble-t-il, n'être renvoyé que d'une partie du territoire. Qui peut le plus peut le moins : le Préfet d'un Département frontière a, en effet, le droit d'ordonner l'expulsion de tout étranger non résidant d'une seule commune de son Département, sous réserve d'une ratification ministérielle.

Ces quelques exemples, montrent, par le rapprochement de l'Interdiction de Séjour et de l'Expulsion, que les deux

(1) J. Officiel 9 juillet 1919. Réponse à une question du 27 juin 1919. On ne comprend pas pourquoi l'expulsion n'a pu être réalisée « à raison de la nationalité de l'intéressé ». Mais c'est là le motif officiel de l'impossibilité d'exécution, donné par le Ministre en réponse à la question posée.

infractions qui en naissent peuvent utilement être confrontées. On va précisément voir, en mettant en relief les règles qui les régissent, et tout d'abord les éléments qui les constituent, qu'à plus d'un égard, ce qui sera vrai pour l'une le sera aussi pour l'autre.

PREMIÈRE PARTIE

Eléments constitutifs des infractions aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour

La nécessité de confronter les deux infractions aux Arrêtés d'Expulsion et d'Interdiction de séjour conduit tout d'abord à en dégager les éléments constitutifs.

Or, pour les déterminer dans un délit, il faut se placer au moment de sa commission. Toute infraction suppose, en effet, en dehors du fait punissable en lui-même, un lien moral rattachant l'acte à son auteur, permettant de lui imputer cet acte et de l'en déclarer responsable et coupable. Deux circonstances sont donc nécessaires à son existence : la perpétration du fait d'action ou d'inaction prévu et puni par la loi pénale et la culpabilité de l'agent auquel ce fait est imputable.

La nécessité de l'élément matériel résulte du principe que la loi pénale n'a pas à s'occuper du for intérieur, mais seulement du for extérieur. Il faut que la pensée criminelle soit extériorisée, sinon elle n'est pas incriminée. Tout de même qu'il faut au délit un siège, il lui faut un corps (*corpus delicti*).

S'agit-il de l'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'Interdiction de Séjour ? Il ne suffira pas d'imputer au délinquant le fait matériel, c'est-à-dire le fait d'avoir franchi les

frontières, ou le fait de paraître dans des lieux interdits : l'élément matériel est en effet nécessaire mais insuffisant. Il faudra encore pouvoir imputer moralement au contrevenant la violation de l'arrêté, c'est-à-dire rechercher d'abord la culpabilité qui, si elle n'est pas toujours intentionnelle, est tout au moins volontaire et ensuite la responsabilité, qui disparaît par la contrainte et l'état de nécessité.

Autour de ces éléments constitutifs, se groupent des circonstances accidentelles qui augmentent ou diminuent la culpabilité : si on les laisse de côté pour le moment, c'est parce qu'on retrouvera au cours du développement les modifications que subissent l'infraction et la peine, par suite de ces circonstances accidentelles.

CHAPITRE PREMIER

Elément matériel

En conséquence le premier élément du délit consistant en un élément matériel qui sera le fait même de la violation d'un arrêté pris dans des conditions régulières, cet élément, sous un *premier point de vue*, sera pour l'étranger expulsé sa présence sur le territoire, pour le libéré sa présence dans des lieux interdits. Le fait de cette présence ne sera répréhensible que parce qu'un arrêté a été pris à l'encontre de ces individus, un arrêté auquel ils ont contrevenu, régulier en la forme, légal au fond, *second aspect* de l'élément matériel. Enfin le *troisième aspect* apparaîtra quand les intéressés auront violé l'arrêté qui les concernait et qui leur était opposable, soit en leur qualité de libérés condamnés à l'Interdiction de séjour, soit en leur qualité d'étrangers. L'extranéité dans ce dernier cas sera primordiale puisqu'un arrêté d'expulsion ne peut être valablement pris contre un national.

Ces trois circonstances qui entourent l'élément matériel constitutif du délit d'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'Interdiction de séjour sont au fond très simples à réaliser, et, pour ainsi dire automatiques. Il ne s'agira pas de présumer des circonstances aggravantes ou atténuantes susceptibles d'avoir une répercussion sur la pénalité à appliquer. Il suffira de constater : C'est un étranger ; un arrêté d'expulsion a été pris contre lui régulièrement et valablement ;

l'individu est sur le territoire dont il a été expulsé ; les poursuites peuvent s'engager contre lui ; — ou bien : c'est un libéré condamné à l'Interdiction de séjour qui paraît dans des localités qui lui ont été régulièrement interdites ; l'élément matériel est constitué. L'automatisme de ces règles duquel découle la découverte de cet élément ressemble fort — si j'ose me permettre cette comparaison — à ces bascules répandues un peu partout et dans lesquelles on glisse une piécette qui déclanche un mécanisme et permet d'obtenir une pesée exacte.

C'est aussi simple, c'est aussi facile à obtenir ; on va s'en apercevoir en passant rapidement en revue les faits constituant l'élément matériel des infractions aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour.

SECTION I

FAIT MATÉRIEL CONSTITUÉ PAR LA PRÉSENCE DU LIBÉRÉ DANS UN LIEU INTERDIT OU PAR CELLE DE L'EXPULSÉ A L'INTÉRIEUR DU TERRITOIRE

Et tout d'abord on doit constater la présence du délinquant dans les lieux interdits.

S'il s'agit d'un étranger qui a été l'objet d'une mesure d'expulsion, on a été longtemps hésitant sur la question de savoir si celui qui s'était soustrait à l'exécution des prescriptions portées dans l'article 7 de la loi du 3 décembre 1849 et n'avait même pas franchi la frontière pour sortir du pays qui l'expulsait, était en état d'infraction au même titre que l'étranger sorti de France, qui rentrait sans auto-

risation. A bon droit et en s'inspirant des travaux préparatoires (1) et des termes mêmes de l'article 8 de la loi susvisée, on a assimilé les deux hypothèses. C'est donc bien la présence même de l'étranger expulsé qui est répréhensible.

La Jurisprudence est dans ce sens ; la pénalité édictée par l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849 est applicable non seulement à l'étranger qui, frappé d'un arrêté d'expulsion a été conduit hors du territoire, mais encore à celui qui s'est soustrait à l'exécution de l'arrêté et a continué à résider en France sans avoir franchi la frontière (2). En effet l'article permettant au Ministre de l'Intérieur d'enjoindre à tout étranger voyageant en France de sortir immédiatement du territoire français et de le faire conduire à la frontière prévoit deux mesures distinctes dont la seconde qui n'est nullement une conséquence forcée de la première, ne constitue qu'un moyen d'exécution facultatif pour l'autorité qui en dispose. Et comme l'article 8 de la même loi sanctionne d'un emprisonnement les deux hypothèses énoncées, il ressort nettement du rapprochement de ces deux textes, que le législateur a entendu punir non seulement l'étranger qui est rentré en France après avoir été reconduit à la frontière, mais aussi, celui qui ayant été l'objet d'un arrêté d'expulsion dûment notifié serait resté sur le territoire français au mépris de cet arrêté (3).

(1) L'avis de M. de Montigny, Rapporteur de la loi de 1849 (Moniteur du 15 novembre 1849) est à ce sujet fort explicite.

(2) Cour de Paris, 13 nov. 1897. D. P. 99-2-75.

(3) Cf. à ce sujet Cass. Crim. 20 juillet 1916. B. cr. n° 159. Dans cette espèce la Chambre criminelle a cassé un arrêt rendu le 8 juillet 1915 aux termes duquel la Cour de Bordeaux relaxait le nommé Aschère, motif pris de ce que le prévenu après l'expiration de la dernière peine par lui subie n'avait pas été conduit à la frontière et avait reçu simplement injonction de quitter le territoire français

En ce qui concerne l'infraction à l'arrêté d'Interdiction de séjour et pour que l'élément matériel existe, il faudra d'abord constater que le libéré a résidé dans un lieu dont l'accès lui a été interdit et, pour ce faire, rechercher, si, eu égard au temps du jugement ou de l'arrêt prononçant l'interdiction de séjour le prévenu se trouve *réellement* sous le coup de la prohibition : on tiendra compte notamment du point de départ et de la durée de l'interdiction, spécialement dans le cas où la condamnation à l'emprisonnement a été subie ultérieurement ; ici les bulletins signalétiques pourront rendre de grands services. C'est pour ces raisons que les juges doivent énoncer dans leurs décisions les faits constitutifs de la peine.

Déjà sous l'empire de la loi de 1874 relative à la surveillance de Haute Police, on s'attaquait ainsi à la matérialité des faits, et la juridiction correctionnelle devait énoncer expressément les faits constitutifs du délit de rupture de ban, et indiquer la situation du condamné en ne constatant pas seulement l'existence de ce délit (1). Il en était de même lorsqu'une question de rupture de ban était posée au Jury (2). On comprend ainsi l'importance des éléments entourant la prononciation de la peine, et la nécessité de motiver les décisions rendues, qui constateront s'il y a infraction ou non à l'arrêté d'interdiction. C'est pourquoi, la mention que le Juge a délibéré spécialement sur la déter-

(1) Cass. Crim. 17 mars 1882 B. n° 77.

Cass. Crim. 14 août 1884 B. n° 266.

Cass. Crim. 29 janvier 1885 B. n° 39.

(2) La question ainsi posée : « L'accusé est-il coupable d'avoir, à telle date et en tel lieu, été trouvé en état de rupture de ban, ayant quitté telle ville, sa résidence obligée, sans avoir obtenu l'autorisation de l'autorité ? » ne satisfait pas au vœu de la loi parce qu'elle ne fait pas connaître si l'accusé était dans le cas où l'autorisation de changer de domicile doit être demandée. Cass. Crim. 9 nov. 1883 B. n° 246.

mination de la peine est nécessaire, et, de nombreuses fois, la Cour de Cassation a cassé des arrêts, motif pris de ce qu'une délibération spéciale n'avait pas eu lieu pour accorder une dispense ou une réduction de la surveillance et plus tard de l'interdiction de séjour (1).

(1) Cass. Crim. 24 déc. 1885 B. n° 367.

Cass. part. Crim. 11 déc. 1885 B. n° 351.

Cass. Crim. 10 sept. 1885 B. n° 225.

Cass. Crim. 3 sept. 1885 B. n° 252.

Cass. Crim. 20 mai 1886 B. n° 186.

Cass. Crim. 25 fév. 1886 B. n° 71.

Cass. Crim. 25 mars 1886 B. n° 123.

Cass. Crim. 11 mars 1886 B. n° 104.

Cass. Crim. 8 avril 1886 B. n° 146.

Cass. Crim. 1^{er} juillet 1886 B. n° 231.

Rej. crim. 21 janv. 1886 B. n° 25.

V. aussi : Cass. Crim. 1^{er} mars 1883 B. n° 60.

Cass. Crim. 27 sept. 1883 B. n° 239.

Cass. part. Crim. 7 juin 1883 B. n° 138.

Rej. Crim. 12 avril 1883 B. n° 93.

Il y a lieu de noter d'ailleurs qu'il appartient aux juges du fond seuls d'apprécier s'il est opportun de réduire la durée de l'interdiction de Séjour ou d'en dispenser le condamné, et leur décision est sur ce point souveraine (Crim. Voulanthen et autres, 30 août 1926 S. 28-1-118).

Dans cette espèce les accusés déclarés coupables par la Cour criminelle des Echelles du Levant soulevaient un moyen pris d'une fausse application de l'interdiction de Séjour : car, prétendaient-ils, les faits incriminés s'étant produits à l'étranger, n'impliquaient pour ceux-ci aucun empêchement de séjourner après leur libération dans certaines localités de France ; ils ne pourraient jamais être en état d'infraction à l'arrêt d'interdiction de séjour, puisque la dite interdiction a été prononcée contre eux en violation de la loi. La Cour de Cassation, n'a pas, à juste titre, fait droit à leurs prétentions en se basant sur le caractère de l'interdiction de séjour ; celle-ci, peine accessoire, mesure préventive et de police est la conséquence légale de toute condamnation à la peine de réclusion. Ainsi c'est à bon droit qu'une mesure de sûreté est prise relativement à certaines localités de France pour des délinquants ayant commis leurs infractions à l'étranger, car leur présence peut être un danger pour l'ordre public.

SECTION II

LÉGALITÉ DE L'ARRÊTÉ

Si la Cour Suprême s'est ainsi préoccupée de relever les vices de forme dont étaient entachés certains arrêts, et a été amenée à vérifier le caractère matériel de l'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour, elle a aussi tenu la main à ce que soient observées les autres conditions rendant l'infraction punissable, et notamment celles qui sont relatives à la légalité de l'arrêté d'interdiction ou de l'arrêté d'expulsion et aux circonstances, de nature à influencer sur la peine elle-même.

A. — Arrêtés régulièrement pris.

On sait que la règle de la séparation des autorités administratives et judiciaires, dérivant du principe de la séparation des pouvoirs, est une règle de conduite pratique qui délimite le domaine des tribunaux judiciaires et leur interdit de s'immiscer dans le fonctionnement des services publics, de donner des ordres, de faire des défenses aux administrateurs, d'annuler ou d'apprécier leurs actes (1). Les tribunaux judiciaires ne peuvent apprécier l'opportunité, la convenance ou l'utilité d'un acte administratif (2). Si toutefois ils n'ont pas compétence pour interpréter une décision administrative individuelle (3), par contre les tribunaux répressifs saisis d'une infraction à un arrêté gouvernemen-

(1) Cass. 27 juin 1929. D. H. 1929, p. 411.

(2) Rej. Crim. 15 nov. 1934. D. P. 1935-1-11 et note Donnedieu de Vabres.

(3) Cass. Civ. 7 janv. 1920, S. 1920-1-58; 10 décembre 1919, D. P. 1920-1-7.

tal ont qualité pour apprécier à l'occasion de la poursuite, si ledit arrêté est légal ou non : cette vérification est faite d'office. S'ils l'estiment légal, ils condamnent. Ils acquittent au cas contraire. Cette solution dérive de l'article 471 paragr. 15 du Code Pénal relatif aux règlements de police.

Dans tous les cas où le tribunal répressif interprète ou affirme l'illégalité d'un arrêté individuel, la décision n'a de valeur que pour l'affaire où elle intervient. Pour obtenir la disparition de l'arrêté, il faut intenter un recours contentieux en annulation devant le Conseil d'Etat. En même temps l'individu peut soulever l'exception d'illégalité devant le tribunal répressif.

En tout état de cause, celui-ci ne déclare le règlement illégal que s'il émane d'une autorité incompétente, excède les pouvoirs de cette autorité, ou a été pris en violation d'une règle positive de droit (1). En outre, le fonctionnaire, auteur de l'acte illégal peut être jugé pénalement et condamné (2).

Ces règles s'appliquent aux arrêtés ministériels prononçant l'expulsion d'un étranger. L'intérêt pratique en était particulièrement important à l'époque où le recours devant le Conseil d'Etat n'était pas possible, motif pris de ce que l'arrêté d'expulsion était considéré comme un acte de gouvernement (3), par suite inattaquable, et échappant au contrôle juridictionnel. Aujourd'hui, l'arrêté est susceptible de recours contentieux (4).

L'arrêté d'expulsion, comme l'arrêté d'interdiction de séjour doit donc avoir été pris légalement, c'est-à-dire par

(1) Cass. 9 mars 1929. D. H. 1929, p. 236.

(2) Crim. 20 juillet 1907. D. P. 1909-1-361.

(3) C. E. 26 déc. 1902, D. P. 1904-3-55.

(4) C. E. 16 mai 1924. D. H. 1924, p. 477.

l'autorité compétente, soit contre un individu condamné à l'interdiction de séjour, soit contre un individu susceptible d'être expulsé : en principe un étranger, exceptionnellement un Français (1).

Par contre, si un arrêté d'interdiction de séjour ou d'expulsion est le résultat d'une *erreur*, aucune infraction ne peut être commise : ainsi il peut arriver que l'autorité administrative prenne un arrêté d'interdiction de séjour à l'encontre d'un individu qu'elle croit avoir été condamné à cette peine accessoire ; s'il est reconnu que celle-ci n'a pas été prononcée par le Tribunal, aucun délit ne peut être relevé à la charge du prévenu (2).

Le Tribunal devra aussi vérifier si l'Arrêté d'Interdiction était encore en vigueur et par suite opposable au prévenu, au moment de l'infraction ou s'il n'était pas devenu sans effet, soit par l'expiration du temps normal fixé à sa durée, soit par suite de la prescription de la peine accessoire, soit en vertu d'une décision gracieuse telle que la grâce, la réduction, la commutation, la réhabilitation, l'amnistie. Il devra considérer encore si l'exécution ne se trouvait pas à ce moment suspendue, si le terme prévu pour l'expiration de la peine accessoire ne se serait pas trouvé prorogé de plein droit à une date ultérieure, à raison d'interruptions survenues dans l'exécution régulière de la peine ou de la mesure d'expulsion (3).

(1) Seuls pouvaient être expulsés les Français faisant partie de l'Association internationale des Travailleurs (loi du 14 mars 1872, art. 2 et 3, abrogée par loi du 1^{er} juillet 1901). Sont actuellement expulsés les membres des familles ayant régné en France (loi du 22 juin 1886) : en cas d'infraction à cette mesure ils sont punis d'un emprisonnement de 2 à 5 ans et réexpulsés.

(2) Cass. Crim. 7 juillet 1911, Pinault B. n° 355.

(3) V. *infra* p. 207.

Dans la mesure de leur compétence, les tribunaux judiciaires peuvent donc considérer la légalité ou l'illégalité de l'arrêté (1). Il est bien évident qu'au cas où l'arrêté serait pris illégalement, par une autorité en dehors de ses attributions l'infraction ne peut exister (2). Par exemple serait entaché d'excès de pouvoir (3) un arrêté pris par un Préfet dans un département frontière à l'égard d'un étranger résidant, comme serait illégal un arrêté s'appliquant à un Français (4).

De plus avant 1885 une condamnation pour infraction à la surveillance ne devait être prononcée que si l'arrêté avait été régulièrement pris, et par un acte en due forme porté à la connaissance du condamné (5). Il en est de même aujourd'hui.

(1) Il importe peu que l'arrêté d'interdiction de séjour soit représenté à l'individu prévenu d'une infraction audit arrêté, ou à son défenseur. L'attestation, par laquelle le juge d'instruction affirme avoir vu l'original de l'arrêté, suffit à démontrer l'existence de celui-ci, et à fonder l'arrêt constatant l'infraction. *Rej. Crim.* 6 janv. 1900, B. n° 12.

(2) On sait qu'aux termes de l'article 7 de la loi de 1849, le Ministre de l'Intérieur pourra enjoindre par mesure de police à tout étranger voyageant ou résidant en France de sortir immédiatement du territoire français et le faire conduire à la frontière. Dans les départements frontières, le Préfet aura le même droit à l'égard de l'étranger non résidant, à la charge d'en référer immédiatement au Ministre de l'Intérieur. Divers décrets ont donné le droit d'expulsion aux Gouverneurs ou Résidents en dehors de la France métropolitaine.

(3) En ce qui concerne les recours. V. *infra* p. 221.

(4) Sauf les restrictions qui ont été citées, *supra* p. 76.

(5) C. Colmar, 3 juillet 1833.

Tr. Metz, 4 nov. 1868, S. 69-2-170.

Sic. Chauveau, Hélie et Villey, t. 1 n° 118, Blanche, t. 1 n° 213.

Instructions du Ministre de l'Intérieur, 1^{er} avril 1841 (*Bulletins Min. Intérieur* 1841, p. 51).

B. — *Notification.*

Pour qu'il y ait infraction punissable, il faut que l'arrêté ait été notifié au condamné dès avant sa libération. Ces mots doivent être pris strictement à la lettre. Au cas où la notification aurait lieu quelques instants après, elle serait non avenue et le résultat serait le même que si l'interdiction de séjour n'avait pas été prononcée (1).

Aussi pour savoir si le lieu où a été trouvé un individu condamné à l'interdiction de séjour lui était interdit, il suffit de demander, au besoin par télégramme, au gardien-chef de la prison où la peine a été subie, la date de la notification (2).

Ces règles s'appliquent à l'infraction à l'arrêté d'expulsion, toutes choses égales d'ailleurs. Un arrêté non notifié n'a pas de valeur et est inopposable à l'étranger resté en France ou y rentrant (3). Pour s'en assurer, le Tribunal devra se faire représenter sinon l'original ou la copie de l'acte de notification, du moins une attestation de l'autorité administrative compétente établissant qu'il a été satisfait sur ce point aux prescriptions de la loi.

(1) Tournade : *Commentaire de la loi sur la récidive*, p. 31.

Le Poittevin : *Dic. des Parquets*, V^e Surveillance n^o 9.

(2) La notification est faite par le gardien-chef aux détenus, et par le Commissaire de Police ou le Maire aux autres. Procès-verbal est dressé et signé. Si l'expulsé ne connaît pas le français l'arrêté d'expulsion doit lui être traduit, faute de quoi l'étranger étant ignorant de la mesure prise, ne serait pas coupable d'infraction à l'arrêté d'expulsion (Circ. min. 20 mars 1869). Sans la notification, l'ordre d'expulsion ne peut sortir son plein et entier effet, et l'infraction à l'arrêté d'expulsion ne peut être sanctionnée. Les attendus des jugements et arrêts mentionnent toujours que la notification a été faite. Celle-ci est aussi le point de départ du délai imparti pour intenter un recours pour excès de pouvoir.

(3) C. Toulouse, 24 juin 1885.

Le contrôle de la Cour de Cassation s'exerce encore dans cette matière. Il faut cependant remarquer que l'art. 19 de la loi du 27 mai 1885 aux termes duquel l'interdiction des lieux où il est fait défense au condamné de paraître, doit être signifiée au condamné avant sa libération, ne subordonne pas la validité de l'arrêté d'interdiction de séjour à la date de sa signification. Il suffit, pour justifier une condamnation pour infraction à un arrêté de cette nature qu'il soit établi que le prévenu ait su par la notification qui lui en a été faite que le séjour du lieu où il a été trouvé lui était interdit (1).

Par contre, on ne peut considérer comme régulièrement faite, la notification par la Préfecture de Police, à un condamné frappé d'interdiction de séjour, de la liste des localités interdites, à une époque où le jugement de condamnation n'était pas devenu définitif, les délais d'appel n'étant pas expirés (2).

En conséquence le condamné ne peut, au vu de cette notification être poursuivi pour infraction à l'arrêté ministériel lui désignant les localités interdites. C'est dans ce sens que la Cour de Cassation a annulé l'arrêté qui avait condamné un prévenu pour infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour sans spécifier si l'arrêté lui avait été signifié (3). Dans cette espèce, la Cour de Bourges avait justifié la condamnation d'un nommé Lavanoux pour infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour en déclarant seulement que le prévenu avait le 3 septembre 1906 à Neuvy-sur-Barangeau, contrevenu à un arrêté d'interdiction de séjour, pris contre lui à la date du 12 mars 1903, et qu'il lui

(1) *Rej. Crim.* 6 janvier 1900, précité.

(2) *C. Paris* 18 mai 1909. *D. P.* 1910-5-15. *Gaz. Pal.* 1909-2-534.

(3) *Cass. Crim.* 22 nov. 1906, *B.* n° 412.

était interdit de résider dans le département du Cher où cette commune est située. Or l'arrêt doit constater, à peine de nullité, la signification de l'arrêté, sinon la peine prononcée manque de base légale (1).

De même doit être annulé l'arrêt qui condamne un prévenu pour infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour sans indiquer la date à laquelle cette interdiction lui a été signifiée, la durée de ladite défense, et la date à laquelle a pris fin la peine principale dont elle aurait été l'occasion(2). Les indications données par les juges du fond permettent de fixer le point de départ de cette peine accessoire, et la Cour de Cassation peut ainsi exercer son contrôle (3). Dans ce cas, l'infraction subsiste si les prescriptions légales ont été observées et la Cour de renvoi en s'inspirant de ces directives prononcera la condamnation du délinquant.

(1) Cass. Crim. 20 août 1903. Betrave, B. n° 314.

(2) Cass. Crim. 26 janv. 1933, B. n° 20.

(3) Cass. Crim. 20 août 1903 précité. Dans cette espèce, un nommé Betrave avait été déclaré coupable d'avoir à Nouméa, le 15 mars 1903, contrevenu à un arrêté d'interdiction de séjour. Pour établir qu'il était encore à cette date soumis à l'interdiction de séjour, la Cour d'Appel de Nouméa s'est bornée à mentionner qu'il avait été frappé de 20 années de cette peine accessoire en vertu d'une condamnation à 10 ans de travaux forcés, contre lui prononcée le 3 août 1871, par la Cour d'Assises du Nord, et que les peines d'emprisonnement par lui subies depuis sa libération de la peine des travaux forcés, et inscrites à l'extrait de son casier judiciaire, le laissaient encore sous le coup de l'interdiction de séjour. Elle n'a pas recherché si Betrave avait intégralement subi la peine de 10 ans de travaux forcés et n'a pas indiqué la date précise à laquelle il en avait achevé l'exécution. Aussi, en l'absence de cette indication pour fixer le point de départ de la peine accessoire, la Cour de Cassation ne pouvait exercer son contrôle et vérifier si, même en prolongeant la période de 20 ans d'un temps égal à celui des peines d'emprisonnement encourues après sa libération, Betrave était encore, le 15 mars 1903, dans les liens de l'interdiction de séjour.

La Cour Suprême exerce aussi son contrôle de la même manière au regard de l'infraction à l'arrêté d'expulsion, en assimilant comme on l'a vu, l'étranger qui s'est soustrait aux mesures d'exécution c'est-à-dire celui à qui il a été enjoint de sortir de France et qui n'aura pas obéi, et l'étranger qui, sorti de France, y sera rentré.

On alléguerait vainement, dans l'un et l'autre cas, que la notification n'est pas une exécution de l'arrêté d'expulsion, mais une mesure préparatoire de l'exécution. La Jurisprudence s'est affirmée de façon définitive à ce sujet (1), malgré les hésitations du début. Le Tribunal de Châlons-sur-Marne avait, le 26 juin 1897, renvoyé des fins de la poursuite une Demoiselle Alice Laime, motif pris de ce que le fait de porter à la connaissance d'un individu qu'une mesure est prise contre lui ne saurait être considéré comme l'exécution de cette mesure, qu'il est seulement le préliminaire de l'exécution. Le Tribunal ajoutait que la Demoiselle Laime n'avait pas cherché à se soustraire à l'exécution de l'arrêté, et qu'on ne saurait, en tout état de cause, comparer l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849, et l'article 19 de la loi du 27 mai 1885. L'un édicte une peine principale, l'autre une peine accessoire. Aussi bien, aucune mesure n'avait été prise contre la susnommée pour assurer l'exécution de l'arrêté après notification ; bien plus l'article 3 de la loi du 8 août 1893 montre clairement que l'interdiction du territoire français doit être suivie de l'expulsion de fait. Enfin les articles 57 et 58 du C. Pén. ne sont pas applicables (2). Mais la Cour de Paris, infirma le jugement

(1) Note Despagne sous C. Douai 21 décembre 1893. D. 94-2-251. C. Paris 13 novembre 1897 précité, S. et P. 1898-2-70. D. 1899-2-75.

(2) Tr. Châlons-sur-Marne 26 juin 1897. Alice Laime Cl. 1898, p. 730.

dont appel, en rappelant les travaux préparatoires de la loi du 3 décembre 1849 (1).

C. — *Nécessité supplémentaire de l'extranéité pour l'infraction à l'expulsion.*

Si on a déterminé les conditions relatives à la régularité des arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour et à leur notification, et qui sont nécessaires pour constituer l'élément matériel de l'infraction et pour réprimer ce délit, il n'en reste pas moins vrai qu'en ce qui concerne l'infraction à l'arrêté d'expulsion, la qualité d'étranger est un élément constitutif de ce délit. Aussi appartient-il au Tribunal correctionnel saisi de la connaissance de cette infraction de statuer sur la question de nationalité (2), puisque la pénalité énoncée dans l'article 8 n'atteint pas le national. Le délit disparaît *ipso facto* si la qualité d'étranger n'existe pas, et dans ce cas, le retour en France, après l'expulsion, ne peut posséder un caractère délictueux.

Aussi est-ce pas suite de cette extranéité constitutive de la contravention à l'arrêté d'expulsion que le Tribunal peut être rendu compétent pour statuer préalablement sur cette qualité (3).

(1) V. *supra* p. 24.

(2) Tr. Bonneville 10 janv. 1913 R. D. I. P. 1913, p. 845; Gaz. Pal. 1913-1-408.

C. Aix, 6 déc. 1900, S. et P. 1902-2-17 (note Lacoste).

C. Alger 26 octobre 1899, S. et P. 1903-2-11.

Cass. Crim. 29 juil. 1904, S. et P. 1907-1-373.

C. E. 24 janvier 1908, S. et P. 1910-3-48.

(3) Tr. Correctionnel de Bonneville 10 janvier 1913 précité.

V. *infra* au sujet des questions que soulèvent la compétence et la preuve à fournir, pp. 136 sqq.

V. aussi *infra* pour les problèmes que posent la nationalité et la loi du 10 août 1927, p. 155.

La Cour de Cassation avait déjà admis ces principes. Il faut en considérer une application : un certain Thadéma, expulsé de France comme étranger par un arrêté ministériel était poursuivi pour avoir contrevenu à cet arrêté en rentrant sur le territoire français sans autorisation ; devant la Cour d'Appel de Paris, il souleva une exception fondée sur le fait qu'il serait Français et que par suite l'arrêté pris contre lui serait illégal. La qualité d'étranger étant un des éléments constitutifs du délit, il fallait faire ressortir cette extranéité. A l'appui de sa prétention à la nationalité française, il invoqua sa naissance à Paris le 5 juillet 1868 de parents inconnus, mais aucun acte de naissance ne fut trouvé à cette date. Il invoqua encore son service dans la légion étrangère mais ce fut à titre d'étranger qu'il servit. Il invoqua enfin son extradition accordée par l'Allemagne à la France lors d'une précédente poursuite, mais il n'en ressortait nullement une reconnaissance de la nationalité française. Bref, tous les arguments tombaient : Thadéma était bien étranger, et l'arrêté d'expulsion qui le concernait devait recevoir application (1).

L'extranéité est interprétée rigoureusement : ainsi sont passibles d'expulsion les habitants des provinces démembrées qui n'ont conservé aucun droit à la nationalité française : ils sont devenus des étrangers, à défaut par eux d'avoir accompli les formalités simplifiées prescrites. En conséquence il leur est fait à bon droit application des sanctions contenues dans l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849 (2).

(1) Crim. Rej. 28 mai 1903. Thadéma, B. n° 203.

(2) Crim. Rej. 18 mars 1915, B. n° 55.

Il s'agissait dans cette affaire de combiner l'article 17 du Traité de paix du 30 mai 1814 démembrant l'Empire français et la loi du 14 oc-

Suivant la même idée le texte de l'article 7 de cette loi aux termes duquel le Ministre de l'Intérieur peut expulser tout individu qui n'a pas la qualité de Français s'étend aux apatrides ; un individu qui a été déclaré déchu de la qualité de Français tombe sous l'application du texte précité, alors même qu'il n'aurait acquis aucune nationalité et qu'il aurait été maintenu par erreur sur les contrôles de l'armée. L'article 7 a ainsi une portée plus large devant le danger que présente cette catégorie d'individus pour la sécurité publique, en face des étrangers déclarés (1).

tobre de la même année. L'individu en question né à l'étranger et poursuivi pour infraction à l'arrêté d'expulsion se prétendait français, parce que son aïeul l'était lui-même. Mais celui-ci avait perdu sa nationalité française à la suite du traité de paix du 30 mai 1814 et n'avait accompli aucune des formalités prescrites par la loi du 14 octobre 1814 pour la recouvrer. Aussi son petit-fils restait-il étranger, et pouvait-il être l'objet de sanction à l'inobservation d'une mesure d'expulsion.

(1) C. E. 16 mai 1924. Cl. 1925, p. 709.

CHAPITRE II

Elément moral

On a ainsi accumulé un certain nombre de faits et de circonstances qui sont en quelque sorte les conditions matérielles de la répression du délit d'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour.

C'est la partie d'un tout formé par un autre élément, l'élément moral, plus délicat à observer mais qui peut nous amener au sommet de nos développements. C'est ici en effet qu'il faudra poser les questions relatives à la volonté, et à l'intention, toutes questions qui ont place dans le domaine de la culpabilité, et ce sera encore ici, que, certains faits, vus sous l'angle de la responsabilité, joueront en tant que faits justificatifs et exclusifs du délit réprimé, tant par l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849 que par l'article 45 du Code Pénal.

SECTION I

LA CULPABILITÉ, FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE

Il peut sembler difficile de donner une large part à l'élément moral de l'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour, quand on se réfère à un arrêt rendu

le 22 juillet 1899 (1) par la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation et aux termes duquel le délit consistant dans la violation d'une mesure d'expulsion, résulte *du seul fait* par l'expulsé de rentrer sur le territoire français, sans la permission du Gouvernement. Faut-il donc bannir ou tout au moins réduire à très peu de choses, l'élément moral ? Faut-il considérer comme un délit purement conventionnel, ou même comme une contravention le fait de revenir en France après en avoir été expulsé, ou le fait de paraître dans des régions interdites ? Faut-il seulement présumer l'intention coupable ? Faut-il ne pas élargir le domaine de la volonté ? Autant de problèmes, autant de questions à résoudre.

A. — *La faute*

De l'avis général, l'infraction quelle qu'elle soit, suppose à sa base une faute, et implique que l'action ou l'inaction incriminée doit avoir son origine dans *un état d'âme*, dans une tournure d'esprit, socialement, et même, dans la conception classique, moralement répréhensible (2). Et c'est sur ce concept de faute que viennent se greffer les conditions de la responsabilité révélées par le discernement et la liberté.

A l'origine de cette évolution, la Cour de Cassation, à propos de certains délits qu'on avait voulu autrefois ranger dans la catégorie des délits-contraventions, parle d'infractions purement matérielles. En réalité il n'est pas possible de faire complètement abstraction de la faute. Celle-ci est

(1) Cass. Crim. 22 juillet 1899. Vicedo, B. n° 225.

(2) Huguency : Cours de droit criminel professé en 1930-31.

toujours sous-entendue: c'est simplement la nature et le degré de faute qui varient. Pour certaines infractions, la loi exige une faute consciente, intentionnelle, pour d'autres elle se contente d'une faute d'imprudence, de négligence ; mais dans tous les domaines, la faute, pour ainsi dire, se présume.

L'intérêt est précisément de savoir dans quelle catégorie ranger l'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour ? On a soutenu que c'était un délit conventionnel ; car, comment y voir un caractère intentionnel qui lui est refusé d'ailleurs par la majorité de la doctrine.

Avant 1885, la nature de cette infraction consistait dans le fait de désertir une résidence obligatoirement assignée, et de paraître dans un lieu interdit.

Depuis 1885, le second élément est le seul en jeu puisque les juges ne peuvent pas fixer une résidence obligatoire (1). Mais les caractères principaux sont les mêmes et l'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour est assimilable, on l'a vu, à l'infraction au ban de surveillance (2).

La question qui se pose est celle de savoir si on peut classer ces infractions dans les contraventions ou dans les délits ? La réponse est délicate parce que l'interdiction de séjour et l'expulsion sont prononcées aux termes d'un arrêté, acte administratif, alors que les condamnations encourues pour violation de cet arrêté sont le fait des tribunaux judiciaires. Cependant longtemps on considéra l'infraction comme une contravention et on ne rechercha pas l'in-

(1) La circulaire de la Chancellerie du 1^{er} juillet 1885 contient la liste des localités interdites à titre général et à titre particulier.

(2) Cf. *Rej. Crim.* 15 avril 1886, *B. cr.* n° 150 ; *S.* 86-1-334 ; *P.* 86-1-782 note *Villey* ; *D.* 86-1-127.

tention délictueuse (1). C'est ainsi qu'on décida notamment qu'il y avait rupture de ban, et dès lors nécessité pour les Tribunaux de faire application de l'article 45 du Code Pénal lorsque le libéré s'était éloigné sans autorisation de la résidence assignée d'office (2), même si son absence n'avait été que momentanée (3) ; — rupture de ban aussi quand le condamné s'était transporté dans une résidence nouvelle sans les passeports nécessaires (4).

B. — *L'imprudence*

Mais la jurisprudence a renoncé à cette voie : il fallait élargir la notion de faute et l'étendre à la négligence et à l'imprudence qui peuvent exister chez le coupable (5).

Donc, le délit de rupture de ban n'existait pas par cela seul que le condamné était dans une ville dont la résidence lui était interdite de façon générale, alors qu'aucune résidence ne se trouvait assignée au condamné et qu'aucun itinéraire obligé ne lui avait été donné sur sa feuille de route (6), alors surtout qu'il avait demandé une feuille de

(1) Blanche t. 1 n^{os} 4 et 5 et 213; t. 2 n^o 70; Berthauld p. 116; Ortolan et Desjardins, El. de dr. pén. t. 1 n^o 610; Rolland de Villargues C. Pén. ann. sous art. 45 n^o 1; Chauveau, Faustin-Hélie et Villey, t. 1 n^o 118; Nadault de Buffon, p. 17; Morin, Répert, V^o Surveillance n^o 15; Auziers, Surveillance de Haute Police, p. 116.

(2) Rej. crim. 31 janv. 1834, S. 34-1-490.

(3) C. Bourges 31 mars 1842, P. 43-1-249.

(4) Rej. crim. 18 oct. 1845. P. 48-2-229 B. n^o 330.

(5) Villey Dr. criminel, p. 126. Chauveau, Hélie t. 1 n^o 118. Notes sous Cass. 14 avril 1883. S. 85-1-401 et 23 fév. 1884. S. 86-1-233.

Desjardins. Rev. crit. 1885, p. 87. Gardeil, id. 1889.

(6) Rej. crim. 16 août 1845, S. 46-1-91 et D. 45-1-752.

route et qu'on lui avait dit de venir la chercher ultérieurement (1).

De même l'absence momentanée n'est plus réprimée même si elle se poursuit durant quelques jours pourvu qu'elle soit accidentelle, et par exemple dans le but de gagner sa vie (2).

De même encore aucun délit n'existe plus quand le condamné a été arrêté sur la route conduisant à sa résidence, l'administration ne lui ayant pas payé les frais de voyage en chemin de fer (3).

Par contre l'élément moral apparaît très nettement dans la circonstance suivante : le surveillé avait été rencontré six semaines après la mesure prise à son encontre, hors de sa route, ayant déchiré son passeport (4), — le délit de rupture de ban existe bien dans ce cas et, *a fortiori* lorsque le surveillé se refuse, sur une interpellation, de faire connaître au moment de sa libération la résidence où il se propose de se rendre (5).

Une évolution lente et encore peu marquée s'est donc faite pour départager le domaine de l'élément matériel de celui de l'élément moral dont la notion s'est précisée en partant de l'idée de faute, faute pour le libéré d'avoir pénétré dans une localité dont l'accès lui était interdit soit à titre général soit à titre spécial, faute pour l'expulsé dans le fait de rentrer en France au mépris d'un arrêté d'expulsion.

(1) C. Orléans 22 mai 1865. D. 65-2-96.

(2) C. Agen, 16 août 1849. D. 49-2-247.

(3) C. Grenoble, 30 avril 1874. S. 74-2-279.

(4) C. Orléans, 3 décembre 1850. S. 52-2-501.

(5) C. Paris, 26 novembre 1836. S. 37-2-132.

Le Code de 1810 ne considérait l'infraction réprimée par l'article 45 du Code pénal que comme un manquement à des mesures de police que le Gouvernement était libre de réprimer ou non. C'était par mesure administrative que le contrevenant était arrêté et détenu.

Depuis que la loi de 1832 a substitué l'emprisonnement prononcé par les Tribunaux correctionnels à la répression administrative, cette infraction semble, à beaucoup d'autres, devoir être considérée comme un *délit-contravention*, existant indépendamment de toute intention criminelle, par le seul fait de la violation des règles prescrites par l'article 19, § 2 de la loi de 1885 (1).

Dans ce sens le Tribunal correctionnel de la Seine a décidé que le délit spécial de rupture de ban commis par le Duc d'Orléans, en violation de la loi du 22 juin 1886, était purement contraventionnel et qu'on n'a pas à tenir compte du motif de la rentrée en France (2).

Il semblerait pourtant à première vue qu'on ne puisse faire rentrer les infractions aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour ni dans la catégorie des crimes et des délits, ni dans celle des contraventions puisque le législateur de l'expulsion et de l'interdiction de séjour a frappé d'une peine correctionnelle la violation de prescriptions de police dont la gravité est si grande qu'une peine minime serait insuffisante. Par leur nature les infractions aux arrêtés d'expulsion et les infractions aux arrêtés d'interdiction de séjour seraient des contraventions, mais par la peine légale qui les frappe, ce seraient des délits. Cependant il ne faut pas ad-

(1) Rej. crim. 18 octobre 1845 précité.

(2) Tribunal Correctionnel de la Seine, 13 fév. 1890 (Gaz. Trib. du 13).
Cass. 27 av. 1820. Ces deux affaires sont purement politiques.

mettre une catégorie hybride comprenant ainsi des faits, sans sexe bien défini et qui ne seraient ni des contraventions, ni des délits, mais qui participeraient cependant des uns et des autres. Il faut s'attacher à la classification du code pénal et refuser aux infractions aux arrêtés d'interdiction de séjour et d'expulsion le nom de délits contraventionnels. Ce sont des *délits* parce qu' « aux termes de l'article 1^{er} du Code pénal, dit la Cour de Cassation, *la qualification de délit appartient à tout fait punissable de peines correctionnelles* » (1).

C. — *La volonté*

A l'aide de la notion de faute on a dégagé le caractère délictuel des deux infractions : il nous reste à indiquer s'il faut pousser ces délits dans les retranchements de la volonté, voire même dans ceux de l'intention.

Il est un point certain, c'est que ces infractions doivent être au moins *volontaires*. Si l'intéressé avait été contraint par la violence ou par des événements de force étrangère, on ne pourrait lui imputer un fait qu'il lui aurait été impossible de ne pas commettre (2). Le concept de faute en-

(1) Cass. Crim. 14 avril 1883. S. 85-1-401. D. 94-1-95. B. cr. n° 98.

28 février 1884. S. 86-1-233. D. 86-1-427.

13 juin 1885. S. 86-1-234.

Dans ce sens : Villey (dans *La France Judiciaire* 1886, t. X, p. 365), Gardeil, Desjardins, *op. cit.*

En sens contraire : Cons. d'Etat 29 déc. 1870. D. 72-3-36, et, 8 mai 1874. D. 75-3-44, de même qu'un certain nombre d'arrêts de Cours d'appel.

Mais la Chambre Civile est venue rejoindre dans son opinion la Chambre criminelle, 18 mars 1895. S. 95-1-69. D. 95-1-156.

(2) Garçon, C. Pén. ann. art. 33, n° 13.

traîne le concept de volonté : l'acte coupable est toujours un acte volontaire. Le retour en France pour être punissable doit avoir été volontaire et il faut qu'il ait eu lieu « *proprio motu* », sans autorisation. Mais les étrangers refoulés peuvent, dans certaines conditions, être considérés comme n'étant pas rentrés volontairement en France, et échapper ainsi aux poursuites pour infraction à l'arrêté d'expulsion. On voit que l'analyse de la volonté est chose délicate ; cependant on n'aura pas à se préoccuper de savoir si le vouloir du délinquant est libre ou déterminé, il suffit qu'il existe pour que l'acte volontaire soit punissable.

En effet, bien que la volonté soit déterminée, elle existe toujours. Un individu qui franchit la frontière qu'il lui est interdit de traverser, pour échapper à des poursuites dont il est l'objet dans le pays limitrophe, obéit ainsi à une crainte d'un mal plus grand ; cependant c'est volontairement qu'il franchit la frontière, quoique sa volonté soit « forcée », mais le Tribunal en reconnaissant ces circonstances n'aura pas à se préoccuper de la recherche du libre arbitre.

Elle existe, cette liberté, qui au sens bergsonien du mot, est un élément essentiel de la grandeur humaine, la base de toute personnalité, la source initiale du progrès moral et intellectuel, le facteur sans lequel l'homme ne serait qu'un automate à peine conscient, soumis à des forces brutales, à un déterminisme aveugle que rejettent toute intuition profonde et toute connaissance réelle de la conscience psychologique basée sur l'expérience objective. Elle existe, cette liberté détournée de son noble idéal, mais cette liberté ainsi conçue, c'est affaire morale, et non affaire juridique.

Si la responsabilité morale implique le libre arbitre, la responsabilité sociale en est indépendante, ce qui n'empê-

che pas qu'il existe un rapport psychologique entre l'acte et la volonté de celui qui a fait l'acte. L'agent peut très bien avoir voulu le faire, sans en avoir voulu les conséquences. Il a pu transgresser l'interdiction qui lui avait été faite de franchir la frontière, mais c'était par exemple, parce qu'il pensait qu'en faisant son service militaire en France, il prouverait sa prétendue qualité de français. C'est à tout le moins un imprévoyant, un imprudent. S'il avait fait usage de la faculté de prévoir, ce résultat ne se serait pas produit.

D. — *L'intention est-elle susceptible de jouer ?*

Au contraire et en examinant encore le rapport psychologique entre l'acte et la volonté il arrive fréquemment que l'agent ait voulu produire tel effet dans ses conséquences : il a voulu paraître dans des localités interdites, sachant bien que cet acte constituait une infraction. Agir avec *intention* c'est vouloir l'acte en ayant conscience de son caractère illite.

Mais peut-on faire ici jouer cette intention, cette volonté de contrevenir aux arrêtés d'expulsion ou d'interdiction de séjour, avec la conscience de commettre une infraction ? Il faut prendre garde de ne pas confondre l'intention avec les mobiles. L'intention, c'est la poursuite volontaire et consciente d'un but délictueux qui est l'accomplissement de l'infraction. Les mobiles, ce sont toutes les raisons ou tous les sentiments qui ont déterminé la volonté à la poursuite de ce but. Or, un individu qui veut violer un arrêté d'expulsion pris contre lui ne le fait pas pour retirer le bénéfice de cette violation, comme ferait un voleur qui s'empare d'une chose parce qu'il pourra se l'approprier. L'expulsé revient en France, parce qu'il a des

attaches dans ce pays, soit au point de vue famille, amis, soit au point de vue genre de vie, travail, occupations, agréments même, etc. Un interdit de séjour pénètre dans une localité interdite parce qu'il va y retrouver des complices, par exemple.

Il y a une différence essentielle en effet entre les délits courants et ces deux délits d'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour. La question d'intention ne se pose, avec quelques difficultés, que dans les actes comportant certaines conséquences nuisibles et pouvant être accomplis soit par imprudence ou négligence, soit avec intention, tels l'homicide, les coups et blessures, le vol. Elle ne se pose pas, semble-t-il, et risque de se confondre avec la volonté pour les actes commandés ou défendus en eux-mêmes, abstraction faite de leurs conséquences, telle la rupture de ban.

Il faut distinguer l'individu qui a l'intention de tuer, de l'individu expulsé qui aurait l'intention de rompre son ban. Si le premier individu met son intention à exécution, il tuera et commettra un crime. Les conséquences de son acte seront dommageables. Mais si l'individu expulsé exécute l'intention qu'il a de rompre son ban, les conséquences ne sont pas dommageables en elles-mêmes. On ne peut assimiler ces deux intentions. Dans le premier cas l'intention sera bien définie ; mais il serait difficile de donner le nom d'intention à la volonté exprimée et réalisée par la rupture de ban.

Voilà pourquoi ce ne sont pas les conséquences mêmes, les conséquences immédiates de la rupture de ban qui sont dangereuses ou dommageables. Ce qui est dangereux, c'est ce que pourra faire l'individu qui a rompu son ban, qui est rentré en France ou qui a pénétré dans des lieux interdits.

S'il a été expulsé, s'il a été condamné à l'interdiction de séjour, c'est qu'on avait de bonnes raisons pour le faire. Et c'est seulement pour prévenir le danger de sa présence qu'il a été expulsé ou condamné à l'interdiction de séjour.

On peut aller plus loin et on peut même dire qu'un même individu pourra revenir sur un territoire qui lui a été interdit, sans commettre d'acte criminel ou même dommageable. Et la preuve en est que l'on ne s'aperçoit le plus souvent d'une infraction aux arrêtés d'expulsion ou d'interdiction de séjour qu'au hasard d'une « raffe » ou d'une interpellation de la police. D'ailleurs souvent c'est pour prévenir un délit ou un crime possible que l'expulsion ou l'interdiction de séjour ont été prononcées.

Et ces explications montrent ainsi la difficulté qu'il y aurait à mettre le cachet de l'intention sur de telles infractions. Cette difficulté d'ailleurs, provient encore du fait suivant : c'est que l'expulsion, pour ne considérer qu'elle n'est pas une mesure prise à la suite d'un fait déterminé, mais bien une mesure gouvernementale, de haute police, plus préventive que répressive. Aussi l'individu qui rompt son ban peut-il le faire pour une multitude de motifs dont les uns peuvent être nuisibles à l'Etat qui l'expulse, et dont les autres peuvent être très innocents. De même qu'on peut accomplir de bonnes actions pour des motifs blâmables, de même on peut commettre des délits pour des mobiles louables, et un tel individu ne peut être taxé d'intention criminelle puisque l'intention est l'acte voulu dans ses conséquences, avec la conscience de l'immoralité, de l'illégalité de cet acte, et des conséquences dommageables qu'il peut avoir. Or la rupture de ban n'a pas de conséquence dommageable, tout au moins directe. La rupture de ban peut ne porter atteinte ni à la personne, ni à la pro-

priété. En effet, il faut ne pas confondre le dol éventuel, avec le dol direct. Le dol éventuel ne peut fonder un délit intentionnel ; dans la plupart des pays étrangers, il y est assimilé à la simple imprudence (1).

On ne peut pourtant reprocher à l'expulsé apatride qui ne trouve d'asile nulle part de n'avoir pas prévu la situation inextricable à laquelle son expulsion devait le conduire, le cas échéant. L'infraction à l'arrêté d'expulsion relèvera plus du domaine du dol éventuel que de celui de l'intention délictueuse. C'est ainsi que la sanction pénale peut paraître bien grave pour un individu sur qui devaient peser seules des sanctions administratives, d'autant plus que l'expulsion étant une mesure gouvernementale n'est pas obligatoirement à l'origine d'une mauvaise conduite. C'est une mesure *discrétionnaire* et on ne devrait pas pouvoir assimiler l'intention au dol éventuel.

On voit que la rupture de ban peut consister en un dol éventuel mais non en un dol direct. Ce n'est pas à dire qu'il faille exclure l'élément moral. Celui-ci est toujours nécessaire. Si l'intention n'existe pas, c'est qu'elle est confondue avec la volonté.

Cependant la *Jurisprudence* n'est pas toujours dans ce sens, et elle considère parfois que le délit de rupture de ban est constitué par l'intention de le commettre. Si, par exemple, un condamné, dont la peine de mort est commuée en celle des travaux forcés, ignore en toute bonne foi qu'il est remplacé sous l'empire des conséquences résultant de la peine substituée à celle originairement prononcée, sauf déclaration contraire dans les lettres de grâce, il n'a pas commis le délit de rupture de ban. La Cour de Paris qui a eu à juger

(1) Cf. von Liszt : *Traité de droit pénal allemand*. Traduit par R. Robstein, t. 1, pp. 254, 255.

cette affaire, bien avant 1885 (1), s'exprime ainsi : « Considérant que les documents produits par D... établissent sa complète bonne foi, et démontrent qu'il a pu croire qu'il n'était pas soumis à cette surveillance ; qu'il y a lieu pour la Cour de prendre en considération ces circonstances et le *défaut d'intention* de désobéir à la loi... la Cour... renvoie ce dernier de la prévention ».

De même sous l'empire de la loi du 23 janvier 1874 sur la surveillance de la Haute Police, un arrêt de la Cour de Grenoble en date du 30 avril 1874 (2), décide que, ne peut être déclaré en rupture de ban, le condamné arrêté sur l'itinéraire conduisant à sa résidence, bien qu'il n'ait pas pris la voie ferrée indiquée sur son passeport, si l'administration n'a pas pourvu à ses frais de chemin de fer. Encore ici s'applique l'idée du défaut d'intention de désobéir à la loi.

Mais l'intention ne consiste pas dans cette désobéissance : tout au plus pourrait-on dire que l'intention est inhérente au fait matériel. Aussi n'est-ce pas l'intention que l'on découvre mais bien la volonté, et non pas une volonté dirigée dans un but nuisible, mais une volonté dirigée dans le but de transgresser l'arrêté d'expulsion ou d'interdiction, et, ce but, considéré en lui-même, en faisant abstraction des éventualités possibles, n'est pas en soi nuisible. Et en l'absence de cette volonté l'exception de bonne foi semblerait pouvoir être admise, d'autant plus qu'on a écarté le concept de délit contraventionnel.

Mais pour un délit de ce genre, comme pour une contravention, la bonne foi n'entre pas en ligne de compte et on n'a pas à la présumer. Cependant puisque l'on a considéré les infractions à l'expulsion et à l'interdiction de

(1) C. impériale de Paris, 9 fév. 1855. S. 55-2-111.

(2) C. Grenoble 30 avril 1874. S. 74-2-279 préc.

séjour comme de véritables délits, peut-on décider que ceux-ci disparaîtraient en tant que délits, si la preuve de la bonne foi était apportée ? (1) En ce sens l'arrêt de la Cour Impériale de Paris, que l'on vient de citer, a considéré que les documents produits par le délinquant établissaient sa complète bonne foi et démontraient qu'il avait pu croire qu'il n'était pas soumis à la surveillance (2).

De même un individu qui est rentré sur le territoire français contrairement à l'arrêté d'expulsion dont il était l'objet doit être relâché, s'il a obéi à la convocation d'un fonctionnaire l'invitant à se présenter au bureau de recrutement, ce fonctionnaire étant le même qui lui avait notifié deux ans auparavant l'arrêté d'expulsion (3). L'individu de bonne foi avait pris part aux opérations de recrutement : il n'était pas coupable du délit d'infraction à l'arrêté d'expulsion aux termes d'un jugement que nous aurons l'occasion de voir de plus près. Le Tribunal de Marseille (4) avait admis la bonne foi vis-à-vis d'un individu qui avait persisté, après un acquittement, à demeurer en France, au même titre que si l'arrêté d'expulsion n'avait pas été notifié. Précisément dans cette espèce la bonne foi ne devait pas être admise parce que le fait de l'accepter impliquait une fausse interprétation de la loi de 1849 et une fausse conception du caractère du délit (5) puisqu'il n'y a pas de distinction à faire entre l'étranger

(1) Un prévenu d'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour ne saurait, semble-t-il, invoquer l'excuse de la bonne foi, l'arrêté lui ayant été dûment notifié avec la liste des localités interdites : or, si un arrêté n'est pas notifié, il est inutile d'invoquer la bonne foi : l'arrêté est dénué de force exécutoire.

(2) C. Imp. de Paris, 9 fév. 1855, précité.

(3) *Rej. crim.* 3 mai 1900. B. n° 165.

(4) *Tr. Correctionnel* de Marseille 8 déc. 1898. Gallo 1899, p. 730.

(5) *V. infra* p. 144.

rentré en France malgré un arrêté d'expulsion, et celui qui, frappé d'un arrêté notifié, est resté en France (1).

La bonne foi allant de pair avec l'intention et celle-ci ne jouant aucun rôle, il peut sembler normal que la jurisprudence n'accepte pas explicitement l'excuse de bonne foi. Ainsi un individu expulsé n'est pas recevable à invoquer pour excuse le fait qu'il est revenu en France comme délégué du Ministère du Commerce du pays duquel il ressortit (2).

Dans cette espèce, l'exception de bonne foi n'est pas admise : elle n'est pas repoussée *a priori*, mais pour la raison que l'impétrant en demandant son passeport n'a pas fait connaître l'arrêté d'expulsion dont il était l'objet : c'est donc par surprise que le visa a été donné.

En n'admettant pas la bonne foi, le Tribunal peut en profiter pour appliquer l'article 463 du Code Pénal, puisque la pénalité de l'article 8 est encourue par cela seul que l'infraction a été commise, nonobstant la bonne foi du prévenu et quelque intéressante que puisse être sa situation, par exemple, s'il a été admis dans la Légion étrangère et qu'il y ait mérité un certificat de bonne conduite (3).

SECTION II

CAUSES DE NON-CULPABILITÉ

A l'inverse, l'imputabilité et la culpabilité peuvent disparaître ou être atténuées par suite de certaines causes. Les

(1) Cass. Crim. 20 juillet 1916. B. n° 159.

(2) Il s'agissait en l'occurrence de la Russie. Tr. Correctionnel de la Seine 27 avril 1918, Cl. 1918, p. 1183. Un tel délégué n'est pas assimilable à un agent diplomatique.

(3) C. Besançon, 9 mars 1892.

faits en eux-mêmes sont neutres : l'infraction à un arrêté d'expulsion est indifférente en elle-même ; sa moralité dépend de la culpabilité de l'agent.

Aussi comprend-on qu'il puisse exister des causes de justification qui exemptent l'agent de la responsabilité ou qui fassent disparaître la culpabilité, en déterminant la délictuosité de l'acte au point de vue légal.

Dans le premier cas, c'est l'intelligence et la volonté qui font défaut (1) et les éléments essentiels de l'imputabilité, c'est-à-dire du rapport de causalité entre le délit d'infraction à expulsion et telle personne, font défaut : la contrainte en est un exemple.

Dans le second cas, la cause de non-culpabilité est objective, opérant *in rem*, et l'acte perd son caractère délictueux. C'est ainsi que se pose l'état de nécessité.

A. — *La contrainte,
cause psychologique de suppression de la culpabilité*

L'article 64 du Code Pénal rend irresponsable le prévenu qui « a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister » ; ce peut être une force physique insurmontable, constituant une force majeure, qui fasse accomplir l'acte délictueux de rentrer en France après expulsion.

L'exemple classique est celui du banni ou de l'expulsé qui, jeté par une tempête sur les côtes de France, ne pourra être recherché pour rupture de ban. C'est un instrument du destin : « *non agit sed agitur* ». Le délit n'est pas constitué et ne l'aura jamais été.

(1) La responsabilité suppose, chez l'agent, avec la liberté, la conscience ou le discernement qui disparaît par la minorité et la démence.

Etant matériellement forcé d'accomplir un acte auquel il ne donne pas son assentiment, sa volonté n'a aucune part au fait accompli : ici ce sont les forces de la nature qui oppriment sa liberté.

Mais la menace d'un mal imminent, si l'on n'accomplit pas un acte illicite peut détruire, par la crainte qu'elle inspire, la liberté de volonté, nécessaire à l'imputabilité pénale : les cas de contrainte morale constituent une théorie dont l'orientation est assez « floue », parce que, dans la doctrine, l'état de nécessité s'y substitue le plus souvent.

C'est, dans tous ces cas, la force irrésistible qui fait disparaître toute responsabilité chez l'auteur de l'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour ; c'est une force irrésistible qui peut se traduire par l'impossibilité de se conformer aux prescriptions de la loi par un événement de force majeure.

Ce doit être un événement indépendant de la volonté et ne pouvant être ni prévu, ni conjuré (1). Les difficultés même très considérables pour se conformer à la loi ne peuvent pas être assimilées à une impossibilité absolue (2).

Prenons un cas concret (3) : un fait de force majeure devant être indépendant de la volonté de celui qui l'invo-

(1) La force majeure est encore exclusive de toute responsabilité en matière de contraventions de police. Aussi, si on avait admis le caractère mi-délictuel, mi-contraventionnel de l'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour, les explications qui vont suivre seraient encore valables.

(2) Cass. 16 déc. 1921 et 18 fév. 1922 (Gaz. Pal. 29 mars 1922). V. aussi *Rej. crim.* 12 déc. 1925 D. H. 1926, p. 37.

Cass. crim. 17 mars 1927, S. 1929-1-39.

(3) En principe les cas de force majeure doivent avoir été prévus par les intéressés et ne sont un cas d'allègement ou d'extinction des obligations que s'ils ont été totalement imprévisibles et s'ils ont rendu totalement impossible l'exécution de l'obligation. Mais le Conseil d'Etat,

que, un locataire qui a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ne peut se prévaloir de cet arrêté, — qu'il avait la possibilité de provoquer par des actes le rendant indésirable dans le pays, — pour réclamer le remboursement des loyers payés par lui d'avance et aux termes du bail acquis au bailleur si le locataire n'exécutait pas le bail (1).

En cette occurrence le Tribunal de Luxembourg refuse de voir un effet de la force majeure : ce serait, le cas échéant, à l'étranger qu'il appartiendrait d'établir — la preuve en est à peu près impossible — qu'il ne pouvait prévoir la mesure de rigueur prise contre lui et qu'il n'a été ni directement, ni indirectement en son pouvoir de l'empêcher. On ne peut considérer dans ces circonstances comme force majeure un événement qui en est justement le contraire alors qu'il dépendait de la volonté de l'intéressé de le faire naître éventuellement.

La force majeure n'existe pas en matière civile quand l'événement sur lequel on prétend l'appuyer est causé par le débiteur, soit par action, soit même par inaction. Si le débiteur pouvait confirmer tel événement, celui-ci ne pourra constituer le cas de force majeure.

Il semble qu'on puisse étendre cette solution aux matières criminelles et de nombreux arrêts appliquent ce système (2) ; l'impossibilité absolue de prévoir et d'empêcher l'infraction doit s'entendre d'une façon stricte (3).

devant les crises nées de la guerre, a édifié, par un procédé jurisprudentiel la théorie de l'imprévision au cas de force majeure.

C. E. 30 mars 1916, *Gaz. de Bordeaux*, D. P. 1916-3-23.

C. E. 28 mars 1930, D. P. 1930-3-21.

(1) Trib. de Luxembourg 14 janvier 1931, D. 1931-4-24.

(2) V. notamment Cass. crim. 17 fév. 1860, D. P. 63-5-163.

Rej. Crim. 29 janvier 1921, S. 1922-1-185.

(3) Rej. Crim. 12 décembre 1925, précité.

Cass. crim. 17 mars 1927, précité.

La force majeure est un événement indépendant de la volonté humaine et des difficultés considérables ne lui sont pas assimilables. Les circonstances entourant cette impossibilité absolue sont appréciées souverainement par le Juge du fait (1).

La force majeure étant ainsi définie, il faut en voir les applications dans l'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour.

A plusieurs reprises les tribunaux ont eu à s'occuper de l'idée de force majeure appliquée au délit réprimé par la loi de 1849. Il a été jugé qu'aucune peine ne saurait être infligée quand l'inobservation de l'arrêté est due à des circonstances qui ne peuvent être imputables à la faute de l'agent, par exemple le consentement de l'autorité qui a décidé l'expulsion. On connaît l'espèce : un individu sera à bon droit relaxé de la prévention d'infraction à l'arrêté d'expulsion, lorsque précédemment acquitté, pour le même délit, il rentre sur le territoire français à la suite de son inscription d'office sur les listes de recrutement d'une commune et pour satisfaire à l'invitation, qui lui a été notifiée par le même fonctionnaire qui lui avait antérieurement signifié l'arrêté d'expulsion, de se présenter à la Mairie de cette Commune au bureau de recrutement (2). Par contre le fait par un étranger soumis à l'arrêté d'expulsion de rentrer en France dans l'intention de faire valoir sa vocation légale à acquérir la qualité de français et de se faire inscrire à cet effet sur le tableau de recensement ne saurait faire disparaître le délit d'infraction à l'arrêté d'expulsion.

(1) C. Grenoble 31 octobre 1935. Klimkiewitz.

(2) Cass. Crim. 22 juillet 1899. Vicedo B. 1899, n° 225.

Rej. Crim. 3 mai 1900. Vicedo B. 1900, n° 165.

1. *Conditions de la force majeure*

Pour qu'il y ait force majeure ou contrainte puisqu'on a coutume de tenir ces deux mots pour synonymes, il faut une impossibilité absolue d'observer la loi, ce qui peut être le « fait du prince », l'acte de Gouvernement. Sinon, l'article 64 ne pourra être appliqué, « étant donné que l'excuse de la force majeure ne peut être admise que s'il y a impossibilité *absolue* pour le prévenu de se conformer à la loi, que l'appelant doit en apporter la preuve, et que s'il fait état de difficultés contre lesquelles il aurait eu à lutter, celles-ci en admettant même qu'elles soient graves, ne sauraient être assimilables au cas de force majeure ». (C. Paris 26 juillet 1934) (1).

Cette jurisprudence est constante aussi bien au civil qu'au criminel.

En matière civile (2) et commerciale la force majeure qu'elle provienne de la nature, des actes de l'autorité publique ou de faits de tiers étrangers aux parties contractantes, doit aussi constituer un obstacle imprévisible, général (sauf quand il s'agit de l'exécution d'un fait personnel) insurmontable et parfois définitif. C'est au débiteur à prouver la force majeure qu'il allègue (art. 1147, 1302 al. 3 C. C.), le créancier conservant le droit d'en faire tomber l'effet en prouvant qu'elle a été précédée d'une faute. *Onus probandi incumbit ei qui agit*. Il est certain qu'en matière cri-

(1) V. la note de M. Donnedieu de Vabres sous cet arrêt, D. 1934-2-113.

(2) Cass. Civ. 4 août 1915. D. P. 1916-1-22.

17 novembre 1925. D. H. 1926-35.

Req. 30 janvier 1929. D. 1929-1-410.

minelle (1) l'intérêt social se substituant à l'intérêt privé déterminera une autre application de la preuve.

C'est le Ministère public qui fait la preuve de toutes les conditions d'existence du délit et de la culpabilité. Et si le prévenu ou l'accusé ne fait pas valoir ses moyens de défense, les juges doivent y suppléer d'office, même s'il s'agit de démontrer un fait négatif (2).

Les juges doivent constater cette force majeure, et rechercher si les éléments légaux qui la constituent permettent de l'admettre. Leur décision doit contenir cette constatation pour permettre à la Cour de Cassation de vérifier si la force majeure peut être à juste titre invoquée.

Le juge du fond apprécie souverainement les circonstances d'où il fait résulter la force majeure. Ce que vérifie la Cour de Cassation, c'est la question de savoir si ces circonstances — telles qu'elles sont constatées définitivement par le juge du fond, — constituent en réalité un cas de force majeure (3).

(1) Cf. notamment au sujet de la force majeure certains arrêts intéressants :

Cass. crim. 13 mars 1891. D. P. 91-5-258.

Cass. crim. 19 avril 1913, B. 1913 n° 202.

Cass. crim. 16 déc. 1921 et 18 fév. 1922. D. P. 1922-1-72.

Cass. crim. 17 mars 1927, précité

(2) Req. 12 novembre 1856. D. P. 57-1-59.

(3) Crim. 3 mars 1891. B. 1891 n° 65 précité. La Cour de Cassation exerce son contrôle attentif sur les motifs de l'arrêt qui admet ou non la force majeure tant par sa chambre criminelle — (Cass. crim. 28 avril 1865. D. P. 1865-1-245 et 7 nov. 1867. D. P. 73-5-222. — Cass. crim. 18 fév. 1922, précité. — Rej. crim. 2 déc. 1871. D. P. 71-1-366. — Rej. crim. 15 mai 1926. S. 28-1-33 (Note Roux) B. n° 143. — Rej. crim. 7 déc. 1925. B. n° 353, — que par ses chambres civiles ;

2. *Applications de la force majeure*

(*Questions relatives à l'apatridie et au refoulement*)

C'est surtout en matière d'expulsion que les juges ont l'occasion de rechercher si un événement peut être ou non qualifié de force majeure.

Ces questions ont pris plus d'ampleur depuis la guerre, par suite des déplacements considérables d'individus rejetés de tous les pays, et condamnés à errer d'un pays à un autre sans espoir de s'y fixer définitivement. Si ce sont des réfugiés dont la conduite ne laisse pas à désirer, et dont le statut a été réglé, peut-être auront-ils quelque chance de pouvoir s'établir dans un pays d'où on ne les chassera pas. Mais peut-être même à ce moment l'afflux de main-d'œuvre étrangère les rendra indésirables. Par ailleurs ces déracinés sont soumis plus que d'autres aux multiples tentations décuplées encore par la crise et le chômage. Et il suffira d'un simple délit commis par eux, ne serait-ce qu'un vol, une infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour pour que le Gouvernement utilise l'arme dont il dispose : l'expulsion.

Mais celle-ci se révèle inefficace car les étrangers apatrides ne peuvent être rapatriés et aucun Etat ne tient à accueillir ces individus dont aucun gouvernement n'est garant. Aussi c'est devenu une pratique commune que de leur interdire le passage de la frontière et de les refouler à leur entrée sur le territoire.

En France l'infraction à l'arrêté d'expulsion provient surtout du fait qu'on ne conduit que très rarement un in-

(Cass. civ. 22 janv. 1877. D. P. 77-1-321.

Req. 17 juil. 1912. D. P. 1913-1-539.

Req. 27 fév. 1922. S. 22-1-292.

Cass. civ. 11 avril 1922. B. civ. n° 85).

dividu expulsé à la frontière (1) : un délai lui étant imparti pour quitter le pays, il peut facilement se soustraire à l'exécution de l'arrêté.

Cependant il y a une règle à observer : les expulsés conduits de force à la frontière ne doivent être dirigés que tout à fait exceptionnellement sur les pays autres que leur pays d'origine, dans lequel ils sont rapatriés, au besoin, par les soins d'un Etat voisin, à charge de réciprocité. On ne peut utiliser cette pratique à l'égard des apatrides que la plupart des Etats refoulent avec les mendiants, les vagabonds et les gens sans aveu.

En conséquence, le principe est que l'étranger refoulé n'est généralement pas considéré comme contrevenant à un arrêté d'expulsion parce qu'il peut invoquer la force majeure, son retour n'étant pas volontaire.

Cependant le Tribunal correctionnel de Lunéville a condamné le 4 janvier 1911 à 24 heures de prison un nommé Meyer qui, ayant servi 13 ans à la Légion Etrangère, et ayant été renvoyé à plusieurs reprises en Allemagne, est rentré chaque fois en France (2).

Lorsqu'un individu est ainsi condamné, il peut, après avoir subi une nouvelle détention administrative, aux fins d'identité, être réexpulsé par ordre du Préfet qui doit en référer au Ministre (3) ; il est ensuite dirigé sur un territoire autre que celui qui l'a refoulé comme n'étant pas l'un de ses ressortissants, si une convention est intervenue entre les deux pays (4).

(1) C'est pourquoi le décret du 31 octobre 1935 se place à ce point de vue en essayant d'y remédier.

(2) *L'Etoile de l'Est* du 7 janvier 1911.

(3) Circulaires de l'Intérieur de 1849 et de 1887.

(4) C'est ainsi qu'existaient une convention Franco-Bavaroise de 1868 et une convention Franco-Italienne du 20 janvier 1879.

Les multiples cas qui se présentent, déterminés par la pratique du refoulement ne peuvent pas être tous résolus par le fait justificatif de la force majeure. Et si aucune peine n'est infligée quand la contravention à l'arrêté d'expulsion est due à l'impossibilité de se conformer aux prescriptions de l'arrêté par suite d'un refoulement (1), par contre les difficultés mêmes graves, éprouvées par le prévenu pour quitter la France et résultant du refoulement dont il est l'objet de la part des pays voisins, ne constituent pas à son profit l'excuse de force majeure, alors qu'il n'établit pas que ces difficultés entraînent une impossibilité absolue de se conformer à la loi (2).

Un exemple récent est très instructif à cet égard : Le nommé Jacovleff était appelant d'un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine qui l'avait condamné à 3 mois d'emprisonnement pour infraction à l'arrêté d'expulsion. L'arrêté dont il s'agissait avait été pris contre lui, et régulièrement notifié, à la suite d'un vol par lui commis à Nice. Le contrevenant alléguait pour sa défense que dans les pays limitrophes de la France la pratique du refoulement existait, mais il ne put en apporter la preuve : il ne l'aurait fait que difficilement, mais il aurait démontré ainsi, qu'à l'obstacle de fait constitué par la pratique du refoulement, était joint un obstacle de droit, la législation ou la réglementation étrangères. Si l'autorité étrangère est en mesure de faire exécuter ses ordres, l'exercice de son pouvoir législatif ou réglementaire est susceptible de faire naître les éléments nécessaires à la constitution de la force majeure (3).

(1) Trib. Correctionnel de Marseille 8 déc. 1898. Cl. 1899, p. 730.

(2) C. Paris, 26 juillet 1934 et la note précitée.

(3) C. Paris 7 juin 1916. Rec. Gaz. Trib. 1917-2-426.
Req. 27 octobre 1908. D. P. 1910-1-311.

Comme la preuve de l'impossibilité absolue de sortir du territoire n'était pas apportée, il fallait rechercher si les éléments constituant la force majeure existaient ailleurs en tant qu'événement ne pouvant être ni prévu ni conjuré.

Or l'expulsé pouvait prévoir que l'irrégularité de sa conduite était susceptible de le mener au point où il se trouvait. Pourquoi alors appliquait-on contre un individu, dont la nationalité était bien définie, une sanction qu'on ne prendrait pas contre un apatride, sous le prétexte que la pratique du refoulement constituerait un cas de force majeure ? Pourquoi immuniser un individu et frapper les autres ? D'accord, si l'arrêté d'expulsion avait été pris d'autorité, sans motif apparent, par mesure gouvernementale. Mais l'expulsion avait été prononcée ici à la suite d'un vol. Or le délinquant devait savoir qu'il était passible d'expulsion ; il pouvait prévoir que son acte délictueux le mènerait à la frontière.

Admettons qu'il y ait obstacle à sa sortie du territoire. Il ne pourra l'invoquer, qu'en justifiant de sa conduite régulière, sinon le bénéfice de ce fait justificatif lui sera ôté.

Or, dans le cas qui nous occupe, il n'y a pas eu obstacle à la sortie du territoire, puisque l'expulsé ne s'est même pas acheminé vers la frontière. En voici les raisons : le Ministre de l'Intérieur avait fourni à l'intéressé, pour lui faciliter la sortie du territoire un sauf conduit, pour un voyage dans un pays limitrophe de son choix, sauf-conduit avec visa de retour. Aussi l'expulsé arguait de son visa de retour comme étant une autorisation implicite de retourner sur le territoire français, si les autorités étrangères ne le laissaient pas pénétrer chez elles.

Or un sauf-conduit, acte d'exécution de l'arrêté d'expulsion, ne peut en modifier les effets (1). Et surtout l'intéressé est mal fondé à invoquer la mention du visa de retour, puisqu'il n'a même pas utilisé le coupon d'aller. Aussi le contrevenant ne peut soutenir qu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister : la contrainte physique, la force majeure ne se sont pas exercées sur lui, et l'article 64 du Code Pénal ne peut recevoir d'application.

L'appréciation de la force majeure est donc chose bien délicate. Dans l'espèce précédente les éléments nécessaires pour la constituer ne sont pas réunis. Il se peut cependant et l'article 64 du Code Pénal ne peut recevoir d'application.

Ainsi un individu de nationalité hellénique frappé d'un arrêté d'expulsion a été l'objet d'une poursuite pénale ; mis en liberté provisoire, par ordonnance du juge d'instruction, sous l'obligation de se présenter à tous les actes de procédure, il est dans l'impossibilité de quitter la France sans contrevenir aux ordres et injonctions émanant de l'autorité judiciaire. Inculpé d'infraction à l'arrêté d'expulsion, il est condamné par application de l'article 8 de la loi de 1849 par la Cour d'Appel d'Aix. Il se pourvoit en cassation en invoquant principalement le cas de force majeure. Le pourvoi est rejeté (2).

Il y aurait semble-t-il, une distinction à faire entre le cas d'impossibilité matérielle et celui d'impossibilité juridique. Ayant pris l'engagement vis-à-vis du juge d'instruction de se représenter à tous les actes de la procédure, l'inculpé remplissait les conditions énoncées dans l'article

(1) *Contra*: Tr. Correctionnel de Thionville, 2 sept. 1932. — Revue jurid. d'Alsace et de Lorraine, p. 54.

(2) *Rej. Crim.* 15 novembre 1934. *D. P.* 1935-1-11 et l'excellente note de M. Donnedieu de Vabres.

64 du Code Pénal qui exige que le prévenu « ait été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ». L'article 64 implique par conséquent le cas de contrainte morale dans lequel la volonté est opprimée par la crainte d'un mal violent. *Coactus voluit sed voluit*. Mais dans l'espèce présente, l'intéressé semble ne pas se trouver placé dans l'alternative ou de subir un mal ou de l'éviter par un délit. Il y a quelque chose de plus : quoi qu'il fasse, il commettra un délit. C'est un annihilement de la « liberté d'élection », tandis que la contrainte morale la diminue seulement. Or la loi pénale est impuissante par la menace d'une peine lointaine et éventuelle à contrebalancer dans l'esprit de l'agent la menace du mal présent. Elle s'abstient donc de punir parce que la Société punit, non en vue de l'expiation, mais seulement en vue du résultat à obtenir (1). Y a-t-il dans ce cas, ce que l'on a coutume d'appeler l'« état de nécessité » ?

B. — *L'état de nécessité, cause objective de non-culpabilité*

Il semble que l'infraction à l'arrêté d'expulsion soit dans cette espèce, pour ainsi dire, le mal nécessaire pour éviter un mal plus grave. L'inculpé préférerait commettre le délit d'infraction à l'arrêté d'expulsion et ne pas perdre

(1) La cour d'appel de Budapest, le 8 janv. 1932, a considéré qu'il fallait dans une espèce mettre à l'écart l'expulsion et l'interdiction de retourner dans le pays, car l'accusé rendit vraisemblable que cette peine accessoire menacerait son existence. En effet son atelier et ses machines étaient depuis de nombreuses années à Budapest ; de plus l'intéressé ne tiendrait pas compte de l'expulsion prononcée contre lui. Or à ce moment, il serait difficile de lui en tenir rigueur parce que le délinquant aurait agi sous l'influence d'une contrainte morale. (C. d'appel de Budapest, 8 janvier 1932. Cl. 1932, p. 1144).

son cautionnement et pouvoir se défendre dans l'information ouverte contre lui.

C'est l'état de nécessité, fait justificatif excluant les délits d'infraction à l'arrêté d'expulsion et d'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour.

Disons tout de suite qu'il ne peut être invoqué ici utilement, malgré les apparences, parce que le délinquant avait la facilité de demander le renouvellement de ses autorisations de séjour. Il avait déjà pu en obtenir et connaissait la marche à suivre ; aussi n'était-il pas pardonnable de n'avoir pas sollicité de nouveau le bénéfice du sursis à l'expulsion dont il était l'objet (1).

Cela ne veut pas dire que l'état de nécessité (*Notstand*) ne pourra jamais exclure le délit d'infraction à l'arrêté d'expulsion et celui d'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour. Il ne s'agit plus ici d'une défaillance de la volonté pour justifier l'acte reproché ; mais d'une situation qui implique un conflit : conflit de conscience si on pose le problème sur le terrain moral, conflit d'intérêts si on le pose sur le terrain social. C'est, si l'on veut, un conflit cornélien posé à l'envers. L'alternative entre la passion et le devoir est ici l'alternative entre un mal à subir et un délit à commettre. Il s'agit donc pour l'individu expulsé d'échapper au danger du refoulement en commettant l'acte délictueux consistant à enfreindre l'arrêté d'expulsion. Il peut s'agir d'autre part pour l'individu condamné à l'interdiction de séjour d'échapper au danger de la misère en commettant une infraction à l'arrêté pris à son encontre, lorsqu'il sait

(1) V. à ce sujet, la pratique des Parquets et de la Chancellerie, *infra*, p. 211. Les autorisations de séjour sont toujours accordées dans ces circonstances.

que dans la localité interdite il trouvera du travail et du pain.

1. *Conditions de l'état de nécessité*

Ce danger doit être *grave, inévitable* ; il ne le serait pas s'il ne résultait pas d'un fait extérieur à la volonté de l'agent, s'il ne résultait pas, par exemple, de la volonté d'un Etat qui pratiquera le refoulement : il ne le serait pas non plus s'il était possible à l'agent interdit de séjour, de trouver ailleurs du travail et du pain, circonstances extrêmement délicates à déterminer, et appréciées souverainement par le Juge du fond.

Ce danger doit être ensuite *imminent* et il ne le serait pas si l'agent expulsé était dans la possibilité d'éviter le mal par d'autres moyens et pouvait s'y soustraire, soit par des accommodements avec l'Etat sur le territoire duquel il est susceptible d'être refoulé, soit en se rendant dans un autre pays, dont il ne sera pas repoussé. Il ne le serait pas non plus si la misère que prévoyait l'interdit de séjour était un danger aléatoire et incertain.

Ce danger enfin doit mettre en conflit des *intérêts justifiés* et si la loi refuse protection à l'intérêt en danger, l'idée de nécessité se trouve par là même supprimée.

2. *Applications de l'état de nécessité.*

Théorie de la faute antérieure excluant le fait justificatif

L'état de nécessité ne consiste pas ici à commettre un délit pour rendre service à autrui, comme le ferait un médecin pratiquant un avortement pour sauver la mère. Il ne s'agira pas non plus, sous la menace de voir son bien ou son droit périr, de le sauver en portant atteinte au droit d'autrui.

Dans notre matière, l'auteur « nécessité » de l'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour, commettra le délit pour échapper au danger qui le menace dans ses biens, dans ses intérêts, peut-être même dans sa vie. L'acte est délictueux, mais l'acte nécessaire est coupable sans être punissable. Et quoique les deux termes d'acte illícite et d'agent non punissable paraissent antinomiques, il n'en reste pas moins vrai que la *vis compulsiva* subjugue la volonté qui n'est pas héroïque et l'entraîne irrésistiblement.

Que la loi positive n'exige pas d'héroïsme, que la société reste indifférente, dans cette lutte, peu importe : ce qui se produira, c'est un conflit d'intérêts, un conflit de droits et de biens, le plus souvent de même nature et de valeur égale, un conflit qui dressera devant l'expulsé ou l'interdit de séjour un « obstacle absolu, imprévu, indépendant de la volonté humaine, ne laissant plus la liberté de choix et la faculté d'agir autrement » (1).

Mais voici une réserve importante qui constitue la dernière condition de l'état de nécessité, c'est que l'expulsé ne *doit pas avoir provoqué, par sa faute et par son fait, la situation qui le met en état de nécessité* ; car on ne peut que supporter les conséquences de son œuvre personnelle ; le fait peut bien changer de caractère, mais il n'y aura pas impunité totale. Ainsi, en admettant qu'un condamné soit aux prises avec les injonctions de deux autorités représentatives de la puissance publique dont l'une l'expulse du territoire et l'autre lui ordonne de rester pour y répondre d'un délit qu'il a commis (2), cet individu ne peut invoquer

(1) Cass. Crim. 17 novembre 1890. S. 91-1-239.

(2) Rej. crim. 15 novembre 1934 précité.

l'état de nécessité, puisque c'est lui qui a donné naissance à la situation dans laquelle il se trouve, en commettant une infraction pénale qui a donné lieu à l'ouverture d'une instruction (1).

Cela est d'autant plus vrai, que l'autorisation de séjour — on le verra — est très facilement accordée, bien qu'elle procède d'un pouvoir discrétionnaire et peut être même a cause de cela.

Par contre, dans l'espèce qu'on a considérée précédemment (2) et pour laquelle on ne peut invoquer le fait justificatif de la force majeure, il semblerait qu'on puisse voir une caractéristique de l'état de nécessité. Le criterium sera le suivant : L'intéressé a-t-il provoqué la situation dans laquelle il se trouve par son fait ou par sa faute ?

L'expulsé apatride, placé ainsi dans l'alternative de violer les lois ou règlements d'une nation étrangère ou d'enfreindre un arrêté d'expulsion, choisit le second parti. Il sera coupable mais non punissable, parce qu'il y a égalité des intérêts en présence.

On a pu soutenir que la faute antérieure n'abolissait pas le fait justificatif. Nous avons essayé de défendre la thèse inverse au regard de la force majeure, en affirmant qu'un individu ne pouvait invoquer le bénéfice de la force majeure si sa conduite antérieure laissait à désirer.

Cependant, les éléments constitutifs de l'état de nécessité, tels que nous les avons définis, ne sont pas réunis,

(1) C'est exactement, *mutatis mutandis*, le cas de l'Allemagne invoquant l'état de nécessité, « nécessité n'a pas de loi », pour violer le territoire de la Belgique.

Elle ne peut se justifier ainsi, puisque c'est elle qui a provoqué la situation qui l'aurait mise en état de nécessité et c'est son attaque préméditée qui a créé le danger qu'elle voulait soi-disant écarter.

(2) C. Paris 26 juillet 1934 précité.

lorsqu'une faute antérieure provoque la situation occasionnant l'état de nécessité (1). Admettons par exemple qu'on se trouve en présence d'un individu qui a commis une infraction à un arrêté d'expulsion et qui, antérieurement, a commis une faute, crime ou délit. On recherche les faits justificatifs : on invoque d'abord la force majeure ; les conditions en sont réunies ; il semble alors qu'on va pouvoir l'appliquer ? Non, car la faute antérieure de l'intéressé lui interdit de l'invoquer.

On cherche plus loin, et, on se tourne vers l'état de nécessité. Est-ce que les conditions en sont rassemblées ? Menace d'un mal grave, imminence du danger, impossibilité d'éviter le mal par d'autres moyens ; toutes ces conditions existent, mais la quatrième condition, aux termes de laquelle le « nécessité » ne doit pas avoir provoqué la situation dans laquelle, il se trouve, par son fait ou par sa faute, fait défaut, précisément à cause de l'existence d'une faute antérieure.

Dans le premier cas donc, la force majeure était constituée. Et c'est, une fois constituée, que le bénéfice en a été enlevé par la faute antérieure. Dans le second cas, l'état de nécessité n'a même pas été constitué : la faute antérieure en a empêché la naissance.

Voilà donc la raison pour laquelle personne n'a proposé, hors le cas de force majeure, l'extension de la théorie suivant laquelle la faute antérieure abolit le fait justificatif, à un autre cas, l'état de nécessité, par exemple. C'est que celui-ci, n'existant pas ici, ne peut servir de base à une justification quelconque. Et si la faute antérieure n'abolit pas le

(1) En ce sens : Code allemand § 54. Code italien de 1930, art. 54.

fait justificatif, caractère de l'état de nécessité, c'est qu'elle abolit la formation même de l'état de nécessité.

En résumé, la faute antérieure enlève le bénéfice de la force majeure, quand celle-ci existe ; elle empêche l'état de nécessité même de naître.

Quoique nous ne puissions invoquer l'opinion de Cicéron, dont le manuscrit du *De republica* est interrompu au moment où cette question est posée, il est certain que les auteurs sont partagés sur les éléments et sur les effets de la condition de l'état de nécessité, par laquelle la faute antérieure détruit le fait justificatif. Les uns, sans distinguer, déclarent toujours l'agent entièrement punissable (1), les autres maintiennent l'impunité qui résulte de la nécessité, en cas d'inégalité des biens en conflit, mais admettent la responsabilité, s'ils sont égaux (2). D'autres enfin, comme Junka, font varier la responsabilité suivant qu'il y a, de la part de l'infracteur, dol ou simple faute, quant à l'événement qui a créé l'état de nécessité.

Si un acte est délictueux, il faut, semble-t-il, tenir pour vrai que l'individu est responsable de l'acte qui a fait naître le prétendu acte de nécessité, inexistant par là-même. Sans méconnaître l'apparence d'injustice que peut présenter notre manière de voir, il faut restreindre les cas de nécessité aux quelques situations que reflète déjà trop largement la conscience populaire.

Ainsi la notion de nécessité est parfaitement applicable à des expulsés apatrides, dont la conduite est régulière, mais qui sont l'objet d'une mesure d'expulsion sans qu'existent de précédents fâcheux sur leur compte, sans qu'une faute

(1) Carrara : Progr. gén., § 297.

(2) Moriaud : *Du délit nécessaire*, Paris 1889, p. 292.

antérieure ait été commise. L'expulsion étant une mesure discrétionnaire et l'autorité administrative n'ayant pas à en rendre compte, peut expulser qui bon lui semble, sans motifs, et sans justification.

Aussi, quoique le cas soit rare, il peut se produire ; et l'expulsé peut dans ce cas invoquer l'état de nécessité.

Ce peut être le cas de cet étranger, frappé d'un arrêté d'expulsion et à qui l'insuffisance de ses ressources ne peut permettre de gagner la frontière et son pays d'origine : il est repoussé par les pays voisins si son Consul ne dispose d'aucun crédit pour le rapatrier (1).

Ainsi se trouve constitué l'état de nécessité, qui, dans quelques cas restreints, peut être invoqué, pour écarter la sanction contenue dans l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849.

Souvent d'ailleurs, cet état révèle des formes incomplètes. Ce sera par exemple lorsque l'intéressé se trouve placé dans une pénible alternative, celle de désobéir à la loi ou bien de se dérober aux devoirs d'affection envers de proches parents.

On sait notamment combien le culte des morts est profond chez certains peuples, et combien chez eux est forte, la peur des génies funèbres qui répandraient des malédictions et des fléaux de toutes sortes sur une famille qui n'honorait pas ses ancêtres défunts. Pourquoi ne pas absoudre alors un homme, tel le nommé Nguhen-van-At, qui, ayant été l'objet d'un arrêté de résidence obligatoire (2) pris

(1) V. Fatou : *Rev. pénitent.* 1933, p. 335. Note sur le problème des étrangers en France et spécialement sur l'inefficacité, les inconvénients et les dangers des mesures d'expulsion non suivies d'exécution effective.

(2) Le Gouverneur général de l'Indochine prend, en vertu du décret du 26 octobre 1914, des arrêtés de résidence obligatoire contre les libé-

par le Gouvernement Général de l'Indochine le 2 décembre 1932, fut trouvé à Chaudoc en état d'infraction audit arrêté. Il était venu assister en cette ville à la fête anniversaire du décès de son beau-père. Néanmoins il fut condamné par la Cour d'Appel de Saïgon à 1 an de travaux forcés.

Si la loi pénale ne tient pas compte de ces situations en atténuant la peine ou en en modifiant la nature, tout au moins le juge peut et doit contrôler et apprécier non seulement cet élément mais tous ceux qui constituent les infractions à l'arrêté d'interdiction de séjour et à l'arrêté d'expulsion.

Que ce soit l'importance de l'élément matériel, que ce soit la prédominance de l'élément moral, le vague même des expressions légales contenues dans l'art. 64 du Code Pénal indique que dans cette matière le législateur a voulu laisser au juge une grande latitude pour mesurer le degré et l'intensité des causes d'irresponsabilité excluant un délit. Pour ce faire, le juge répressif devra tenir compte du principe de la séparation des pouvoirs et appliquer les règles énoncées précédemment ; il pourra contrôler la légalité de l'arrêté d'expulsion et de l'arrêté d'interdiction de séjour comme il contrôlera si l'un des éléments constitutifs de l'infraction manque en fait — soit un élément matériel comme la qualité d'étranger d'un expulsé — soit un élément moral, fait justificatif, tel que la contrainte, l'état de nécessité.

rés des travaux forcés. De cette obligation de résidence, il faut rapprocher l'interdiction de séjour et l'assignation de résidence après la prescription d'une condamnation criminelle, l'interdiction de résidence contre le coupable de voies de fait envers un magistrat, enfin l'interdiction de résidence imposée, par mesure administrative, aux condamnés mis en libération conditionnelle.

Le juge apprécie donc souverainement tous les éléments caractéristiques des infractions pénales dont la connaissance lui est déférée par la loi, ainsi que les circonstances où la loi déclare les faits excusables ou justificatifs (1).

Mais autre chose est apprécier les faits justificatifs et autre chose est apprécier l'opportunité et les motifs d'un acte administratif. Tant que ne sera pas en jeu l'interprétation d'un tel acte, le pouvoir du juge répressif est étendu puisqu'il n'est borné que par le principe de la séparation des pouvoirs.

En possession de tous les éléments qui feront naître sa conviction, le juge constatera la réalité des délits d'infraction à l'expulsion ou d'infraction à l'interdiction de résidence, et imputera à leurs auteurs, le cas échéant, la responsabilité de ces délits en les déclarant coupables.

Mais pour traduire ainsi un individu, aux fins de condamnation devant le Tribunal, toute une procédure a été suivie depuis l'arrestation du délinquant et depuis son inculpation jusqu'à la sentence définitive du juge. Le système de répression, s'il comprend les pénalités, comprend, en premier lieu, les poursuites nécessaires pour atteindre le but désiré par le législateur.

(1) Cass. Crim. 23 mars 1907, B. 1907 n° 146.

DEUXIÈME PARTIE

Le système de répression

Les Français ne peuvent être expulsés du territoire de la France que s'ils sont frappés de bannissement (1). Si dans ce cas ils rompent leur ban, leur retour est, sur la seule preuve de leur identité puni de la détention pour un temps au moins égal à celui restant à courir jusqu'à l'expiration du bannissement sans pouvoir excéder le double de ce temps (2).

Ce ne serait donc que contre des étrangers que des poursuites s'exercent sous le chef d'infraction à l'arrêt

(1) Toutefois, lorsqu'un Français a été extradé sur demande faite à un Gouvernement étranger, mais pour des infractions limitativement énoncées, on n'admet pas qu'il puisse être expulsé, après avoir été jugé, à moins qu'il ne consente à se laisser juger également sur les autres faits réservés dans l'acte d'extradition et qui n'ont pas motivé ladite extradition (lettre du Garde des Sceaux au Procureur Général près la Cour de Cassation, S. 67-1-409).

(2) Art. 33 C. Pén., loi du 28 avril 1932. Il faut noter que le projet de révision du C. Pénal de 1934 supprime cette peine. Le C. Pénal de 1810 punissait l'infraction de ban de déportation.

La peine du bannissement entraîne également l'interdiction de résider dans les lieux désignés par le Gouvernement pendant un temps égal à la durée de la peine subie, à moins qu'il en ait été disposé autrement par l'arrêt ou le jugement de condamnation (C. P. art. 47 modifié par la loi du 27 mai 1885, art. 19).

d'expulsion (1). Au contraire l'interdiction de séjour destinée à interdire à certains condamnés de se fixer dans certains lieux, s'applique aux Français et même aux étrangers.

On a vu d'ailleurs comment l'expulsion et l'interdiction de séjour se rejoignaient historiquement et pouvaient encore aujourd'hui concerner le même individu.

Aussi continuera-t-on, en notant les points qui accusent ou leurs ressemblances ou leurs différences à mener de front l'étude de ces deux délits qu'on va suivre progressivement depuis le moment où l'individu est arrêté sur le territoire, en état d'infraction à l'arrêté dont il est l'objet, jusqu'au moment où la peine prononcée contre lui sera définitive ; un premier chapitre englobera donc les poursuites, un second les pénalités, et un troisième les voies de recours.

(1) L'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français peut être prononcée par l'autorité judiciaire contre un étranger n'ayant pas fait sa déclaration de résidence (art. 3, al. 2 de la loi du 8 août 1893 modifié par la loi du 16 juillet 1912) ou contre un étranger condamné pour délit d'atteinte au crédit de l'Etat (art. 4 de la loi du 12 fév. 1924). A noter que l'art. 84 du projet de réforme du Code Pénal de 1934 a généralisé cette mesure en prévoyant la possibilité pour les tribunaux de prononcer à titre de mesures de sûreté, en cas de condamnation d'un étranger à plus de 6 mois d'emprisonnement pour crime ou délit quelconque, l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

CHAPITRE PREMIER

Poursuites

Les prodromes

Diversité des situations qui se présentent

Il faut noter, avant d'étudier les modalités de l'action publique, qu'il n'y a pas à parler ici de l'action civile. L'infraction à l'expulsion et l'infraction à l'interdiction de séjour ne sont en effet pas dirigées contre la vie ou les biens des particuliers, mais uniquement contre la tranquillité et l'ordre public : de pareilles infractions par leur nature même ne sont pas susceptibles de causer un préjudice à des personnes physiques ou morales et par conséquent, de donner naissance à une action civile.

Cette restriction, cependant, ne contribue pas à diminuer le nombre des infractions. Il suffit d'ouvrir un journal même rédigé en province, pour lire un article de ce genre :

« Hier a été arrêté l'indésirable A... A..., âgé de 27 ans qui, quoique expulsé de France par le préfet des Bouches-du-Rhône se promenait paisiblement en notre ville » (1).

Comment peut-on trouver sur le territoire tant d'étrangers qui fassent l'objet d'un arrêté d'expulsion ? (2) Com-

(1) *Le Lorrain*, 13 sept. 1935.

(2) Le bulletin n° 1 du casier judiciaire est établi pour tout arrêté d'expulsion, et envoyé au Ministère de la Justice dans le « casier central ».

ment se fait-il que les libérés contre qui a été pris un arrêté d'interdiction de séjour se trouvent aussi facilement sur le sol de régions qui leur ont été interdites ?

En ce qui concerne l'expulsion, les infractions devaient être plus rares, puisque l'étranger peut choisir la frontière qu'il traversera (1). Mais souvent l'Etat d'élection refoulera l'individu indésirable qui reviendra en France, surtout s'il y a laissé une famille (2).

Il est indifférent que l'exécution de la mesure d'expulsion soit forcée (3) ou bien volontaire (4) : l'interdiction de rentrer en France est sanctionnée dans l'un et l'autre cas par l'article 8 de la loi de 1849, modifié récemment.

Ce qui est intéressant est de rechercher comment et sur qui la police conduira ses investigations pour déceler l'individu en état d'infraction.

On a vu que la peine édictée par l'art. 8 est applicable non seulement à l'étranger qui, frappé d'un arrêté d'expul-

(1) Ainsi ont agi Agnès Eggemann, le Colonel Garibaldi, et, récemment le Colonel Macia, condamné par le Tribunal Correctionnel de la Seine le 23 janvier 1927.

(2) En Angleterre, l'ordre d'expulsion s'applique généralement à toute la famille, V. Pépin, Aliens act de 1905, Thèse Paris 1913.

(3) Quelquefois les Procureurs de la République s'arrangent pour effectuer périodiquement le transport des expulsés à la frontière dans des cars pénitentiaires et des voitures cellulaires. Ainsi on n'a pas à craindre dans ce cas l'inexécution de l'arrêté.

(4) Avant la guerre l'étranger pouvait quelquefois bénéficier de l'admission à domicile, et échapper ainsi aux conséquences de la mesure d'expulsion. Cette faveur jouait surtout quand le Ministre rejetait la demande tendant à faire rapporter un ordre d'expulsion pris par lui à la suite d'une condamnation, même lorsque cette demande avait pour fondement la bonne conduite de l'intéressé. L'admission à domicile était une garantie contre l'expulsion. Elle a été supprimée par la loi du 10 août 1927.

sion a été conduit hors du territoire mais encore à celui qui a continué à résider en France sans avoir franchi la frontière (1).

C'est pourquoi, si souvent les infractions aux arrêtés d'expulsion sont commises par des étrangers refoulés au moment où ils touchent la frontière (2) de l'Etat dont ils se prétendent le sujet, sans pouvoir en fournir la preuve (3). Ils sont assimilés aux expulsés apatrides incapables de fournir la justification de leur nationalité.

Refouler l'étranger c'est donc le contraindre à se retirer sur le territoire d'où il vient d'être expulsé, c'est le mettre dans l'obligation d'enfreindre l'arrêté d'expulsion, c'est le jeter en prison (4). Il faut dire que bien souvent l'étranger doit d'être refoulé à sa mauvaise volonté. Quelquefois par contre il est conduit par erreur à la frontière d'un pays dont il n'est pas originaire (5).

(1) En dehors des questions que soulèveront les problèmes concernant la nationalité, l'expulsion est susceptible de viser tout étranger voyageant en France, sans distinction de qualité, de profession, d'âge, de sexe, même condamné à l'interdiction de séjour. (Cf. expulsion de l'Abbé Delsor. J. Off. Déb. parl., séance 22 janv. 1904, p. 91).

(2) Une circulaire du Garde des Sceaux du 17 déc. 1885 détermine le point de la frontière où l'expulsé doit être conduit.

(3) Chaque Etat est en effet obligé de recevoir ceux de ses nationaux qui sont expulsés par les autorités étrangères et renvoyés dans leur patrie (Bluntschli n° 368).

(4) Cf. Pradier Fodéré n° 1859.

(5) Ainsi le 17 mai 1894 le commissaire spécial de Menton notifie à X... comme étant italien un arrêté d'expulsion à la frontière italienne, il est refoulé comme étant né en Tunisie où effectivement il était né de parents anglo-maltais.

Aussi la France a-t-elle pris quelques mesures fragmentaires contre l'éventualité d'un refoulement (1) et c'est en agissant ainsi qu'elle essaie de prévenir à l'instar des autres pays (2) les infractions de plus en plus nombreuses. Elle doit surtout tenir la main à l'exécution de l'arrêté quand il s'agit d'anarchistes, de réfugiés politiques et de déserteurs (3). Il ne faudra pas que les premiers nommés trouvent un refuge hospitalier dans le pays qui les a expulsés, mais il y aura lieu de faire observer strictement la mesure prise à leur encontre.

Les infractions aux arrêtés d'expulsion se révèlent nombreuses depuis la guerre dans la catégorie d'individus qu'on a soulignée précédemment : celle des apatrides. Ce sont eux surtout qui sont l'objet de mesures de refoulement.

Une convention du 29 octobre 1933 signée à Genève règle leur statut, affirmant que le droit d'expulser les étran-

(1) Circulaires du Ministre de l'Intérieur aux Préfets : 1^{er} avril 1852; 15 sept. 1882; 7 juin 1852 (Bulletin des Circulaires de l'Intérieur 1852 et 1882).

Convention franco-bavaroise 30 mai 1868.

(2) L'art. 200 de la loi fédérale suisse du 27 août 1851 permet de commuer en emprisonnement la peine de l'expulsion. Pendant la guerre, cette disposition n'a pu être strictement appliquée, car l'expulsion, une fois subie, sans forme d'emprisonnement, l'Etat se serait trouvé privé de tout moyen de refouler les éléments indésirables. En bien des cas, le gouvernement fédéral a préféré renoncer à exécuter l'expulsion sous forme d'emprisonnement et attendre une occasion favorable pour refouler les expulsés placés jusqu'à ce moment sous la surveillance de la police. (R. de dr. int. pr. 1920, p. 295).

(3) Si on ne doit pas remettre aux autorités de leurs pays les réfugiés et les déserteurs, il faut, pour se garantir efficacement, renvoyer les anarchistes dans leur pays d'origine sans se préoccuper des condamnations encourues dans leur propre patrie pour des faits prétendus d'ordre politique.

gers est un corollaire du droit de les admettre (1). Ce qui est grave, dans cette matière, c'est que l'étranger apatride ne sait généralement pas où aller. Repoussé de partout, il ne craindra pas la faible pénalité qui lui sera appliquée en cas d'infraction à un arrêté d'expulsion. Ainsi un individu venu à Bruxelles en a été expulsé, il vient vers la France ; il en est encore expulsé ; il se dirige vers l'Allemagne, mais à Essen il est arrêté et renvoyé à la frontière ; cependant l'obscurité aidant, il retourne pendant la nuit en Allemagne, et arrive le soir à Aix-la-Chapelle. Seconde constatation, second renvoi à la frontière. Le lendemain, il retourne pour la troisième fois en Allemagne. Reconduit cette fois par la police jusqu'à Herberstahe où il est arrêté et emprisonné, il a ce mot désabusé et mélancolique : « A 40 ans, ma vie se borne à des expulsions et à des emprisonnements, et je n'ai jamais commis aucun crime » (2). Voilà donc un individu pris dans un engrenage sans fin qui n'habite nulle part, dans un « no man's land », à la recherche d'un lieu où il pourrait trouver la sécurité. Mais l'expulsion ne devrait pas menacer son existence (3).

Cependant la police rencontrera cet individu au hasard des routes, à l'affût d'un mauvais coup, ou terrassé par la misère, vagabond, mendiant, et en état d'infraction à un arrêté d'expulsion.

(1) La mesure d'expulsion sera beaucoup plus grave envers l'individu qui habite en France, et qui y possède des intérêts moraux et pécuniaires, qu'envers celui à qui l'entrée du territoire est interdite.

Il faut noter que l'expulsion concernant les apatrides en raison même de leur situation pourra être exécutée immédiatement, le soir du jour où l'arrêté a été signifié.

(2) Ce cas qui se répète fréquemment est cité par Max. Philonenko Cl. 1933, p. 1161.

(3) Ces principes sont appliqués dans l'arrêt de la Cour de Budapest du 8 janv. 1932 précité.

C'est en effet surtout dans la multitude des loqueteux, des miséreux, déchets de la société, parmi les vagabonds et les mendiants qu'on découvre, à l'occasion d'une arrestation, un individu coupable d'avoir enfreint l'arrêté dont il était l'objet, arrêté d'expulsion, ou arrêté d'interdiction de séjour.

Souvent les deux délits de vagabondage et de rupture de ban se trouvent connexes et sont jugés simultanément. Il en était de même autrefois pour la surveillance de haute police, la résidence assignée aux individus ne constituant le domicile certain qu'autant que la résidence devenait de fait l'habitation de celui qui subit la surveillance (1).

Aussi l'individu qui, soumis à la surveillance, a quitté, avec l'intention de se soustraire aux mesures dont il est l'objet, la résidence qui lui a été assignée, est par cela seul, et indépendamment de toute autre circonstance passible de la peine portée à l'article 45 du Code pénal (2). De plus, dès que cet individu a quitté cette résidence, il ne peut plus avoir de domicile certain, et il se trouve en état de vagabondage ; ce délit s'adjoint au délit de rupture de ban.

Par ailleurs, ce n'est pas seulement à l'occasion de délits que l'on retrouve des individus en état d'infraction aux arrêtés d'expulsion ou aux arrêtés d'interdiction de séjour. La question peut se poser à l'époque d'une annexion, ou

(1) Rej. Crim. 29 déc. 1849 B. n° 362. Dans cette espèce, la fille Megnan n'avait pas habité la résidence qui lui avait été assignée à Tours ; elle l'avait quittée sans déclaration nouvelle et se trouvait ainsi dépourvue du domicile certain exigé par l'art. 270 du Code Pénal, aussi avait-elle été condamnée pour vagabondage et rupture de ban. Le pourvoi qu'elle avait formé fut rejeté attendu que les éléments constitutifs des deux délits étaient constatés par le premier juge.

(2) Cass. Crim. 2 sept. 1855, S. 55-1-858.

d'un remembrement. En Alsace et en Lorraine, après la guerre, des Allemands indésirables étaient restés sur le territoire français. Aussi le 12 août 1922, une mesure globale a été prise, expulsant 500 allemands désignés par arrêtés nominatifs ; ceux-ci ont été aussitôt acheminés outre Rhin. Mais ils sont revenus, et avec eux, une multitude de compatriotes, désireux de « prussianiser » nos provinces recouvrées.

A l'opposé les Alsaciens et les Lorrains qui ont été expulsés par les Allemands se retrouvèrent au sortir de la guerre exempts de toute infraction. Aussi des mesures ont été prises pour faire rétablir dans leurs droits les Français et notamment ceux qui exerçaient avant la guerre une profession en Alsace et qui expulsés, avaient été déclarés en faillite par les tribunaux allemands pendant la guerre.

Aussi bien les motifs qui président à l'expulsion sont souvent des « provocations » à l'infraction, en ce sens qu'un individu expulsé pour un motif d'ordre public, hésitera moins à revenir en France, surtout s'il a des ressources suffisantes, qu'un individu titulaire de plusieurs condamnations qui sera frappé plus sévèrement, et qui, dans le cas d'impunité, sera souvent réduit au chômage et à la misère.

L'étranger ne doit être expulsé disait Von Bar (Cl. 1885, p. 8) que dans le cas de mauvaise conduite et de dénuement, et dans les cas de nécessité politique et de guerre.

Ces deux derniers cas incitent plus à enfreindre l'arrêté d'expulsion que les deux premiers d'autant plus qu'aucune autre mesure ne sera prise contre les individus expulsés sous un motif d'ordre public, et, coupables d'infraction à l'arrêté d'expulsion, sinon une légère peine d'emprisonnement et

la réexpulsion, en admettant qu'ils soient trouvés en état d'infraction, ce qui n'est pas chose assurée (1).

Et précisément à l'étranger, les expulsions pour des motifs politiques sont plus fréquentes qu'en France (2). Mais à l'étranger le Gouvernement tient plus fermement la main à l'exécution de ses directives. Aussi le pays français ne perd-il pas son renom d'hospitalité généreuse, et les étrangers en état de rupture de ban aiment tellement la douce France qu'ils ne peuvent s'en détacher, pas plus qu'ils ne peuvent se résoudre à choisir un autre pays pour y accomplir leurs méfaits, voire même, hélas, leurs attentats !

SECTION I

PROCÉDURE

Ce n'est malheureusement que trop certain : dès qu'il y a un scandale (3), dès que des manifestations ou même

(1) Ainsi le nommé Antoine L..., directeur du *Cri du Soir*, a été expulsé de Tunisie pour propagande anti-française (J. Off. du 28 juin 1922).

(2) « L'Emigrant qui revient en Allemagne sera expulsé dès que par son attitude et ses allusions à sa position exceptionnelle, il se rendra incommode aux autres » (arrêté du Ministre de l'Intérieur de Prusse du 9 sept. 1885). Sera expulsé l'étranger « qui a participé ou qui est soupçonné d'avoir participé à des menées hostiles à l'ordre de choses établi ». (Rapport de gestion du Conseil fédéral suisse 1887, Cl. 1888, p. 243). C'est ainsi qu'ont été expulsés le 9 juin 1894 des acteurs danois, et en juillet 1911, des délégués des Syndicats révolutionnaires français.

Citons encore ce cas : En Alsace-Lorraine, le Statthalter, jouissait des pouvoirs les plus étendus, ce qui lui permettait de prendre les mesures qu'il jugeait nécessaires pour la sûreté du pays, ce qui n'a pas empêché les Allemands de protester avec fureur, par la voie diplomatique et par la presse, contre l'expulsion de cinq cents allemands, citée *supra*.

(3) Au mois de septembre dernier, on lisait dans les journaux que le protagoniste d'une affaire de détournement de mineure bien connu

des émeutes (1) éclatent, il y a toutes les chances pour y trouver un individu en état d'infraction à un arrêté d'expulsion ou d'infraction à un arrêté d'interdiction de séjour.

C'est ainsi que fut appréhendé à la suite des émeutes qui se sont déroulées à Toulon en août 1935 un certain Antoine Vittori interdit de séjour (2).

A. — *De la constatation du délit
jusqu'à la comparution devant le Tribunal*

C'est le plus souvent au cours d'un contrôle effectué dans les garnis, les établissements divers et publics qu'un Secrétaire de la Sûreté, par exemple, invite un individu dont la mine lui paraît suspecte à « exhiber » ses papiers d'identité. Si celui-ci révèle sa qualité d'étranger et est dépourvu de carte d'identité analogue à celle délivrée aux étrangers,

de la police bordelaise, et sous le coup d'un arrêté d'expulsion avait paisiblement mené à bien son trafic immoral et que c'était seulement lorsqu'une plainte eût été déposée par les parents de la jeune fille en question, que l'individu sus-nommé fut inquiété. Aussi pour ne pas être arrêté, il s'en fut simplement de Biarritz où il avait établi le siège de son négoce (*Paris-Soir*, 22 sept. 1935).

(1) Outre les interdits de séjour on trouve fréquemment dans ces émeutes, un nombre considérable de réfugiés politiques expulsés ou non, Gindividus sans avenir, ayant fui les tribunaux et les pelotons d'exécution de leur pays n'ayant plus rien à perdre, avides seulement de rapine et de pillage.

(2) Cet ancien postier révoqué avait été condamné par la Cour de Tananarive en 1930 à 18 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour. Bien entendu il assura à l'audience qu'il croyait être amnistié mais il avait fait néanmoins de nombreuses démarches pour obtenir que soit rapporté l'arrêté qui le concernait. Mais ce qui est inadmissible, c'est que depuis deux ans Vittori se promenait et discourait à travers la France sans être inquiété. L'avocat de l'inculpé a même souligné que celui-ci avait été faire visite au Ministre de l'Intérieur ! Condamné à 20 jours de prison, Vittori a pu recommencer aussitôt ses pérégrinations à travers la France...

il est conduit au commissariat de police où l'on compulse les bulletins des expulsés. Admettons qu'il y figure à la série 161, sous le n° 225.

Le Commissaire de Police interroge alors le délinquant. Celui-ci reconnaît qu'il est l'objet d'un arrêté d'expulsion et généralement avoue qu'il a détruit la copie qui lui avait été notifiée (1). Pour se défendre il prétexte des raisons de

(1) Voici le modèle d'un arrêté d'expulsion :

Ministère de l'Intérieur

Direction de la Sûreté Générale

2^e Bureau

Police des Etrangers

Expulsion

Le Ministre de l'Intérieur

(ou le Préfet de.....)

Vu l'art. 7 de la loi du 3 décembre 1849 ainsi conçu (suit le texte de l'article).

Vu l'art. 8 de la loi (suit le texte).

Attendu que X... a été condamné à... pour...

Considérant que la présence sur le territoire de la République de l'étranger sus-désigné est de nature à compromettre la sûreté publique.

Sur la proposition de.....

ARRÊTE

ART. 1. — Il est enjoint au sus-nommé de sortir du territoire français.

ART. 2. — Le Préfet de Police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Signature.....

Cet arrêté porte quelquefois en exergue un tampon, au terme duquel l'exécution du présent arrêté devra avoir lieu en cas de besoin même au domicile de l'expulsé ou au domicile du tiers qui lui donnerait asile.

Les prescriptions contenues dans l'arrêté d'expulsion sont reproduites en cinq langues (l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol, le polonais) dans les termes suivants : Tout étranger qui a été expulsé de France ne doit ni y séjourner, ni y revenir sans une autorisation spéciale que seul peut accorder le Ministre de l'Intérieur. Tout contrevenant est puni d'une peine qui peut aller jusqu'à six mois de prison (actuellement : deux ans).

famille, la maladie d'un parent, ou bien il prétend qu'il est en train de faire les démarches nécessaires pour l'obtention d'une autorisation de séjour (1).

Il se pourra également au hasard des « rafles » effectuées par la police que l'individu suspect soit interdit de séjour. Celui-ci sera interrogé dans les mêmes conditions et retenu en état d'arrestation sous la prévention d'infraction à arrêté d'interdiction de séjour (2).

Lorsque l'arrêté est notifié à l'individu qui en est l'objet, on lui retire sa carte d'identité, si cela n'avait pas été fait, pour lui donner un récépissé de retrait de la carte d'identité qui lui tiendra lieu de la pièce d'identité jusqu'à l'expiration du délai qui lui est imparti pour quitter la France. Ce délai est de 8 jours par exemple, et est inscrit sur le récépissé. Celui-ci sera remis au fonctionnaire de police ou à la gendarmerie du lieu où le porteur sortira du territoire.

(1) « Je sais que je suis expulsé, déclare de Luca, condamné par la Cour d'Appel de Nîmes le 23 septembre 1935, à 4 mois de prison pour infraction à un arrêté d'expulsion, mais j'ai formulé une demande d'autorisation de séjour parce que toute ma famille demeure en France, et que je tiens à ne pas la quitter ».

— « Aucune suite n'a été donnée à mes demandes et je ne sais où aller si je quitte le territoire français ».

— « J'étais en train de remplir les formalités nécessaires pour avoir un passeport du Représentant de la Perse à Paris, déclare Safaroff, condamné le 23 septembre 1935 par la même Cour de Nîmes à 3 mois de prison pour infraction à l'arrêté d'expulsion ».

Souvent l'expulsé argue de son insuffisance de ressources : « je ne suis pas parti en raison des faibles moyens dont je dispose ».

(2) Voici le modèle d'un arrêté d'interdiction de séjour :

Ministère de l'Intérieur

République Française

Direction générale
de la Sûreté Nationale

Le Ministre de l'Intérieur

8^e Bureau

Vu l'art. 19, paragr. 2 de la loi du 27 mai 1885 ainsi conçu :....

Vu le jugement du Tribunal de... en date du... qui a condamné le nommé... à.... et.... d'interdiction de séjour pour....

La tâche des inspecteurs sera facilitée par la création de feuilles signalétiques (1) qui, contenant les noms des individus auxquels les localités comprises dans un arrondissement judiciaire sont interdites, ont été classées avec le plus grand soin par les Parquets de manière à ce que le Ministère Public puisse, le cas échéant, trouver facilement des indications nécessaires pour la poursuite de ces infractions. Quoi qu'il en soit, dès que le Commissaire de Police a réuni tous les éléments nécessaires à son enquête, il rédige et signe son rapport, signifie à l'intéressé son arrestation et l'inculpation dont il est l'objet et le fait conduire au Parquet du Tribunal à qui est transmis le procès-verbal aux fins que de droit.

Le Procureur de la République interroge le prévenu qui reconnaît de nouveau l'infraction qu'il a commise en

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Il est fait défense au sus-nommé détenu à..... et libérable le..... de résider ou de paraître jusqu'à l'expiration de sa peine accessoire dans les localités dont la liste suit : (suit la liste générale par départements).

Le canton où est situé la Maison Centrale dans laquelle il a subi sa peine. Si la Maison centrale est située dans une ville divisée en plusieurs cantons, l'interdiction s'étendra à tous les cantons.

ART. 2. — Les localités ci-dessous lui sont en outre interdites, savoir :

ART. 3. — Le Préfet de..... est chargé d'assurer la notification du présent arrêté.

Fait à Paris, le Signé : Le Ministre de l'Intérieur.

.....

(1) La Circ. du Garde des Sceaux du 30 juillet 1885 destinée à assurer les modalités d'application de la loi du 27 mars 1885 signala aux Parquets l'existence de ces feuilles créées par le Ministère de l'Intérieur, et pria les Procureurs d'aviser tous les surveillés que faute par eux de se conformer aux prescriptions édictées, ils tomberaient sous le coup de l'article 45 du Code Pénal qui reste en vigueur sous l'empire de la nouvelle loi et permet de frapper les délinquants de 5 ans de prison.

donnant presque toujours les mêmes raisons que celles qu'il a invoquées devant le Commissaire de Police (1).

En présence de l'infraction, le magistrat, quand une information n'est pas nécessaire, constitue rapidement le dossier en demandant à la Chancellerie le bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'inculpé, et au Ministère de l'Intérieur

(1) Les infractions à arrêté d'expulsion sont si fréquentes que des imprimés existent dans les Parquets, et qu'il ne reste plus qu'à les remplir.

Interrogatoire
et Mandat de Dépôt

Nous, Substitut du Procureur de la République, étant en notre Cabinet, au Palais de Justice de Paris y avons fait amener le nommé..... dont l'état civil est indiqué dans le procès-verbal ci-joint, détenu au Dépôt de la Préfecture de Police et l'avons interrogé ainsi qu'il suit, avec l'assistance de..... commis-greffier assermenté de ce Tribunal.

D. — Vous êtes inculpé d'avoir en 1936 à Paris, le..... contrevenu à un arrêté d'expulsion en date du..... du territoire de la République française, lequel vous a été dûment *notifié*.

R. —

Nous avisons l'inculpé qu'il a le droit de choisir un avocat et qu'à défaut de choix, il lui en sera désigné un d'office.

Lecture faite, l'inculpé a signé avec nous et avec le greffier.

Nous avons décerné contre X... mandat de dépôt dont nous lui avons laissé copie et l'avons renvoyé devant le Tribunal de Police Correctionnelle pour y être jugé à l'audience de.....

Attendu que le sus-nommé demeure inculpé du délit prévu par les articles 7 et 8 de la loi du 3 décembre 1849,

Nous Procureur de la République de la Seine, mandons à tous agents de la force publique de conduire à la Maison d'Arrêt de..... le nommé:.....

Enjoignons le Directeur de ladite Maison d'Arrêt de le recevoir et retenir en dépôt jusqu'à nouvel ordre.

Requérons tout dépositaire de la force publique de prêter main forte pour l'exécution du présent mandat.

Au Parquet, le.....

l'ampliation de l'arrêté d'expulsion ou de l'interdiction de séjour (1).

Ces dispositions prises, le dossier est distribué à l'une des prochaines audiences de flagrants délits.

La question de compétence surgit alors.

B. — *La compétence du Tribunal. - Le juge de l'exception*

Va être compétent, pour statuer sur la prévention, le Tribunal dans le ressort duquel le délit a été commis, c'est-à-dire celui où l'inculpé a paru, nonobstant l'arrêté d'interdiction pris contre lui (2). La connaissance du délit doit lui être déférée (3) bien que, conformément aux règles de compétence en matière criminelle, l'infraction puisse être réprimée également, soit par le Tribunal du lieu où le délit a été commis, soit par celui de la résidence du prévenu.

Exceptionnellement, à la condition seulement qu'il nie son identité, le libéré arrêté sous la prévention de rupture de ban dans le ressort d'un tribunal autre que celui qui a prononcé la condamnation doit être renvoyé devant ce dernier tribunal, conformément à l'article 518 du Code d'Instruction Criminelle (4). Sinon le tribunal dans le ressort duquel l'infraction a été commise est compétent.

(1) A la dépêche télégraphique du Procureur de la République, le Ministre de l'Intérieur répond par une formule qu'il complète :

« J'ai l'honneur de vous envoyer ampliation de l'arrêté d'expulsion pris contre le nommé L... Cet arrêté toujours en vigueur a été notifié à l'intéressé le....., à..... »

(2) Code d'Instr. Cr., art. 23, 63 et 69.

(3) Cass. 14 avril 1836 (règlement de juges) B. civ. n° 114.

(4) Cass. (règlement de juges) 23 juillet 1835, S. 35-1-929.
8 octobre 1835, S. 36-1-176.

Ces arrêts rendus en matière de surveillance de Haute Police valent aujourd'hui pour l'interdiction de séjour.

Cependant il a été jugé que c'est au Tribunal qui a prononcé la condamnation qu'il appartient de connaître de la rupture du ban de surveillance du condamné, alors même qu'il dénie son identité et encore qu'il ait subi sa peine dans le ressort d'un autre Tribunal (1).

La loi de 1832 dit surabondamment que la peine de l'article 45 du Code pénal doit être appliquée par les tribunaux correctionnels ; l'administration n'intervient plus comme dans le code de 1810 ; la répression judiciaire s'est substituée à la répression administrative.

Les mêmes tribunaux doivent connaître des diverses exceptions invoquées par le prévenu d'infraction à l'arrêté d'expulsion ou à l'arrêté d'interdiction de séjour, quand bien même ces exceptions donneraient lieu à l'appréciation d'actes législatifs telle qu'une loi d'amnistie par exemple, ou soulèveraient des questions de droit civil.

Les articles 326 et 327 du Code Civil ne réservant aux Tribunaux civils que les réclamations d'état en matière de filiation, le Tribunal correctionnel saisi d'un délit de contravention à un arrêté d'expulsion, a compétence, conformément au principe que le juge de l'action est le juge de l'exception pour rechercher si le prévenu n'était pas en droit d'invoquer la qualité de Français, et il peut, par suite, résoudre la question de nationalité, sans en envoyer l'examen au Tribunal civil. Dès lors la question de nationalité ayant été tranchée par voie d'exception par le tribunal correctionnel, la sentence de ce tribunal doit s'imposer comme

(1) Cass. (règlement de juges) 17 sept. 1834. Creil, S., 35-1-79.

chose jugée, au juge saisi postérieurement par voie principale de la question de nationalité (1).

Si, dans ce sens, un individu soutient qu'il n'a pas la qualité d'étranger, il soulève ainsi une *question préalable*. Or on vient de voir que le jugement de la question préalable ne donne pas lieu à une instance distincte et séparée (2): aussi doit-il être statué sur cette question avant qu'il soit procédé à l'examen du fond, et c'est le tribunal correctionnel, saisi de l'action principale qui a compétence pour statuer, et à qui il appartient de se prononcer sur cette question, et, s'il estime que l'exception n'est pas fondée, il doit le déclarer par un jugement distinct, sans joindre l'incident au fond (3).

C. — De la preuve

Si donc le prévenu d'infraction à un arrêté d'expulsion soulève une exception fondée sur ce qu'il serait Français,

(1) C. Aix, 6 déc. 1900, D. P. 1901-2-305.

Si en effet les questions d'état doivent être renvoyées devant les tribunaux civils c'est que le caractère de questions préjudicielles réservées aux tribunaux civils leur est attribué par des textes. (Ainsi l'article 327 du Code civil, qui ne vise d'ailleurs que les questions de filiation). Or il n'existe aucun texte dans ce sens en ce qui concerne la nationalité.

(2) Il y a un second argument favorable à cette opinion, c'est que la juridiction répressive saisie d'une contravention à un arrêté de police ou à un arrêté administratif individuel est, comme on l'a vu, *supra*, juge de la légalité des mesures dont elle est appelée à prononcer la sanction.

(3) Rej. Crim. 28 mai 1903, précité.

C. Paris, 11 juin 1883, S. 83-2-117. Cl. 1883, p. 505.

C. Montpellier 8 mai 1891, Cl. 1891, p. 954.

Tr. Correctionnel de la Seine, 5 nov. 1910, Cl. 1912-23.

Comp. Bertauld. Questions et exceptions préjudicielles n° 77.

Hoff: Traité des questions préjudicielles.

et sur ce que, par suite, l'arrêté pris contre lui serait illégal, il appartient à la juridiction correctionnelle d'apprécier le mérite de cette exception, et la qualité d'étranger étant un des éléments constitutifs du délit, il incombe à la poursuite de faire la preuve de *l'extranéité* du prévenu.

L'extranéité ne pourra jamais être présumée : il appartient au Ministère Public de l'établir puisque c'est à lui à prouver l'existence d'un délit, qui, sans l'extranéité n'existerait pas (1).

S'il y a de sérieuses présomptions en faveur de la non-extranéité, le Tribunal ne pourra sanctionner l'infraction et devra relaxer (2). De simples présomptions, des rapports de police, la preuve testimoniale ne sauraient suffire. Le principe devrait être que le Ministère Public ne peut invoquer que les actes de naissance des père et mère de l'inculpé. Mais cela peut être impossible, et la preuve doit se baser alors sur des arguments irréfutables.

Ainsi une prévenue d'infraction à un arrêté d'expulsion soutenait qu'elle était née à Arrehemberg, en Alsace, sans préciser la date de sa naissance, mais en indiquant qu'elle n'aurait pas opté pour la nationalité française depuis 1870. La Cour de Paris, considérant qu'aucun acte ne concernait la dite dame sur les registres de l'état-civil de cette ville, et considérant qu'il appartenait au Ministère Public de faire la preuve de l'extranéité de la prévenue, et que, sur une poursuite identique en 1902 la prévenue avait été

(1) C. Paris 11 juin 1883 précité.

C. Rouen, 22 février 1884, Cl. 1884, p. 684.

(2) Tr. Correctionnel de Bayonne 15 mai 1900, Gaz. Trib. 2 juin 1900.

renvoyée des fins de la poursuite, relaxa la fille Loisel des condamnations prononcées contre elle (1).

D. — *Des motifs*

Les éléments constitutifs sont rassemblés : le juge a la preuve de l'extranéité du prévenu d'infraction à l'arrêté d'expulsion, ou bien le juge a sa conviction faite sur le point de savoir si, en tenant compte des condamnations subies qui ont reporté à une date ultérieure l'expiration de la peine, le prévenu d'infraction à l'interdiction de séjour se trouve encore sous le coup de cette interdiction ; le juge a aussi étudié si le lieu de l'arrestation est bien un de ceux où il était défendu au libéré de paraître. Il s'agit mainte-

(1) C. Paris, 30 juin 1885 Dame Loisel, Cl. 1907, p. 730.

Il est intéressant à cet égard de signaler le système, en vigueur, aux Etats-Unis. Dans une telle procédure tendant à expulser une personne accusée d'être étrangère, l'extranéité est un fait qui doit être établi à l'appui d'un ordre d'expulsion. La charge de prouver cette qualité d'étranger dans la procédure, sauf l'exception légale quand il s'agit de Chinois, incombe au Gouvernement.

La procédure d'expulsion étant de nature civile, la personne arrêtée peut être contrainte par la procédure légale à déclarer comme témoin si elle est ou non étrangère. Et quand une personne arrêtée pour être expulsée, en qualité d'étrangère qui se trouve aux Etats-Unis « *en violation de la loi* », comme ayant en sa possession prêts à être distribués, des imprimés prêchant le renversement du Gouvernement des Etats-Unis par la force ou par la violence, elle est appelée à témoigner par le Gouvernement pour prouver sa qualité d'étrangère. Si elle reste muette, les fonctionnaires d'immigration peuvent régulièrement déduire de son silence le fait de l'extranéité (Cour suprême de justice des Etats-Unis, 12 novembre 1923).

Aux Etats-Unis les individus qui s'y trouvent en violation de la loi sont assimilables, en quelque sorte, aux étrangers se trouvant en France en état d'infraction à l'arrêté d'expulsion puisque les uns comme les autres ne doivent pas rester sur le territoire et doivent être expulsés. (Official Reports of the Supreme Court, vol. 263, n° 1, p. 149).

nant pour le juge de *motiver* sa décision pour que celle-ci ne donne pas ouverture à cassation ; en conséquence il devra y rappeler que le prévenu est frappé d'expulsion ou d'interdiction de séjour et indiquer ensuite le fait à raison duquel il a contrevenu à cette mesure. Sinon cette omission de motifs constituerait une violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810. La Cour de Cassation, lorsque la loi de 1874 était encore en vigueur tenait fortement la main à l'exécution de cette prescription (1).

Il fallait que l'arrêt constatât que le prévenu avait reçu la feuille de route prescrite par l'article 44 du Code pénal, et réglant l'itinéraire à suivre pour se rendre au lieu de sa résidence obligée, dans quel lieu, et à quelle époque cette pièce lui avait été délivrée, quel était enfin l'itinéraire qui lui était imposé, et dans quelle limite de temps il devait se rendre à l'endroit déterminé. Ainsi la Cour Suprême contrôlait si les articles 44 et 45 du Code Pénal avaient été également appliqués au condamné.

De même, en matière d'expulsion, un arrêt qui se borne à déclarer que le délit d'infraction à l'arrêté d'expulsion est bien établi à la charge du prévenu, sans donner aucune autre indication relativement à l'époque et au lieu

(1) Un arrêt portant condamnation pour rupture de ban est insuffisamment motivé lorsqu'il constate seulement que le prévenu, étant sous la surveillance de la haute police, a quitté sans autorisation la ville où il était en résidence obligée, sans s'expliquer sur le point de savoir si cette résidence lui avait été assignée depuis moins de six mois, ou si dans le cas contraire, il l'avait quittée sans prévenir le Maire huit jours à l'avance (Cass. crim. 8 janv. 1880, B. n° 13).

En ce sens, Cass. crim. 28 juin 1878 B. n° 138.

Cass. crim. 17 mars 1882 B. n° 76.

Rej. crim. 1^{er} avril 1882 B. n° 93.

Rej. crim. 16 août 1883 B. n° 215.

Cass. crim. 8 nov. 1883 B. n° 245.

du délit, non plus qu'à la date, à la légalité et à la notification de l'arrêté auquel il aurait été contrevenu, sera insuffisamment motivé (1).

Cette nécessité de motiver, qui se retrouve en matière d'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour, va donner au juge les éléments nécessaires à la régularité de sa décision. C'est à ce moment qu'il constatera si la procédure de l'expulsion a été régulière (2) et qu'il se verra dans l'obligation, dans le cas contraire, de relaxer le prévenu des fins de la poursuite. En effet la peine prononcée par l'article 8 de la loi de 1849 n'est pas encourue pour une infraction à un arrêté d'expulsion venant d'un Préfet qui a prononcé l'expulsion d'un Français résidant en France, non pas en exécution de l'article 7, inapplicable en l'espèce, mais en vertu d'une autorisation temporaire révocable du Ministère

(1) Cass. crim. 5 avril 1900, B. n° 143 Sicardy.

Dudit jour, arrêt identique sur le pourvoi du Sieur Remon contre un arrêt rendu par la même Cour d'Appel d'Aix.

(2) L'individu que l'Administration veut expulser fait l'objet d'une instruction à fin d'expulsion. Autrefois les directeurs de prison semblaient considérer comme susceptible d'expulsion tout condamné par ce seul fait qu'il était étranger. Des circulaires du Garde des Sceaux en date des 20 juillet 1893 et 3 sept. 1895 sont venues rappeler opportunément que tout condamné étranger doit faire l'objet d'une instruction à fin d'expulsion. L'autorité judiciaire est incompétente pour ordonner l'expulsion même si elle condamne pour vagabondage le prévenu. Pareillement un tribunal correctionnel qui a acquitté un individu prévenu d'infraction à l'arrêté d'expulsion dûment reconnu français ne peut annuler l'arrêté; cependant il avait le droit de prononcer, outre une amende, l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français contre l'étranger non admis à domicile, même mineur, arrivé dans une commune pour y exercer à titre permanent une profession et dont la déclaration de résidence est fausse. (Cugnin: L'exp. des étr., thèse 1912).

de l'Intérieur: une telle infraction est sans sanction pénale (1). Si donc les préfets des départements-frontières, qui ont le droit d'expulsion, sortent de leurs attributions et expulsent des étrangers résidants, ceux-ci, en cas d'infraction, échapperont aux rigueurs de l'article 8 (2).

En possession de tous les arguments, le Juge rédige ses attendus.

Dans la forme la plus simple et la plus courante d'un arrêt constatant une infraction à arrêté d'expulsion ou d'interdiction de séjour, le juge, dans sa décision, apprécie, si le prévenu est en état d'infraction à l'arrêté, qui le concerne, et s'il résulte de l'information et des débats qu'il a été l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'interdiction de séjour en date du..... notifié à..... par les services de la Police Judiciaire le..... Ensuite il rappelle les faits constitutifs du délit et termine en disant que ces faits reprochés au prévenu étant établis et reconnus par lui, il convient de lui faire une application sévère de la loi, (puisque c'est presque toujours un récidiviste) eu égard à son casier judiciaire lourdement chargé (il en est souvent ainsi). Enfin, après avoir motivé sa décision, il prononce la peine dont le maximum est fixé par la loi.

Les jugements de relaxe sont rares, surtout actuellement, où la jurisprudence semble s'être fixée dans un sens invariable.

En effet les juges étant persuadés au début de ce siècle que les nouvelles poursuites étaient irrecevables après un acquittement, relaxaient les prévenus qui se trouvaient dans

(1) C. Douai, 25 juillet 1853.

(2) Ce droit d'expulsion s'exerce notamment vis-à-vis des étrangers qui ont contrevenu au décret relatif au lâcher des pigeons-voyageurs sur le territoire français (Décret du 22 juillet 1896, art. 10 *in fine*).

cette situation. Le revirement de la jurisprudence est dû à la compréhension plus nette de la notion des délits d'infraction à arrêté d'expulsion et d'infraction à arrêté d'interdiction de séjour. Il faut s'y étendre quelque peu.

SECTION II

CARACTÈRE DU DÉLIT

Tout d'abord, comme on l'a vu, ce sont bien des délits puisque les lois de 1849 et de 1885 punissent de peines correctionnelles les infractions aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour : or cette règle régit les matières spéciales toutes les fois qu'il n'y est pas dérogé (1).

Mais le délit lui-même n'est pas seulement commis au moment où l'expulsé met le pied sur le sol de France, au moment où l'interdit de séjour paraît dans une localité qui lui est interdite. Le délit est commis aussi bien lorsque l'expulsé se soustrait à la mesure d'expulsion prise contre lui, et continue à séjourner en France, que lorsqu'il y rentre (2) après en avoir été chassé (3). Dans les deux cas l'étranger y réside clandestinement et dissimule sa présence.

Il en est de même pour l'individu frappé d'interdiction de séjour s'il est en état de délit flagrant chaque fois qu'il est trouvé sur le territoire où défense lui est faite de résider et même de paraître (4).

Cette idée était déjà attachée à la surveillance de la haute police. La maxime *non bis in idem* n'était pas applicable au profit de l'individu assujéti à la surveillance, qui, s'étant placé en état permanent d'infraction de ban, peult

(1) *Rej. Crim.* 21 octobre 1932, *D. H.* 1932-589 Pitavino.

(2) *C. Douai* 21 déc. 1893, *Cl. t.* XXI n° 855, *D.* 1894-2-251.

(3) *V. supra* p. 81 et note Despagne précitée.

(4) *Rej. Crim.* 26 oct. 1933, *B.* n° 196.

être successivement condamné dans plusieurs arrondissements, comme coupable d'infractions distinctes par les circonstances de lieu et de temps et susceptibles d'engendrer l'état de récidive prévu par l'art. 58 du Code Pénal.

Par conséquent il ne peut être excipé en faveur du prévenu de la règle *non bis in idem* sous prétexte que, s'agissant d'un délit continu ou successif une nouvelle peine ne pouvait l'atteindre après une première condamnation pour fait de rupture de ban, tant qu'il n'aurait pas réintégré sa résidence forcée (1).

Si en effet un « état, en devenant permanent a pour conséquence d'affranchir les individus de toute répression ultérieure à une première condamnation », la peine de l'interdiction de séjour, comme la mesure d'expulsion seraient illusoires, et auraient pour la Société qu'elles sont destinées à protéger des effets funestes.

A. — *C'est un délit continu successif*

Ainsi les principes affirmés par la jurisprudence sous l'empire de la loi concernant la surveillance de la Haute Police, vont se trouver encore vrais en 1885, comme ils l'étaient déjà en 1849. Il est intéressant d'en suivre l'évolution en définissant d'abord le caractère du délit d'infraction a arrêté d'expulsion. Le Tribunal correctionnel de Nice, saisi d'une instance de ce genre déclarait en 1899 (2) qu'il n'y

(1) *Rej. Crim.* 19 déc. 1868, B. n° 254.

(2) Tribunal correctionnel de Nice 13 janv. 1899. Cette affaire a fait un certain bruit à l'époque et a provoqué de nombreux commentaires : le nommé Sarzotti était né à Nice le 19 janv. 1878 de parents étrangers, tous deux nés à l'étranger. Il fut expulsé suivant un arrêté du 8 juin 1896. Un arrêt de la Cour d'Aix l'avait acquitté de ce chef le 23 avril 1898, attendu qu'il était français ayant son domicile en France et n'ayant pas répudié cette qualité (ancien article 8 paragr. 4 C. C.) et qu'il affirmait être rentré en France pour répondre à la vocation de la loi et contracter

avait pas à examiner si la contravention à l'arrêté d'expulsion constituait un délit instantané ou continu. Il est certain en effet qu'on ne peut accorder, au délit, le caractère instantané. Le délit n'est pas consommé, expiré, après un certain délai accordé par le législateur pour obéir à ses prescriptions. Quand celui-ci ordonne un acte qu'il faut faire dans un délai fixé, le fait de ne pas y obéir est un délit d'inaction instantané. Le séjour illicite de l'étranger en France, comme la présence du libéré dans des lieux interdits ne constituent qu'une seule infraction, quelle qu'en soit la durée.

Peut-on dire que les délits ainsi constitués soient continus ?

La détermination des délits continus donne lieu à de délicates appréciations, car elle repose sur une analyse des éléments même de l'infraction. Pour les uns le délit est consommé après l'exécution de certains faits. Pour les autres le délit est consommé dès le maintien en état de certaines circonstances. Aussi, pour ceux-ci, la loi pénale continuera à être violée, tant que la situation restera inchangée (1).

un engagement militaire. Poursuivi à nouveau devant le Tribunal correctionnel du chef d'infraction au même arrêté d'expulsion, parce qu'il continuait à résider en France après acquittement, il fut acquitté de nouveau.

(1) M. Despagne cite dans sa note précitée deux exemples typiques : L'article 340 du Code Pénal définit la bigamie, le fait de contracter un nouveau mariage avant la dissolution du premier : le crime est alors instantané, réalisé par le second mariage, sans qu'on se préoccupe de la cohabitation. A l'inverse, l'art. 259 du C. Pén. définit le délit qui consiste à porter publiquement et illicitement une décoration : ici l'infraction consiste dans un acte qui doit offrir une certaine continuité, sinon l'effet cherché par le délinquant est manqué.

C'est donc bien commettre un délit continu que de se soustraire à l'exécution d'un arrêté d'expulsion, et ce n'est pas un délit instantané que le fait de rentrer en France sans autorisation, puisque l'infraction se continue pendant le temps du séjour de l'expulsé en contravention de l'arrêté pris contre lui.

On assimile d'ailleurs les deux hypothèses que la loi prévoit (1) : séjour illicite en France, et retour sur le territoire, parce que dans les deux cas, l'acte qui constitue le délit est susceptible de durer plus ou moins longtemps.

En résumé, le délit, qu'il ait son origine du jour où l'étranger se soustrait aux mesures prises contre lui, ou du jour de sa rentrée en France, ou bien qu'il concerne un interdit de séjour rompant son ban, ne prend pas fin par cela seul que l'action incriminée s'est produite, mais se maintient, persiste ou dure par l'intervention ou sans l'intervention de l'agent (2).

C'est ici précisément qu'il faut faire apparaître la sous-distinction qui s'est dégagée de la Jurisprudence entre les

(1) C. Douai 21 décembre 1893 précité.

(2) Cf. C. Besançon 24 octobre 1904, Cl. 1906, p. 1122.

Le prévenu, Masmegan, soutenait qu'en vertu de l'art. 3 de la loi du 8 août 1893, c'est le fait de rentrer en France après avoir été expulsé et non le fait d'y séjourner qui constitue la contravention, et qu'ayant été condamné définitivement par le Tribunal de Châlon-sur-Saône le 26 août 1904 pour infraction à l'arrêté d'expulsion du 9 mai 1890, il ne pouvait être condamné par le Tribunal de Dôle le 5 octobre 1904, puisque, si le jugement rendu sur opposition à un jugement du 16 décembre 1902, se référait à un fait remontant à cette époque, il n'était cependant pas sorti de France et y séjournait sans interruption depuis le début de 1902, époque de sa dernière rentrée; il n'y a donc qu'un seul retour en France, et il ne peut être prononcé deux condamnations pour réprimer cet unique retour, une par le Tribunal de Châlon, et une par le Tribunal de Dôle et la Cour de Besançon.

Celle-ci a rejeté ses prétentions et confirmé le jugement entrepris.

délits continus permanents et les délits continus successifs. Il semble bien, dans notre matière, qu'il y ait besoin d'une intervention nouvelle de la volonté pour supposer l'existence du délit.

L'infraction à l'expulsion, comme l'infraction à l'interdiction ne font pas intervenir, comme les délits continus permanents, un seul acte initial de la volonté, l'état délictueux persistant par lui-même : ce sont au contraire des délits continus successifs, dans lesquels l'accomplissement et la persistance de l'acte matériel qui les constitue, implique une « *activité délictueuse* » qui se manifeste par l'intervention successive de la volonté de l'agent (1).

« Ce n'est pas un de ces pseudo-délits continus aujourd'hui dits délits permanents, dont les suites seules sont durables et qui obéissent sans réserve à la règle *non bis in idem*, mais un délit continu véritable, un de ceux qu'autrefois Jousse qualifiait et que certains qualifient encore de délits successifs, un délit qui se consomme aussi longtemps que se prolonge la désobéissance à la loi. Ce n'est pas un assemblage de délits, c'est comme le délit d'habitude, un délit unique, global, qui ne prête pas au découpage » (2).

(1) Cette opposition entre les infractions continues, permanentes et successives est nettement marquée dans les arrêts de la Cour de Cassation du 31 mars 1926, Gaz. Pal. 26-2-174, et du 24 avril 1931, D. 32-1-62 avec le rapport de M. le Conseiller Bourgeon.

(2) On ne peut définir avec plus de force et plus de précision le caractère de ce délit que ne le fait M. Hugueney dans sa note sous Cass. Crim. 20 octobre 1932 Laoussine, S. 35-1-33.

B. — *Les solutions de la jurisprudence*

*L'autorité de la chose jugée après sentence de condamnation
et après jugement de relaxe*

La continuité sera rompue à l'occasion d'une poursuite suivie d'un jugement de relaxe ou de condamnation et à ce moment, le délit est brisé, interrompu : il « opère purge ».

Cette solution n'a pas toujours été admise, et ce n'est qu'après bien des hésitations que la jurisprudence s'est ralliée à cette manière de voir pour décider si après la condamnation ou l'acquittement, une nouvelle poursuite et une nouvelle condamnation sont possibles.

En raison du caractère continu, il avait été admis que l'individu *condamné* pouvait, s'il restait en France après cette condamnation être à nouveau condamné, même sans qu'il soit nécessaire que l'administration lui ait enjoint de quitter le territoire (1).

D'après une opinion, si l'inculpé a reçu l'ordre d'avoir à quitter dans un certain délai le territoire français après avoir purgé sa condamnation, il pourra être l'objet de nouvelles poursuites, mais il ne pourra être poursuivi, s'il a été relaxé purement et simplement sans recevoir d'injonction (2).

D'autre part, en allant jusqu'au fond de cette opinion si l'Administration recourait à l'expédient d'un nouvel arrêté d'expulsion, elle ferait échec aux tribunaux et à la chose jugée sur les questions d'état.

(1) C. Besançon 24 octobre 1904 précité.

(2) Raymond Hubert : De la poursuite pour infraction à arrêté d'expulsion dirigée contre une personne précédemment acquittée de ce chef au cours du même séjour en France (Cl. 1899, p. 724).

Cependant on pourrait obtenir une solution, en se souvenant du caractère du délit d'infraction à un arrêté d'expulsion : il est continu, une seconde poursuite peut être repoussée suivant la maxime *non bis in idem* et il faut donc une nouvelle mise en demeure pour donner naissance à un nouvel état de choses.

Mais la condamnation n'a pas absous d'avance le délit postérieur ; elle a réprimé seulement le délit actuel qui a donné lieu au jugement et n'a pas subordonné la punition du délit ultérieur à une nouvelle mesure d'expulsion. Aussi la sentence de condamnation bâtit une « tour d'ivoire » dans laquelle pourra s'enfermer plus tard le condamné se targuant d'impunité (1).

La Cour de Cassation a en effet décidé (2) qu'après une décision judiciaire soit de condamnation, soit d'acquittement, les individus expulsés du territoire français chaque fois qu'ils s'y trouvaient, sont en état de délit flagrant, et que cet état ne peut en devenant permanent, avoir pour conséquences de les affranchir de toute répression ultérieure(3).

La jurisprudence semblait au début admettre que l'individu acquitté en raison de sa qualité de Français ne pouvait être poursuivi à nouveau sous la même inculpation (4).

(1) V. au contraire en matière de désobéissance à un arrêté municipal. *Rej. Crim.* 22 mars 1867, S. 1867-1-416) et d'embarras de la voie publique, *Rej. Crim.* 3 janvier 1885, S. 1885-1-400.

(2) *Cass. Crim.* 20 octobre 1932. R. d. i. p. 1932, p. 684, préc.

(3) V. *supra*. Ce sont exactement les mêmes termes qu'on a eu l'occasion de signaler en matière de surveillance, dans l'arrêt rendu par la Chambre Criminelle le 19 déc. 1868.

(4) *Tr. correctionnel de Marseille* 8 déc. 1898, *Gallo Cl.* 1899, p. 731.

L'individu poursuivi, Gallo, était né à Marseille le 2 janvier 1878 de parents étrangers, nés à l'étranger. Expulsé le 17 août 1894, il avait été acquitté le 18 novembre 1897 du chef d'infraction à arrêté d'expulsion motif pris de sa qualité de Français. Poursuivi de nouveau il fut une seconde fois acquitté.

En vertu de l'autorité de la chose jugée, un acquittement du chef d'infraction à arrêté d'expulsion rend irrecevable toute nouvelle poursuite exercée en raison du même arrêté d'expulsion, alors surtout que cet acquittement a été motivé par la nationalité du prévenu, car un délit continu n'en étant pas moins un délit unique ne peut donner lieu qu'à une seule poursuite (1). Par conséquent le fait de résider en France au mépris d'un arrêté d'expulsion, après l'acquittement du chef de contravention à ce même arrêté ne saurait constituer un fait nouveau susceptible d'être encore incriminé.

Ainsi, d'après la jurisprudence de cette époque, il n'y a pas de fait nouveau dans le séjour en France de l'étranger acquitté qui ne peut plus être poursuivi, et il n'y a pas davantage de fait nouveau dans le séjour sur le territoire d'un individu condamné qui n'a pas été reconduit à la frontière d'ordre de l'administration. L'action publique n'a plus à être mise en mouvement après la sentence rendue par

(1) Tr. Correctionnel Nice 13 janvier 1899 préc.

... « Attendu que les intentions du prévenu n'ont pas changé, qu'il « a réclamé son inscription sur les tableaux de recrutement ;

« En droit : attendu qu'il excipe de la chose jugée ;

« Qu'après une sentence d'acquittement, l'existence d'un fait nouveau à la charge du prévenu est une condition essentielle de recevabilité de l'action publique, que cet élément fait défaut dans l'espèce ;

« Qu'à supposer qu'à raison de son caractère permanent, le fait « incriminé constituât une infraction continue, en sorte que ce fût le « séjour lui-même et non pas seulement le retour en France qui dût « être considéré comme délictueux, l'absence d'un fait nouveau n'en « resterait pas moins nettement caractérisé ;

« Qu'aux termes de la jurisprudence, l'action publique même en « matière de délit continu est épuisée par un seul jugement ;

« Qu'il y a indivisibilité entre le séjour antérieur à l'acquittement « et le séjour postérieur.

« P. C. M. acquitte ».

le tribunal correctionnel ; l'unité d'infraction entraîne l'unité de poursuite (1). Celui qui est acquitté ne peut plus être repris en raison du même fait (2) parce que la sentence a l'autorité de la chose jugée. Ce serait seulement en cas de fait nouveau tel le changement de nationalité, que l'arrêtê reprendrait sa vigueur. Sinon une nouvelle décision devrait intervenir, puisque la prolongation du séjour en France n'est pas la continuation du délit pour lequel a eu lieu l'acquittement et ne constitue pas une infraction nouvelle.

Ces théories semblent à première vue erronées (3) : Et tout d'abord si l'administration lançait un nouvel arrêtê d'expulsion de façon à faire naître le fait nouveau, l'« individu attaqué échapperait de même qu'auparavant aux conséquences du second arrêtê », l'extranéité faisant défaut. Ensuite, il s'élèvera entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire un conflit que nul ne pourrait arbitrer. L'administration expulse, le tribunal acquitte et de nouveau expulsion et acquittement : dénigrement d'une décision de justice qui est considérée comme non-avenue, obstruction de l'Administration qui entend maintenir la sûreté publique, incertitude pour l'intéressé qui, à mesure qu'iront les choses, finit par se trouver sur le chemin de l'apatridie.

(1) Rappr. en matière d'exercice illégal de la médecine: *Rej. Crim.* 18 avril 1839. *Gavarini S.* 1839-1-889. *D. Répert.* V^o Chose jugée n^o 463. Dans ce cas la seconde poursuite, sur faits nouveaux, a été déclarée irrecevable et l'exception de chose jugée admise.

(2) *Art.* 360 C. I. Cr. — « En cas d'acquittement, disait R. Hubert, *cil. loc.*, l'arrêtê d'expulsion n'est plus susceptible d'être ramené à exécution. Si l'Administration le fait, elle commet une illégalité que le juge répressif doit sanctionner ».

(3) Il a été soutenu une théorie mitigée: si les circonstances de fait qui ont motivé l'acquittement n'existaient plus lors de la seconde poursuite une condamnation serait possible (*Travers: Le droit pénal international* n^o 716, p. 181).

Aussi très vite l'administration a dédaigné ce procédé, lorsque le contrevenant a été renvoyé des fins de la poursuite, sinon elle ferait échec au principe de l'autorité de la chose jugée, reconnue aux jugements des tribunaux correctionnels. Bien entendu, si l'arrêté a été pris illégalement par une autorité incompétente et si l'individu a été acquitté, il peut être expulsé après coup, par exemple dans le cas où l'expulsion a été ordonnée par le préfet d'un département non frontière.

Un principe différent et contraire aux jugements antérieurs semble être posé dans l'arrêt de la Cour de Cassation du 20 octobre 1932 (1) qui établit nettement que doit être cassé un jugement qui relaxe un individu poursuivi pour infraction à un arrêté d'expulsion par le motif qu'il avait été antérieurement acquitté à raison d'un fait semblable.

Le prévenu excipait de la chose jugée avec d'autant plus d'assurance que le Tribunal de 1^{re} instance avait spécifié que l'arrêté ne visait pas la région qu'il habitait.

Mais c'est précisément sur la notion du délit successif telle qu'on l'a définie, que s'est appuyée la Cour de Cassation pour casser l'arrêt de relaxe.

La fragmentation du délit, la brisure opérée par la sentence de relaxe font naître une nouvelle série de faits qui n'ont pas été jugés, quoique la décision ait acquis un ca-

(1) Cass. crim. 20 octobre 1932 Laoussine ben Ali préc. et note Huguency.

Laoussine expulsé du territoire Français avait été s'établir en Algérie. Le Tribunal de Tlemcen saisi d'une première poursuite, avait décidé que l'expulsion du territoire français n'interdisait pas le territoire de l'Algérie (Note de la Gazette du Palais sous cette décision. Gaz. Pal. 2 décembre 1933). Mais Laoussine avait été de nouveau poursuivi, et le Tribunal d'Oran statuant comme juridiction d'appel avait admis le moyen de défense du prévenu qui excipait de la chose jugée, et relaxé ce dernier.

ractère définitif. On peut comparer cette notion du délit ancien et du délit nouveau de même nature, mais distincts et séparés malgré leur continuité, à une branche qui supporte quelques feuilles. A l'automne, le feuillage tombera pour repousser au printemps. Ces feuilles de deux années sont bien distinctes puisqu'elles sont séparées par l'hiver : elles sont pourtant de même nature, et elles sont produites par la même branche.

Le délit interrompu par le jugement de relaxe est distinct du premier délit, mais une solution de continuité les réunit et les pénètre.

Cette cassure dans la continuité, on peut l'observer dans le délit d'infraction à arrêté d'expulsion (1) assimilé au délit à un arrêté d'interdiction de séjour ; et dans les motifs de l'arrêt du 26 octobre 1933 on retrouve encore les mêmes termes que l'on a déjà rencontrés : le délit ne peut en devenant permanent avoir pour conséquence d'affranchir l'individu frappé d'interdiction de séjour et y contrevenant, de toute répression ultérieure (2).

Aussi l'étape marquée par la jurisprudence en notre matière est-elle très significative et les directives données par la Cour de Cassation pourront être suivies par les Tribunaux et les Cours qui auraient à rechercher les circonstances amenant de nouveau devant eux les individus déjà

(1) Crim. 26 octobre 1933 précité.

(2) Ch. réunies 11 fév. 1839, S. 39-1-211.

Ch. crim. 17 fév. 1893, S. 96-1-103.

24 oct. 1896, S. 97-1-60.

5 août 1926, S. 26-1-377 et la note : L'autorité de la chose jugée en matière pénale, comme en matière civile, n'a qu'une valeur relative et son existence est subordonnée à une triple condition : l'identité de parties, de cause et de fait. Ce principe ne fait pas obstacle à une nouvelle poursuite d'un individu acquitté dans certaines circonstances à raison de la réitération du même fait.

condamnés pour les mêmes faits. Ce sera là une garantie de bonne appréciation des difficultés que ne cessent de soulever les contraventions à arrêtés d'expulsion.

En effet le délit d'infraction à arrêté d'expulsion fait naître des problèmes touchant à la nationalité sur lesquels il est bon de s'arrêter quelques instants, en laissant de côté momentanément l'interdiction de séjour.

SECTION III

INTÉRÊT, SURTOUT RÉTROSPECTIF, DES QUESTIONS DE NATIONALITÉ QUE SOULEVE L'INFRACTION A ARRÊTÉ D'EXPULSION

La loi du 10 août 1927 est venue sur bien des points, faire table rase de certaines questions que soulevait l'application de la loi du 26 juin 1889. Il ne faut cependant pas négliger l'importance historique de ces questions, d'autant plus que ce sont tout de même les problèmes de la législation actuelle.

A. — Y a-t-il lieu à des questions préjudicielles ?

Une remarque s'impose dès l'abord. En cette matière, les questions préjudicielles n'existent pas : la question de nationalité relève de la compétence du juge de répression. Aussi lorsqu'un individu poursuivi pour infraction à un arrêté d'expulsion justifie de sa qualité de Français, la peine portée par l'art. 8 de la loi de 1849 ne peut lui être appliquée. De même si un individu revendique la qualité de Français et si la Chancellerie a répondu que les pièces produites ne sont pas suffisantes, il appartient à l'intéressé de

se pourvoir devant les Tribunaux s'il le juge convenable, en vue de faire statuer sur sa nationalité : il y a donc lieu de le considérer jusqu'à preuve du contraire comme étranger.

Si un individu fait constater qu'il a pris un faux nom et qu'il appartient en réalité à la nationalité française il ne peut être condamné pour infraction à arrêté d'expulsion sous peine de faire fausse application d'une décision qui lui est étrangère (1).

Pareillement encore une juridiction pénale est compétente pour reconnaître la qualité de français à un sujet sarde qui, à la suite du traité de réunion de la Savoie et de Nice à la France en 1860, n'a rempli aucune formalité pour conserver la nationalité sarde, et le Tribunal peut le relaxer de la poursuite intentée contre lui pour infraction à arrêté d'expulsion (2).

Souvent, dans ce sens, le Tribunal correctionnel a des recherches délicates à effectuer : ainsi, en 1901 un individu du nom de Zaccharia dit Valensi avait été traduit devant le tribunal correctionnel de Tunis pour vol. Dans la procédure, il était indiqué comme sujet hellène. Le 7 décembre 1901, il fut condamné à 2 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour. A la suite de cette condamnation un arrêté d'expulsion fut pris contre lui. Revenant sur le territoire tunisien, il fut poursuivi pour avoir violé cet arrêté : pour sa défense il allégua qu'il était tunisien et il se basait sur un jugement rendu par la première chambre du Tribunal civil de Tunis le 29 juillet 1908, jugement qui avait rejeté une requête en vue d'homologation d'acte de notoriété, par le motif que le décret beylical du 29 juin 1886, sur l'organisation de l'état-civil, dont il demandait l'application

(1) Cass. Crim. 7 août 1891. Cros B. n° 169.

(2) Rej. Crim. 26 mars 1897. Milani B. n° 107.

ne pouvait lui être applicable puisque, étant israélite né à Tunis, il devait être présumé tunisien.

Le Tribunal correctionnel, tout en reconnaissant qu'il est de jurisprudence que tout musulman ou israélite né en Tunisie et y habitant est sujet tunisien à moins de preuve contraire, repoussa ses prétentions.

En effet la preuve de la nationalité grecque de Zaccharia résultait des documents produits aux débats et notamment d'un certificat de nationalité délivré par un Consulat de Grèce, pièce d'un caractère probant. En outre Zaccharia s'était jusqu'en 1908 constamment prévalu de la nationalité hellénique et il était constant et reconnu par lui que son père et son grand-père avaient joui de leur vivant de cette nationalité. Si le Tribunal avait attribué en 1908 la nationalité tunisienne à l'intéressé c'est que celui-ci n'avait pas intentionnellement produit ces pièces. C'est donc à bon droit qu'un arrêté d'expulsion a été pris contre un tel individu ; celui-ci en rentrant en Tunisie se rend coupable d'une infraction à un arrêté d'expulsion et doit être condamné (1).

Si l'arrêté d'expulsion produit un effet définitif et si l'accès du territoire français est interdit à l'étranger *sine die*, tant que la mesure n'aura pas été rapportée, l'arrêté tombe cependant, et l'individu ne commet pas d'infraction à cet arrêté, s'il est devenu français postérieurement. Il en est ainsi d'une étrangère qui épouse un français. Son mariage *peut* lui faire acquérir la nationalité française ; l'infraction sera impossible puisque l'arrêté d'expulsion cessera d'avoir effet.

(1) Trib. correctionnel de Tunis 19 déc. 1916. Cl. 1918, p. 221.

B. — *Le mineur étranger expulsé*

A la question de droit s'ajoute la question d'équité, lorsqu'en violation d'un arrêté d'expulsion un mineur est jugé devant le tribunal correctionnel, et, l'on comprend que l'article 463 du Code pénal joue dans ce cas, ainsi que dans n'importe quelle autre situation comparable. L'enfant a souvent été arraché à ses parents qui résident en France, à la suite d'une peccadille. Toute sa vie, tous ses sentiments sont tendus vers la France; il est facile de prévoir qu'il fera l'impossible pour reprendre contact avec sa famille, tout en essayant d'éviter la police française. Cela est d'autant plus vrai que sur la multitude des étrangers un contingent fort important est établi depuis de nombreuses années en notre pays, qui fait le commerce et y travaille en se conformant aux lois des 20 octobre 1888 et 8 août 1893 sur le séjour des étrangers et sur la protection du travail national, réformées partiellement par un décret-loi du 30 octobre 1935.

Si des enfants mineurs appartenant à ces familles, sont entraînés par leurs vices ou par quelques circonstances fâcheuses au vagabondage et à la mendicité, ils ne tardent pas à être arrêtés, condamnés, puis expulsés de France à l'expiration de leur peine. La gendarmerie s'empare d'eux et les conduit à la frontière. Mais dans ce pays voisin dont ils ne parlent même plus la langue ils sont des inconnus s'ils n'ont plus de relations; ils ne trouvent personne pour les accueillir ni aucun patron pour les occuper. Ils sont considérés comme Français et rejetés à la frontière française; à peine l'ont-ils touchée du pied qu'ils sont de nouveau « appréhendés au corps » et cette fois traduits devant le tribunal correctionnel qui les condamne à l'emprisonnement pour contravention à l'arrêté d'expulsion.

A leur sortie de prison, les mêmes faits se reproduisent : conduite à la frontière, rentrée en France, nouvelles poursuites — et cela recommence indéfiniment — ces malheureux enfants ne savent plus que devenir ; chassés de leur pays d'origine ou ne pouvant s'y acclimater et rejetés dans leur pays d'adoption, les voilà en outre repris de justice. La prison est le seul lieu qui les accueille sans les repousser. Par contre, il arrive que le Tribunal ayant à juger un mineur étranger prévenu d'infraction à l'arrêté d'expulsion l'acquitte comme ayant agi sans discernement et le confie momentanément à un patronage, en attendant le jour de son rapatriement. Un jeune arménien étant dans ce cas, le Président du Tribunal pour enfants obtint du Consul de Grèce la permission pour cet adolescent d'aller y rejoindre sa mère établie dans ce pays. Mais souvent il n'en est pas ainsi, les jeunes gens nés de parents étrangers ont leur famille en France et ils répètent devant les tribunaux qu'ils veulent devenir Français, qu'ils se proposent même de servir notre pays en s'engageant dans l'armée.

Les parents de leur côté réclament leurs enfants et protestent contre une rigueur telle qu'elle arrache à leur foyer des enfants que la loi elle-même laisse sous leur garde.

Les lois des 26 juin 1889 et 22 juillet 1893 avaient ainsi provoqué des mesures criantes d'injustice puisque les mineurs nés en France de parents étrangers deviennent français s'ils ont leur domicile en France à l'époque de leur majorité, sous la condition qu'ils ne déclineront pas la qualité de français à ce moment là. Or, comment leur permettre de profiter de cet avantage subordonné à l'établissement de leur domicile en France si on les chasse de ce pays, si on les arrête et les expulse de nouveau, chaque fois qu'ils viendront s'y fixer ?

1° *Le mineur invoquait son domicile en France*

Sous l'empire de la loi de 1889 il résultait des dispositions du paragraphe 4 de l'article 8 du Code civil que l'individu, né d'un étranger, en France ou en Algérie, ne devenait français qu'à l'époque de sa majorité, si à cette époque il était domicilié en France.

Par contre, un individu né en Algérie de parents étrangers pouvait être l'objet d'un arrêté d'expulsion s'il n'avait pas atteint sa majorité (1). Il n'en reste pas moins vrai que l'individu né en France d'un étranger et qui avait été l'objet pendant sa minorité d'un arrêté d'expulsion régulièrement pris ne peut avoir légalement ni domicile, ni résidence en France : il ne peut arguer de sa présence de fait, nonobstant l'arrêté d'expulsion pris contre lui (2).

En effet aux termes de l'article 8, paragraphe 4, ancien du Code civil, le domicile entraîne, lors de la majorité des étrangers nés en France l'acquisition de la qualité de français, mais ce n'est là qu'une pure éventualité réglée par le législateur, et ne conférant à ces étrangers aucun droit particulier quant à l'établissement de leur domicile.

(1) C. E. 10 juillet 1930. Mohamed Ould Belkacem. R. d. i. p. 1931, p. 109.

(2) Cass. crim. 2 avril 1903. Noce B. n° 145.

2 avril 1903. Mangano, *id.*

Rej. crim. 17 juil. 1903. B. n° 267.

Cass. crim. 19 déc. 1891. Casana B. n° 251.

Cass. crim. 20 fév. 1908. Jacopini B. n° 73.

Rej. crim. 28 janv. 1909. Barbey B. n° 58.

V. aussi Rej. crim. 21 janvier 1898. Fille Panieri B. n° 25.

Rej. crim. 30 mars 1898. Lang B. n° 138.

Cass. crim. 28 juillet 1899. B. n° 225.

C. Alger 8 mai 1901. D. P. 1903-2-436.

A plus forte raison il en est de même lorsqu'un individu est emprisonné à l'époque de sa majorité et lorsqu'un arrêté d'expulsion lui a été notifié avant le jour de sa majorité (1). La loi qui facilite l'acquisition de la qualité de français ne soumet pas moins éventuellement les étrangers aux mesures prévues par la loi du 3 décembre 1849. Les individus sont donc soumis au régime déterminé par les articles 7 et 8 de la loi du 3 décembre 1849, à moins qu'ils ne manifestent leur volonté de devenir immédiatement et irrévocablement français en réclamant cette qualité, conformément aux dispositions de l'avant dernier alinéa de l'article 9 ancien du Code civil, auquel cas l'enregistrement de la déclaration souscrite à cet effet peut être refusé, s'il y a lieu, pour cause d'indignité du réclamant, le Conseil d'Etat étant entendu.

Actuellement, aux termes de l'article 3 alinéa final de la loi du 10 août 1927, il existe un cas légal d'indignité à l'égard de l'individu expulsé de France durant sa minorité en vertu d'un arrêté toujours maintenu. Toute question d'appréciation disparaît, l'expulsé doit désormais se contenter de la simple naturalisation des étrangers ordinaires.

La controverse disparaît donc, comme disparut celle qui séparait les chambres civile et criminelle de la Cour de Cassation. L'article 4 de la loi de 1927, relatif à l'acquisition de plein droit de la nationalité est inapplicable à l'individu contre lequel a été pris, durant sa minorité, un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus.

(1) Tr. correctionnel de Bonneville 10 janvier 1913, Clerico, Cl. 1913, p. 908.

Cass. Crim. 22 déc. 1894, Cl. 1895, p. 380. Pannezano B. n° 329
Contra : Cass. Civ. 2 mai 1910, Cl. 1910 p. 1195 et la note.

La Chambre criminelle estimait, on l'a vu, avant que la loi ne se soit prononcée, que l'arrêté d'expulsion empêchait l'individu d'établir un domicile en France à sa majorité et de devenir français, sinon ledit arrêté serait mis à néant. La Chambre civile était en sens contraire (1). En sens contraire aussi s'étaient prononcées les chambres réunies quoique l'espèce fût un peu différente.

De l'avis de la chambre civile l'individu né en France de parents étrangers, nés à l'étranger, ne peut être dépouillé du droit que lui confère l'article 8, paragraphe 4 du Code civil, d'acquérir la nationalité française par l'effet d'un arrêté d'expulsion pris contre lui pendant sa minorité. Il devient par suite français de plein droit, sous la seule condition d'avoir son domicile en France à l'époque de sa majorité (2).

Donc, la circonstance qu'un individu né en France de parents étrangers a été pendant sa minorité l'objet d'un arrêté d'expulsion ne peut avoir pour effet de le priver du droit consacré par l'article 8, paragraphe 4 du Code civil, de revendiquer à sa majorité la nationalité française, s'il se trouve à cette époque établi intentionnellement à demeure en France.

(1) Civ. 27 octobre 1891.

Ch. réunies, 9 déc. 1896.

Civ. 2 mai 1910, D. P. 1911-1-257 précité.

La thèse de la Chambre civile était la suivante : le droit conféré au Ministre de l'Intérieur par la loi de 1849 n'est absolu qu'en ce qui concerne les étrangers que rien n'a encore préparé à acquérir plus tard la nationalité de français. Il y a donc une vocation légale à la qualité de français dont une mesure de police ne pourrait dépouiller cet individu qu'autant que la loi s'en serait clairement expliquée.

(2) C. Paris 18 nov. 1907. D. P. 1908-2-358.

Ce qu'il faut retenir, c'est que, dès avant la loi de 1927, il était admis qu'un individu frappé d'un arrêté d'expulsion durant sa minorité ne pouvait exciper de sa vocation éventuelle à la qualité de Français pour justifier sa présence en France, lors de sa majorité ou depuis cette époque. La vocation légale n'impliquait nullement le droit d'être domicilié en France. La solution, controversée en doctrine était presque constante en jurisprudence (1).

2° *Faculté de répudiation*

Par contre un individu qui est Français avec faculté de répudiation (article 2 de la loi de 1927) soit parce que c'est un enfant légitime né en France d'une mère étrangère qui y est elle-même née, soit parce que c'est un enfant naturel né en France de parents étrangers, lorsque celui des parents dont il ne devait pas suivre la nationalité est lui-même né en France, ne peut pendant sa minorité faire l'objet d'un arrêté d'expulsion.

L'arrêté qui est pris contre lui est contraire à la loi, et le prévenu qui fait l'objet de poursuites sous la prévention d'infraction à arrêté d'expulsion doit être relaxé. Le Tribunal, juge de l'action, l'est aussi de la nationalité de l'inculpé (2).

De même, l'individu né en France d'étrangers, qui n'avait pas atteint sa majorité, telle qu'elle était fixée par

(1) Trib. correctionnel de Marseille 1^{er} décembre 1906, Collo, Cl. 1907, p. 750.

C. Alger 16 nov. 1905. Cl. 1907, p. 377 et arrêts précités.

(2) Trib. Correctionnel de Nice, 4 fév. 1903. Lazzarino R. d. i. pr. 1900, p. 941 (Note R. Hubert).

Trib. Corr. de Marseille 3 juin 1926, Min. Publ. c/ P... D. H. 1926, p. 446.

sa loi d'origine (dans l'espèce la loi espagnole) au moment de la promulgation de la loi du 26 juin 1889 (l'âge de 25 ans) peut invoquer le bénéfice des dispositions nouvelles et se faire considérer comme Français si, étant domicilié en France lors de sa majorité, il n'a pas dans l'année qui l'a suivie, décliné la qualité de Français.

Dès lors cet individu ne peut être condamné pour infraction à arrêté d'expulsion pris contre lui, alors qu'il était revêtu de la qualité de Français (1).

3° *Le mineur se prévalait du service militaire*

Il y a encore en ce qui concerne le mineur une question qui n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. La loi de 1889 faisait devenir Français l'individu qui, ayant été porté sur le tableau de recensement, prenait part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité (art. 9 ancien du Code civil, alinéa dernier). Cependant lorsque la demande de l'inscription n'était pas admise et lorsque l'intéressé n'avait pas été porté sur le tableau, celui-ci n'était pas considéré comme ayant pris part aux opérations du recrutement (2).

Mais il devenait Français s'il avait été porté sur les listes et incorporé dans un régiment français (3). Ainsi on aboutissait à un non sens puisqu'un individu qui, expulsé, ne pouvait se prévaloir du bénéfice de l'article 8, paragraphe 4 du Code civil, n'ayant ni domicile ni résidence au sens légal du mot, acquerrait cependant à bon droit la qualité de Français en vertu de l'article 9.

(1) C. Alger, 26 octobre 1899. D. P. 1901-2-348.

(2) Rej. Crim. 17 juillet 1903 préc. Tasa B. n° 267.

(3) Rej. Crim. 10 juillet 1913. Tortora B. n° 337.

Dans la loi de 1927, la participation volontaire aux opérations de recrutement peut tenir lieu de la déclaration, par laquelle, un individu, jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis réclame la qualité de Français. Mais l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion est exclus du bénéfice de ces dispositions.

Le système antérieur à 1889 avait des inconvénients encore plus graves car un individu pouvait s'acquitter de ses obligations militaires de très bonne foi, puis on lui opposait son extranéité quand il n'était plus temps de remplir les formalités de l'article 9, ce qui le faisait condamner pour infraction à arrêté d'expulsion.

*4° Exemple fourni par la situation spéciale de l'Alsace
et de la Lorraine*

En Alsace et en Lorraine après la guerre, un individu poursuivi pour infraction à arrêté d'expulsion soutenait qu'il était français, réintégré de plein droit en vertu de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} de l'annexe à la section V, partie III du Traité de Versailles, parce qu'il était né en Lorraine d'un père ayant perdu la nationalité à la suite de son émigration sans esprit de retour en France, à une date en tous cas antérieure à 1871. Aux termes de la loi prussienne du 31 décembre 1842, alinéa 3 et article 23 la nationalité prussienne se perdait en effet par le fait d'un séjour continu de dix années à l'étranger. Or il convient conformément à la doctrine et à la jurisprudence établie d'assimiler les enfants nés de parents sans nationalité à ceux nés de parents dont la nationalité est inconnue (1).

(1) Trib. rég. Metz 13 nov. 1920. Linden I.Z.140-20 et 29 juin 1922 Dreisch I.Z.80-22.

La Chambre détachée à Metz de la Cour d'Appel de Colmar considérant que le fait pour un mineur d'avoir résidé plus de dix ans à l'étranger n'avait pas pour effet de le frustrer de sa nationalité prussienne (1), et que d'après les principes généraux du droit français un mineur n'a pas la faculté d'abdiquer volontairement sa nationalité, trancha la question de nationalité en refusant la réintégration de plein droit. Par conséquent, tout en admettant la jurisprudence constante, elle refuse de l'appliquer, en l'espèce, en interprétant la loi étrangère à la lumière des principes généraux du droit français (2).

5° Possibilité qui existait de faire sa soumission à tout âge

La contradiction signalée se retrouvait dans d'autres alinéas de l'article 9, et dans l'article 10 du Code civil, d'après lesquels les lois de 1889 et de 1893 permettaient à l'étranger né d'un ex-Français de réclamer la qualité de Français à tout âge, à condition d'avoir préalablement fait sa soumission de fixer son domicile en France et de l'y fixer effectivement dans l'année.

Or l'étranger qui voulait user de ce droit restait soumis au régime déterminé par la loi du 3 décembre 1849. Tant que la mesure d'expulsion subsistait, il était incapable d'avoir en France « ni domicile ni résidence au sens légal du mot » (la même expression se retrouve toujours) puisque sa présence même sur le territoire français constituait un délit (3).

(1) Cf. Wilhelm Cahn, Reichsangehörigkeitsgesetz du 22 juillet 1913, 4^e éd. 1914, paragr. 31, note 3.

(2) C. Colmar (Metz) Meier, 16 octobre 1935.

(3) Cass. crim. 31 janv. 1896. Lorent B. n° 44. En sens contraire Ch. réunies 9 décembre 1896. Lorent B. n° 360.

La même année, la Cour de Cassation, sur la même espèce, soutenait la thèse opposée en se basant sur la possibilité du refus d'enregistrement. Aussi la question a-t-elle pu être tranchée par la loi en introduisant, en matière d'expulsion, un cas légal d'indignité.

C. — *La femme mariée*

Si des difficultés se présentaient relativement au mineur expulsé avant la loi de 1927, il n'en était pas de même en ce qui concerne la femme étrangère devenue française par son mariage, ou à l'inverse, la femme française devenue étrangère.

Dans la première hypothèse au cas où l'expulsion avait été prononcée avant le mariage, on ne pouvait continuer d'y soumettre l'étrangère acquérant la nationalité française : il n'y avait plus d'infraction possible (1) et réciproquement dans la seconde hypothèse une femme française devenue étrangère était susceptible d'être expulsée et ensuite condamnée si elle enfreignait l'arrêté dont elle était l'objet. Ces solutions sont à l'abri de toute critique, et demeurent valables avec la loi de 1927, puisque celle-ci se préoccupe des cas où l'épouse change de nationalité par exception au principe que la femme étrangère qui épouse un Français reste étrangère, et que la femme française qui épouse un étranger reste française.

(1) Trib. correctionnel de la Seine 16 sept. 1904. Gaz. Trib. 16 sept. 1904. La demoiselle B... d'origine suisse, après avoir été expulsée, avait épousé un Français, M. J... et s'était fait arrêter place de la République, à Paris en flagrant délit de vol à la tire. Traduite en police correctionnelle sous la double prévention de vol et d'infraction à arrêté d'expulsion, elle fut acquittée de ce dernier chef.

Par conséquent, l'acquisition de la nationalité française fait tomber un arrêté d'expulsion et en second lieu le Tribunal correctionnel saisi de la poursuite a qualité pour statuer sur ce moyen de défense, toujours en raison du fait que les questions préjudicielles ne se posent pas. Il n'y a pas lieu de renvoyer à l'examen du Tribunal civil la question de nationalité, ni de demander au Conseil d'Etat d'annuler l'arrêté.

Il faut signaler qu'une femme étrangère qui rentrerait en France avant de se marier, ou bien qui ne demanderait pas expressément à être Française — étant entendu que les dispositions de sa loi nationale n'édicte pas qu'elle suit nécessairement la condition de son mari — commettrait une infraction à l'arrêté d'expulsion dont elle était l'objet : aucun effet rétroactif n'existe (1).

Il n'en reste pas moins vrai que les femmes étrangères ont, en se mariant, un moyen pratique de se soustraire aux effets d'un arrêté d'expulsion, moyen qui n'est pas à la portée des hommes. Il est devenu fréquent. Une Dame de H... qui avait été expulsée à la suite de sa participation à une affaire de détournement de bijoux, écrivait à un journal : « Je vais au Congo Belge pour me marier avec un sujet

(1) L'article 12 ancien du code civil spécifiait qu'une femme mariée à un étranger qui s'était fait naturaliser Français pouvait obtenir la qualité de Française sans condition de stage, en faisant une déclaration dans les termes et sous les conditions de l'article 9. Une femme Bacio, ayant été expulsée de France fut trouvée à Tourcoing. Elle fut acquittée par la Cour de Douai, motif pris de ce qu'elle avait souscrit une déclaration à l'effet de devenir Française. Mais la Cour de Cassation annula l'arrêt entrepris, car aux termes de l'article 9 la déclaration n'est recevable que dans l'intervalle de la vingt-et-unième année à la vingt-deuxième année. La femme Bacio ayant plus de vingt-deux ans accomplis au moment où elle a fait la sienne, devait se voir appliquer la sanction de l'article 8 de la loi de 1849.

Français ; voyez... quel sacrifice pour rentrer à Paris !... »

(1) Tant il est vrai que cette ville exerce une attraction irrésistible !

Mais depuis la loi nouvelle, la femme ne prendra que rarement la nationalité de son mari. Ce qu'il faut retenir, d'une façon générale, c'est que la loi de 1927 exclut désormais de la nationalité par le bienfait de la loi tous les expulsés. Une nouvelle affaire Lorent relative aux effets de l'expulsion sur l'aptitude à rentrer en France pour y acquérir la nationalité française par voie de déclaration ne peut plus se produire. Les étrangers expulsés perdent le bénéfice de la loi et commettent un délit en rentrant en France, exception faite des modalités particulières du Traité de Versailles.

(1) *Le Temps*, 13 octobre 1904.

CHAPITRE II

Pénalités

Lorsque les poursuites trouvent à l'audience leur ultime conséquence et lorsque toutes les opérations qui contribuent à former l'opinion du juge sont terminées, lorsque la conviction du Tribunal est faite, celui-ci prononce une sentence de relaxe ou bien un jugement de condamnation. Dans ce cas il doit choisir dans l'échelle des pénalités que lui offre l'article 45 du Code Pénal et l'article 8 de la loi de 1849, ce dernier modifié par le décret du 30 oct. 1935.

Après avoir défini la quotité de ces peines, on considérera les circonstances susceptibles de les atténuer, de les réduire, de les faire disparaître, ou au contraire de les aggraver.

SECTION I

QUOTITÉ DE LA PEINE

Aux termes de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, la peine de la surveillance de police est, on le sait, remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération, et, les dispositions antérieures qui réglaient l'application et la durée ainsi que la remise ou la

suppression de la surveillance de la haute police sont applicables à cette interdiction (1).

L'article 45 du Code pénal contient la sanction des prescriptions contenues dans l'art. 19, paragraphe 2 de la loi de 1885 remplaçant l'article 44 abrogé du Code Pénal : « En cas de désobéissance aux dispositions prescrites par l'article précédent, l'individu mis sous la surveillance de la haute police sera condamné, par les Tribunaux correctionnels, à un emprisonnement qui ne pourra excéder cinq ans ». Cet article 45 édicté par la loi de 1832 pour la surveillance de la Haute Police s'applique en matière d'interdiction de séjour (2). Le Code pénal de 1810 punissait l'infraction au ban de surveillance d'une détention administrative arbitraire, pouvant s'étendre jusqu'à l'expiration du temps fixé pour la surveillance : c'était la répression administrative donnant au Gouvernement le droit d'enlever à l'insoumis toute liberté. Depuis 1832, c'est le système de la répression judiciaire qui est en vigueur.

L'existence de cette peine subsidiaire édictée par l'article 45 du Code pénal se comprend facilement. La rupture de ban aujourd'hui consiste dans le fait de paraître dans un lieu où il est interdit de résider. Les feuilles de route,

(1) Dès lors, de la combinaison de l'article 19 précité et des articles 46 et 47, paragraphe 2, du Code pénal, il suit que lorsque les juges ordonnent que pendant 20 ans le condamné devra s'abstenir de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement ils doivent, à peine de nullité, mentionner qu'il en a été délibéré. Faute de cette délibération spéciale il n'y a pas infraction. Cass. partielle crim. 11 mars 1886 B. n° 104.

(2) L'article 19, paragraphe 4 *in fine* déclare en effet expressément :

« Restent en conséquence applicables les dispositions antérieures « qui règlent... les peines encourues par les contrevenants conformément à l'article 45 du Code Pénal ».

déclarations de résidences et autres formalités, qui permettaient de suivre à la trace le surveillé, étant supprimées, il sera bien difficile, malgré l'existence des feuilles signalétiques, de déceler la présence des libérés. On sait qu'actuellement le décret-loi de 1935 a instauré un régime nouveau.

Cette même peine portée par l'article 45 du Code pénal était, antérieurement à la loi de 1849, la sanction de l'art. 272 : elle a été remplacée, lorsque la condamnation existe à la suite de vagabondage par la peine édictée par l'article 8 de la loi de 1849. Celui-ci énonce les pénalités encourues par l'étranger frappé d'une mesure d'expulsion qui s'est soustrait à l'exécution des mesures énumérées dans l'article 7 et dans l'article 272 du Code Pénal, et qui, après être sorti de France, y rentre indûment : coupable du délit d'infraction à l'arrêté d'expulsion, il sera traduit devant les tribunaux et condamné à un emprisonnement de 1 à 6 mois, aujourd'hui depuis le 30 octobre 1935, de 6 mois à deux ans. Après l'expiration de sa peine, il sera conduit à la frontière (1).

(1) Cette disposition a été reproduite par la loi du 8 août 1893 :

Suivant l'article 3 de cette loi, (alinéas 2 et 3) l'« étranger qui aura fait sciemment une déclaration (de résidence) fautive ou inexacte sera passible d'une amende et s'il y a lieu de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français ». D'autre part, l'étranger expulsé du territoire français et qui y serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement sera condamné à un emprisonnement de 1 à 6 mois ». L'alinéa 3 est abrogé par le Décret de 1935.

Par argument d'analogie, cette disposition a pu faire penser que la peine de l'article 8 ne s'appliquerait qu'à l'étranger qui effectivement sorti du territoire y est rentré, et non pas à l'étranger qui aurait continué à y séjourner au mépris de l'arrêté prononcé contre lui. Mais ce serait inexact, car, en admettant même que la loi de 1893 se réfère ainsi à la même hypothèse que celle de la loi de 1849, la plus récente de ces deux lois, n'aurait abrogé l'autre qu'en tant qu'elle serait inconciliable avec elle.

Jadis, on reconduisait les expulsés à la frontière, on les y emmenait dans les voitures pénitenciaires. Mais des protestations s'élevèrent contre les lenteurs et les difficultés de ces voyages, et, une circulaire du 1^{er} mars 1913 est venue préciser que la mise à exécution des arrêtés d'expulsion ne pourrait avoir pour résultat le maintien dans les prisons en état de détention administrative des étrangers libérables. Aussi, l'administration avait cessé presque entièrement de reconduire les étrangers à la frontière et depuis 1919 le « régime des expulsions libres fonctionnait sans discontinuité », régime par lequel on s'en remettait pour ainsi dire à la bonne volonté de l'indésirable, à ses « possibilités pécuniaires et familiales ».

La grande majorité de ces individus reste en France et se laisse condamner. Les Tribunaux français, au contraire des Tribunaux belges, n'exigent pas jusqu'ici du Ministère Public la preuve rapportée par procès-verbal que l'étranger ait été reconduit à la frontière.

Toute mesure d'expulsion procédant de l'autorité administrative, un Tribunal ne pouvait sans excès de pouvoir, décider qu'à l'expiration de sa peine, le condamné serait reconduit à la frontière (1). Mais l'article 8 nouveau précise que le jugement de condamnation ordonnera que le condamné après l'expiration de sa peine sera conduit à la frontière.

Or la loi de 1849 prévoit deux hypothèses et la loi de 1893 a laissé l'une des deux en dehors de ses prévisions : celle-ci conserve donc la valeur que les décrets-lois lui ont laissée.

(1) En Angleterre les Commandants de navires sont obligés de reconduire à leurs frais les expulsés, qui reviennent sur le territoire, et qu'ils ont transportés. En Tunisie et maintenant en France, les Tribunaux ordonnent qu'un condamné soit reconduit à la frontière. V. *infra*, p. 177.

La peine portée dans l'article 8 de la loi de 1849 n'avait pas beaucoup d'efficacité et manquait son but : elle n'intimidait pas, et c'était plus une leçon de prudence, qu'une mesure punitive. Après leur première condamnation les uns s'enfoncent sur le territoire français en s'éloignant de la frontière où la surveillance est plus active, les autres vont dans les grandes villes et restent ignorés à moins qu'ils ne révèlent, par quelques nouveaux méfaits, leur présence illicite. Quelquefois d'ailleurs l'interdiction de séjour est aussi prononcée contre le condamné étrangers et peut produire ses effets légaux bien que celui-ci soit sous le coup d'une expulsion (1).

Les contraventions très nombreuses, comme on l'a vu, ne donnent en général pas lieu à une répression rigoureuse, puisque tel condamné a pu être condamné 29 fois pour infraction à arrêté d'expulsion (2). Par contre un autre est condamné à 3 jours de prison sous la même prévention (3).

La raison en est que les juges pouvaient descendre à un minimum très bas, sans pouvoir élever bien haut la quotité de la peine. En ce qui concerne l'application, de l'art. 45 ; le texte ne fixe pas le minimum de l'emprisonnement mais on sait par son maximum qu'il est l'emprisonnement correctionnel. Donc son minimum est le minimum général de l'emprisonnement correctionnel c'est-à-dire 6 jours (art. 40, al. 2), sauf application de l'article 463 du Code Pénal : Le juge peut apprécier les circonstances atténuantes, mais la peine ne peut pas être inférieure aux

(1) C. Limoges 11 février 1886, préc. (Note Sarrut) *Rej. crim.* 5 mars 1886. *B. Cr.* n° 93.

(2) *V. supra* p. 41.

(3) *Tr. correctionnel* Seine 2 avril 1935.

peines correctionnelles lorsque l'article 463 n'est pas appliqué (1).

Si le juge peut abaisser la peine, dans certaines circonstances, au niveau des peines de simple police, il peut par contre prononcer toujours le maximum de 5 ans en matière d'infraction à arrêté d'interdiction de séjour même si la durée de la peine expire dans quelques jours et excède le temps qui reste à courir pour que l'interdiction de séjour cesse (2).

L'emprisonnement conçu comme pénalité est quelquefois réalisé sur une plus grande échelle, en matière d'expulsion. Lorsque les étrangers expulsés en temps de guerre, sont refoulés sur la France, par les pays neutres et alliés qui refusent de les recevoir, on ne peut les laisser libres sur le territoire en état d'infraction aux mesures prises contre eux. Aussi leur internement devient une mesure de sécurité nationale ; c'est le seul moyen de mettre ces individus indésirables ou suspects dans l'impossibilité de nuire (3).

L'internement en matière d'expulsion rappelle en tant que mesure collective la peine portée dans le décret du 8 septembre 1851 qui, modifiant l'article 45 de la loi du 18 avril 1832, édictait la transportation par mesure de sûreté

(1) *Sic* Blanche t. I n° 223.

C. Rennes 25 août 1847. D. 49-2-64.

Tribunal correctionnel de la Seine 2 avril 1935 précité. Le prévenu qui avait sollicité un sursis à l'expulsion dont il était l'objet a été condamné, à 3 jours d'emprisonnement, et le jour de l'audience, sa peine était absorbée.

(2) *Sic*. Blanche t. I, *cit. loc.*

Rej. crim. 23 janvier 1840. D. 40-1-395.

(3) Les Gouvernements alliés sont toujours avisés des mesures prises à l'égard de leurs ressortissants, par les soins du Ministère des Affaires Étrangères (J. O. 10 mars 1918).

générale, dans une colonie pénitentiaire à Cayenne ou en Algérie, des repris de justice en rupture de ban, contrevenant aux lois de surveillance.

1. Régime de l'Empire colonial français

En Algérie et aux colonies, des arrêtés locaux réglementaient le droit d'expulsion et prononçaient des peines souvent rigoureuses. Un arrêté du Gouverneur général de l'Algérie des 14-23 juin 1841, sanctionnait l'infraction à l'arrêté d'expulsion par une peine de 3 mois à 2 ans de prison, peine portée au maximum et même au double en cas de récidive, et exclusive de circonstances atténuantes. Mais l'article 3 de l'un des quatre décrets du 23 août 1898 (1) est venu donner au Gouverneur Général les pouvoirs de police prévus par la loi de 1849 (2). Aux colonies, c'est une loi du 29 mai 1874 qui y a rendu applicable la loi de 1849.

Le régime nouveau instauré par les décrets du 30 octobre 1935 n'est pas explicitement applicable aux colonies, mais il est probable que cette réforme sera prochainement réalisée. Notons que le décret du 30 octobre 1935, concernant l'interdiction de séjour s'applique à l'Algérie.

En Tunisie (3), l'expulsion est régulièrement prononcée même par un arrêté du Premier Ministre du Bey.

(1) Rev. Algér. 1907-11-28.

C. Alger, 2 octobre 1884. R. d. i. pr. 1885, p. 435.

(2) Un individu expulsé d'Algérie ne peut pénétrer en France, et l'inverse reste vrai. Cf. Cass. crim. 20 octobre 1932, précité.

(3) L'expulsion en Tunisie est tantôt judiciaire, tantôt administrative. Lorsqu'un étranger a enfreint les dispositions du Décret beylical du 13 avril 1898, relativement aux déclarations auxquelles les étrangers sont

Lorsqu'un individu est trouvé sur le territoire de la Régence en état d'infraction à arrêté d'expulsion, le tribunal peut ordonner sans excès de pouvoir qu'à l'expiration de sa peine il sera transféré à la frontière et réexpulsé du territoire tunisien (1).

Par contre, le Résident Général de Tunisie peut expulser si son arrêté d'expulsion est légalement pris, dans la limite de ses attributions. Cependant la désobéissance aux arrêtés de cette nature est dépourvue de toute sanction pénale, l'édit de juin 1778 n'en contenant aucune (2). Aux termes de l'article 82 de cet édit, les Consuls ont le pouvoir de faire arrêter et renvoyer en France *tout Français* qui, par sa mauvaise conduite, et ses intrigues pourrait être nuisible au bien général ; ce pouvoir appartient au Résident Général qui, d'après les décrets des 22 avril 1882 et 23 juin 1885 déterminant ses attributions, est investi de tous les pouvoirs de haute police nécessaires. Aussi les infractions relevées ne sont-elles pas susceptibles de poursuites correctionnelles. Ce qui est susceptible de poursuites, ce sont les contraventions aux arrêtés d'expulsion pris contre les étrangers, par le premier Ministre de S. A. le Bey, en vertu du décret beylical du 13 avril 1898.

astreints, le Tribunal peut prononcer la peine de l'art. 8 de la loi de 1849, suivie de réexpulsion.

(1) Décret beylical, 13 avril 1898, art. 6.

C. Alger, 24 septembre 1906. Chiglieri Cl. 1907, p. 730.

Le régime du décret du 30 oct. 1935 était donc déjà en partie en vigueur en Tunisie.

(2) C. Alger, 23 juillet 1925. R. d. i. pr. 1927, p. 58.

Ahmed ben Rabah était prévenu d'avoir maltraité sa femme et contrevenu à un arrêté d'expulsion de la Régence et d'interdiction de séjour en Tunisie, arrêté pris contre lui, par le Ministre plénipotentiaire, Résident Général de la République Française, et, régulièrement notifié.

On ne peut assimiler les pouvoirs du Résident Général à une décision judiciaire portant condamnation à la peine accessoire de l'interdiction de séjour, et la désobéissance à un tel arrêté ne saurait être punie de la peine réprimant l'interdiction de séjour.

Dans les autres colonies, les Gouverneurs ont eu longtemps des pouvoirs exceptionnels qui ont été peu à peu supprimés (1). Désormais, depuis la loi de 1874, le Gouverneur a le droit d'expulsion temporaire ou définitif même contre les Français et, en cas d'infraction aux arrêtés légalement pris, l'article 8 de la loi de 1849 s'applique aux colonies (2).

2. *Législations étrangères*

On peut à cette occasion, dire quelques mots de certaines législations étrangères qui nous serviront de point de comparaison.

La loi belge du 12 février 1897, dans son article 6 punit les contrevenants aux arrêtés d'expulsion, de 15 jours à 6 mois de prison et la loi luxembourgeoise du 30 décembre 1893 dans son article 14 édicte la même pénalité, en y adjoignant une amende de 50 francs pouvant s'élever jusqu'à 500 francs.

(1) Les pouvoirs extraordinaires ont été supprimés peu à peu, et étendus aux diverses colonies par les décrets des 7 novembre 1879, 15 novembre 1879, 26 février 1880. Des pouvoirs avaient été aussi donnés aux Consuls.

(2) Cf. expulsion du Président de Castro en vertu des articles 7 et 8 de la loi de 1849.

La Suisse punit d'une amende les délinquants, en se réservant dans les cas graves, l'application de la peine de l'emprisonnement dont le maximum est de deux ans (1).

L'Italie applique le maximum de 6 mois, mais l'Angleterre élève progressivement la peine de 3 mois pour les premières contraventions jusqu'à 12 mois ; un projet élevant ces peines n'a pas été adopté (2).

Un décret du Congrès national Brésilien porte que l'étranger expulsé qui retournera au Brésil avant que soit expirée la durée de son expulsion, sera, par simple vérification, passible de deux ans de prison après lesquels il sera de nouveau expulsé (3). Dans ce cas le procès et le jugement ressortiront à la justice fédérale et le pouvoir exécutif aura la faculté de révoquer l'expulsion (4).

Au Vénézuëla, (5) aux termes de la loi du 24 juin 1919, l'étranger non admis ou expulsé qui rentrerait de nouveau

(1) V. l'article de Chantre dans le *Clunet* de 1894, page 984. Un expulsé d'un canton ne commet d'infraction à l'arrêté dont il est l'objet que lorsqu'il va habiter un autre canton (Décision du Conseil Fédéral 28 juillet 1893, Cl. 1893, p. 1294).

On peut même n'être expulsé que d'une seule commune (Décision du Conseil Fédéral Cl. 1903, p. 446).

(2) Aliens act du 11 août 1905, cf. Pépin : *L'Aliens act de 1905*, Thèse, Paris 1913.

(3) *Diario official* 8 janvier 1921.

(4) Tout étranger pourra être expulsé au bout de cinq ans s'il est prouvé en particulier qu'il a été expulsé d'un autre pays, que la police d'un autre pays le considère comme un élément pernicieux pour l'ordre public, qu'il s'est livré à des actes de violence en vue de faire triompher des convictions religieuses ou des opinions politiques, qu'il s'est livré à la prostitution (« Le Brésil » de Paris 13 février 1921).

(5) V. Simon Planas Suarez, article dans Cl. 1921, p. 37.

L'expulsion est purement administrative et est exécutée suivant un décret du Président de la République, contresigné par le Ministre des relations intérieures, puis publié dans la « *Gaceta Oficial* ».

sur le territoire vénézuélien sera puni d'un emprisonnement de 1 à 6 mois sur une mise en accusation devant la Cour Fédérale et de Cassation. La poursuite aura lieu dans les formes ordonnées de la procédure criminelle et la peine accomplie, on obligera le délinquant à abandonner immédiatement le territoire vénézuélien.

On comprend que des mesures plus rigoureuses soient prises dans des pays où l'instabilité politique prête aux révolutions. Dans des pays bouleversés socialement, l'ostracisme athénien renaît sous une forme nouvelle. Ainsi dans la Russie des Soviets, si les étrangers jouissent de tous les droits politiques des citoyens de l'U. R. S. S. (il faut entendre par là ceux qui travaillent, appartenant à la classe ouvrière ou qui, paysans, n'exploitent pas le travail d'autrui), par contre la privation du droit de cité est infligée aux ressortissants russes à titre de sanctions pénales (1).

C'est les empêcher de revenir que de les dépouiller du droit de cité : ces Russes se gardent de pénétrer sur le territoire soviétique, au mépris de l'arrêté d'expulsion car ils savent que des mesures de répression les attendent, eux qui

Les expulsions sont très nombreuses dans les pays de l'Amérique du Sud. Ainsi, on pouvait lire dans le « *Boletín oficial de la secretaría de Estado* » de 1919, p. 343, que des individus originaires de Porto-Nico, ayant fomenté une grève ouvrière, et s'étant montrés par leurs idées d'un *socialisme* très exalté, les ennemis du Gouvernement de Cuba comme de tous les gouvernements, avaient été expulsés de Cuba.

(1) Les tribunaux, peuvent prononcer aux termes de l'art 13 du décret du 31 octobre 1924 la peine suivante : « qualification d'*ennemis des travailleurs* avec privation du droit de cité de l'Union et expulsion de l'Union à perpétuité ». Cette peine, inconnue dans les législations modernes s'est appliquée notamment à Trotzki, ancien Commissaire du Peuple et organisateur de l'armée rouge, qui fut, comme adversaire de Staline, l'objet d'une mesure d'expulsion, suivie d'un décret lui infligeant la déchéance du droit de cité soviétique.

sont adversaires avérés ou présumés du régime communiste.

3. *Expulsions collectives*

Bien souvent d'ailleurs la raison politique se manifeste en matière d'expulsion ; c'est elle qui provoque les *expulsions en masse*.

Néanmoins, il arrive qu'une fois les troubles ou les guerres terminés, les expulsés soient libres de revenir dans le pays. En France, les infractions à des arrêtés d'expulsion de ce genre ont été, pendant les guerres de la révolution, réprimées sévèrement (1). La loi du 23 Messidor an III, en prononçant l'expulsion de tous les étrangers ressortissants aux puissances ennemies de la France, ordonnait d'arrêter ceux d'entre eux qui n'obéissaient pas à l'ordre d'expulsion ou qui s'écartaient de l'itinéraire tracé sur les passeports à eux délivrés. Et un décret-loi du 15 Thermidor an III, punissait de mort les contrevenants et de 6 mois de prison les individus convaincus de les avoir recélés (2).

En temps de paix, sous un régime normal, les expulsions en masse se font rares (3). Par contre les pays qui se rénovent et veulent épurer leur territoire d'éléments indé-

(1) L'étranger qui ne se conformait pas aux déclarations de résidence exigées par les décrets des 19 sept. 1792 et 21-23 mars 1793 était tenu de sortir sous huit jours du territoire sous peine de se voir condamné à dix ans de fer.

(2) En temps de guerre, les ressortissants ennemis sont le plus souvent refoulés ou internés, à peine d'être arrêtés et poursuivis devant les Tribunaux militaires.

(3) On lisait dans le *Journal des Débats* du 8 mai 1922 : « Tous les étrangers qui sont venus s'établir à Fiume depuis 1918 doivent la quitter dans un délai de quinze jours : aucun motif de cette décision n'est donné ».

sirables prennent pour des raisons politiques de fréquentes mesures de bannissement.

L'Allemagne hitlérienne, la Russie soviétique, comme l'Italie fasciste et la Turquie kemaliste, en apportent des témoignages certains et souvent sanglants. L'expulsion collective des Juifs allemands par exemple comporte une sanction officieuse, à coup sûr efficace, parce qu'exclusive de la récidive : la mort ! Et les événements récents ont montré que la sanction pouvait précéder l'infraction et rendait, par là même, inutile la mesure d'expulsion... (1)

Cependant que l'Allemagne met hors la loi toute une catégorie de sa population, elle se montre sévère pour les autres : un auteur pur aryen parlant des expulsions d'Allemands hors de l'Alsace et de la Lorraine cite le cas d'un garde supérieur des forêts, qui, dit-il, lui rappelle les mœurs de deux peuples africains ! Celui-ci revenu en 1932 en Lorraine fut arrêté, poursuivi pour délit de rupture de ban et finalement acquitté non pas pour la raison que les expulsés avaient le droit de revenir dans le pays, mais parce que la preuve n'était pas rapportée que l'arrêté d'expulsion pris en 1918 lui ait été notifié, condition essentielle pour l'existence du délit. Et notre auteur (2) saute sur cette occasion pour reprocher vigoureusement à la France les expulsions et les mises sous séquestres qui ont suivi la réanexion (3).

(1) De tous temps cependant les Israélites ont pu rentrer dans le pays qui les expulsait ; chassés arbitrairement par la Roumanie en 1868, les Juifs autrichiens non seulement revinrent sur le territoire roumain, mais réussirent à obtenir des indemnités !

(2) Problèmes juridiques relatifs aux expulsés en masse d'Alsace et de Lorraine par Rechtsanwalt Hochschild de Francfort (Niemeyers Zeits 1933, p. 97).

(3) Mais celles-ci étaient indispensables pour faire une masse de compensation à raison des dettes de l'Allemagne.

Cependant il était normal de procéder à de telles expulsions puisque la sécurité nationale l'exigeait.

Quoique l'interdiction de séjour n'ait pas une répercussion internationale au même titre que l'expulsion, il était nécessaire de faire cette digression, en marge de l'actualité. Si, à cet égard, cela nous a écarté de notre but et nous a empêché de mettre en relief les points sur lesquels l'interdiction de séjour et l'expulsion se rapprochent, et les points sur lesquels elles se séparent, du moins nous avons pu observer que les pénalités qui frappent l'étranger expulsé qui enfreint son ban, « s'étagent » suivant le régime ou la mentalité du pays qui les conçoit.

SECTION II

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES

On ne peut reprocher à la France une trop grande rigueur puisqu'elle admet la faveur de l'article 463 du Code pénal concernant les circonstances atténuantes et que la loi du 29 décembre 1928 modifiant l'al. 9 de l'art. 463 a déclaré les circonstances atténuantes applicables à tous les délits, et non plus seulement à ceux prévus par le Code Pénal.

Leur application donne même lieu à trop d'indulgence. Mais l'extension en est expresse : ainsi en matière d'expulsion c'est l'article 9 de la loi de 1849 qui permet de réduire les peines prononcées à l'article précédent, conformément aux dispositions de l'article 463 du Code pénal. Cet article 9 subsiste depuis les décrets-lois récents, puisque c'est l'article 8 seulement qui a été modifié.

Mais cet article n'était pas applicable au prévenu en état de récidive spéciale pour avoir contrevenu à un arrêté qui lui avait été notifié régulièrement, et qui lui interdisait pendant deux ans le séjour du département de la Seine par application de la loi du 9 juillet 1852, art. 13, muette sur les circonstances atténuantes (1).

Avant la loi de 1928, on hésitait sur l'application de l'art. 463.

La loi de 1885, disait-on, est une loi spéciale, qui se tait sur ce sujet ; seulement elle renvoie pour la pénalité aux prescriptions du Code Pénal, et puisque le prévenu reconnu coupable encourt la sanction portée à l'article 45 dudit Code Pénal, l'article 463 est applicable ; rien ne s'oppose dans ces conditions à ce que le Tribunal n'inflige au délinquant qu'une peine de simple police (2).

Avec la loi de 1928, il faudrait un texte pour exclure l'application des circonstances atténuantes : en cas de silence de la loi, elles sont applicables. Elles peuvent même être accordées aux délinquants récidivistes.

L'infraction à arrêté d'expulsion comme l'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour peuvent donc être punies de peines d'emprisonnement susceptibles de descendre au-dessous de six jours, sans perdre leur caractère de délits. C'est d'ailleurs, en vertu de ce caractère, qu'elles acquièrent

(1) Cass. crim. 2 janv. 1885. S. 85-1-144. B. n° 3.

(2) En admettant les circonstances atténuantes, il faudra prendre garde à ne pas faire une fausse application de la loi : en effet elles modifient la pénalité, et si un arrêt, après avoir déclaré que l'accusé est coupable de faux en écritures privées avec admission de circonstances atténuantes, le condamne à 20 ans d'interdiction de séjour, il fait une fausse application de l'article 401 du Code Pénal, limitant dans certains cas, à 10 ans, la durée de cette peine accessoire.

de l'importance au point de vue de la complicité, du non-cumul des peines, de la récidive, de la prescription.

SECTION III

COMPLICITÉ ET NON-CUMUL DES PEINES

Sans nous étendre sur ces deux premiers points, disons seulement, eu égard à la *complicité*, que, dès lors qu'il est reconnu que l'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour constitue un délit, il va de soi que théoriquement les règles de complicité doivent être applicables à ce délit. Mais en fait ces infractions semblent exclusives de la complicité. Comment concevoir en effet qu'un individu puisse se rendre complice d'un délit de ce genre. Serait-ce en donnant habituellement et sciemment asile au délinquant ? Mais d'après son texte même l'art. 61 du Code Pénal ne s'applique qu'à « ceux qui connaissant la conduite continuelle des malfaiteurs commettant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique ou les personnes, leur fournissent habituellement un logement ».

Or tel n'est pas le cas dans notre matière, surtout si on note que toute participation quelconque à un délit ne constitue pas un acte de complicité punissable (1). Si les règles de la complicité s'étendent à tous les crimes et délits, il y a exception pour les faits qui, par leur nature même (2),

(1) Cf. en matière de banqueroute simple :

Rej. crim. 10 octobre 1844. S. 44-1-750 B. n° 341.

(2) C. Rennes 2 janvier 1862. D. 62-5-78. Il est vrai que la Cour se base sur le fait que la rupture de ban est une contravention, et par sa nature, ne comporte pas la complicité,

repoussent toute idée de complicité, tels le vagabondage, et les infractions aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour (1). Celles-ci ne se comprennent que comme étant exclusivement l'œuvre personnelle du délinquant.

Un mot encore sur le principe du *non-cumul des peines* : l'infraction à l'interdiction de séjour est soumise à la règle en vertu de laquelle « en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée ». L'infraction à l'arrêté d'expulsion y est de même soumise. Les deux délits de vol et d'infraction à l'expulsion peuvent subsister en même temps (2). Souvent de même on relève contre un interdit de séjour les deux délits de vagabondage et d'infraction à l'interdiction ; avant 1885 on hésitait à lier ces deux délits, puisque l'un semblait exclure l'autre (3) mais actuellement leur existence simultanée est admise (4).

La jurisprudence, s'il s'agit de peines de même nature, et au cas de pluralité de poursuites, interprète largement le principe du non-cumul des peines, afin d'obtenir, quant à la récidive et à la relégation, des résultats particulièrement favorables à la répression.

(1) Le Poittevin : *Dictionnaire des Parquets*, 1928. V^o *Complicité* § 1.

(2) C. Grenoble 27 sept. 1935 : « Attendu qu'en cas de conviction de plusieurs délits la plus forte peine doit seule être prononcée par application de l'art. 365 du C. I. C... ».

(3) La Cour d'Orléans dans un arrêt du 3 décembre 1850, S. 52-2-501 a jugé que les peines devaient être appliquées cumulativement, en considérant toutefois que la rupture de ban était une contravention.

(4) Gardeil : *Rev. critique* 1889, p. 1.

Villey : Notes sous Cass. 14 avril 1883, S. 85-1-401 et sous Cass. 23 février 1884, S. 86-1-233.

SECTION IV

RÉCIDIVE

L'infraction répétée, continuant d'être revêtue du caractère délictueux, déterminera une aggravation qui constituera le cas échéant, l'état de *récidive*.

Si, en vertu des articles 57 et 58 du Code Pénal (1), pour le premier terme de la récidive, il faut un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée, portant une condamnation devenue irrévocable avant le second délit, et, si, pour le deuxième terme, il faut une infraction posté-

(1) Art. 57. — Quiconque ayant été condamné pour crime à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, aura dans un délai de 5 années après l'expiration de cette peine ou sa prescription commis un délit ou un crime qui devra être puni de la peine de l'emprisonnement, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Défense pourra être faite, en outre, au condamné de paraître, pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus, dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement, avant sa libération.

Art. 58. — Il en sera de même pour les condamnés à un emprisonnement de plus d'une année pour délit, qui, dans le même délai, seraient reconnus coupables du même délit ou d'un crime devant être puni de l'emprisonnement.

Ceux qui, ayant été antérieurement condamnés à une peine d'emprisonnement de moindre durée, commettraient le même délit dans les mêmes conditions de temps, seront condamnés à une peine d'emprisonnement qui ne pourra être inférieure au double de celle précédemment prononcée, sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue.

Les délits de vol, escroquerie, et abus de confiance, seront considérés, comme étant au point de vue de la récidive, un même délit.

Il en sera de même des délits de vagabondage et de mendicité.

Le recel sera considéré au point de vue de la récidive comme le délit qui a procuré les choses recélées.

rieure à la condamnation, il ne s'ensuit pas de là, qu'il faille aggraver la peine à raison de la condamnation précédente, en cas de délit de rupture de ban.

La question de savoir si l'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour est un fait nouveau, susceptible de constituer le second terme de la récidive, avait un grand intérêt avant la loi du 26 mars 1891, lorsque la récidive, en matière de délits, avait le caractère de récidive générale : actuellement elle a beaucoup perdu de son importance.

A l'origine la rupture de ban était considérée comme un délit d'une nature spéciale qui se rattachait à l'exécution de la première condamnation prononcée contre le prévenu, et ne pouvait constituer une récidive passible de l'aggravation de peine portée par l'article 58 du Code Pénal (1). Le principe que l'état de récidive ne saurait jamais résulter, dans la rupture de ban, de la condamnation même qui avait prononcé la peine accessoire de la mise sous surveillance de la Haute Police, avait maintes fois été affirmé (2). Il en fut de même pour l'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour d'autant plus que la Cour de Cas-

(1) Ainsi jugé : *Rej. crim.* 15 juin 1837, S. 37-1-632 B. n° 181.

C. Angers 16 déc. 1850, D. 52-2-163.

C. Rennes 7 juin 1854, D. 54-2-102.

C. Bourges 31 juil. 1856, D. 58-2-109.

C. Poitiers 13 sept. 1858 (*Morin*, *Journal de dr. crim.* 58-130).

(2) *Cass. crim.* 16 mai 1878, B. n° 112.

4 janv. 1845, S. 45-2-208.

14 nov. 1856, S. 57-1-68.

24 juil. 1879, S. 81-1-141.

1^{er} fév. 1883, S. 85-1-40.

C. Orléans, 19 fév. 1855, D. 55-2-186.

C. Bourges, 5 janv. 1860, D. 71-2-197.

C. Chambéry, 1^{er} sept. 1870, D. 71-2-197.

C. Angers, 14 juin 1875, D. 76-2-108.

sation l'avait juridiquement assimilée à la rupture de ban (1).

On raisonnait ainsi : pour motiver l'application de la circonstance aggravante tirée de la récidive, la seconde infraction doit être complètement indépendante de la première. La loi a voulu punir plus sévèrement la succession des faits punissables, distincts les uns des autres. Si donc un individu commet une infraction à l'interdiction de séjour prononcée contre lui accessoirement à la réclusion, l'article 57 du Code Pénal n'est pas applicable : le second fait a été la conséquence de la première condamnation ; l'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour se rattache à la condamnation qui a servi de base à la peine accessoire de l'interdiction et n'en est que l'inexécution. Donc, si l'infraction à cette peine est passible de l'aggravation pénale de la récidive l'état de récidive ne peut résulter de la condamnation même qui a prononcé la peine de l'interdiction ; cette condamnation ne saurait se combiner, pour prononcer l'aggravation, avec celle qui interviendra ultérieurement, à l'occasion des infractions à l'article 19 de la loi du 27 mai 1885. En conséquence doit être annulé un arrêt qui, pour déclarer en état de récidive légale un individu prévenu d'avoir enfreint un arrêté d'interdiction de séjour se fonde sur la décision même qui l'a assujetti à cette interdiction(2)

(1) Cass. crim. 4 déc. 1886, B. n° 409.

(2) Cass. crim. 19 déc. 1891, B. n° 252.

Un tel arrêt ne saurait même échapper à la censure de la Cour de Cassation, par ce motif que la peine se trouverait justifiée par les dispositions de l'article 411 du C. I. C. même sans faire état de la récidive puisqu'il ne s'agit pas d'une simple erreur dans la citation de la loi, mais bien d'une erreur sur la *qualification légale* de la récidive et de sa conséquence, appliquée formellement au prévenu, hors du cas prévu par la loi.

L'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour n'est donc pas un délit nouveau par rapport à la condamnation qui en est en quelque sorte l'élément générateur, car il y a un lien direct entre le second et le premier délit. On ne peut donc faire peser deux fois le même fait sur la situation du prévenu, et en agissant ainsi, on ferait des récidivistes de tous ceux qui contreviendraient à l'interdiction de séjour; cette peine ayant été presque toujours prononcée accessoirement à une peine principale pouvant servir de premier terme de récidive.

Le maximum édicté par l'article 45 deviendrait ainsi presque toujours un minimum (1).

Il ne faut donc prononcer la peine de l'interdiction de séjour contre un individu déclaré coupable d'escroquerie et d'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour que lorsqu'on se trouve dans l'un des cas de récidive prévus par les articles 57 et 58, paragraphe 1 du Code Pénal.

Cependant, depuis longtemps, la jurisprudence avait admis qu'un libéré, condamné une première fois pour délit de rupture de ban à plus d'un an d'emprisonnement, encourait les peines de la récidive s'il se rendait coupable une seconde fois d'une infraction de même nature (2).

(1) Cass. crim. 4 déc. 1886, précité.

Un individu poursuivi pour infraction à une décision d'interdiction de séjour résultant d'une condamnation à treize mois de prison et à cinq ans de surveillance pour vol ne peut pas être déclaré en état de récidive légale, en vertu de cette même condamnation, et puni comme tel de la peine de 4 mois d'emprisonnement.

(2) Cass. crim 20 juil. 1854, S. 54-1-670; D. 54-1-304, B. n° 229.

C. Limoges 4 janv. 1845.

C. Bourges 4 janv. 1855, D. 55-5-377; S. 55-2-475.

C. Chambéry 1^{er} sept. 1870, préc.

C. Aix 15 nov. 1871, S. 73-2-101.

A fortiori, les peines de la récidive étaient-elles appliquées à l'individu reconnu en rupture de ban, condamné à plus d'un an d'emprisonnement par une décision antérieure autre que celle qui l'avait placé sous la surveillance de haute police. Il a été aussi jugé que si la rupture de ban ne constituait pas l'état de récidive quand elle ne se combinait qu'avec la condamnation qui a prononcé cette peine, il en est autrement lorsque le prévenu a subi une autre condamnation, pour crime ou pour délit : en ce cas l'infraction donne lieu à l'application des peines de la récidive comme tout autre délit qu'aurait commis le prévenu (1). Spécialement le prévenu précédemment condamné à trois ans de prison pour vol et reconnu coupable sans circonstances atténuantes d'infraction de ban, doit être d'après l'article 58 du Code Pénal condamné au maximum de la peine précitée par l'article 45 du même Code (2).

On va voir que la même jurisprudence existe aujourd'hui pour l'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour et que le prévenu reconnu coupable d'avoir enfreint l'arrêté d'interdiction en se présentant ou en séjournant dans une localité interdite, encourt l'aggravation pénale de la récidive dès qu'il a été condamné antérieurement soit pour tout autre crime ou délit, soit pour une première infraction à un arrêté d'interdiction.

Si un condamné pour infraction à arrêté d'interdiction de séjour avait déjà subi une condamnation pour un délit semblable ou une autre condamnation qui puisse de-

(1) Crim. 14 nov. 1856, préc. C. Orléans 19 fév. 1855, préc.; C. Angers 14 juin 1875, préc.

(2) Cass. crim. 17 fév. 1882, B. n° 47.
25 janv. 1883, S. 85-1-40.
1^{er} fév. 1883, préc.

venir l'un des éléments de l'état de récidive, il devra être condamné conformément aux articles 57 et 58 du Code Pénal : l'infraction à l'interdiction de séjour étant punie d'une peine correctionnelle est un délit puisque l'infraction que la loi punit de peines correctionnelles est un délit également.

Si elle est un délit, si l'infraction à l'arrêté d'expulsion est aussi un délit, comme on l'a admis, elles sont soumises toutes deux aux effets de la récidive, et la rupture de ban constituera le second terme de l'état de récidive. Depuis la loi de 1891, la petite récidive correctionnelle comprend, dans le premier terme, une condamnation à un an d'emprisonnement ou au-dessous. C'est une innovation importante et il n'existe plus actuellement de « champ réservé » de la récidive. Celle-ci est soumise cependant à la condition de *spécialité*, impliquant similitude, ressemblance, identité des deux infractions.

La peine encourue pour la seconde infraction a pour minimum le double de la première peine prononcée par le juge et pour maximum le double du maximum de la peine encourue pour la seconde infraction. Ainsi prenons un exemple et plaçons-le avant les décrets du 30 octobre 1935. Un étranger est condamné pour infraction à arrêté d'expulsion à quatre mois d'emprisonnement. Il se rend coupable du même délit. Il doit être condamné au moins à huit mois (le double de la première peine) et ne saurait être condamné à plus d'un an, puisque l'infraction à l'expulsion était punie du maximum de six mois de prison par l'article 8 de la loi de 1849.

Ainsi encore, un individu titulaire de plusieurs condamnations pour vol, et poursuivi pour infraction à arrêté d'interdiction de séjour, pourra être déclaré en état de réci-

dive légale lorsque moins de cinq ans se sont écoulés depuis l'expiration de la dernière condamnation qui est devenue définitive antérieurement au fait qui a motivé la poursuite actuelle (1).

De même sera en état de récidive légale un individu condamné plusieurs fois pour vol et infraction à arrêté d'expulsion lorsque la condamnation antérieure à 1 an et 1 jour d'emprisonnement est devenue définitive au moment où se sont produits les faits qui motivent la présente prévention (2).

Cependant, dans ces cas, la récidive existera sous la réserve de l'application des conditions de spécialité exigées par l'article 58.

Il faut, pour appliquer l'article 58, qui fixe les conditions de l'état de récidive, qu'il y ait, de délit à délit, identité du délit antérieur avec le délit poursuivi, sauf certaines exceptions énoncées dans ledit article. Par conséquent les infractions à arrêté d'interdiction de séjour et le vagabondage sont de nature différente et ne peuvent être considérés comme équivalents l'un à l'autre au point de vue de la récidive (3).

Encore faut-il, si l'arrêt qui déclare en état de récidive légale un prévenu d'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour se fonde sur une condamnation antérieure pour le même délit, que cet arrêt mentionne la juridiction qui l'a prononcée et spécifie si la condamnation a été contra-

(1) C. Rennes 3 oct. 1935, Deveaux.

(2) C. Grenoble 27 sept. 1935, Oleich.

(3) Cass. crim. 26 juillet 1901, B. n° 216.

La spécialité n'est pas nécessaire pour la grande récidive correctionnelle, si le second terme est un crime. Le premier terme est toujours une condamnation pour délit à plus d'un an d'emprisonnement.

dictoire et si elle était devenue définitive à la date de la nouvelle infraction (1).

Pour rapprocher plus intimement les deux infractions aux arrêtés d'expulsion et aux arrêtés d'interdiction de séjour, on peut rappeler un arrêt de la Cour de Cassation qui a décidé (2) qu'en vertu des articles 58 du Code Pénal et 8 de la loi du 3 décembre 1849, tout contrevenant aux dispositions de cet article 8 qui se trouve en état de récidive doit être frappé de l'interdiction de séjour, sauf le cas où le bénéfice des circonstances atténuantes lui serait accordé.

Il n'y a pas incompatibilité entre cette peine et l'état d'étranger expulsé de France ; la situation de l'expulsé n'a rien de définitif, puisque, créée par l'autorité administrative, elle peut disparaître à chaque instant par la volonté de la même autorité.

SECTION V

RELÉGATION

Poursuivant le cours de ces explications relatives à la récidive, on est conduit à se demander si un individu coupable d'infraction à l'arrêté d'expulsion se trouvant dans les conditions édictées par la loi, est susceptible d'être relégué.

La loi de 1885 modifiée par la loi du 27 décembre 1916 a compris les condamnations pour infraction à l'interdiction de séjour au nombre de celles qui doivent être

(1) Cass. Crim. 20 août 1903. précité.

(2) Rej. Crim. 8 janv. 1885, préc. (J. de dr. crim. 1886, p. 228), B. cr. n° 14.

comptées pour la relégation dans les conditions prévues par l'art 4, 4° de la loi : « Seront relégués les récidivistes qui dans quelque ordre que ce soit et dans un intervalle de dix ans, non compris la peine subie, auront encouru les condamnations prononcées aux paragraphes suivants... 4°) sept condamnations, dont deux au moins prévues par les deux paragraphes précédents, et les autres, soit pour vagabondage, soit pour infraction à l'interdiction de résidence signifiée par application de la présente loi, à la condition que deux de ces condamnations soient à plus de trois mois d'emprisonnement... »

Cet article vient donc ajouter une nouvelle sanction, la relégation, à celle déjà établie par l'article 45 du Code Pénal. Aussi bien celui-ci devient une sanction inefficace et insuffisante lorsque le libéré entrant en lutte avec la Société, lui prouve, par ses révoltes continuelles qu'il ne veut pas en accepter les lois.

Cette aggravation de la condamnation pour rupture de ban a été justifiée en ces termes par M. de Verninac, dans son premier rapport au Sénat : « En allégeant, dans une large mesure, les charges qui découlent de la condamnation à la surveillance, nous avons cru inutile d'aggraver la répression en cas d'infraction à l'interdiction de résidence signifiée à ceux contre lesquels cette peine aura été prononcée, et nous avons assimilé la rupture de ban au vagabondage et à la mendicité simple, au point de vue de la relégation. Cette sévérité nouvelle nous est apparue comme la contre-partie nécessaire de la mesure de clémence que nous venions d'adopter ». M. de Verninac ajoute : Toutefois les condamnations pour infraction à l'interdiction de résidence, ne pourront compter en vue de la relégation, que lorsque cette interdiction aura été la conséquence d'une con-

damnation pour l'un des faits qui par eux-mêmes pourraient être punis de la relégation ». Cette restriction, formulée par le rapporteur de la loi devant le Sénat, ne figure pas dans le texte législatif.

Cette idée a été mise à juste titre en relief, car il est bien exact que, si l'infraction à l'interdiction de séjour, pas plus que le vagabondage, ne révèlent l'incorrigibilité du coupable, du moins il y a lieu de s'en préoccuper quand elle se rattache à des délits graves, et quand elle a été frappée à plusieurs reprises de peines élevées. On peut induire de ces deux circonstances la perversité du coupable, et se débarrasser ainsi par la relégation des délinquants d'habitude. On a vu comment, sans être des délits graves, l'infraction à l'interdiction de séjour, comme l'infraction à l'arrêt d'expulsion, peuvent ouvrir au même titre que le vagabondage, la route sur laquelle s'engagent les délinquants pour arriver jusqu'au crime : ces infractions le préparent, y entraînent presque fatalement et dès leur sortie de prison, les libérés commencent une nouvelle série d'aventures et de méfaits.

En ce qui concerne les étrangers expulsés, la relégation pourra aussi leur être applicable, comme déjà l'interdiction de séjour peut être prononcée contre eux. Il suffit seulement que l'Administration leur ait notifié les lieux interdits, à la suite du jugement qui a prononcé l'interdiction de résidence antérieurement à l'ordre d'expulsion.

Mais si on peut mettre en relief comment les infractions aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour comptent pour la relégation, il faut noter que l'interdiction ne peut être prononcée accessoirement à la peine de la relégation. Il y a incompatibilité entre deux peines dont l'une doit être perpétuellement subie, hors du territoire

français et dont l'autre ne peut être exécutée qu'en France, et au même moment (1).

A. — *Sur l'infraction à l'interdiction de séjour*

L'article 4, 4^e de la loi de 1885 complété par la loi de 1916 établit deux catégories : Dans la première, sur les sept condamnations, deux du moins doivent être prévues par les deux paragraphes précédents, c'est-à-dire par les paragraphes 2 et 3 (2).

A fortiori, il peut exister trois condamnations prévues par les paragraphes 2 et 3 et quatre pour vagabondage et infraction à l'interdiction de séjour.

S'il peut exister trois condamnations dans le premier cas, il ne peut y en avoir quatre, puisqu'alors on retombera dans l'application du paragraphe 3.

(1) Cass. part. Crim. 17 fév. 1893, B. n° 43.

Cass. Crim. 31 déc. 1897, B. n° 412.

Cass. part. Crim. 14 janv. 1897, B. n° 13.

Cass. part. Crim. 24 juillet 1897, B. n° 261.

Rej. Crim. 16 avril 1910, B. n° 197.

Cass. Crim. 16 juillet 1910, B. n° 386.

(2) Art. 4 : Seront relégués les récidivistes qui auront encouru :
« 1^o deux condamnations aux travaux forcés ou à la réclusion, sans qu'il soit dérogé aux dispositions des paragr. 1 et 2 de l'art. 6 de la loi du 30 mai 1854 (relatifs à la résidence aux colonies des condamnés aux travaux forcés ayant purgé leur peine). 2^o Une des condamnations énoncées au paragraphe précédent et deux condamnations soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour : vol, escroquerie, abus de confiance (*recel de choses obtenues à l'aide d'un vol, d'une escroquerie ou d'un abus de confiance*) outrage public à la pudeur, excitation habituelle des mineurs à la débauche, embauchage en vue de la débauche, assistance de la prostitution d'autrui dans les conditions ci-dessous spécifiées, vagabondage ou mendicité, par application des articles 277 et 279 du Code pénal; 3^o Quatre condamnations soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour les délits spécifiés au paragr. 2 ci-dessus... »

Mais, à ce moment, il ne faudra pas faire état d'une condamnation prononcée pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour. Celle-ci ne rentre pas dans la catégorie de celles pouvant être retenues pour application de cette disposition (1). On ne peut donc compléter le nombre de quatre condamnations exigé par le paragraphe 3 qu'au moyen d'une condamnation à 6 mois d'emprisonnement pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour, alors même qu'il s'agit d'appliquer à une prévenue la peine de 20 ans d'interdiction de séjour, substituée pour les femmes à la relégation par la loi du 19 juillet 1907 (2).

Quant à la seconde catégorie établie par le paragraphe 4, on doit exiger pour la former, les deux seuls délits de vagabondage et d'infraction à l'interdiction de séjour qui entrent aussi comme facteurs dans la supputation des sept condamnations prévues. Il n'y a même pas lieu de rechercher, comme le désirait M. de Verninac, à propos de quel délit l'interdiction a été originairement prononcée ; il devrait suffire que deux de ces cinq condamnations soient à plus de trois mois de prison (3). Des travaux parlementaires, relatifs à l'introduction, dans le paragraphe 4, de l'infraction à l'interdiction de résidence, comme de ceux qui les ont suivis, il résulte une équivalence entière entre les condamnations pour vagabondage ou infraction à l'interdic-

(1) Comp. Cass. part. Crim. 30 déc. 1915, B. n° 249.

Rej. et Cass. part. Crim. 31 octobre 1913, B. n° 482.

Rej. et Cass. part. Crim. 18 septembre 1913, B. n° 442.

Cass. part. Crim. 25 nov. 1899, B. n° 341.

(2) Rej. et Cass. part. Crim. 25 février 1916. Fontaine Marie-Louise, B. n° 49.

(3) Séance du 10 février 1885. Sénat Déb. parl. J. O. 11 février 1885, p. 102.

tion de séjour, et leur remplacement possible, sans limite, par des condamnations non supérieures à trois mois pour vol, escroquerie ou autres délits spécifiés. Le législateur a entendu réprimer la récidive spéciale qui se traduit par des condamnations pour vagabondage ou pour infraction à l'interdiction de séjour, délit qui est souvent la conséquence du précédent.

En résumé, les conditions suivantes doivent concourir : sept condamnations en tout ; de ces sept condamnations, quatre doivent être à plus de trois mois d'emprisonnement ou tout au moins trois, la quatrième étant une condamnation criminelle à la réclusion ou aux travaux forcés à temps ; toutes les condamnations correctionnelles à l'emprisonnement doivent être prononcées pour crimes, délits spécifiés et vagabondage simple ou infraction à l'interdiction de résidence ; la majorité des condamnations doit être prononcée pour vagabondage simple ou infraction à l'interdiction de résidence, la minorité comprenant les condamnations pour crimes et délits spécifiés ; enfin il est inutile que deux des cinq ou quatre condamnations de résidence soient supérieures à trois mois d'emprisonnement.

Mais il serait nécessaire d'après la jurisprudence pour l'application du paragraphe 4 de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 que, sur le total des sept condamnations retenues, quatre au moins soient à plus de trois mois d'emprisonnement, à savoir deux de celles prévues aux paragraphes 2 et 3, et deux autres prononcées pour vagabondage ou infraction à l'interdiction de séjour ou autres délits (1).

(1) Cass. part. Crim. 29 mars 1907, B. n° 160.

Cass. Crim. 12 avril 1907, B. n° 175.

Rej. Crim. 25 avril 1907, B. n° 194.

La Cour de Cassation admet en effet la substitution générale et absolue des condamnations pour délits spécifiés, aux condamnations pour vagabondage ou infraction à l'interdiction de séjour. Ainsi celles-ci peuvent être remplacées par des condamnations pour vol du même taux (1). La loi, a eu pour but de spécifier un minimum et non d'en limiter le nombre et par suite, lorsqu'il atteint un chiffre supérieur, il entraîne *a fortiori* la peine de la relégation (2). Une autre raison consistait dans la nécessité d'une répression rapide de la récidive.

Cependant, l'infraction à l'interdiction de séjour doit être comptée pour la relégation alors même qu'elle ne serait punie que d'une peine inférieure à trois mois et un individu peut ainsi être relégué. S'il a déjà subi deux condamnations à plus de trois mois pour vol, deux condamnations à plus de trois mois pour vagabondage, deux autres condamnations pour infraction à l'interdiction de séjour à moins de trois mois, s'il est repris une septième fois pour infraction à l'interdiction de séjour ou pour vagabondage, il encourra la peine de la relégation. Il n'est pas nécessaire que les deux condamnations à plus de trois mois pour infraction à l'interdiction de séjour soient les dernières l'ordre suivant lequel ces condamnations ont été prononcées importe peu : c'est ce qui résulte des travaux préparatoires (3).

(1) Cass. Crim. 25 juin 1886, B. n° 226, D. 1886-1-351.

Cass. Crim. 11 mars 1887 (Gaz. Pal. 1887-1-suppl. 88) B. n° 102

Rej. Crim. 24 nov. 1887, D. 88-1-187, B. n° 397.

Cass. part. Crim. 6 juillet 1893, D. 1896-1-271.

(2) Rej. Crim. 13 mars 1886, B. n° 109, S. 1886-1-332.

(3) L'amendement La Grange tendant à dispenser de la relégation les individus condamnés à une peine inférieure à trois mois fut repoussé (séance du 29 juin 1883, J. O. 30 juin 1883).

D'aucuns prétendent même que l'infraction à l'interdiction de séjour punie d'une simple amende doit être comptée pour la relégation (1). Mais cela ne semble pas possible, puisque le législateur raisonne sur la peine de prison, en précisant que par exception deux des condamnations prises en dehors du premier cas doivent être supérieures à trois mois d'emprisonnement. En outre la relégation étant prononcée à l'expiration de la peine principale, celle-ci ne peut consister en une amende.

4^e cas de relégation. - Tableau résumé

Sept condamnations, dont :

A. — Une condamnation aux travaux forcés ou à la réclusion et avec elle, une, ou sans elle, deux ou trois, à plus de trois mois d'emprisonnement pour délit spécifié ou à l'emprisonnement pour crime excusé ou atténué.

B. — Deux condamnations à plus de trois mois d'emprisonnement pour vagabondage simple ou infraction à l'interdiction de séjour ; mais, une pourrait être pour vagabondage qualifié, si le premier groupe n'était composé que de deux condamnations à plus de trois mois d'emprisonnement pour délits spécifiés.

C. — Trois ou deux condamnations à l'emprisonnement pour vagabondage simple ou infraction à l'interdiction de séjour ou non supérieures à trois mois pour vagabondage qualifié.

Si des divergences s'élèvent nombreuses sur le texte de l'article 19, en raison de sa rédaction défectueuse, elles ont existé en grand nombre aussi, tant en doctrine qu'en

(1) Garçon : Journal de Droit criminel 1885.

jurisprudence sur la question de savoir si les condamnations pour rupture de ban encourues avant la loi du 27 mai 1885 devaient être assimilées aux condamnations pour infraction à l'interdiction de séjour et comptées pour la relégation.

A certains il n'a pas semblé exact d'assimiler l'interdiction de séjour à l'ancienne peine de la surveillance, au point de vue de la relégation, étant donné que la surveillance étant déjà plus rigoureuse que l'interdiction, il ne fallait pas ajouter une peine plus forte à la peine de la rupture de ban, sous peine d'empirer rétroactivement la situation du condamné (1).

Cependant, partant de ce principe que l'ancienne surveillance de la haute police et l'interdiction de résidence ne diffèrent que par le mode de désignation des lieux où il est interdit au condamné de paraître, puisqu'elles sont prononcées pour les mêmes causes, dans les mêmes con-

(1) C. Paris 3 février 1886, S. 1886-2-73, Van der Haeghen.

C. Paris 8 avril 1886, D. 1886-2-63.

C. Orléans, 9 février 1886, D. 1886-2-59. Tatar.

C. Orléans 16 mars 1886. Gosset, (Berton, Code de la relégation, p. 381). La Cour ajoute même que, lorsqu'une condamnation à plus de 6 mois d'emprisonnement a été prononcée à la fois pour rupture de ban et pour vagabondage, une ventilation est impossible, et cette impossibilité profitant au prévenu, il n'y a pas lieu de prononcer la relégation. (En sens contraire de nombreux arrêts de la Cour de Cassation décident que la condamnation par son caractère indivisible s'attache à chacun des deux délits dont l'inculpé a été déclaré coupable, et qu'il suffit que l'un d'eux soit énuméré dans le cas de relégation qu'il s'agit d'appliquer et que le *quantum* a été atteint, quand celui-ci est nécessaire).

C. Rouen 2 mars 1889, D. P. 1890-1-140.

Doctrine dans ce sens : Villey (Note Sirey 1886-1-334) ; Sarrut (note D. P. 1886-2-50) ; Laborde, *la Loi* du 22 mai 1886, p. 479 ; Depeiges, *la loi sur les récidivistes*,

ditions, pour la même durée, et sous la même sanction, la Cour Suprême en a induit tout naturellement que l'interdiction de résidence visée au quatrième cas de relégation (§ 4 de l'art. 4) comprenait l'infraction au ban de surveillance. Et dès lors, les condamnations pour rupture de ban devaient compter pour la relégation au même titre que les condamnations pour infraction à l'interdiction de résidence (1).

Cette question n'a plus actuellement qu'un intérêt purement historique. S'il y a encore aujourd'hui des individus qui ont encouru des condamnations pour rupture de ban avant 1885, ils sont trop âgés pour encourir la relégation !

B. — *Sur l'infraction à l'arrêté d'expulsion*

Un grand intérêt existe au contraire dans l'examen de l'infraction à un arrêté d'expulsion.

La Cour de Cassation a annulé un arrêt qui prononçait la relégation, en faisant état d'une condamnation pour infraction à l'arrêté d'expulsion, parce que ce délit ne rentrait pas expressément dans la catégorie des infractions énumérées dans l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 (2).

Cependant celle-ci par la généralité de ses termes s'applique aux étrangers. La Cour de Paris avait bien déclá-

(1) Rej. Crim. 15 avril 1886, B. n° 150. Mocaër.

Cass. Crim. 26 juin 1886, B. n° 226 Tatar, préc.

V. dans le même sens (Montpellier 4 février 1886) Caluzac, S. 1886-2-273, D. P. 1886-2-62.

Cass. Crim. 21 juin 1889, D. P. 1890-1-140. et Berton, *op. cit.*, n° 179.

(2) Cass. *parte in qua* Crim. 1^{er} août 1896, Martin, B. cr. n° 257.

rè (1) que la relégation ne pouvait s'appliquer aux étrangers parce que la loi ne portait aucune stipulation particulière à leur égard ; s'il en était ainsi, ils seraient mieux traités que les malfaiteurs français, puisqu'ils pourraient, s'ils étaient expulsés, rentrer en France, y commettre de nouveaux crimes ou délits, en n'encourant que la sanction de l'expulsion. Mais presque en même temps le Tribunal correctionnel de la Seine devant qui comparaisait un bookmaker bonneteur titulaire de onze condamnations, jugeait que les étrangers sont relégables alors surtout, que de tels prévenus n'avaient pas été l'objet d'un arrêté d'expulsion pris contre eux en vertu de la loi de 1849, et n'étaient soumis qu'à une défense de séjour, prévue par l'article 19 de la loi de 1885 (2).

La question ne fait plus de doute depuis un arrêt de la Cour de Cassation du 5 mars 1886 (3). En effet, la loi du 27 mai 1885 étant une loi de police et de sûreté oblige tous ceux qui sont sur le territoire français : étrangers comme nationaux, elle les soumet tous aux pénalités qu'elle édicte, et le droit que donne au Gouvernement la loi du 3 décembre 1849 d'expulser du territoire français l'étranger dont la présence est un trouble à l'ordre social, ne fait pas obstacle à l'application de la relégation à celui qui a encouru cette peine accessoire : l'expulsion est en effet une simple mesure administrative sur laquelle le Gouvernement peut toujours revenir et qui, d'ailleurs peut être trop facilement violée par celui qui en est l'objet et qui a seulement la

(1) C. Paris, 14 janv. 1886.

(2) Tr. Corr. Seine 8 février 1886 (Berton, Code de la relégation. p. 439).

(3) Cass. Crim. 5 mars 1886. B. cr. n° 92. Lobodzinski, annulant l'arrêt de la Cour de Paris du 14 janv. 1886 précité.

frontière à franchir. En conséquence est nul l'arrêt, qui a refusé de prononcer la relégation contre un étranger ayant enfreint un arrêté d'expulsion, par ce motif que la qualité d'étranger, condamné pour cette infraction entraînait à l'expiration de la peine, la reconduite à la frontière.

Il n'y a donc aucune distinction entre les récidivistes de nationalité étrangère et ceux de nationalité française(1), et si l'article 8 de la loi de 1849 est conçu en termes impératifs, il en est de même de l'article 4 § 4 de la loi de 1885 : *lex posterior derogat priori*. Par suite comme la relégation est une peine perpétuelle (2), l'expulsion ne pourra pas être appliquée à celui qui la subit, à moins que cet individu ne vienne à en être dispensé ou relevé en vertu des articles 15 et 16 de la loi de 1885. Ce résultat se produira chaque fois que l'étranger sera simultanément frappé d'une peine perpétuelle principale pour un certain délit et d'une peine pour infraction à arrêté d'expulsion.

Si donc la relégation est applicable aux étrangers même s'ils ont été l'objet d'un arrêté d'expulsion, toutefois, dans la pratique elle est rarement réalisée. Il est plus simple et plus économique de les expulser.

(1) Dans le même sens : *Rej. Crim.* 2 juin 1893, B. n° 147. V. d'ailleurs *J. O.* 8 mai 1885. *Débats parlementaires* p. 862 : Le Gouvernement a ainsi la faculté soit d'expulser l'étranger, soit de le reléguer à l'expiration de sa peine.

Cf. aussi Desjardins : article dans *Le Droit* du 14 juillet 1886.

(2) *Crim.* 17 février 1893, B. n° 43.

SECTION VI

MODALITÉS SUSCEPTIBLES DE FAIRE DISPARAITRE
MOMENTANÉMENT OU DÉFINITIVEMENT
LES DÉLITS D'INFRACTION A L'ARRÊTÉ
D'INTERDICTION DE SÉJOUR
ET D'INFRACTION A L'ARRÊTÉ D'EXPULSION

I. — DISPARITION MOMENTANÉE DE L'INFRACTION

On vient de citer un cas où l'arrêté d'expulsion est susceptible d'être suspendu dans son exécution. Des modalités diverses peuvent en effet l'affecter, au même titre que l'arrêté d'interdiction de séjour et on arrive au résultat suivant : c'est que l'infraction à ces arrêtés, par suite des mesures de suspension qui sont ainsi prises, n'est juridiquement plus possible. Il n'y a plus d'infraction : l'état délicieux cesse. Il est donc intéressant de noter les causes qui font cesser, le cas échéant, la possibilité de l'infraction, puisqu'elles ont une influence, quoique négative, sur l'infraction elle-même.

A. — *Interruption de l'arrêté*

Aucune poursuite ne peut avoir lieu contre un individu qui a vu rapporter l'arrêté d'expulsion dont il était l'objet par le Ministre de l'Intérieur : si une Cour prononce la condamnation d'un tel individu pour infraction à l'arrêté d'expulsion, l'arrêté ayant été rapporté, le fait ser-

vant de base à l'arrêté n'est pas punissable et il y a lieu à cassation sans renvoi (1).

Souvent l'arrêté était rapporté parce que l'intéressé était Français aux termes de l'art. 8 § 1, ancien du Code civil. Mais le rapport est possible aussi, lorsque l'étranger justifie la faveur, qui lui a été faite, de rester en France malgré l'arrêté pris contre lui. En effet, l'infraction ne cesse pas seulement dans le cas où l'arrêté disparaît complètement : elle peut cesser momentanément, sauf à reprendre ultérieurement son caractère punissable.

Dans ce cas, il ne s'agit pas d'une mesure de faveur : l'individu condamné à l'interdiction de séjour subit une peine d'emprisonnement pour de nouveaux délits : l'exécution de cette peine interrompt la durée de l'interdiction de séjour. Autrefois il n'en était pas toujours ainsi (2) : il y avait interruption alors même que le nouveau délit consistait dans le fait par le condamné, d'enfreindre la surveillance dont il était l'objet, c'est-à-dire de commettre une rupture de ban. Ces solutions sont aujourd'hui abandonnées (3), avec d'autant plus de raison qu'elles ne constituaient pas une règle générale.

Ainsi il avait été jugé que l'exécution d'une nouvelle peine interrompait celle de la surveillance qui ne reprenait qu'ensuite son cours (4). Il en est de même aujourd'hui pour l'interdiction de séjour. Cette jurisprudence a un grand intérêt pour déterminer les moments où le condam-

(1) Cass. sans renvoi Crim. 23 janv. 1914, B. n° 52. V. aussi Cass. sans renvoi Crim. 7 août 1891, B. n° 169.

(2) C. Saïgon, 31 août 1895. S. 97-2-118.

(3) C. Grenoble, 19 nov. 1909, D. P. 1911-2-157.

(4) Cass. Crim. 5 sept. 1840, S. 40-1-826.

Cass. ch. réunies, 19 mai 1841. S. 41-1-510.

C. Lyon, 6 février 1840, S. 41-2-644.

né n'est plus sous le coup de l'arrêté d'interdiction et « la remise en vigueur » de cet arrêté. Mais lorsque le libéré condamné à l'interdiction est arrêté préventivement, il exécute en prison la peine accessoire de l'interdiction de séjour, puisqu'en règle générale, il est réputé exécuter les peines d'emprisonnement qu'il peut avoir précédemment encourues (1). Si l'exécution de l'interdiction de séjour est suspendue pendant l'exécution de la peine nouvelle, elle ne l'est pas pendant la détention préventive qui précède cette condamnation.

L'administration a cru à un moment que la transportation édictée par le décret du 8 décembre 1851 interrompait la surveillance ; la Cour de Cassation a rejeté cette prétention : la transportation ainsi définie n'est qu'une application plus étendue de la surveillance de Haute Police (2).

B. — *Suspension de l'arrêté*

Si l'interruption des effets de l'arrêté ne profite pas, en règle générale, au condamné, par contre la suspension lui est profitable.

Il n'y avait pas infraction lorsque le condamné se présentait dans les localités interdites, ou dans quelques-unes seulement, avec une autorisation du Ministre de l'Intérieur. Si l'autorisation ne comportait pas de délai, c'était presque

(1) Blanche, t. 1, n^{os} 133 et 205. La détention préalable n'est en effet qu'une mesure de police, et l'inculpé doit y être soustrait dès qu'elle peut être remplacée par l'emploi d'une mesure qui lui est profitable comme l'exécution d'une peine temporaire.

Pascaud : Imputation de la détention préventive sur la durée de la peine. Rev. crit. 1885, p. 248.

(2) Rej. Crim. 22 janvier 1863, S. 63-1-272.

une remise de peine, sans rien de définitif ; la mesure pouvait toujours être rapportée et l'arrêté qui y mettait fin faisait revivre l'arrêté d'interdiction.

Plus tard est intervenue une décision prise entre le Garde des Sceaux, le Ministre de la Guerre et le Ministre de l'Intérieur, suivant laquelle il était décidé que l'article 45 du Code Pénal et l'article 19 de la loi de 1885 ne sauraient mettre obstacle à l'accomplissement des obligations militaires incombant aux condamnés libérés interdits de séjour. Dans ce cas, l'ordre régulier d'appel ou le livret militaire doit tenir lieu de sauf-conduit et remplacer l'autorisation (1) ; c'est ainsi qu'un arrêté d'interdiction de séjour pris par le Gouverneur de la Cochinchine est suspendu pendant un mois pour permettre à l'intéressé de se rendre dans telle ville interdite pour régulariser sa situation au point de vue de l'impôt personnel (2).

La suspension doit bénéficier au condamné dans la computation de la durée de sa peine. Celle-ci n'étant pas prorogée, le temps où l'interdit pourra commettre une infraction à l'interdiction, sera réduit d'autant.

Aux termes de l'article 3 du décret du 30 octobre 1935, l'interdiction de séjour ne pourra être suspendue par mesure administrative que sur l'avis conforme d'une commission. Toutefois, en cas d'urgence, l'autorisation provisoire de séjourner dans une localité interdite pourra être accordée au condamné dans certaines conditions.

Des demandes sont ainsi continuellement faites en vue d'obtenir la suspension des effets de l'arrêté ; elles sont encore plus fréquentes en matière d'expulsion. Il peut être

(1) Circ. du Garde des Sceaux du 15 mai 1888.

Circ. Min. Int. 27 mars 1888. J. des Parq. 1888, p. 44.

(2) C. Saïgon, 13 août 1935, Ly-Van-Minh.

ensuite permis à l'étranger de rentrer en France et d'y demeurer pendant un certain délai. Cette autorisation temporaire de séjour, révocable *ad nutum* est renouvelable.

Très souvent ces demandes d'autorisation de séjour sont le prétexte d'infractions. Une fois qu'elles sont accordées, l'intéressé en demande le renouvellement, et s'il arrive que l'autorisation lui soit refusée, après lui avoir été donnée pendant quelques années, il ne quitte cependant pas la France où ses habitudes sont ancrées. Au moment de son arrestation il allègue alors qu'il se préoccupe de faire les démarches nécessaires aux fins d'obtention de son permis de séjour.

Un individu, en état d'infraction à l'arrêté d'expulsion, a pu même présenter au Tribunal une lettre de la Préfecture de Police qu'il venait de recevoir et qui le convoquait à la suite de sa demande. Sur cette lettre, était inscrite la mention : « convocation à la suite de la démarche en vue de permis de séjour ».

Le Tribunal, passant outre, condamna le délinquant pour infraction à l'arrêté d'expulsion. L'intéressé, n'ayant pas interjeté appel dans les délais, demanda au Procureur Général d'user de son droit l'appel. Celui-ci, à juste titre rejeta sa requête, car on ne pouvait préjuger de la décision de la Préfecture de Police, décision qui était susceptible aussi bien d'accorder l'autorisation de séjour que de la refuser, la convocation laissant le champ libre à l'une ou l'autre des hypothèses.

C. — *Sursis à l'exécution de la mesure*

Il peut d'ailleurs arriver que l'arrêté soit suspendu avant même d'avoir été exécuté. En raison des circonstances exceptionnelles, l'individu contre qui l'arrêté est intervenu

reçoit pareillement une autorisation de séjour. Lorsque l'expulsion a été ordonnée par le Ministre, c'est lui-même qui accorde ce sursis, mais le Préfet peut aussi, sauf ratification ministérielle, accorder un sursis de trente jours, renouvelable si la décision du ministre n'intervient pas dans ce délai.

On peut imaginer combien les autorisations de séjour étaient fréquentes, et comment même le fait de ne pas la demander pouvait devenir un juste sujet de griefs contre les intéressés (1).

Les expulsés doivent solliciter des autorisations pour pouvoir se présenter à l'audience du Tribunal saisi d'un litige les intéressant.

Un nommé P... expulsé de France avait fait opposition à un arrêt de défaut le condamnant pour émission de chèques sans provision ; il demanda, en conséquence au Ministre de l'Intérieur, un sursis à l'exécution de la mesure qui l'expulsait, pour se présenter devant la Cour ; par l'intermédiaire de la Chancellerie, le Ministre de l'Intérieur obtint des renseignements auprès du Procureur Général sur cette affaire, en même temps que son avis estimant la présence de l'inculpé nécessaire à l'audience fixée à telle date. Ainsi documenté, le Ministre autorisa le nommé P... à résider sur le territoire jusqu'à la date à laquelle la Cour devait statuer sur l'affaire.

Souvent c'est le Préfet qui demande lui-même l'avis du Parquet sur l'opportunité de la présence d'un inculpé expulsé, à une audience le concernant.

Les époux S... déjà expulsés, avaient été relaxés. Le Procureur de la République ayant relevé appel de la déci-

(1) *Rej. Crim.* 15 nov. 1934, préc.

sion, ceux-ci obtinrent un sursis à l'exécution de l'arrêté, parce que la Cour estima opportun de recevoir leur témoignage, et le Procureur Général répondit au Préfet dans ce sens.

Par contre, il est certain qu'il existe des abus en ce qui concerne les délivrances de sursis. On en a eu la preuve à une audience de la Cour d'Assises (1) où se sont révélées des tractations assez louches qui paraissent fréquentes. Le sieur Volberg avait été l'objet d'une mesure d'expulsion en 1928 sur rapport du Commissaire chargé des étrangers à la Préfecture de Police. L'expulsion avait été décidée parce que le sus-nommé, à la suite de dettes d'hôtel n'avait pas de moyens d'existence, et était interdit de jeu. Celui-ci, ses dettes réglées, demanda un sursis qui lui fut accordé pour la durée de deux mois. C'est alors qu'une personne lui déclara que moyennant 12.000 francs elle se faisait fort de faire rapporter l'arrêté (2). C'est d'ailleurs un fait connu que beaucoup d'individus rôdent autour des étrangers pour leur faire obtenir cette faveur.

Mais en règle générale, lorsqu'une demande de renouvellement de sursis arrive régulièrement à la Préfecture, une nouvelle enquête est effectuée. Comme celle-ci dure une quinzaine de jours, et que bien souvent, le sursis expire auparavant, un nouveau sursis est accordé par le Préfet de Police, *proprio motu*, pour permettre d'achever l'enquête ; c'est une tolérance de fait que de laisser ainsi le

(1) Audience du 29 octobre 1935. Affaire Bonny-Volberg.

(2) Volberg dénonça ces agissements à la police qui lui fit donner à la personne en question plusieurs rendez-vous surveillés de loin par des inspecteurs de la sûreté. Aux dires de témoins, l'inspecteur Bonny n'aurait pas été étranger à cette affaire équivoque.

Préfet prendre sous sa responsabilité une mesure de sursis, contrairement même à l'avis du Ministre de l'Intérieur.

Au Mexique, le Tribunal qui ordonnerait de surseoir à une expulsion, quand l'exécutif a fait usage de son pouvoir, ferait obstacle à l'exécution de la loi et permettrait de nuire à la Société et à l'Etat (1).

D. — *Sursis à l'exécution de la peine*

Mais il ne faut pas confondre ce sursis à l'exécution de l'expulsion, avec la possibilité d'accorder en vertu de la loi du 26 mars 1891 un sursis à l'exécution de la peine prononcée pour infraction aux arrêtés d'expulsion ou d'interdiction de séjour. La loi Bérenger s'applique indubitablement aux infractions prévues par les lois spéciales (2).

Les articles 1 et 2 de la loi de 1891 impliquent que le sursis à l'exécution de la peine peut être ordonné seulement en ce qui concerne l'amende et l'emprisonnement ; le sursis ne s'applique pas à l'interdiction de séjour : en effet, il résulte des travaux préparatoires de la loi du 26 mars 1891, que, sans se préoccuper de la nature de l'infraction, le législateur s'est uniquement attaché au caractère de la peine prononcée, pour déterminer les cas où le sursis à l'exécution serait applicable.

(1) Cour Suprême du Mexique, 19 janv. 1918. R. d. i. p. 1920, p. 182.

(2) La Cour de Cassation l'a spécifié, en précisant que cette loi ne s'appliquait pas aux condamnations à des amendes fiscales qui sont moins des peines que des réparations civiles attribuées au Trésor. Cass. Crim. 22 déc. 1892. S. 93-1-103. D. 93-1-157.

C. Alger, 4 mai 1901, S. 1903-2-297. D. 1903-2-143.

C. Amiens, 3 janv. 1903. S. 1904-2-36.

Tr. corr. Lyon, 23 juin 1904. S. 1904-2-319.

Or, le sursis à l'exécution de la peine ne peut être appliqué à l'interdiction de séjour, même quand le bénéfice du sursis a été accordé en ce qui touche l'emprisonnement. Dans ce cas, le point de départ de l'interdiction doit être fixé au jour où la condamnation est devenue irrévocable (1).

Ce que peut faire l'Administration c'est de surseoir à l'exécution de l'interdiction, et si cette rigueur n'en diminue pas la durée, elle en fait du moins reculer le point de départ. Le Tribunal pourrait aussi, comme cela s'est déjà produit (2), prononcer l'interdiction de séjour en en subordonnant l'existence « au cas où l'intéressé subirait sa peine ».

C'est ainsi que le fait punissable, constitué par les infractions à l'arrêté d'expulsion ou à l'arrêté d'interdiction de séjour, peut disparaître momentanément ; il disparaît définitivement dans certaines circonstances.

II. — EXTINCTION DE L'INFRACTION

Ce sont celles qui, en effaçant le délit, plus ou moins radicalement, empêchent le condamné de tomber sous le coup de la loi.

A. — *L'amnistie*

L'arrêté d'interdiction de séjour pris en exécution d'une condamnation effacée ultérieurement par une loi d'amnistie cesse d'être en vigueur dès la promulgation de cette loi, puisque l'amnistie anéantit cette condamnation avec toutes ses conséquences pénales. Dès lors, doit être cassée sans renvoi la décision prononçant une condamna-

(1) Rej. Crim. 20 mars 1909, B. Cr. n° 181.

Cass. Crim. 5 juillet 1907, B. cr. n° 298.

(2) Tr. corr. de la Seine, 9 février 1906,

tion pour une prétendue infraction audit arrêté commise après la promulgation de la loi d'amnistie (1).

De même la réhabilitation qui fait cesser toutes les incapacités que la condamnation entraîne, met fin à l'interdiction de séjour, et oblige les étrangers condamnés en France à suivre la même procédure que les condamnés français. Ceux-là doivent donc remplir les conditions de résidence exigées par la loi, et, un arrêté d'expulsion ne saurait créer en leur faveur un droit exceptionnel (2). La réhabilitation ne peut naturellement pas être demandée si l'intéressé a rempli les conditions de résidence, en enfreignant l'arrêté dont il avait été l'objet. Il faudrait pour réaliser ces conditions que l'arrêté soit rapporté, ou que le renouvellement des permis de séjour permette l'observation de la loi.

B. — *La grâce*

Si l'arrêté est rapporté, c'est en somme pour l'expulsé l'équivalent de la grâce pour un condamné. Mais il se peut que des étrangers soient graciés pour les condamnations qu'ils ont encourues, sous condition d'expulsion ; c'est ce qui s'était produit pour 271 individus, condamnés, après 1870, à la suite de faits insurrectionnels. Un décret général du 10 juillet 1880, ayant prononcé leur grâce absolue, sans expulsion, des instructions furent adressées (3), pour que

(1) Cass. Crim. 21 juillet 1932. D. H. 1932, p. 462.

(2) Rej. Crim. 20 juin 1919, B. n° 136. L'intéressé tentait de se prévaloir d'un cas de force majeure, parce que l'accès du territoire lui était interdit depuis 1909. Mais si la réhabilitation n'est pas refusée en France pour le seul fait de son extranéité, du moins ce bénéfice échappe-t-il à l'individu lorsqu'il ne remplit pas les conditions imposées et celui-ci est mal venu à présenter des certificats de bonne conduite délivrés par les autorités italiennes et par les agents consulaires de France et d'Italie.

(3) Circulaire Min. Intérieur 11 avril 1881.

ceux-ci ne soient pas recherchés pour infraction à l'arrêté d'expulsion.

Si la grâce est accordée, il n'y a plus d'infraction possible. Cependant si le libéré a été gracié, il n'a pas le droit de circuler partout. La grâce peut porter soit sur la peine principale, soit sur la peine accessoire, soit sur les deux. Dans ce dernier cas, le condamné est libre de toute entrave, au même titre que si, ayant purgé sa peine principale et n'ayant plus à subir que sa peine accessoire, il avait obtenu remise spéciale de cette dernière peine (1). S'il a été fait seulement remise de la peine principale (2), le gracié, dans le silence des lettres de grâce à l'égard de la peine accessoire, devra rester soumis à l'arrêté d'interdiction de séjour, auquel il ne devra pas contrevenir (3).

(1) L'interdiction peut faire directement l'objet d'une mesure de grâce, et *a fortiori* de réduction. Aux termes de l'art. 48 du C. Pén. « la surveillance pourra être remise ou réduite par voie de grâce, elle pourra être suspendue par mesure administrative ». Depuis la loi de 1874, la grâce est venue soustraire le libéré à l'hypothèse d'une rupture de ban, semblable sous ce point de vue à la réhabilitation et à l'amnistie.

(2) L'art. 46, § 4 a tranché la difficulté, en décidant que « tout condamné à des peines perpétuelles qui obtiendra remise de sa peine, sera, s'il n'en est autrement disposé par la décision gracieuse, de plein droit, sous la surveillance de la haute police (en état d'interdiction de résidence) pendant vingt ans ».

(3) L'article 41 ne donne pas aux juges qui condamnent à la peine perpétuelle la faculté de réduire ou de supprimer la surveillance de haute police pour le cas de remise ou de commutation de peine, pas plus qu'il ne leur impose l'obligation de la prononcer. Il faudrait considérer comme non avenue, par application de l'art. 50 C. P. toute disposition de l'arrêt de condamnation qui ferait mention de la surveillance. En effet les magistrats ne peuvent, sans excès de pouvoir, régler une éventualité qu'il ne leur appartient pas de prévoir et qui dépend uniquement de l'initiative du Gouvernement (Garraud, Droit pénal 3^e éd., t. 2, p. 316 en note).

C. — *La prescription*

Cependant une question reste encore en suspens L'interdiction de séjour ayant une durée fixée par la loi ou par le jugement ou arrêt de condamnation dans les limites de la loi, et l'interdit restant pendant cette durée sous le coup de l'arrêté qu'il ne devra pas enfreindre, en est-il affranchi, lorsqu'il a prescrit la peine principale, entraînant l'interdiction de résidence ?

La doctrine, la jurisprudence, puis la loi sont tombées d'accord pour ne pas relever le condamné, par la prescription de la peine accessoire (C. Pénal art. 48 §§ 2, 3, 4). Ce serait peu rationnel que l'extinction de la peine principale fût plus efficace que la grâce ou l'exécution de la peine.

Mais si la peine principale a été subie, remise ou prescrite, la prescription pourra-t-elle atteindre isolément l'interdiction de séjour ? Avant 1874, la surveillance étant perpétuelle, la question ne se posait pas (1).

Actuellement l'interdiction de séjour est une peine temporaire ; elle pourrait donc se prescrire (2). Mais cette

(1) *Rej. Crim.* 31 janv. 1834, S. 34-1-490.

Trib. Reims 11 nov. 1868. *Journal de Dr. crim.* 69-337.

(2) On a soutenu à cet égard que si la peine principale, peine correctionnelle, a été subie, remise ou prescrite; la peine accessoire se prescrit par le délai de 5 ans à partir du moment où la peine principale est prescrite (*Lyon* 4 juin, S. 67-2-15, *Nîmes* 7 juin 1866, S. 67-2-15). Si, au contraire la peine principale ultérieurement remise ou prescrite était une peine perpétuelle, le condamné se trouve de plein droit soumis à l'interdiction de séjour pendant 20 ans à partir du moment où la peine principale est purgée. Mais à l'expiration d'une nouvelle période de 20 ans, la peine accessoire pourra être prescrite, si par suite de la tolérance ou de l'ignorance de l'administration, le libéré a résidé de façon continue, en infraction à l'arrêté pris contre lui, dans l'une ou successivement dans plusieurs des localités interdites (*Blanche*, t. 1, n° 208).

théorie est difficile à admettre. La peine consiste dans la faculté donnée à l'Administration d'interdire au libéré certaines régions ; les mesures d'exécution sont inutiles, les effets de l'interdiction se produisent de plein droit. L'imprescriptibilité de cette peine est d'autant moins douteuse que la peine consiste seulement dans la simple défense de paraître dans certaines localités fixées dans l'arrêté ; or, la question de prescription implique le séjour du libéré pendant cinq ans dans une localité qui lui serait interdite. Il serait inadmissible de laisser acquérir le droit de séjour, par la désobéissance continue à l'arrêté d'interdiction, par ces infractions répétées, mais non réprimées. La prescription ne peut s'appliquer qu'aux peines susceptibles d'actes matériels, positifs, d'exécution sur la personne ou sur les biens, ce qui exclut l'interdiction de séjour. Enfin le libéré qui a rompu son ban commet une série de délits qui se perpétuent et se renouvellent chaque jour, si bien que l'état permanent de délit flagrant où il se trouve placé, met obstacle à la prescription.

Cependant la prescription peut jouer : un condamné à l'interdiction s'est rendu dans une localité interdite, puis a résidé dans un lieu autorisé. Si trois ans s'écoulent à partir du moment où l'état délictueux a cessé, il ne pourra plus être poursuivi de ce chef. Il y a *prescription de l'action publique* (1). Le raisonnement est identique, eu égard à l'expulsé.

Si la prescription peut en matière d'infraction à l'expulsion éteindre l'action publique, on comprend mal qu'elle puisse éteindre la peine à laquelle a été condamné le contrevenant.

(1) Rej. Crim. 18 juin 1874, S. 75-1-140, D. 75-1-88.

Souvent, un individu est de bonne foi, et est arrêté en état d'infraction à l'interdiction de séjour parce qu'il ignore le point de départ de l'interdiction pour l'imputer sur la durée : ce sera tout au plus, pour lui, une excuse à invoquer, comme moyen de défense, parmi ceux qui lui sont offerts.

CHAPITRE III

Possibilités de défense accordées à l'individu condamné pour infraction à l'arrêté d'expulsion ou pour infraction à l'interdiction de séjour

On en arrive ainsi à considérer les moyens dont dispose un délinquant condamné pour infraction à l'expulsion ou à l'interdiction de séjour, en vue de se défendre contre les poursuites dirigées contre lui.

A. — Evolution des voies de recours.

Obligation d'enfreindre l'arrêté d'expulsion pour justifier de son droit

Il est inutile de s'étendre sur la possibilité des recours contre l'arrêté lui-même. A ce sujet, ce qui a pu être remarquable, c'est l'obligation où se trouvait placé l'individu, d'enfreindre l'arrêté, pour en démontrer l'inapplicabilité.

La défense du prévenu poursuivi pour infraction à l'arrêté d'expulsion et qui excipe de l'illégalité de cet arrêté, n'est pas une voie de recours puisque c'est au moment

où cet individu est poursuivi qu'il fait valoir cette exception d'illégalité. Et les auteurs sont unanimes à déclarer qu'il est contraire aux principes du droit moderne et au respect de la liberté individuelle qu'une personne soit obligée de subir l'emprisonnement pour faire valoir ses droits.

Lorsque l'individu comparaît devant les tribunaux correctionnels, ceux-ci ont le droit, on le sait, de vérifier la légalité de l'arrêté d'expulsion et notamment la nationalité du prévenu poursuivi pour infraction à l'arrêté d'expulsion(1). Aussi était-il regrettable que l'intéressé contre lequel est pris un arrêté d'expulsion et qui prétend être Français n'eût pas d'autres moyens à sa disposition que de se faire arrêter pour pouvoir poser la question de la légalité de son expulsion devant le Tribunal correctionnel(2). Cette voie de recours est vicieuse, puisque l'individu est forcé de se rendre coupable d'un délit, et de demeurer plus ou moins longtemps en état de détention préventive. Cependant l'exception d'illégalité a été très longtemps la seule voie de re-

(1) V. *supra* p. 74. Il en est de même pour l'infraction à l'interdiction de séjour, au cas par exemple où l'arrêté aurait été pris par une autorité incompétente.

(2) C'est ainsi que le nommé Gillebert résista à l'arrêté d'expulsion, afin de faire juger la question de nationalité. La Cour de Paris avait repoussé au fond, l'exception du prévenu en en admettant la recevabilité. La Chambre criminelle admit la qualité de Français du requérant.

C. Paris, 11 juin 1883 et Cass Crim. 7 déc. 1883. D. 1884-1-210.

V. aussi Cass. 7 janv. 1882, S. 83-1-143; 30 juin 1882, S. 83-1-144.

C. Alger, 26 octobre 1899, Cl. 1900-793. Tr. Nice 23 mai 1900, Cl. 1902-615.

C. Alger, 30 janv. 1902. Rej. Crim. 28 mai 1903, préc.

C. Paris, 27 mai 1896, Cl. 97-134.

cours, avant que le Conseil d'Etat n'admette le recours pour excès de pouvoir (1).

L'autorité judiciaire, saisie d'une poursuite contre un étranger pour infraction à un arrêté ministériel lui enjoignant de quitter le territoire français, est toujours compétente pour statuer sur tous les moyens de défense invoqués par le prévenu et notamment sur le moyen tiré de ce que l'arrêté ministériel serait illégal.

Mais le Conseil d'Etat est compétent, lorsqu'il n'y a pas de poursuite, et l'intéressé n'est pas obligé de commettre une contravention à l'arrêté ; le recours pour excès de pouvoir est recevable, dans une mesure restreinte d'ailleurs, puisque l'individu ne peut contester le bien-fondé, au point de vue des motifs (2), de la mesure dont il a été frappé. D'ailleurs le recours de plein contentieux en dommages-

(1) Cass. 25 août 1864. C. E. 7 juin 1865.

Cass. Crim. 21 août 1874, S. 1875-1-483.

C. E. 14 mars 1884, Morphy, S. 86-3-2, D. 85-3-9.

« Le recours pour excès de pouvoir est le seul efficace au cas où l'arrêté d'expulsion n'étant pas exécuté, l'intéressé voudrait néanmoins le faire annuler pour ne pas s'exposer à son application imprévue en soutenant par exemple qu'il a été incompétemment pris par un préfet d'un département non frontière et également au cas où l'intéressé aurait été expulsé et ne pourrait pas matériellement rentrer en France » (Concl. Le Vasseur de Précourt dans l'arrêt Morphy). Le Conseil d'Etat étant incompétent pour juger ces questions d'état, doit statuer pour permettre à l'autorité judiciaire de se prononcer sur la question de nationalité. V. cependant C. E. 14 mars 1890, Cl. 1891, p. 202.

(2) Il n'existe pas de recours sur l'opportunité d'un arrêté d'expulsion (C. E. 4 janv. 1918, S. 1924-3-9) ; celui-ci n'a pas à être motivé ; sans être un acte de gouvernement, c'est une mesure de haute police, rentrant dans le pouvoir discrétionnaire de l'autorité administrative. L'étranger peut aussi faire appel à l'intervention parlementaire, surtout si l'expulsion a un caractère politique.

intérêts est même recevable (1) sans que le Conseil d'Etat puisse, pas plus que les tribunaux judiciaires, connaître des motifs de l'expulsion (2). L'évolution a été lente et il a été jugé que l'individu expulsé n'est pas recevable à former un recours pour excès de pouvoir au cours d'une poursuite pour infraction à l'arrêté d'expulsion intentée contre lui, quand il peut faire reconnaître par le tribunal correctionnel l'illégalité de l'acte qui lui fait grief (3).

Cependant il n'est ni juridique, ni équitable d'exiger que la partie soit réduite à la défensive devant le juge de répression au lieu de prendre l'offensive devant le juge administratif (4).

Toutes ces voies de recours du droit interne (5) intéressent notre étude par l'obligation dans laquelle se trouvait originairement l'intéressé de commettre une infraction à l'arrêté d'expulsion pour faire reconnaître son droit. Ainsi donc les sanctions d'une expulsion illégale, vexatoire ou arbitraire n'offraient aux intéressés, à l'origine, que la seule voie de l'exception d'illégalité. L'indication de

(1) Des dommages-intérêts peuvent être alloués en cas d'expulsion injustifiée ou illégale, mais un Tribunal n'a pas compétence pour connaître d'une action en dommages-intérêts fondée sur la fausseté des motifs allégués (Tr. Seine 10 avril 1878, Cl. 1878, p. 495). L'avantage de la procédure devant le Conseil d'Etat consiste dans la possibilité d'obtenir, en même temps qu'une indemnité, l'annulation de l'arrêté d'expulsion.

(2) C. E. 26 déc. 1922.

(3) C. E. 14 mars 1884 préc.

(4) Laferrière, t. 2, p. 480.

(5) Dans l'article consacré, par M. de Boeck, à l'expulsion, dans le Recueil des Cours de l'Académie de droit international (1927, t. 18) un chapitre a trait aux sanctions actuelles et éventuelles de l'expulsion dans le droit international et à la possibilité d'un recours direct devant une juridiction internationale.

cette procédure était nécessaire avant d'aborder l'étude des voies de recours que possède le condamné pour infraction à l'expulsion ou à l'interdiction de séjour.

B. — *Voies de recours contre la décision judiciaire*

1. *Appel.*

Les voies des recours de droit commun sont offertes à tous ceux qui sont condamnés pour infraction à l'interdiction ou à l'expulsion. Il faut seulement déplorer que les individus ralentissent le cours de la Justice en faisant si souvent appel de la décision qui les a condamnés ; ils se réservent ainsi, en restant sous le régime préventif plus doux de la prison, la faculté de se pourvoir en cassation, sauf à voir leur peine augmentée devant la Cour d'appel. Celle-ci en général, et surtout à l'égard des récidivistes, confirme le jugement sur la déclaration de culpabilité, sur la qualification légale des faits, leur matérialité, mais en raison des mauvais antécédents de l'inculpé, élève la peine d'emprisonnement (1).

Il arrive assez fréquemment qu'un individu ignorant des délais, laisse passer la date limite, en deçà de laquelle il aurait pu interjeter appel. Aussi s'adresse-t-il au Procureur Général pour lui demander de bien vouloir user de son droit d'appel plus étendu. Il ne se passe guère de semaine, sans que parvienne aux Parquets Généraux une demande de ce genre. Quelquefois même c'est le Procureur de la

(1) C. Grenoble 27 sept. 1935, préc.

C. Rennes 3 octobre 1935, préc.

C. Nancy, 3 octobre 1935. Jeanmougin.

République qui transmet une telle requête à son chef hiérarchique, en faveur d'un individu condamné pour infraction à l'interdiction de séjour ou à l'expulsion.

Ainsi un certain Ben Brahim avait été arrêté comme contrevenant à un arrêté d'expulsion pris contre lui, et à lui notifié, du moins d'après ce qui résultait du procès-verbal de police. Le Tribunal avait cru devoir condamner le prévenu sans que la preuve de la notification eût été rapportée par le versement au dossier du procès-verbal de notification. Or, il résultait de pièces parvenues ultérieurement, que si l'arrêté avait été bien pris, le procès-verbal de notification de cette mesure ne figurait pas au dossier de l'intéressé. Dans ces conditions, il semblait à juste titre au Parquet que la preuve du délit d'infraction à l'arrêté d'expulsion n'était pas rapportée. En conséquence, le Procureur Général fit dans les deux mois appel de la décision incriminée.

2. Pourvoi dans l'intérêt de la loi.

Il arrive même, rarement d'ailleurs, que le Garde des Sceaux charge le Procureur Général près la Cour de Cassation de déférer à la Chambre criminelle une décision portant condamnation pour infraction à un arrêté d'expulsion ou à un arrêté d'interdiction de séjour et d'en requérir l'annulation, tant dans l'intérêt de la loi que du condamné.

Pour en citer un exemple, le Tribunal correctionnel du Havre avait condamné le 11 septembre 1934, le nommé B... à un mois d'emprisonnement pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour, pris contre lui le 23 avril 1934, à la suite d'une condamnation à un mois d'emprisonnement

et cinq ans d'interdiction de séjour prononcée pour vagabondage par le Tribunal de la Seine, le 22 mars 1930.

Or, le délit de vagabondage retenu contre B... par cette décision du Tribunal de la Seine ayant été amnistié par la loi du 26 décembre 1931, le sus-nommé se trouvait définitivement libéré de la peine accessoire de l'interdiction de séjour. La condamnation du chef d'infraction à cette interdiction, prononcée par le tribunal du Havre apparaissait donc, dans ces conditions, comme manquant de base légale, et le jugement du 11 septembre 1934 devait être considéré comme ayant été rendu en violation des dispositions de la loi d'amnistie.

Souvent des problèmes fort délicats se posent, lorsqu'un jugement a acquis un caractère définitif. Un nommé M... avait été condamné à 1 mois de prison pour infraction à un arrêté d'expulsion (1). N'ayant pu faire appel dans les délais légaux, il sollicitait en termes « flous » et vagues sa réhabilitation en vertu de l'art. 620 du code d'Instr. crim. par une requête adressée au Parquet.

Les faits s'étaient passés de la façon suivante : interpellé par la police le 17 novembre 1934 sur un chantier, M... déclara que son récépissé de carte d'identité se trouvait à la Préfecture de Seine-et-Oise. Une vérification, effectuée aux sommiers judiciaires a alors révélé qu'il faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion régulièrement notifié du 26 mai 1933. Déféré au Parquet, M... a comparu devant la 10^e Chambre sous prévention d'infraction à l'arrêté d'expulsion. Bien qu'il ait au cours des débats déclaré qu'il bénéficiait d'un délai valable jusqu'au 26 novembre 1934 pour quitter le territoire français, il a été condamné à un mois d'em-

(1) Trib. Corr. de la Seine, 23 novembre 1934.

prisonnement par application des articles 7 et 8 de la loi du 3 décembre 1849.

Or, le Préfet de Seine-et-Oise consulté sur le mérite des dires contenus dans la requête adressée au Parquet, en affirma la réalité. Il indiqua que M., avait bénéficié de sursis trimestriels accordés par le Ministre de l'Intérieur, et que le récépissé de demande de carte d'identité dont cet étranger était titulaire, et qui l'autorisait à séjourner en France jusqu'au 26 novembre 1934 avait été adressé aux fins de renouvellement de cette autorisation par ses services le 15 novembre 1934 au Ministre de l'Intérieur, et que par décision du 22 du même mois, donc la veille de la condamnation, le permis de séjour de M., avait été renouvelé. Par conséquent pas de délit, pas d'infraction. La requête du sieur M., était donc fondée et susceptible d'être accueillie favorablement ; mais en l'occurrence y avait-il lieu de demander au Garde des Sceaux d'user du droit que lui confère l'art. 441 du Code d'Instruction Criminelle afin qu'il ordonne au Procureur Général près la Cour de Cassation de former un pourvoi en cassation tant dans l'intérêt de la loi que dans l'intérêt du condamné ? En admettant l'affirmative, on déniait l'existence d'un fait nouveau ou de pièces nouvelles ; cependant le point sensible était à la limite de l'erreur de fait et de l'erreur de droit, et si la réhabilitation était soutenue à tort, elle était néanmoins déguisée sous le pourvoi dans l'intérêt de la loi. En réalité, d'après le contexte de la requête, il s'agissait d'une demande en revision. L'étranger, sujet italien, paraissait ne pas connaître le sens juridique des mots dont il se servait, mais comme sa pensée était claire, sa requête méritait d'être soumise à la Chancellerie, comme demande de revision.

Le Garde des Sceaux décida de saisir de cette affaire la Commission de révision des procès criminels. Au surplus, en appelant l'attention sur le fait qu'il n'avait été procédé à aucune vérification sur le point de savoir si le prévenu, comme il le prétendait, bénéficiait d'un sursis au moment de son arrestation, le Ministre donna des instructions pour que de semblables erreurs, assez fréquentes, ne se produisent plus à l'avenir. Les substituts doivent désormais veiller, lorsqu'un prévenu invoque pour sa défense, des faits de nature à faire reconnaître son innocence, à ce que toutes les vérifications nécessaires soient faites à la suite de ses déclarations.

3. *Revision*

Les prescriptions de la Chancellerie sont destinées à limiter le nombre des révisions; c'est en effet le seul moyen, avec le pourvoi dans l'intérêt de la loi, d'effacer les erreurs qui auraient pu être commises, et qui ne peuvent être rétractées, les décisions judiciaires ayant acquis un caractère définitif.

La revision doit être exceptionnelle et restreinte par l'intérêt du condamné et par la bonne administration de la justice. Ainsi elle ne doit pas rectifier les erreurs soit de compétence, soit de qualification qui peuvent avoir été commises par les tribunaux ; elle ne doit pas servir à sauvegarder les intérêts civils des condamnés, tous principes qui ne font pas échec à l'autorité de la chose jugée que la jurisprudence affirme au contraire bien hautement (1).

Le plus souvent la cassation a lieu sans renvoi : il n'y a plus rien à juger, le corps du délit a disparu. Ainsi en

(1) Jean Pinatel : *Le fait nouveau en matière de révision*. Thèse, Paris 1935.

est-il, lorsqu'après une condamnation pour infraction à l'arrêté d'expulsion, on découvre, comme dans l'espèce précédente, l'existence d'un sursis régulièrement accordé à l'intéressé (1). En effet l'infraction ne comprenant plus les éléments constitutifs qui sont nécessaires à sa formation, disparaît, et la certitude de l'innocence est établie.

De même il y a fait nouveau lorsque, postérieurement à une condamnation pour infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour, il est établi que le jugement à la suite duquel cet arrêté a été pris, n'avait pas prononcé la peine accessoire de l'interdiction de séjour (2). L'arrêté est dans ces conditions le résultat d'une erreur, et le condamné n'a pu commettre l'infraction à raison de laquelle il avait été poursuivi.

Ces erreurs ne sont malheureusement pas rares. Le 22 juillet 1934, un étranger était arrêté à Paris comme étant le ressortissant polonais Labenda Stanislas frappé d'un arrêté d'expulsion pris le 13 novembre 1933. Conduit au Parquet, il déclara s'appeler Labuda Stanislas. Déféré sous ce nom au Tribunal, il a été déclaré coupable d'infraction à l'arrêté d'expulsion et condamné à un mois d'emprisonnement (3).

(1) Cp. Cass. Crim. 30 juillet 1927. Zaetta B. cr. n° 203.

(2) Cass. Crim. 7 juillet 1911. B. cr. n° 355. Le Tribunal de la Seine avait condamné le nommé Pinault pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour. L'autorité administrative avait pris en effet un arrêté d'interdiction, à la suite d'une condamnation prononcée par le Tribunal de Millau à 3 ans d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction de séjour. Mais il s'est révélé après le jugement du Tribunal de la Seine que le Tribunal de Millau n'avait pas prononcé la peine de l'interdiction de séjour. Aussi l'arrêté fut-il annulé et la Chancellerie usa du pouvoir que lui conférait l'art. 443 § 4 du C. I. C.

(3) Tr. corr. de la Seine 7 août 1934.

Or, il résultait d'une lettre et de son annexe adressées le 22 octobre 1934 par le Directeur de la Police judiciaire, au Procureur de la République de la Seine, que, postérieurement à la décision prononcée par le Tribunal de la Seine, le condamné avait été reconnu par le service de l'Identité Judiciaire, comme n'étant pas le nommé Labenda Stanislas, objet de l'arrêté d'expulsion, et dont l'état signalétique avait été dressé à la maison d'arrêt de Charleville, alors qu'il y était incarcéré pour vol.

Les résultats des investigations ordonnées à la suite de cette circonstance ont ainsi pu être considérés comme un fait nouveau de nature à établir l'innocence du sieur Labuda (1).

On peut encore citer le cas du nommé Mouloud Ben Mohamed qui avait été condamné par jugement correctionnel du Tribunal de la Seine, le 6 mars 1928, à deux mois d'emprisonnement, pour infraction à un arrêté d'expulsion. En réalité cet individu n'avait jamais fait l'objet d'un arrêté d'expulsion et c'est par suite d'une similitude dans les états civils que le Tribunal a considéré comme lui étant applicable un arrêté pris contre un nommé Moulad ou Mouloud Ben Mohamed ; depuis le jugement, ce dernier avait été arrêté et les vérifications faites par le service de l'identité judiciaire ont établi la confusion dont le condamné du 6 mars 1928 avait été l'objet. C'est ainsi que fut accueillie la demande en révision (2).

Il y a encore toute une série de faits nouveaux gravitant autour des *questions de nationalité*. Si un individu condamné pour infraction à l'arrêté d'expulsion vient, par

(1) Cass. sans renvoi 16 novembre 1935.

(2) Cass. Crim. 17 novembre 1928.

la suite, (lors d'une seconde poursuite pour nouvelle contravention à l'arrêté), à faire reconnaître sa qualité de français, la révision peut être demandée. La découverte de la nationalité française constitue le fait nouveau de nature à établir l'innocence du condamné. Si celui-ci prouve qu'il est Français, en produisant des pièces établissant qu'il appartient à la nationalité française, comme un acte de naissance ou un acte de légitimation par mariage subséquent, et qu'il a été, par suite, expulsé à tort comme étranger par un arrêté du Ministre de l'Intérieur, l'innocence est certaine.

Ainsi a été reconnue l'innocence d'un nommé d'Urso, né à Marseille de parents italiens domiciliés en France à l'époque de sa majorité survenue le 11 juillet 1924 et n'ayant pas décliné la nationalité française. D'Urso était devenu Français de plein droit par application de l'art 8 § 4 du Code civil avant la date de l'arrêté d'expulsion pris contre lui et le jugement le condamnant pour infraction à arrêté d'expulsion devait être, à juste titre, cassé (1).

Ainsi encore il a été reconnu que le sieur Millo né à Bône le 3 août 1885 avait acquis la nationalité française, son père sujet italien, ayant fait le 11 août 1891 devant le juge de Paix de Bône, la déclaration prévue par l'article 9 § 2 du Code civil. C'est donc à tort que Millo avait été expulsé comme étranger puis condamné pour infraction à arrêté d'expulsion, à cinq reprises différentes, la première fois pour infraction à un arrêté d'expulsion pris par le Gouvernement Tunisien, les quatre autres pour infraction à un arrêté d'expulsion pris par le Gouvernement Général de l'Algérie (2).

(1) Cass. Crim. 28 déc. 1929 d'Urso, B. n° 300.

(2) Cass. Crim. 10 août 1931, Millo.

Dans tous les cas il y a lieu à cassation sans renvoi (1) ; toutefois on trouve deux exemples de cassation avec renvoi (2).

Il en est de même de la découverte de la nationalité étrangère d'un prévenu poursuivi pour insoumission et de la preuve qu'à l'époque de la poursuite, l'intéressé n'avait pas reçu notification de l'arrêté d'expulsion dont il avait été l'objet (3).

Aussi l'individu dont la révision a fait éclater l'innocence, peut-il demander des dommages-intérêts pour l'erreur judiciaire dont il a été victime.

Mais si un arrêté d'expulsion est pris en méconnaissant un état de droit, qui devrait interdire une telle mesure, il n'y a pas, pour cela même, fait nouveau, au sens de l'article 443 paragr. 4 du Code d'instruction criminelle (4) ; c'est ainsi que la procédure de révision conservera le caractère exceptionnel qu'elle doit posséder.

(1) Cass. Crim. 6 juillet 1899, Czarski B. cr. n° 190, S. 1901-1-297, note Roux.

Cass. Crim. 2 janv. 1904, Fomengo B. cr. n° 1.

Cass. Crim. 14 déc. 1912, Raynard B. cr. n° 643.

Cass. Crim. 28 déc. 1929, préc.

(2) Cass. Crim. 22 avril 1898, f^e Pelosi B. cr. n° 162, S. 99-1-473 note Roux.

Cass. Crim. 2 juin 1904, Galmiche, B. cr. n° 234.

(3) Cass. Crim. 30 août 1923, B. cr. n° 332.

(4) Non. recev. Crim. 10 avril 1913, B. cr. n° 170.

CONCLUSION

LE POINT DE VUE DU DROIT POSITIF ET LE POINT DE VUE DU DROIT RATIONNEL

On a souvent critiqué les mesures d'expulsion en soulignant leur valeur inopérante et l'arbitraire dont elles pouvaient être la source, aux mains de l'Administration. Et on a aussi critiqué le moyen de protection sociale bien illusoire que constitue l'interdiction de séjour. Avant de formuler les quelques réflexions que suggère cette étude, il est bon de souligner une fois de plus les inconvénients de l'expulsion et de l'interdiction de résidence, inconvénients qui facilitent et accroissent les infractions.

CHAPITRE PREMIER

Les inconvénients de la législation actuelle et le moyen d'y obvier

Sans oublier les nécessités actuelles du cosmopolitisme moderne, il faut reconnaître qu'en expulsant des étrangers qui abusent de l'hospitalité généreuse qui leur est accordée et compromettent la sécurité et la tranquillité publiques, l'Etat doit veiller strictement à ce que ces fauteurs de désordre ne franchissent pas de nouveau la frontière et obéissent dans le délai imparti aux mesures prises contre eux. Il n'en reste pas moins vrai qu'en France, la procédure observée, aussi bien que les garanties données, sont défectueuses. Les mineurs en cas d'expulsion deviennent vagabonds, surtout lorsqu'ils sont apatrides ; si ce sont des filles qu'on expulse, elles vont presque inmanquablement à la prostitution. Pour les uns, comme pour les autres, le retour en France est inévitable ; on en sait les raisons : arrivés dans un pays qui leur est inconnu, et gagnant difficilement leur vie, souvent repoussés en dehors de ce nouveau territoire, ils franchissent d'autant plus volontiers les frontières du pays qui les a d'abord expulsés, qu'ils espèrent toujours se dissimuler suffisamment pour échapper aux recherches.

Mais à l'opposé, la France fidèle à une tradition séculaire, fait figure de pays trop hospitalier ; elle reçoit des individus sans contrôle sérieux, les mêmes qu'elle sera obligée d'expulser, et les mêmes qui se hâteront d'enfreindre l'arrêté d'expulsion, trop heureux de rester, ou de revenir, dans un pays si accueillant à tous égards, et si favorable à une liberté qui n'existe plus ailleurs.

Ce sera aussi en espérant se dissimuler dans les villes interdites, que les libérés enfreindront l'arrêté d'interdiction. Deviennent ainsi inutiles les mesures de précaution prises pour ôter la tentation de la récidive, pour écarter de certaines localités un trop grand nombre de criminels et de malfaiteurs. Avant le décret de 1935, la police n'avait aucun des moyens qu'elle possédait sous le régime de la surveillance pour ne pas perdre de vue le libéré ; c'est pourquoi la rupture de ban n'était presque toujours constatée et réprimée que lorsque le délinquant commettait un nouveau délit et se faisait appréhender. Il lui était en effet très difficile de se conformer à l'arrêté.

En effet la liste des lieux interdits est trop longue et trop générale (1) et les politiciens avec les Conseils généraux en réclament encore l'allongement. L'interdit est bientôt mis à l'index ; il lui est impossible de trouver du travail et il est acculé au départ immédiat, et

(1) Il est inutile de donner la liste des lieux interdits puisqu'elle est sur le point d'être révisée conformément au décret du 30 octobre 1935. Rappelons seulement pour mémoire que les départements de Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Seine et Seine-et-Oise sont interdits en entier, sous le régime de 1885, ainsi qu'une ou plusieurs villes de vingt-huit autres départements, et l'Algérie, la Tunisie, le Maroc (zone Française). En outre il n'y a généralement qu'une ou deux localités interdites à titre spécial.

à un vagabondage sans issue (1). Cependant certains individus condamnés eux aussi à l'interdiction de séjour n'ont pas à souffrir de cette exclusion, parce que leur commerce spécial n'en subit aucune atteinte : ce sont ceux pour lesquels l'interdiction est venue compléter une peine prononcée pour trafic de stupéfiants, traite des blanches, espionnage, avortement, etc.

Ces inconvénients importants ont été l'objet de réclamations nombreuses de la part des Sociétés de Patronage, et de la Société générale des prisons.

Peut-on arriver à une réforme qui irait jusqu'à la suppression de l'interdiction de séjour ? L'amendement d'un criminel est chose très problématique, et l'excellence d'une peine devrait se mesurer à son rôle éliminateur. Il n'y a que les quatre murs d'une cellule qui réprimeraient infailliblement l'infraction de ban, et par là même empêcheraient de commettre un nouveau crime. Seulement c'est une solution socialement impossible à appliquer, car la peine ne serait pas en rapport avec le délit. Il n'en reste pas moins exact que les infractions augmentent dans des proportions considérables et avec elles s'accroît la criminalité. D'autre part si on se préoccupe du reclassement éventuel de l'interdit de séjour, il y a là des problèmes dont il faut trouver la

- (1) « ...Il est libre, que devenir ?
Que faire maintenant ? Hier, c'était la lutte,
Après, stérile, atroce. A présent c'est la chute
Formidable et sans fin. Nul espoir, nul soutien :
Cette prostituée est là qui vous enjôle ;
Puis qui voudra de vous ? Il semble que la geôle
Vous ait marqué le front d'un sceau d'iniquité ! »

Si les sentiments qui préoccupent Fabre des Essarts dans *Le Libéré repentant* sont louables, il est difficile de les exprimer avec moins de poésie !

solution, des réformes à envisager que le Décret de 1935 a entrevues très partiellement.

Il semble que, si tous les auteurs cherchent actuellement les voies dans lesquelles s'engageront ces réformes, la jurisprudence affirme elle aussi des tendances assez révélatrices.

A. — *Infraction à l'arrêté d'expulsion*

En laissant de côté, les réformes qui ont uniquement trait au droit d'expulsion (1), il faut signaler celles qui ont été proposées, en vue de restreindre directement ou indirectement les infractions elles-mêmes.

Peut-être qu'en offrant plus de garanties à l'expulsé, les infractions seraient moins à craindre ; déjà les individus ne sont plus obligés de violer l'arrêté d'expulsion pour se défendre : leur ressource n'est plus seulement dans une instance devant le Tribunal correctionnel ; ils peuvent actionner le Conseil d'Etat par le recours pour excès de pouvoir.

Peut-être pourrait-on aussi instituer une Commission au Ministère de l'Intérieur (2) qui, avec des vues d'ensemble, contrôlerait les arrivées en France, et diminuerait le nombre des infractions à l'arrêté d'expulsion.

Ne pourrait-on pas aussi prononcer l'expulsion d'une façon temporaire ? Les intéressés, sachant que dans un

(1) Certains auteurs demandent que l'expulsion n'atteigne pas exclusivement les étrangers et soit édictée pour des motifs précis et prévus par la loi, en restreignant ainsi le droit du gouvernement. Mais on aurait tort de le faire parce que les intérêts supérieurs de l'Etat doivent l'emporter sur les intérêts individuels de tel ou tel étranger, et parce qu'il est bon pour un Etat de pouvoir ouvrir ainsi une soupape régulatrice.

(2) V. Décret du 30 octobre 1935.

certain temps ils pourront réintégrer le territoire français, chercheront moins à enfreindre l'arrêté pris à leur encontre. Bien plus, comme tant d'autres peines, l'expulsion pourrait ne porter que sur une partie du territoire ou sur une ville même, comme cela a lieu dans les cantons suisses. Ce serait ainsi la transformation de la *peine de l'interdiction de séjour*. On n'aurait pas à craindre que l'expulsé soit refoulé successivement par tous les Etats ; il suffirait de lui assigner une résidence dans une localité déterminée. L'inconvénient malheureusement est patent : on ne répond plus au but même de l'expulsion qui est de débarrasser le territoire des étrangers indésirables, comme le but de l'interdiction de séjour est de débarrasser certaines localités de la présence d'individus dangereux.

B. — *Infraction à l'interdiction de séjour*

Or, en matière d'interdiction de séjour, toutes les difficultés que soulevait la rupture de ban, tous ses inconvénients subsistent, puisque la réforme de 1885 n'a porté que sur le nombre des obligations que l'ancienne pénalité imposait au condamné, et que la sanction est la même que celle portée autrefois contre la surveillance.

On a souvent interdit, au hasard des demandes parlementaires, des régions entières à certains condamnés ; ceux-ci ne trouvant pas le travail spécial qui, par leur profession, leur convenait, enfreignaient plus facilement l'arrêté d'interdiction.

Bien des auteurs, en essayant d'en démontrer l'inutilité et le danger, voudraient la suppression de l'interdiction de séjour. Sans doute celle-ci est inutile, puisqu'elle n'a jamais empêché un repris de justice de commettre de nou-

veaux crimes ; l'obligation de s'abstenir de paraître dans certains lieux, n'a pas plus d'influence sur la conduite de l'interdit, s'il est endurci dans le crime et si, au lieu de vouloir s'amender par une vie honnête et laborieuse, il ne désire que reprendre la série de ses forfaits ; dans ce cas l'obligation de ne pas paraître dans certains lieux ne lui pèsera guère. D'ailleurs, après plusieurs années de prison ou d'éloignement, personne ne pourra le reconnaître, s'il revient dans une ville interdite, sauf s'il commet un nouveau délit. Enfin, il pourra ne faire qu'une simple apparition dans le lieu prohibé, juste le temps nécessaire pour préparer une expédition criminelle et renouer avec ses anciens camarades une connaissance qui sera fructueuse par la suite, en vue d'un crime ou d'un délit à commettre.

Par contre si le libéré a de bonnes intentions et est décidé à rompre définitivement avec son passé, à se régénérer par le travail, il ne trouvera aucun soutien moral qui puisse le maintenir dans le droit chemin, le jour où on ne le laissera pénétrer que dans de petites villes où il trouvera peu de ressources ; découragé à la pensée qu'après avoir subi sa peine une première fois, la Société lui en imposera une seconde pour le même motif, il rompra son ban et commencera la série des infractions qui le conduiront au crime.

C'est pourquoi il faut appliquer sagement l'interdiction de séjour combinée avec le patronage pour arriver au but désiré qui se trouve être le reclassement du condamné. Cependant, ceux qui veulent la suppression radicale de l'interdiction, désirent la compenser par une application plus rigoureuse de la peine principale d'emprisonnement. D'autres veulent donner au Tribunal le pouvoir de déterminer lui-même les lieux à interdire au condamné. Il y a

là en germe toute une série de réformes, qui, on le verra bientôt, ont fait l'objet d'importantes discussions dans les Congrès de la Société des prisons et ont imprégné le décret de 1935.

Auparavant il est utile de noter que les Tribunaux semblent se montrer très stricts à l'égard des interdits de séjour et des expulsés. En effet, constatant l'infraction, ils appliquent la peine prévue par la loi, et d'autant plus facilement que ces peines étaient légères, avant l'aggravation édictée par le décret du 30 octobre 1935 à l'égard des infractions à l'arrêté d'expulsion. De plus se trouvant placés devant le problème social et juridique de l'apatridie, les Tribunaux, qui, par ailleurs, apprécient rigoureusement le fait de ne pas solliciter une autorisation de séjour, quand il y a lieu de le faire, conçoivent étroitement les faits justificatifs susceptibles d'exclure le délit. La force irrésistible est généralement repoussée, et c'est à l'état de nécessité que l'avenir semble réserver une part prépondérante, comme le démontre fort explicitement M. Donnedieu de Vabres. La nécessité dégage de l'observation des lois ordinaires, parce que les lois ordinaires ne sont pas faites pour des cas absolument exceptionnels, et, au fond, la conscience populaire a trouvé dans ces situations la véritable justification de l'impunité au cas de nécessité.

CHAPITRE II

Les efforts qui ont déjà été faits

En somme, l'attitude de la doctrine comme celle de la jurisprudence prouve clairement que dans cette matière il y a encore beaucoup à parfaire, sinon à refaire. Aussi la rigueur du droit d'expulsion qui tranche avec le cosmopolitisme moderne, a-t-elle pu donner l'idée aux Instituts intéressés et au législateur même de creuser les fondations d'un nouvel édifice.

SECTION I

VOEUX DES INSTITUTS ET SOCIÉTÉS

A. En ce qui concerne l'expulsion, l'Institut de Droit International, en 1888, en reconnaissant ce droit compatible avec les devoirs généraux envers l'humanité et envers la communauté des Etats (1), et en le fondant sur l'intérêt public, proposa une distinction entre l'expulsion ordinaire s'appliquant à des individus déterminés et l'expulsion extraordinaire s'appliquant à des catégories d'individus et il formula les principes qui devaient régler les actes d'expulsion.

(1) Annuaire de l'Institut de droit international 1888-1889. Session de Lausanne, p. 227.

En 1892, le 9 septembre, l'Institut vota dans sa session de Genève, un projet de règlement pour l'admission et l'expulsion des étrangers où il définissait ceux qui seraient susceptibles d'être expulsés individuellement (1) et où il précisait que l'Etat pouvait assurer l'effet des actes d'expulsion en soumettant les expulsés qui y contreviennent à des poursuites devant les tribunaux, et à des peines, à l'expiration desquelles le condamné sera contraint par la force publique, à sortir du territoire (art. 5, § 8). C'était légitimer la sanction de l'article 8 de notre loi de 1849.

Par ailleurs le problème a été mis à l'ordre du jour par d'importantes associations, telles que l'Union des Sociétés de Patronages, l'Association Internationale pour la Protection de l'Enfance, le Comité de Droit International, l'Association Nationale des Avocats de France. Enfin nombre de sociologues, juristes, journalistes, parlementaires se sont penchés avec attention sur ces questions, et parmi eux, il faut citer M. Donnedieu de Vabres qui préconise si éloquemment une politique concentrée et nationalisée de l'expulsion.

B. En même temps que ces idées étaient mises à jour, un mouvement se dessinait dans les Congrès des Sociétés de patronage concernant l'Interdiction de séjour.

A Rouen, en 1905, le Congrès (2) était d'avis de supprimer cette peine, et en attendant, de laisser fixer par le Tribunal les lieux interdits, et d'étendre le domaine de la libération conditionnelle pour les condamnés soumis à l'interdiction.

(1) Annuaire de l'Institut de Droit international 1892-94, t. XII, pp. 184 sqq. R. D. I. P. 1892, p. 529.

(2) Revue pénitentiaire 1905, p. 971 6^e Congrès national de patronage des libérés, à Rouen.

Reprenant ce thème en 1908, le Congrès de la Société Générale des Prisons (1) préconisait l'organisation de colonies de travail, organisées ou subventionnées par l'Etat pour recevoir les interdits de séjour qui n'auraient pu bénéficier de la suspension conditionnelle et qui voudraient librement y résider. D'autre part l'émigration serait facilitée aux libérés interdits susceptibles de se créer une situation meilleure à l'étranger. C'était ainsi rapprocher l'interdiction de séjour de l'expulsion. Le principe est bon, mais les applications ne peuvent être que défectueuses. Certains ouvriers d'art n'ont du travail que dans certaines régions, aussi faudrait-il spécialiser et individualiser les listes des lieux interdits (2). Pourquoi serait-ce toujours les petites villes et les campagnes, qui ne figurent pas dans la liste générale, sur qui retombe infailliblement le fléau dont on veut préserver les autres lieux ? Enfin, en tenant compte de ce que les arrestations pour rixe ou vagabondage décèlent souvent l'infraction à l'interdiction de séjour, il y a certainement une anomalie dans le fait qu'on interdit aux intéressés d'aller dans une localité, et qu'on ne les oblige pas à faire connaître la localité où ils résident.

Le Congrès national de Patronage qui s'est tenu à Rennes en 1910 (3), tout en souhaitant la disparition de l'interdiction de séjour avait précisé quelques points pour le cas où le Parlement ne supprimerait pas cette peine : le Tribunal pourrait, sur la demande du condamné substituer à l'interdiction de séjour, l'obligation pour celui-ci de faire connaître à l'Administration le lieu où il voudra fixer sa

(1) Revue pénitentiaire 1908, p. 970, Congrès de la Société générale des prisons. Communication d'Etienne Matter.

(2) V. Décret du 30 octobre 1935.

(3) Revue pénitentiaire 1911, p. IIII.

résidence, et de la prévenir également s'il vient à en changer. L'infraction à cette obligation serait punie de la même peine que l'infraction à l'interdiction de séjour.

D'importantes discussions eurent lieu sur les réformes ou sur la suppression de l'interdiction de séjour lors de l'assemblée générale de l'Union des Sociétés de Patronage le 14 mars 1930 (1). Deux idées étaient mises en lumière : l'interdiction d'abord compromet le relèvement des condamnés, puis par suite du nombre des infractions commises, et de l'insuffisance du procédé lui-même, elle n'apporte pas à la sécurité sociale les garanties nécessaires. La nécessité de la collaboration de l'Administration et du Patronage d'une part, et la nécessité d'augmenter les pouvoirs du juge, d'autre part, s'avèrent indispensables, si on veut conserver cette peine. Ces discussions révélaient le nombre grossissant des partisans de l'abrogation de l'interdiction de séjour.

SECTION II

ESSAIS DE RÉFORME LÉGISLATIVE

Il était naturel que ces discussions se reflétassent dans les propositions de loi qui ont cherché à réformer l'interdiction de séjour. Après avoir considéré les essais qui avaient en vue la réforme de la loi de 1885, il faudra jeter les yeux sur ceux qui ont trait à la réforme de la loi de 1849.

A. *Infraction à l'interdiction de séjour*

Les vœux des Sociétés de Patronage avaient été entendus et le premier des efforts allait être porté sur la révision des lieux interdits.

(1) Rev. pénitent. 1930, p. 256.

M. Béranger président de la Société des Prisons, intervint en 1900 auprès de Waldeck Rousseau qui lui promit la nomination d'une commission de réforme (1). En attendant, ordre fut donné à l'administration de ne jamais refuser à un individu, justifiant d'un travail assuré dans une localité interdite, la permission d'y résider. Cette mesure évitait par avance les probables infractions à l'arrêté d'expulsion.

Suivant la même idée, la liste des localités interdites fut partiellement modifiée à plusieurs reprises (2).

A ces timides tentatives est venue s'adjoindre celle de M. Béranger qui, le 26 juillet 1909, a déposé sur le Bureau du Sénat une proposition de loi portant modification de l'interdiction de séjour (3). Le condamné qui ne se rend pas dans le délai imparti au lieu indiqué ou qui le quitte sans avoir fait de déclaration, est recherché et peut y être conduit par la force publique. En cas de nouvelle infraction il est condamné à une peine de 3 à 6 mois d'emprisonnement, sauf admission de circonstances atténuantes avec aggravation, dans les termes de la loi du 26 mars 1891, en cas de récidive (art. 3).

(1) Cette commission consulta successivement les Procureurs généraux, les Préfets, et les Conseils municipaux des centres interdits qui réclamèrent le maintien du *statu quo*.

(2) La liste fut modifiée en 1902 et en 1907.

(3) Cette proposition, qui imposait au libéré la déclaration de résidence, et édictait que l'application de la peine par les tribunaux devait être faite, non seulement *in genere*, mais *in specie*, a été prise en considération par le Sénat, mais n'a pas été reprise à la suite de la chute du second Ministère Briand (mars 1911).

Une proposition de loi Sibille, continue à admettre le droit pour les tribunaux de fixer les lieux interdits, et prévoit la suspension administrative de la prohibition, pour une ou plusieurs localités, à la demande motivée d'une Société de Patronage,

Les art. 81 et 82 du Projet du nouveau Code Pénal déterminent les conditions dans lesquelles les condamnés à des peines criminelles ou correctionnelles seront soumis à l'interdiction de séjour, facultativement ou de droit, et l'art. 83 édicte qu'en cas d'infraction à l'interdiction, l'individu interdit de séjour sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans. La réforme intéressante contenue dans ce Projet consiste à laisser fixer, par le jugement de condamnation, les lieux interdits aux condamnés tant sur les indications d'une liste générale établie par décret qu'en considération même des circonstances du crime. Cette idée a été reprise dans le décret du 30 octobre 1935.

B. Infraction à l'expulsion

Depuis longtemps aussi, en matière d'expulsion, on s'était demandé si le droit que possède le Gouvernement d'expulser les étrangers, était compatible avec les mœurs actuelles et la multiplication des rapports internationaux.

On essaya, en partant de cette idée, de réglementer l'exercice de cette faculté et d'en prévenir les abus. Ce fut en vain. Les réformes n'aboutirent pas (1). D'ailleurs elles concernaient l'article 7 de la loi de 1889, et visaient à limiter le droit d'expulsion lui-même. L'une d'elles était un projet déposé par le Ministre de l'Intérieur Goblet et le Garde

(1) Propositions Talandier, Naquet, Amendements Camille Pelletan et autres, Clovis Hugues, Paul Constant, Legrand, J. O. 1882, Doc. Parl. Ch. des Dép. p. 372 annexe n° 419 et p. 773, annexe n° 589 et p. 1511, annexe n° 869. V. aussi J. O. Ch. des Dép. Débats 14 janv. 1904, p. 10 et Doc. Parl. 1906 août-septembre p. 587, annexe n° 103.

des Sceaux Humbert (1). Mais la peine contenue dans l'art. 8, pourtant si peu rigoureuse, n'était pas relevée. C'est là pourtant qu'il aurait fallu porter les efforts puisque les étrangers expulsés de France n'étaient nullement arrêtés par la peine légère dont ils devaient être frappés en cas de désobéissance de l'arrêté pris à leur encontre. Seulement les projets de réforme qui avaient été rédigés en faveur des étrangers, et dans le sens d'une restriction du droit du Gouvernement n'auraient su contenir une augmentation de la sanction inscrite dans l'article 8 et se préoccupaient fort peu de restreindre les dépenses occasionnées par les étrangers emprisonnés et continuellement en état d'infraction à l'arrêté d'expulsion.

Des mesures fragmentaires avaient été cependant prises avant le Décret-loi du 30 octobre 1935.

Un décret pris par le Président de la République le 11 janvier 1930 mettait en vigueur en France la septième résolution de la Société des Nations du 30 juin 1928 relative aux apatrides entrés en France régulièrement (2).

Le 4 décembre 1934, une circulaire du Ministre de l'Intérieur posait le principe du patronage aux étrangers expulsés indigents (3).

(1) Ch. des Dép. Exposé des motifs. Doc. Parl. 1882, p. 445. Le chef de l'Etat devenait détenteur du droit d'expulsion, et le Ministre ne pouvait expulser que les étrangers condamnés pour crimes ou délits de droit commun. En outre des garanties étaient accordées à l'étranger admis à domicile.

(2) « Il est recommandé que les expulsions ou les mesures analogues soient évitées ou suspendues à l'égard des réfugiés Russes ou Arméniens, lorsque celui qui en est frappé est dans l'impossibilité d'entrer dans un pays voisin ».

(3) « Toutes dispositions utiles devront être prises pour que les intéressés soient munis en temps voulu des pièces dont ils ont besoin pour franchir la frontière (passeport, billet de chemin de fer ou de passage, viatique) ».

Les vœux et les tendances qui s'affirmaient se sont cependant concrétisés dans différentes propositions de loi actuellement soumises à l'examen de la commission législative, notamment la proposition de M. Gouin, celle de M. Marius Montet et celle de M. Xavier Vallat (1).

En cas d'infraction à un arrêté d'expulsion avec intention coupable, après un ou deux rapatriements, le délinquant encourrait des peines aggravées. Celles-ci sans aller jusqu'à la peine de la « Hard » appliquée par notre Ancien Droit, c'est-à-dire la pendaison, pourraient entraîner contre lui la peine perpétuelle de la relégation.

D'après l'art. 84 du Nouveau Code Pénal qui prévoit l'expulsion judiciaire, sans exclure l'expulsion administrative, le condamné qui se soustrait à l'exécution de cette mesure ou qui après être sorti du territoire par suite de cette sentence, y rentre, sera condamné à un emprisonnement qui ne pourra être inférieur à trois mois, ni être supérieur à cinq années. A l'expiration de sa peine, il sera conduit à la frontière.

SECTION III

LES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Quoiqu'il en soit de l'avenir, la seule méthode pour réprimer ces infractions ne consiste pas à se cantonner dans

(1) Selon ces propositions, les expulsés seraient réunis dans des prisons frontières, puis conduits *manu militari*, hors du territoire; ou bien ils seraient rapatriés dans leur pays même. Il y aurait deux régimes d'expulsion: l'expulsion administrative, quand l'ordre public est menacé; l'expulsion judiciaire, dans les autres cas, où il faut apprécier les circonstances de fait, à la lumière de débats contradictoires. D'autres mesures sont envisagées pour éviter le refoulement des apatrides (placement dans un camp de travail, etc...)

le droit interne. Il faut voir plus haut, et tenir compte de l'importance progressive du droit international.

De nombreux traités ont été conclus par la France, qui, sans renoncer au droit d'expulsion d'une manière absolue, l'atténue en faveur des nationaux des puissances contractantes par une clause qui enlève à l'expulsion ce qu'elle peut avoir d'arbitraire (1).

Mais la plupart de ces conventions (2) ne visent que l'expulsion sans consacrer un article à l'infraction qui peut en être la conséquence.

Cependant aux termes d'une convention franco-monégasque du 9 novembre 1865, le préfet des Alpes-Maritimes peut interdire le séjour de son département aux étrangers expulsés par les autorités monégasques et dont le gouvernement du Prince lui notifie l'expulsion. Les arrêtés de la Principauté concernant cette matière, portent interdiction absolue pour les expulsés de séjourner sur le territoire des

(1) Cette clause interdit l'expulsion en dehors de motifs graves, et de nature à troubler la tranquillité publique, et ne la permet qu'au cas de communication de pièces et de motifs aux agents diplomatiques ou consulaires des nations intéressées.

(2) Traités avec la Bolivie, 9 déc. 1834, art. 3, par. 3.
avec l'Equateur, 6 juin 1843, art. 4, par. 4.
avec le Guatemala, 8 mars 1848, art. 4, par. 4.
avec Costa-Rica, 10 mars 1848.
avec le Honduras, 22 fév. 1856, art. 4, par. 4.
avec le Salvador, 2 janv. 1858, art. 5, par. 2.
avec le Pérou, 9 mars 1861, art. 3, par. 3 dénoncé le 5 oct. 1876, sans aucune mention faite à l'Officiel, sans aucun avis du Ministre des affaires étrangères.

Convention franco-bavaroise du 30 mai 1868.

Traité d'établissement franco-suisse du 23 fév. 1882, art. 5 qui consacre l'expulsion par sentence légale.

Traités de Lausanne 1922-1923 relatifs à la possibilité d'une expulsion hors de Turquie des ressortissants des Puissances.

Alpes-Maritimes sous peine de se voir arrêtés et poursuivis par les autorités françaises pour *infraction à l'interdiction de séjour* ainsi qu'il est prévu à l'article 20 de la Convention susvisée. Ainsi le Préfet des Alpes-Maritimes est investi à l'égard des expulsés de la Principauté des mêmes droits dont il jouit à l'encontre des individus expulsés du territoire français. Il fait arrêter les contrevenants et les remet aux mains de l'autorité judiciaire ; ces étrangers sont jugés par le tribunal correctionnel de Nice et sont emprisonnés dans cette ville.

D'une façon générale les accords internationaux sur l'expulsion sont rares ; le plus souvent ils réalisent le type d'un accord administratif qu'il est inutile de soumettre au Parlement (1). Ainsi en est-il du récent traité passé avec la Grande-Bretagne le 29 juillet 1933 (2).

Depuis la guerre s'étaient posées d'inquiétantes questions au sujet des réfugiés politiques expulsés ou ayant quitté leur pays d'origine pour ne pas subir les représailles de leurs adversaires. Ces questions subsistent aujourd'hui à l'égard des réfugiés allemands (3).

La situation de ces individus est désastreuse, et conduit à des conséquences atroces et absurdes. Il ne faut pas que

(1) D. 30 novembre 1933. J. O. 3 décembre 1933.

(2) Ce traité a trait au rapatriement des sujets asiatiques du roi d'Angleterre et des protégés asiatiques, originaires de l'Inde britannique, expulsés de l'Indochine française, d'une part, et des sujets et protégés de la République française, originaires de l'Indochine française, expulsés de l'Inde britannique (y compris la Birmanie) des Etats indiens de Ceylan, des établissements des Détroits, des Etats Malais fédérés et non fédérés et de Hong-Kong, d'autre part.

(3) Bien que ces réfugiés se trouvent sur le territoire d'une autre nation, la police hitlérienne leur tend des guets-apens à la frontière, pour les appréhender. *L'Echo de Paris*, 4 septembre 1935.

le citoyen devienne, en quittant sa cité « un simple objet appropriable » (1), il ne faut pas que puisse être violé le droit de souveraineté en forçant un individu à pénétrer sur le territoire d'un autre Etat, au mépris de ses prescriptions.

Un Etat semble-t-il, doit se suffire à lui-même juridiquement : il ne devrait pas pouvoir se servir de moyens utilisant les possessions territoriales des autres Etats, sans les consulter ; pour exécuter des mesures de répression, il ne peut user d'un droit de souveraineté différent du sien.

C'est sous l'influence de ces idées que toute une série de mesures a été prise notamment à l'égard des réfugiés russes et arméniens.

Pour les réfugiés venant de la Sarre après le plébiscite de 1935, les tâches prévues dans la résolution du Comité du Conseil de la S. D. N., visant la protection de ces réfugiés, furent confiées, suivant un rapport du représentant du Mexique en date du 1^{er} avril 1935, à l'Office international Nansen (2).

Enfin, il est bon de rappeler les termes de la convention de Genève signée le 29 octobre 1933 (3) : « Chacune des parties contractantes s'engage à ne pas éloigner de son territoire, par application de mesures de police, telles que l'expulsion ou le refoulement, les réfugiés ayant été autorisés à y séjourner régulièrement, à moins que lesdites mesures ne soient dictées par des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public. Elle s'engage dans tous les cas à ne pas refouler les réfugiés sur les frontières de leur pays d'origine. Elle se réserve le droit d'appliquer telles mesures

(1) Digeste. Lib. 49 Tit. 15-5.

(2) J. O. de la S. D. N. juillet 1935.

(3) S. D. N., J. O. Convention relative au statut international des réfugiés (C 650-H 311-1933).

de droit interne qu'elle jugera opportunes aux réfugiés, qui, frappés d'expulsion, pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public, *seront dans l'impossibilité de quitter* son territoire parce qu'ils n'auraient pas reçu, sur leur requête, ou grâce à l'intervention d'institutions s'occupant d'eux, les autorisations et visas nécessaires leur permettant de se rendre dans un autre pays » (1).

De ces lignes se dégage l'idée de respect de la personne humaine, et de respect du droit des Etats souverains étrangers. Il faut donc *renoncer* au droit d'expulsion des apatrides, en maintenant la possibilité d'expulser ceux qui menacent la sécurité nationale et l'ordre public. Mais si l'expulsion se révèle impossible, il sera utile de prendre des mesures d'ordre interne pour ne pas épuiser la répression, tels que l'interdiction de séjour, l'emprisonnement, la relégation. C'est une loi qui peut fixer ces peines puisqu'il n'y a pas de peine sans texte. En outre l'autorité judiciaire devrait pouvoir contrôler l'exécution de cette peine privative de la liberté individuelle, infligée par jugement.

Cette opinion appelle des observations sur les réformes souhaitables dans cet ordre d'idées. Aussi faut-il jeter un regard sur l'avenir et faire le tour d'horizon qui s'impose à la fin de cette étude tant en matière d'infraction à l'interdiction de séjour qu'en matière d'infraction à l'expulsion.

(1) Le Gouvernement français n'a pas encore ratifié cette convention. Les dernières adhésions sont celle de la Bulgarie, le 19 décembre 1934, celle de la Tchécoslovaquie, le 14 mai 1935, toutefois avec des réserves, et celle de la Norvège, le 26 juin 1935.

CHAPITRE III

Réformes souhaitables et réalisations à espérer

SECTION I

EN CE QUI CONCERNE L'INFRACTION A L'INTERDICTION DE SÉJOUR

Il semble qu'un pas ait été fait dans la voie de la réforme par le décret-loi du 30 octobre 1935 pris en application de la loi du 8 juin 1935 (1) et inspiré visiblement du Projet du nouveau Code Pénal.

Pour l'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour, les pénalités restent celles qui sont prévues dans l'article 45 du Code Pénal et les condamnations comptent pour la relégation dans les conditions édictées par l'art. 4, 4^e de la loi du 27 mai 1885. Mais on a essayé de rendre moins nombreuses les infractions, sous l'influence de certaines idées : ainsi, la liste spéciale des lieux interdits est établie en considération des circonstances du crime ou du délit qui a entraîné l'interdiction de séjour, par le Ministre de l'Intérieur, après avis du Ministère Public près la juridiction qui a prononcé la condamnation (2) et sur la proposition d'une com-

(1) D. 30 oct. 1935. Gaz. Pal. 7 nov. 1935.

(2) C'est l'idée de l'art. 81 du projet de révision du C. Pén. de 1934.

mission dont la composition sera fixée par un règlement d'administration publique. Est ainsi momentanément terminée la lutte déjà ancienne qui opposait ceux qui veulent laisser à l'autorité administrative la désignation des localités à interdire, et ceux qui veulent la réserver au Tribunal. Il sera intéressant, de constater dans l'avenir les résultats des décisions prises par la Commission instituée, nouveauté bonne en soi, et déjà préconisée depuis plusieurs années(1). Par contre l'éventualité d'un sursis à l'exécution de la peine n'est pas envisagée. Cependant il y a là certainement une réforme possible. Enfin, il peut être intéressant, pour la répression, que l'individu, frappé d'interdiction de séjour, doive présenter son carnet anthropométrique d'identité à toute réquisition de l'autorité et le soumettre aux fins de visa, au commissaire de police ou aux officiers de gendarmerie (2).

Bien qu'on ne puisse préjuger du mérite de ces réformes, ne peut-on dire qu'elles seront un peu fragmentaires, et qu'elles se révéleront inopérantes ? Il est permis malheureusement de le croire. Les formalités du visa, excellentes sur le papier, surgiront entourées de tous les défauts afférents à l'ancienne surveillance de police. N'y aurait-il pas eu lieu alors de rétablir franchement la surveillance pour les individus qui commettraient des infractions au

(1) Et notamment par Henri Prudhomme : rapport à la Société générale des Prisons, le 14 mai 1924 sur l'interdiction de séjour. *Revue pénit.* 1924 p. 353. Le gros grief porte sur la longueur et la généralité des lieux interdits.

(2) On sait qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du décret, et la date à laquelle ses dispositions entreront en vigueur, ainsi que les mesures transitoires devant être prises. Le décret est applicable à l'Algérie.

régime de l'interdiction de séjour qui leur avait été imposé? En outre, si les infractions relèvent des tribunaux, ne serait-il pas opportun en ce qui concerne certains manquements (comme le fait du libéré de se soustraire aux formalités du visa), de les considérer comme rentrant plutôt dans l'exercice d'un pouvoir administratif, plus souple et plus adapté à la variété des situations qui se présentent.

La République de Chine, dont le nouveau Code Pénal réformant le Code de 1928 est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1935, offre un exemple intéressant. La liberté surveillée des délinquants était déjà organisée sous plusieurs formes : surveillance par un fonctionnaire *ad hoc*, surveillance par l'ancien maître ou le patron du délinquant, surveillance par le mandarin local, surveillance par une caution qui s'est portée garante de la bonne conduite future de l'infracteur ; enfin surveillance par la famille même du délinquant dans le sein de laquelle il pouvait lui être enjoint de demeurer désormais.

Tout en prévoyant la mise en surveillance des jeunes délinquants et des aliénés, on connaissait aussi les restrictions de résidence sous ces deux formes, savoir : l'interdiction de certains séjours, en particulier l'interdiction perpétuelle d'entrer dans la capitale, et, la résidence forcée, tantôt dans le lieu d'origine de l'infracteur de manière à ce qu'il y demeure soumis à la surveillance et à l'action morale de sa famille, tantôt au contraire pour le dépayser et l'éloigner du milieu où il s'était perverti, dans une province éloignée (Turkestan chinois).

Le Code de 1935 institue des établissements de réforme pour criminels adultes, des établissements d'éducation réformatrice, de travail, de soins tutélaires, de désintoxica-

tion (1). Ces mesures de sûreté peuvent être remplacées par la surveillance protectrice, en confiant l'infracteur à une institution de police, à un organe autonome, à une institution philanthropique, voire même à ses parents les plus proches, ou à d'autres personnes convenables (art. 94). En cas de non succès de la surveillance protectrice, on exécute les mesures originaires.

Au fond, c'est toujours l'idée de la surveillance protectrice, l'idée du patronage qui préoccupe les esprits en Chine comme en France. Les Sociétés de patronage françaises essayent depuis plus d'un siècle (2) de faire restreindre la mesure d'interdiction à un petit nombre de villes, tout en s'en faisant confier l'exécution, sous le seul contrôle de l'Administration.

Les Sociétés de patronage devraient pouvoir accorder leur concours aux libérés soumis à l'interdiction de séjour, suivant un mode qui serait réglé éventuellement, notamment en acceptant de recevoir en libération conditionnelle des condamnés méritants, soumis à l'interdiction de séjour.

Il faut pouvoir combiner l'interdiction avec une sérieuse organisation du patronage.

Si ces Sociétés ont pour but « de préserver du danger de la récidive, et de rendre aux habitudes d'une vie honnête et laborieuse les libérés des Maisons pénitentiaires », il ne faut cependant pas s'illusionner sur le succès que pourtant

(1) En ce qui concerne l'expulsion, l'art. 95 prévoit que l'étranger qui a été condamné à une peine d'emprisonnement à temps ou à une peine supérieure, peut être expulsé du territoire après l'exécution totale de la peine ou après sa grâce.

(2) Comptes-rendus des travaux de la « Société pour le patronage des jeunes libérés du département de la Seine », 1845. Ce livre fort intéressant, et semé de traits édifiants, publie les efforts de la Société fondée le 1^{er} juin 1833 sous la présidence de Béranger de la Drôme.

méritent leurs efforts. Il y a des condamnés indéracinables qu'on n'améliorera jamais. Par contre, il peut devenir intéressant de surveiller des jeunes libérés, ou des condamnés d'occasion à qui il faut éviter à tout prix une rechute, et qu'il faut arrêter sur la pente. On peut y parvenir, c'est un moyen de diminuer les infractions à l'interdiction de séjour, en les prévenant et en procurant par exemple, du travail à ceux qui sont animés de bonnes intentions et qui veulent sérieusement s'amender. Pour les autres, pour les incorrigibles, c'est la répression qui convient, l'intimidation, la sévérité, la rigueur.

SECTION II

EN CE QUI CONCERNE L'INFRACTION

A L'ARRÊTÉ D'EXPULSION

Si tout n'est pas fait sur le terrain de l'interdiction de séjour, le domaine de l'expulsion est encore plus vaste et plus ouvert aux réformes. Les circonstances nées de la guerre en soulignent la nécessité et l'urgence.

On a essayé d'aboutir, puisque le décret-loi du 30 octobre 1935 a élevé les pénalités de l'art. 8 de la loi de 1849 en les portant de 6 mois à 2 ans (1) et puisqu'aussi une instruction du ministre de l'Intérieur déterminera les conditions par lesquelles ce décret sera applicable aux apatrides. Si la réforme de ce décret est excellente, elle est insuffisante.

(1) D. du 30 octobre 1935 instituant des pénalités à l'égard des étrangers expulsés. Le terme « instituant » témoigne de la hâte avec laquelle les décrets-lois ont été rédigés. Gaz. Pal. 7 novembre 1935.

On a vu, au cours de cette étude, combien les infractions à l'arrêté d'expulsion sont fréquentes, par suite de la faible répression dont elles étaient l'objet.

L'alinéa dernier de l'art. 8 nouveau édicte : « Le jugement de condamnation ordonnera que le condamné, après l'expiration de la peine, soit conduit à la frontière ». Il est en effet certain que l'administration pénitentiaire dépense des sommes considérables pour l'entretien des sujets étrangers détenus pour infraction à un arrêté d'expulsion. Ainsi en admettant qu'un Italien condamné pour une telle infraction soit détenu pendant 7 ans, comme cela s'est produit, et en sachant qu'une journée de détention revient à 8 fr. 13 les frais occasionnés à l'Etat se montent à 20.770 francs approximativement.

Pourquoi dans ce cas ne pas organiser le rapatriement qui, à coup sûr, est moins onéreux, puisque de Marseille les frais approximatifs du rapatriement en Italie se montent à 53 fr. 75 ?

Une année d'emprisonnement coûte à l'Etat 2.967 francs 45. Or, le rapatriement d'un expulsé polonais condamné à un an de prison coûterait de Paris à Varsovie 364 francs. En outre, il faut noter que les étrangers ainsi condamnés sont, la plupart du temps, originaires des pays limitrophes.

De mai 1930 à mai 1931 ont comparu devant le Tribunal correctionnel de Marseille 720 inculpés d'infraction à l'arrêté d'expulsion. Les peines prononcées ont atteint le total de 140 années d'emprisonnement et le coût de cette détention est le suivant approximativement : $8 \text{ fr. } 13 \times 365 \times 140 = 415.443$ francs pour le ressort d'un seul tribunal.

Ces frais se montent donc à un total impressionnant pour la France entière, et ils ne sont pas près de diminuer

puisque le maximum de la peine vient d'être portée de 6 mois à 2 ans. Pourquoi ne pas employer ces fonds à des achats de titres de parcours pour reconduire à la frontière les indésirables et pour les rapatrier (1) ?

Sans le rapatriement l'expulsion est une pure chimère, une expression qui n'a pas de sens, ne recevant pas, la plupart du temps, exécution, puisque la pratique consistant à conduire les expulsés à la frontière était tombée en désuétude.

On sait aussi que l'expulsion est quelquefois injuste lorsqu'elle vise des apatrides, et des réfugiés politiques qui sont repoussés de tous les côtés.

On sait encore qu'elle est cruelle lorsqu'elle s'applique à des mineurs étrangers, et les séparent de leurs familles.

On sait enfin qu'elle peut être arbitraire puisqu'il n'existe pas encore une juridiction ou une commission consultative pour les expulsions d'étrangers, devant laquelle ceux-ci pourraient être défendus. L'éventualité de cette création a été soulignée le 26 octobre 1935 à la réunion de l'Association nationale des Avocats inscrits par M. Sarrau, président sortant de l'Association, qui a indiqué qu'un projet avait été déposé, à ce sujet, à la Chancellerie et repris en grande partie par les propositions d'initiative parlementaire, dont nous avons parlé, actuellement soumises à la chambre des Députés.

La nécessité d'un tel organisme se révèle quotidiennement de plus en plus impérieuse, lorsqu'on sait combien d'individus se font sérieusement rémunérer leur complaisance en prétendant faire rapporter un arrêté d'expulsion(2).

(1) Déjà avant le décret du 30 octobre 1935, le Ministre du Travail faisait rapatrier les ouvriers étrangers atteints par la crise.

(2) V. *supra* p. 213.

Les tribunaux doivent prononcer des condamnations sévères contre les étrangers qui paraissent constituer un véritable danger pour la sécurité sociale ; mais ils doivent se montrer indulgents pour les délinquants, dont l'expulsion a été motivée par des faits sans la moindre gravité.

L'expulsion devrait rejeter impitoyablement du sol français des étrangers qui abusent odieusement de sa généreuse hospitalité ; mais on peut déplorer l'abus administratif qui résulte du droit d'expulsion ; il semble que l'expulsion jaillisse automatiquement d'une machine arbitrairement agencée, sans qu'une distinction quelconque intervienne, basée sur la nature des délits qui ont été sanctionnés. Il est également manifeste que d'autres arrêtés d'expulsion ne sont pris que sous l'empire de représailles inadmissibles, et il est douloureux de condamner d'honnêtes commerçants installés en France depuis de très longues années, qui ont été expulsés, « vu les renseignements recueillis ». Ces renseignements qui demeurent toujours ignorés des magistrats n'ont souvent d'autre fondement qu'une dénonciation malveillante d'un commerçant moins scrupuleux qui trouve, dans cette mesure inhumaine, le seul moyen d'évincer un concurrent plus heureux ; et cependant cette dénonciation trouve des concours que l'on voudrait croire désintéressés !

Il faut donc réorganiser l'expulsion, et compléter les mesures inefficaces prises par le décret du 30 octobre 1935.

Il faut interdire le passage de nos frontières aux malfaiteurs, aux malades, aux exaltés. Il faut rejeter effectivement de notre territoire ceux des étrangers qui menacent dangereusement l'ordre public ou la sécurité nationale.

Deux idées doivent nous guider : En premier lieu, le Ministre de l'Intérieur et le Préfet des départements fron-

tières doivent conserver leur droit d'expulsion, sans jamais être obligés de motiver leur décision lorsque l'ordre public et la sécurité nationale sont menacés, en dehors même de toute condamnation : cette mesure recevra effet à l'égard des espions, des terroristes, et des auteurs de troubles de tous ordres. Dans ce cas, l'étranger pourra faire exposer sa défense par un avocat, devant une Commission. En second lieu, lorsqu'un individu est condamné pour un délit de droit commun, les tribunaux devront prononcer, le cas échéant, l'expulsion à titre de peine accessoire.

L'expulsion, prononcée par les Tribunaux, rappelle un peu la procédure de l'extradition et se trouve déjà dans la loi du 12 février 1904, art. 4, réprimant les atteintes au crédit de l'Etat. Elle est d'ailleurs préconisée par les auteurs du Projet du nouveau Code Pénal, dont l'article 84 prévoit la possibilité de prononcer l'interdiction indéfinie ou temporaire du territoire accessoirement à toute condamnation de plus de six mois prononcée contre un étranger. Mais les Tribunaux ne deviennent pas, par là même, juges des questions de sécurité publique, puisque l'expulsion administrative subsiste.

L'idée de l'expulsion judiciaire fait de grands progrès actuellement, puisque, tout récemment la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées, et la loi du même jour sur le port des armes prohibées, édictent, dans leur article 2, que le Tribunal devra prononcer l'interdiction du territoire français contre tout étranger s'étant rendu coupable des délits visés dans la loi. Mais il y a une lacune regrettable, puisque le législateur a omis de prévoir quelles sanctions seraient applicables en cas d'infraction à l'interdiction prononcée. Il faut y suppléer en appliquant celles que contient l'art. 8 de la loi de 1849, modifié par le

décret du 30 octobre 1935. Cependant il est nécessaire qu'on n'ait plus à relever un semblable oubli.

Aussi faut-il prévoir l'application de la sanction de l'art. 8 d'une façon générale et définitive. On peut, après avoir organisé l'exécution de la peine, en faisant transporter les intéressés à la frontière, conserver la pénalité instaurée par le décret du 30 octobre 1935, en se réservant toutefois la possibilité en cas de seconde infraction, de l'élever à un niveau supérieur et de prononcer la relégation (1).

Enfin, en attendant peut-être la mise au point d'un casier judiciaire international, il ne faut pas négliger l'aspect administratif de la question, c'est-à-dire la nécessité d'une liaison entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative. Si en effet actuellement il existe dans le ressort administratif de la Préfecture de Police, 1.400 étrangers expulsés, et résidant cependant à Paris, en vertu de sursis trimestriels renouvelables, 400 d'entre eux sont des expulsés après condamnation judiciaire. Les 1.000 autres sont en quelque sorte des indésirables véniels ou des expulsés politiques. Or, faute de personnel et de temps, il ne peut être procédé tous les trois mois à 1.400 enquêtes, et les sursis sont renouvelés après une simple vérification aux Sommiers Judiciaires et à la Police Judiciaire et après la constatation qu'aucun fait nouveau n'est parvenu à la connaissance du Service.

Dans un ordre d'idées un peu différent, mais cependant comparable, il existe en ce moment à Paris, 130 dossiers d'interdits de séjour autorisés à résider au moyen de sursis trimestriels renouvelables. Pour ces interdits, des enquêtes plus réelles sont faites.

(1) V. *infra* p. 273 notre essai de *lege ferenda*.

Mais dans ce cas comme dans l'autre, on peut ignorer l'existence d'une enquête judiciaire susceptible d'aboutir à une inculpation. Les cinquante cabinets d'instruction de Paris procèdent, notamment à l'occasion des affaires judiciaires importantes, à d'innombrables interrogatoires, dont les services de la Préfecture ne sont nullement avisés, et dont, au surplus, ils ne pourraient, sans indication spéciale apprécier les conséquences en ce qui concerne les personnes interrogées, car beaucoup de ces interrogatoires ne visent qu'à obtenir des renseignements ou des témoignages.

A première vue, il paraît donc indispensable que pour tous les étrangers expulsés, comme pour tous les interdits de séjour autorisés à résider, le Parquet pût signaler confidentiellement les interrogatoires qui seraient susceptibles d'amener une inculpation et de rendre utile soit une mesure administrative, soit une surveillance.

Mais il ne faut pas que la liaison envisagée soit pour les préfetures un moyen de s'immiscer dans les affaires judiciaires.

C'est pourquoi, cette question soulève des objections de principe et des difficultés de réalisation.

Le rôle de l'Administration et celui du Parquet sont essentiellement différents. La première a pour mission de prévenir les crimes et délits. Le second est seulement chargé de les poursuivre pour en assurer la répression ; il est aidé dans cette tâche par la Police Judiciaire.

Si une collaboration légale et obligatoire existe entre le Parquet et les officiers de police judiciaire dépendant de la Préfecture de Police, prévue et régie par les dispositions du Code d'instruction criminelle, il faudrait du moins envisager une collaboration qui aurait pour but de faciliter la tâche de la police administrative proprement dite,

La surveillance des étrangers, les autorisations de résidence accordées à des expulsés ou à des interdits de séjour, concernent en effet exclusivement l'autorité administrative qui puise dans la loi le droit même de suspendre, dans certains cas, l'effet des condamnations prononcées par les tribunaux.

La connaissance, il est vrai, de certains faits d'ordre judiciaire, peut amener l'administration à prendre telles mesures de rigueur ou à exercer une surveillance particulière.

Ces mesures peuvent même être utiles à l'exercice de l'action publique. Elles ne cessent pas, pour autant, d'être d'ordre administratif et l'initiative doit en être laissée à l'autorité qualifiée pour les prendre. Par voie de conséquence, c'est à cette autorité qu'il appartient de prendre aussi l'initiative de se renseigner sur toutes les circonstances propres à l'éclairer.

Est-ce à dire qu'une liaison ne soit pas souhaitable entre l'Administration et le Parquet ? Bien au contraire.

Il existe d'ailleurs un service de liaison détaché de la Police judiciaire auprès des Parquets. Cet organisme permanent puise dans les différents bureaux du Parquet les renseignements utiles à l'Administration dont il relève.

C'est dans le fonctionnement ou le développement de ce service que paraît devoir être trouvée la solution recherchée.

Le service de liaison pourra être en possession permanente d'une liste sur laquelle figurerait la date d'expiration du sursis, et prendre l'initiative de s'informer avant cette expiration, auprès du Parquet, s'il existe des inconvénients, pour l'action publique, au renouvellement des autorisations administratives,

Quant à communiquer à la Préfecture de Police tout ou partie des procès-verbaux d'interrogatoires dressés chaque jour par les cinquante magistrats instructeurs du Tribunal de la Seine, des raisons d'ordre pratique autant que juridique, s'opposent à cette communication.

Ne méconnaîtrait-elle pas, en effet, à la fois le secret professionnel, et les nécessités quotidiennes de l'instruction ?

Au surplus, et en fait, la police judiciaire n'est-elle pas au courant de la plupart des affaires en cours d'instruction ?

L'exécution des commissions rogatoires dont elle est chargée, les demandes de renseignements qui lui sont adressées sur chaque inculpé, les mandats de justice qui lui sont confiés, la mettent à même de suivre le développement de l'action publique.

Ces archives, complétées par le service de l'Identité Judiciaire, constituent une abondante et précieuse documentation à la disposition des services de la Préfecture de Police chargés de la surveillance des étrangers et de la délivrance des passeports.

Il ne faut pas aboutir à une confusion regrettable dans les attributions et les responsabilités. Au surplus l'autorité administrative pourra demander et obtenir tous renseignements qu'elle estimera nécessaires, pour lui permettre de prendre en connaissance de cause les décisions qui lui incombent.

Cela est vrai pour l'interdiction de séjour comme pour l'expulsion. Mais l'expulsé qui enfreint l'arrêté le concernant, soulève en même temps un problème social, un problème politique qui peut avoir des conséquences internationales très graves.

Il y aurait un moyen de prévenir les infractions, ce serait de limiter le nombre des indésirables étrangers sans

recourir à une expulsion souvent aléatoire (1). S'il ne faut pas élever autour de la France une muraille de Chine, on peut souhaiter une organisation qui aboutirait à un triage méthodique, scientifique, médical, policier, à la suite duquel n'entreraient dans le pays que des éléments assimilables et susceptibles d'être un jour naturalisés.

Il ne faut pas oublier qu'en 1932, sur 248.057 prévenus, il y eût 32.495 étrangers, ce qui est considérable. Aussi le triage à l'entrée du territoire peut-il être un moyen efficace : on peut préconiser pour l'émigration un triage racial et individuel (2) ; ce triage serait effectué par nos Consuls à l'étranger, par l'emploi de spécialistes parmi les recruteurs de main-d'œuvre étrangère. Il existerait à nos frontières mêmes, des centres de triage où s'achèverait le contrôle policier (anthropométrie, fiches signalétiques, etc.) et où entrerait en jeu le contrôle médical sérieux (dépistage des maladies par prise de sang, recherche des infirmités, etc...)

Un second moyen consiste à diminuer la nocuité des étrangers, et surtout d'émigrants dépayés devant un monde nouveau pour eux, par l'adaptation et la protection dispensées par les services sociaux, publics et privés (3).

Quoiqu'il en soit il importe de conserver intact le pouvoir du Gouvernement sans, pour cela, négliger de donner

(1) Des auteurs, comme MM. Niboyet et de La Pradelle pensent que l'expulsion n'est légitime qu'à l'encontre de ceux qui « troublent réellement ou menacent dangereusement de troubler la tranquillité ou l'ordre public, au point de vue de la sécurité intérieure, ou des rapports internationaux ». C'est la vraie formule : « Expulser peu, mais expulser bien ».

(2) Dr. René Martial : *Traité de l'Immigration et de la Greffe interraciale*, 1933.

(3) Le patronage international des étrangers. Bulletin de l'Union des patronages de France (1935, p. 68).

à l'expulsé toutes les garanties nécessaires ; c'est ainsi qu'on parviendra d'une part, à ménager les droits de l'individu, et les devoirs de l'autorité, et d'autre part, à concilier les devoirs de l'hospitalité dûs à des individus qui rendent d'inappréciables services à notre pays en maintes occasions, et les droits de la sécurité publique, qui, à aucun prix, ne doit être menacée, par des éléments de désordre (1).

Sans être dupe de sa générosité, l'Etat doit savoir endiguer le flot toujours montant des étrangers. Sans être inutilement intransigeant, l'Etat doit savoir ne pas contrarier l'assimilation lente et féconde d'étrangers qui ont prouvé leur fidélité et leur foi. En toutes circonstances l'Etat doit savoir enfermer dans les lieux qui ne leur sont pas prohibés, les interdits de séjour, exemples pernicioeux, criminels en puissance, sources de contagion.

A aucun prix l'Etat ne doit oublier que la Nation française, véritable « creuset des races » a un rôle à jouer dans le Monde par l'ascendant dont elle peut jouir.

Ce n'est qu'avec ces principes, que ne se reproduiront plus des événements tragiques, comme celui que nous avons eu à déplorer lors de l'assassinat du Président de la République Française, lors du lamentable attentat de Marseille, où le Roi d'une nation amie a trouvé la mort, et plus récemment lors des troubles à allure révolutionnaire qui ont ensanglanté des villes entières. Il faut en effet ne pas oublier que, plus que jamais, le problème des étrangers est à l'ordre

(1) Ces questions sont d'autant plus graves qu'elles sont utilisées à des fins de propagande par certains partis politiques. On a pu en voir un exemple décevant dans un débat sur le problème des étrangers en France et le droit d'asile, organisé au Club du Faubourg, tout dernièrement, le 30 janvier 1936.

du jour, car les « indésirables » sans oublier les individus condamnés à l'interdiction de séjour forment une masse dangereuse de « scories sociales », une tourbe inquiétante de « frelons de l'Etat » ; et sous cet aspect, le problème intéresse au plus haut point l'avenir de la France, puisqu'il touche aux problèmes posés par le Chômage et par la crise de la Moralité.

Vu : le Président de Thèse,

L. HUGUENEY.

Vu : le Doyen,

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLETY.

APPENDICE

ESSAI DE RÉDACTION DE LEGE FERENDA

*Projet de proposition de loi
concernant l'expulsion éventuelle des étrangers
et les sanctions y afférant*

Art. 1. — Tout étranger séjournant sur le territoire français est susceptible d'en être expulsé à tout moment.

Art. 2. — L'expulsion est, soit administrative, soit judiciaire.

Art. 3. — En dehors même de tout acte délictueux, le Ministre de l'Intérieur a tout pouvoir pour prononcer et effectuer l'expulsion de tout étranger qui trouble ou menace de troubler l'ordre public ou la sécurité nationale.

Le Préfet dans les départements frontières a le même pouvoir à l'égard de l'étranger non-résidant, sauf à en référer immédiatement au Ministre de l'Intérieur.

Art. 4. — L'intéressé, s'il le désire, comparaitra, assisté d'un avocat, devant une commission spéciale, siégeant dans chaque département. Celle-ci émettra un avis favorable soit à l'expulsion, soit au sursis à l'exécution de la mesure, soit à son retrait. La décision ministérielle sera notifiée à l'étranger qui, le cas échéant, devra quitter le territoire dans un délai déterminé.

Art. 5. — Si un étranger a été condamné pour délit par une juridiction de jugement, celle-ci pourra considérer

ledit étranger comme indésirable et prononcer contre lui l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français. Si une enquête est ordonnée, elle ne pourra préjudicier au condamné qui subit la peine principale.

Art. 6. — Un juge sera chargé de suivre les incidents qui pourront éventuellement se produire pendant l'exécution de l'expulsion. La juridiction qui a prononcé la peine en sera saisie, et aura la faculté de surseoir à l'expulsion ou de rapporter la mesure.

Art. 7. — Les condamnés à l'expulsion seront dirigés vers les maisons d'arrêt des départements frontières, où, sur réquisition du Procureur de la République, ils seront rapatriés, par convois collectifs, dans leur pays d'origine, après avoir obtenu les visas nécessaires des autorités des pays intermédiaires qu'ils devront traverser.

Art. 8. — L'expulsion judiciaire ne pourra être prononcée, sous réserve de conventions diplomatiques, contre les étrangers mineurs de dix-huit ans et contre les apatrides qui ne peuvent pénétrer dans un autre pays.

Art. 9. — Les décisions rendues en matière d'expulsion ne seront pas susceptibles d'appel, ni de pourvoi en cassation.

Art. 10. — Tout étranger qui se serait soustrait à l'exécution des mesures énoncées dans les articles précédents, ou qui, après être sorti de France par suite de ces mesures, y serait rentré sans autorisation, sera traduit devant les Tribunaux et condamné à un emprisonnement dont la durée ne pourra être inférieure à six mois, ni supérieure à deux ans. Le jugement ordonnera qu'après l'expiration de sa peine, le délinquant sera reconduit à la frontière.

Art. 11. — Si l'étranger expulsé commet une seconde infraction analogue à l'infraction susvisée dans l'article 10,

il sera condamné à une peine de un à cinq ans d'emprisonnement, et la rélévation pourra être prononcée contre lui.

Art. 12. — Les sanctions prévues aux articles 10 et 11 seront applicables dans tous les cas où des lois spéciales prévoient l'expulsion.

Art. 13. — Les peines prononcées en vertu de la présente loi pourront toujours être réduites, conformément à l'article 463 du Code Pénal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous ne mentionnons ici que la bibliographie essentielle : celle concernant certains sujets spéciaux est mentionnée au cours de l'ouvrage.

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

VON BAR. — *Théorie und Praxis des internationalen Privatrecht*, 2^e éd., 1889.

BÉRENGER. — *De la répression pénale, de ses formes et de ses effets*. Rapport à l'Institut, 1852.

BLANCHE (A.) et DUTRUC. — *Etudes pratiques sur le Code Pénal*, 2^e éd. 1888 à 1891.

BONNECASE (J.). — *Science du droit et romantisme*, 1928.

VON BULMORINCQ. — *Handbuch des öffentlichen Rechts*.

CALVO. — *Dictionnaire de droit international public et privé*, 1885.

— *Le droit international théorique et pratique*.

CARNOT. — *De l'instruction criminelle*, 1830.

CHAUVEAU Adolphe et FAUSTIN Hélie. — *Théorie du Code Pénal*, 6^e éd., 1887 à 1908.

CHÉRON (A.) et MUHLEISEN. — *Précis de procédure locale applicable en matières civile et commerciale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle*, 1930.

DERANSART. — *Répertoire des crimes, délits et contraventions*.

- DESPAGNET. — *Précis de droit international privé*, 5^e éd., 1909 (par Ch. de Bœck).
- DONNEDIEU DE VABRES. — *Introduction à l'étude du droit pénal international*, 1922.
- DUTRUC. — *Memorial du Ministère Public*, 1871.
- ESMEIN (A.). — *Histoire de la procédure criminelle en France*, 1882.
- FAUCHILLE. — *Traité de droit international public*, 8^e éd., 1921 à 1926.
- FAUSTIN-HÉLIE. — *Traité de l'instruction criminelle*, 2^e éd. 1886.
- FIGLIORE (Pasquale). — *Traité de droit pénal international et de l'extradition*.
- GARRAUD (R.). — *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, 1907 à 1929.
— *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, 3^e éd., 1913 à 1935.
- HEFFTER. — *Le droit international de l'Europe*.
- JACQUEY. — *De l'application des lois françaises en Algérie*.
- JOLY (H.). — *La France criminelle*, 1889.
- JOUSSE. — *Traité de la justice criminelle en France*, 1771.
- LABORDE. — *Cours de Droit criminel*, 2^e éd., 1898.
- LACOSTE. — *De la chose jugée*.
- LAFERRIÈRE. — *Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, 2^e éd., 1896.
- LE POITTEVIN (G.). — *Dictionnaire des Parquets*, 6^e éd., 1928.
- M... (Conseiller au Présidial d'Orléans). — *Nouveau commentaire sur l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670. Avec un abrégé de justice criminelle*, 1757.
- MANGIN. — *Traité de l'action publique et de l'action civile en matière criminelle*, 3^e éd., 1876.

- MARCY. — *Dictionnaire formulaire des juges d'instruction*.
MASSABIAU. — *Manuel du Ministère Public*, 4^e éd., 1876.
MUYART DE VOUGLANS. — *Instruction criminelle suivant les lois et ordonnances du royaume*, 1762.
NEUMANN. — *Internationales Privatrecht*, Berlin 1896.
NIBOYET (J.-P.). — *Manuel de droit international privé*, 2^e éd., 1928.
— *Répertoire pratique de droit et de jurisprudence d'Alsace et de Lorraine*, 1925 et suppléments.
ORTOLAN et DESJARDINS. — *Eléments de droit pénal*, 5^e éd., 1886.
PHILLIMORE. — *International Law*.
PRADIER-FODÉRÉ. — *Traité de droit international public européen et américain*, 1885 à 1906.
ROUX. — *Cours de Droit criminel français*, 2^e éd., 1927.
TARDE (G.). — *Etudes pénales et sociales*, 1892.
THIERY. — *Cours de droit criminel français*, 2^e éd., 1927.
VIDAL et MAGNOL. — *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 1935.
DE VILLARGUES (R.). — *Lois pénales spéciales*, 1877.
WEISS (A.). — *Traité théorique et pratique de droit international privé*, 2^e éd., 1907 à 1913.
WESTLAKE. — *Private international law*, 6^e éd., 1922.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX ET MONOGRAPHIES

- ANDRÉ. — *La récidive*, 1892.
AUFFRAY et CROUZAS-CRETET. — *Les expulsés devant les Tribunaux. Recueil des décisions judiciaires relatives à l'exécution des décrets du 29 mars 1880*.
BENTO DE FARIA. — *Sobre o direito de expulso*, 1929.
BERTON. — *Code de la relégation et des récidivistes*, 1887.

- BÈS DE BERC. — *De l'expulsion des étrangers*, thèse 1888.
- BLANCHOT. — *De l'asile et du droit d'expulsion*, thèse, Lausanne 1890.
- BLÉTEAU. — *De l'asile et du droit d'expulsion*. Thèse, Paris 1886.
- CASTRO Y CAZALEIZ. — *El derecho de expulsion ante el derecho internacional y la legislacion española*.
- CHANTEAU. — *Les plaies sociales : vagabondage et mendicité*, 1899.
- CHANTRE. — *Le séjour et l'expulsion des étrangers*. Thèse, Genève, 1891.
- CUGNIN. — *L'expulsion des étrangers*. Thèse 1912.
- DARUT. — *De l'expulsion des étrangers*. Thèse 1912.
- DEMANGEAT. — *Histoire de la condition civile des étrangers en France dans l'ancien et dans le nouveau droit*, 1844.
- DEPEIGES. — *Commentaire pratique de la loi sur les récidivistes*, 1886.
- ESPERSON. — *Expulsione degli stranieri secondo la legislazione italiana e le legislazioni straniere*.
- FÉRAUD-GIRAUD. — *Droit d'expulsion des étrangers*, 1889.
- GAND. — *Code des étrangers*, 1853.
- HOMBERG. — *De la repression du vagabondage*, 1860.
- JAMBOIS. — *Code pratique de la relégation*, 1886.
- LESCŒUR. — *La condition légale des étrangers et particulièrement des Allemands en France*.
- DE LEVAL. — *De la protection diplomatique des nationaux à l'étranger*, 1900.
- D^r MARTIAL (René). — *Traité de l'immigration et de la greffe interraciale*, 1933.
- MARTINI (A.). — *L'expulsion des étrangers*. Th., Paris 1909.

- MATTER (Paul). — *Le trafic de la débauche et les délits internationaux*, 1903.
- MAUCO (G.). — *Les étrangers en France*, 1934.
- MONNIER. — *Les Indésirables*, 1907.
- PASCAUD. — *De l'expulsion et de l'admission des étrangers en France*, 1889.
- PEPIN. — *L'aliens act*. Thèse, Paris 1913.
- DU PUY (H.). — *Vagabondage et mendicité*, 2^e éd., 1907.
- RAVAUT-BIGNON. — *Droit de police des consuls des pays hors chrétienté*. Thèse, Paris 1905.
- SALVY. — *L'immigration aux Etats-Unis et les lois fédérales*.
- SAPEY. — *De la condition des étrangers en France*, 1843.
- SOLOMAN. — *Essai sur la condition juridique des étrangers dans les législations anciennes et dans le droit moderne*, 1844.
- TCHERNOFF. — *La protection des nationaux à l'étranger*. Thèse, Paris 1899.
- VIDAL. — *L'évasion des détenus*, 1932.
- WACHET (H.). — *L'interdiction de séjour*, 1913.
- WALLON. — *Du droit d'asile*.

III. — PRINCIPAUX ARTICLES DE REVUES

- ALPHAND. — *L'expulsion des déserteurs et l'extradition déguisée*. Revue de dr. int. privé, 1910.
- ANZILOTTI. — *La responsabilité internationale des Etats à raison des dommages soufferts par les étrangers*. Revue gén. de dr. int. public, 1906.
- BERTON. — *De la récidive légale en matière d'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour*. Journal des Parquets 1887.

- DE BOECK (Ch.). — *L'expulsion et les difficultés internationales qu'en soulève la pratique*. Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1927.
- BOEHM. — *De la police des étrangers en Allemagne*. Clunet 1889.
- CANONICO. — *De l'expulsion des étrangers en Italie*. Clunet 1890.
- CHANTRE. — *De l'expulsion des étrangers en Suisse*. Clunet 1894.
- CHAUSSE. — *Examen doctrinal du droit international*. Revue critique de législ. et de jurispr. 1892.
- DESJARDINS (A.). — *La loi de 1849 et l'expulsion*. Revue des Deux Mondes, avril 1882.
- *Application de la loi du 25 mai 1885*. Journal Le Droit 14 juillet 1886.
- *L'expulsion des étrangers*. Questions sociales et politiques, 1893.
- DONNEDIEU DE VABRES. — *Dissertations*. D. P. 1934-2-13 et D. P. 1935-1-11.
- D^r DWORZAK (Ludwik). — *L'application de la loi pénale aux infractions commises par des étrangers hors de leur territoire*. Revue de droit pénal, 1933.
- FATOU. — *Le problème des étrangers indésirables en France*. Revue pénitentiaire, 1933.
- HUBERT (Raymond). — *Etude pratique sur l'expulsion des étrangers*. Gazette des Tribunaux, 1-2-3 octobre 1897.
- *De la poursuite pour infraction aux arrêtés d'expulsion, dirigée contre les personnes précédemment acquittées de ce chef, au cours du même séjour en France*. Clunet 1899.
- HUGUENEY (L.). — *Dissertation*, S. 35-1-33.

- JAMAIS. — Article dans le journal *La Loi* des 4 et 5 mars 1881.
- LAINÉ. — *De l'expulsion des étrangers appelés à devenir Français par le bienfait de la loi.* Clunet 1897.
- LE POITTEVIN. — *L'expulsion des étrangers et l'infraction aux arrêtés d'expulsion.* Journal des Parquets, 1900.
- D^r MARTIAL (René). — *La race Française.* Mercure de France, 1934.
- MAUCO (G.). — *Les étrangers en France.* Revue de Paris, 15 septembre 1935.
- NIBOYET. — *Examen doctrinal de la jurisprudence civile.* Revue critique de jurispr. 1915-1924.
- NUSSBAUM. — *Sur les personnes condamnées à l'interdiction de séjour par les lois locales.* Revue générale de dr. pénal, 1908.
- PASCALIS. — *L'interdiction de séjour et le sursis.* Revue pénitentiaire, 1924.
- PHILONENKO (Max.). — *L'expulsion des heimatlos.* Clunet 1933.
- PLANAS SUAREZ (Simon). — *De la condition juridique des étrangers au Venezuela.* Clunet 1921.
La Presse, mai 1931, numéro spécial sur les étrangers.
- PRUDHOMME (H.). — *Rapport à la Société générale des Prisons sur l'interdiction de séjour.* Revue pénitentiaire, 1924.
- DE ROLAND. — *Les étrangers à Monaco.* Clunet 1890.
- ROLIN-JACQUEMYS. — *De quelle manière les gouvernements peuvent-ils exercer le droit d'expulsion.* Annuaire de l'Institut de droit international, t. X.
- SCHEFFTEL. — *L'apatridie des réfugiés russes.* Revue critique de jurisprudence, 1934.

SEFERIADES. — *L'échange des populations*. Cours de l'Académie de dr. international, 1928.

Sociétés de patronage. — Assemblée générale. Revue pénitentiaire, 1930.

— *Congrès national de Rennes de 1910*. Revue pénitentiaire 1911.

Société générale des prisons. — Congrès. Revue pénitent. 1908.

SURVILLE. — *Examen doctrinal de la jurispr. française en matière de dr. internat. privé*. Rev. crit. de jurispr. 1904 et Rev. crit. de jurispr. 1906.

TRAVERS (M.). — *Le traité type d'extradition*. Clunet 1921.

VILLEY. — *De l'intention en matière pénale*. La France judiciaire, 1876.

— *Fin des délits contraventionnels*. La France judiciaire, 1886.

DE VIGNE. — Article dans la Revue de droit intern. de 1870.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
 CHAPITRE I. — <i>Les deux infractions se relient historiquement à la rupture de ban</i>	
1. Origine du mot	11
2. A Athènes et à Rome.....	14
3. Ancien Droit	14
4. Le droit révolutionnaire	15
5. Le Code Pénal. L'art. 45 et l'art. 272.....	17
6. Monarchie de Juillet	21
7. La loi du 3 décembre 1849.....	24
8. Le Second Empire	25
9. La loi du 23 janvier 1874 et la loi du 27 mai 1885	28
10. Les décrets-lois du 30 octobre 1935.....	34
 CHAPITRE II. — <i>Les deux infractions ont pris une importance considérable qu'accusent les statistiques</i>	
Section I. — Extension des infractions prouvée par les statistiques	38
A. Unité — Prévenu	40
B. Unité — Infraction	41
C. Vue d'ensemble	42
Section II. — Causes de l'extension prise par les délits d'infraction aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour	49
A. La fuite devant les tâches difficiles, cause de diminution de la main-d'œuvre.....	51
B. La guerre	51
C. L'absence de contrôle	52
D. Les apatrides	54
E. Le vagabondage et la délinquance.....	56
F. La hâte pour les vagabonds de retourner en prison	59
G. Les liens d'affection	60
 CHAPITRE III. — <i>Confrontation des deux délits</i>	
	61

PREMIÈRE PARTIE

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES INFRACTIONS

A L'EXPULSION ET A L'INTERDICTION DE SÉJOUR	67
CHAPITRE I. — L'élément matériel.....	69
Section I. — Fait matériel constitué par la présence du libéré dans un lieu interdit, ou par celle de l'expulsé à l'intérieur du territoire	70
Section II. — Légalité de l'arrêté.....	74
A. Arrêté régulièrement pris	74
B. Notification	78
C. Nécessité supplémentaire de l'extranéité.....	82
CHAPITRE II. — L'élément moral.....	85
Section I. — La culpabilité, fondement de la responsabilité pénale	85
A. La faute	86
B. L'imprudence	88
C. La volonté	91
D. L'intention est-elle susceptible de jouer ?.....	93
Section II. — Causes de non culpabilité.....	99
A. La contrainte, cause psychologique de non-culpabilité	100
1. Conditions de la force majeure.....	104
2. Applications de la force majeure. Apatridie. Refoulement	106
B. L'état de nécessité, cause objective de non culpabilité	111
1. Conditions	113
2. Applications	113

DEUXIÈME PARTIE

LE SYSTÈME DE RÉPRESSION	121
CHAPITRE I. — Poursuites	123
Section I. — Procédure	130
A. De la constatation du délit jusqu'à la comparution devant le Tribunal	131
B. De la compétence du Tribunal. Le Juge de l'exception	136
C. De la preuve	138
D. Des motifs	140
Section II. — Caractère du délit	144
A. C'est un délit continu successif	145
B. Les solutions de la jurisprudence. L'autorité de la chose jugée après sentence de condamnation et après jugement de relaxe	149
Section III. — Intérêt surtout rétrospectif des questions de nationalité que soulève l'infraction à un arrêté d'expulsion	155
A. Y a-t-il lieu à des questions préjudicielles ?	155
B. Le mineur étranger expulsé	158
1. Le mineur invoquait son domicile en France	160
2. Faculté de répudiation	163
3. Le mineur se prévalait du service militaire	164
4. Exemple fourni par la situation spéciale de l'Alsace et de la Lorraine	165
5. Possibilité qui existait de faire sa soumission à tout âge	166
C. La femme mariée	167
CHAPITRE II. — Pénalités	171
Section I. — Quotité de la peine	171
1. Régime de l'empire colonial français	177
2. Législations étrangères	179
3. Expulsions collectives	182
Section II. — Circonstances atténuantes	184
Section III. — Complicité et non cumul des peines	186

<i>Section IV. — Récidive</i>	188
<i>Section V. — Relégation.....</i>	195
A. Sur l'interdiction de séjour.....	198
B. Sur l'infraction à l'arrêté d'expulsion.....	204
<i>Section VI. — Modalités susceptibles de faire disparaître momentanément ou définitivement les délits d'infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour et d'infraction à l'arrêté d'expulsion</i>	207
I. — <i>Disparition momentanée.....</i>	207
A. Interruption de l'arrêté	207
B. Suspension de l'arrêté.....	209
C. Sursis à l'exécution de la mesure.....	211
D. Sursis à l'exécution de la peine.....	214
II. — <i>Extinction de l'infraction.....</i>	215
A. L'amnistie	215
B. La grâce	216
C. La prescription	218
 CHAPITRE III. — <i>Possibilités de défense accordées au condamné..</i>	221
A. Evolution des voies de recours. Obligation d'enfreindre l'arrêté d'expulsion pour justifier de son droit.....	221
B. Voies de recours contre la décision judiciaire.....	225
1. Appel	225
2. Pourvoi dans l'intérêt de la loi.....	226
3. Révision	229

CONCLUSION

LE POINT DE VUE DU DROIT POSITIF

<i>ET LE POINT DE VUE DU DROIT RATIONNEL</i>	235
--	-----

CHAPITRE I. — <i>Les inconvénients de la législation actuelle et le moyen d'y obvier</i>	237
A. Infraction à l'arrêté d'expulsion.....	240
B. Infraction à l'interdiction de séjour.....	241

CHAPITRE II. — <i>Les efforts qui ont déjà été faits</i>	245
<i>Section I.</i> — Vœux des Instituts et des Sociétés.....	245
<i>Section II.</i> — Essais de réforme législative.....	248
A. Infraction à l'interdiction de séjour.....	248
B. Infraction à l'expulsion.....	250
<i>Section III.</i> — Les conventions internationales.....	252
CHAPITRE III. — <i>Réformes souhaitables et réalisations à espérer</i> ..	257
<i>Section I.</i> — En ce qui concerne l'infraction à l'interdiction de séjour	257
<i>Section II.</i> — En ce qui concerne l'infraction à l'arrêté d'expulsion	261
APPENDICE. — <i>Essai de lege ferenda</i>	273
BIBLIOGRAPHIE	277

Imprimerie REMONDIN
Rue de Brébisson. - FALAISE

—
1936 .

